

ATLAS ACADÉMIQUE

des risques sociaux d'échec scolaire :

l'exemple du décrochage

GÉRARD BOUDESSEUL
PATRICE CARO
YVETTE GRELET
CÉLINE VIVENT

REVENU

EMPLOI

HABITAT

FAMILLE

DIPLÔME



[DEPP]
**Direction de l'évaluation,
de la prospective
et de la performance**

Centre d'études
et de recherches
sur les qualifications — **Céreq**

Atlas académique
des risques sociaux d'échec scolaire :
l'exemple du décrochage

GÉRARD BOUDESSEUL
PATRICE CARO
YVETTE GRELET
CÉLINE VIVENT

Sortir sans diplôme du système éducatif, c'est aujourd'hui être grandement exposé au chômage et au sous-emploi en début de vie active. En période de crise, ce phénomène est encore accentué. Qui plus est, l'analyse des cheminements professionnels sur longue période montre que le désavantage sur le marché du travail des jeunes non diplômés perdure bien au-delà de la période d'insertion. Même si une partie d'entre eux acquiert de façon différée une qualification, au final, leur destinée professionnelle est largement marquée par l'insécurité de l'emploi ou/et des emplois de mauvaise qualité.

Dès lors, quitter le système scolaire (collège, lycée général, lycée professionnel ou centre de formation pour apprentis) sans avoir acquis au moins un diplôme de niveau V apparaît bel et bien comme un risque socio-économique. La réduction de ce que les pouvoirs publics ont désigné par le terme de « décrochage scolaire » est devenue aujourd'hui une des priorités affichées dans la politique éducative. Est-il besoin de rappeler que chaque année ce risque se concrétise encore pour un jeune sur six ? En privilégiant une entrée par le territoire, cet ouvrage apporte un éclairage original sur ce risque, que l'on sait très inégal selon le milieu d'origine et les conditions de vie. Alors que de nombreuses analyses nationales sur le décrochage accordent une place très modeste à la dimension territoriale, cet atlas nous rappelle à sa façon que le territoire joue un rôle important dans la reproduction sociale. La ségrégation spatiale dans les agglomérations urbaines, de même qu'entre territoires ruraux et territoires urbains, sont en elles-mêmes génératrices d'inégalités sociales et de ce fait, d'inégalités scolaires. La correspondance entre la géographie du décrochage scolaire et celle d'un ensemble de facteurs socioéconomiques est donc au centre de cet atlas.

Dans le sillage d'une étude nationale menée pour le fonds d'expérimentation pour la jeunesse et publiée par le Céreq en 2012, c'est à l'échelle de chaque académie que nous descendons ici. Et les auteurs nous invitent à une lecture en termes de « risques sociaux territorialisés » à ce niveau-là. Car le territoire n'est pas seulement le vecteur potentiel d'inégalités. Il est aussi le support de l'action publique. Autour de chaque établissement scolaire, les acteurs publics sont ainsi face à un public socialement différencié. Cet ouvrage constitue une invitation à réfléchir sur les actions à entreprendre localement.

Que les auteurs, tenants de la géographie sociale, soient remerciés pour ce précieux outil de travail.

*Catherine MOISAN
Directrice de la DEPP*

*Alberto LOPEZ,
Directeur du Céreq*

Préface	3
Introduction	7
Académie d'Aix-Marseille	23
Académie d'Amiens	31
Académie de Besançon	35
Académie de Bordeaux	39
Académie de Caen	43
Académie de Clermont-Ferrand	47
Académie de Corse	51
Académie de Créteil	55
Académie de Dijon	59
Académie de Grenoble	63
Académie de Lille	67
Académie de Limoges	71
Académie de Lyon	75
Académie de Montpellier	83
Académie de Nancy-Metz	87
Académie de Nantes	91
Académie de Nice	95
Académie d'Orléans-Tours	99
Académie de Paris	103
Académie de Poitiers	107
Académie de Reims	111
Académie de Rennes	115
Académie de Rouen	119
Académie de Strasbourg	123
Académie de Toulouse	127
Académie de Versailles	131
Lexique	135

Les facteurs d'échec scolaire et tout particulièrement de sortie précoce de l'enseignement secondaire sont à la fois nombreux et intriqués. S'il est admis qu'ils peuvent se cumuler ou se combiner tout au long du cursus scolaire (Afsa, 2013), du point de vue du processus biographique, il restait à en dessiner une image territorialisée au regard, cette fois, du contexte spatial. Les choix méthodologiques seront tout d'abord présentés, puis les résultats d'ensemble d'une analyse multivariée et d'une typologie ainsi que les premiers éléments de cartographie seront exposés. L'essentiel de cette étude est ensuite constitué d'une suite de cartes commentées par académie.

LA CONSTRUCTION DES CONTEXTES TERRITORIAUX

L'option ici privilégiée consiste à ne retenir que des éléments de contextes territoriaux susceptibles d'agir sur les deux registres de l'échec scolaire et de l'orientation dans ce que certains ont appelé une approche écologique de l'éducation (Bronfenbrenner, 1979). Cette approche considère que le niveau d'éducation est le résultat des interactions entre l'individu et ses environnements. Elle permet d'associer l'éducation et une graduation de contextes sans pour autant chercher à établir des liens directs de causalité. Les contextes sont ici caractérisés en premier lieu par l'échelle d'observation qui détermine le choix d'une unité géographique et en second lieu par les variables susceptibles de détenir un pouvoir démonstratif.

Le choix de l'unité géographique d'observation s'inscrit dans la lignée des analyses typologiques conduisant à identifier, à partir du regroupement d'unités locales fines, des territoires partageant des caractéristiques communes. Les travaux pionniers de Nicole Tabard sur la morphologie socio-économique de territoires ont été menés à l'échelle communale et infra-communale (Tabard, 1993). Le niveau de la zone d'emploi est aussi de plus en plus mobilisé, en particulier quant à l'inscription des parcours scolaires dans la structure socio-économique du territoire (Grelet, 2004), à la nature des revenus des ménages (Davezies, 2008) ou encore à propos de l'attractivité des territoires en emplois (Sourd, 2012). D'autres, enfin, retiennent la zone urbaine sensible (ZUS) qui correspond depuis 1996 à un « *territoire infra-urbain défini par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction des considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants de ces territoires* » (www.insee.fr). Des indicateurs locaux des déterminants du chômage ont ainsi été analysés (L'Horty et Sari, 2008).

Les régions (ou aussi bien les académies) sont des espaces hétérogènes, et les analyses menées au niveau local conduisent bien souvent à distinguer au sein d'une région plusieurs espaces intrarégionaux. De plus, les pratiques territoriales traversent les frontières administratives, ainsi qu'en attestent, par exemple, les mobilités domicile-travail, et dessinent, quant à elles, des espaces infrarégionaux et parfois transrégionaux solidaires sur certains critères.

La recherche d'une unité plus fine amène à choisir le canton. Cette unité administrative et électorale est *a priori* neutre en termes de conditions de vie, d'emplois et de politique scolaire, et sans correspondance stricte avec l'implantation des collèges, lycées et centres de formation des apprentis. Il apparaît pourtant comme un niveau approprié en ce qu'il est plus large que nombre de petites et moyennes communes à la démographie variable et qu'il permet de décomposer les grandes agglomérations qui présentent des conditions de vie souvent hétérogènes. Il est surtout beaucoup plus fin que l'échelle des académies et des régions, mais aussi des départements et enfin des zones d'emploi, de construction plus récente, mais qui présentent tous des aires d'hétérogénéité importante.

Le canton au sens de l'Insee s'éloigne légèrement de la définition administrative: le canton-ou-ville (ou pseudo-canton) peut regrouper plusieurs communes. « *Dans les agglomérations urbaines, chaque canton comprend en général une partie de la commune principale et éventuellement une ou plusieurs communes périphériques. Dans ce cas, l'Insee considère la commune principale, entière, comme un pseudo-canton unique et distinct. Pour la ou les communes périphériques, le pseudo-canton considéré est alors identique au vrai canton amputé de la fraction de la commune principale que comprend le vrai canton* » (www.insee.fr). Ainsi, les sept cantons administratifs de Troyes sont-ils recomposés en six cantons-villes: les parties de Troyes qui se trouvent incluses dans l'un des sept cantons administratifs sont regroupés pour former le canton-ville de « Troyes », qui rassemble les cantons administratifs 3 et 5 ainsi qu'une partie des cantons 1, 2, 4, 6 et 7. Ces derniers, amputés de la partie incluse dans la commune de Troyes, forment les cinq autres cantons-villes de l'agglomération. Finalement, le découpage en cantons-villes est tel que chaque commune se retrouve dans un canton et un seul. Les grandes villes constituent un canton-ville à elles seules et n'ont pu être décomposées, à l'exception des arrondissements de Paris, Lyon et Marseille qui ont fait l'objet d'un traitement spécifique. Une typologie des cantons sera proposée, définissant des espaces relativement homogènes au regard des facteurs de risques d'échec scolaire pertinents.

INTRODUCTION

LES FACTEURS RELATIFS AUX CONDITIONS DE VIE

La littérature mentionne comme susceptibles d'être associés à l'échec scolaire, des facteurs relatifs aux conditions de vie et en tout premier les conditions d'emploi des parents, les conditions familiales et les conditions culturelles. Par extension, les facteurs d'échecs graves peuvent aussi conduire à un abandon des études.

Sept variables de conditions de vie sont ici prises en compte :

- Le **niveau de revenu** : alors que les conditions matérielles ont souvent été reléguées au second plan après la profession des parents dans les explications courantes des inégalités sociales face à l'école, il apparaît que la profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS) du père importe moins que le fait pour une famille de se trouver dans le décile des revenus les plus faibles. L'effet propre du niveau de revenu sur le retard à 15 ans, en comparant le premier et le dernier décile, est supérieur à l'effet propre de la PCS du père en comparant les cadres supérieurs et les ouvriers (Goux, Maurin, 2000).

L'indicateur correspondant, calculé à partir des Revenus fiscaux localisés des ménages, est le **revenu fiscal médian** par unité de consommation (16 300 euros en France métropolitaine, 2006, Tableau 1). Cet indicateur est assez précis pour tenir compte de la taille du ménage mais aussi du nombre d'adultes apportant un revenu, en particulier en cas de familles séparées ou lorsque l'un des deux conjoints est inactif ou au chômage de longue durée.

- Le **chômage** et la **précarité en emploi** sont aussi deux variables d'origine économique qui semblent agir en elles-mêmes sur l'échec scolaire, via l'image du marché du travail et de la rentabilité des études, ainsi que sur les incertitudes quant à l'avenir (Duée, 2004, 2006).

Les indicateurs correspondants, calculés comme tous ceux qui suivent à partir du recensement de la population de 2006, sont le **part des chômeurs** dans la population de 15 à 64 ans et le **taux d'emploi en CDI** des salariés (respectivement 7,9 % et 85 % en France métropolitaine, 2006).

- Le **niveau de diplôme des parents** a été évoqué depuis les années 1970 et plus récemment, a été traduit en termes de compétences des parents (Murat, 2009). À profession constante, le fait pour la mère de ne pas être titulaire d'un titre (y compris le Certificat d'études primaires pour la cohorte née entre 1963 et 1967) chez les ouvriers multiplie par 1,5 le risque pour les enfants de sortir de l'école sans aucun diplôme (Thélot, Vallet, 2000).

L'indicateur correspondant lié aux conditions proprement culturelles de soutien des jeunes par leurs parents est le **taux de non diplômés dans la classe d'âge des 45-54 ans** (34,3 % en France métropolitaine, 2006).

- Le fait d'être dans une **famille monoparentale** réduit objectivement la possibilité d'aide au travail à la maison dont on connaît le rôle décisif dans les résultats et dans la familiarité avec les normes de l'institution (Héran, 1994 ; Gouyon, 2004 ; Cretin, 2012). Il rend plus aigu l'arbitrage entre activité domestique et activité professionnelle.

La **part de familles monoparentales dans les ménages** est l'indicateur correspondant (8,5 % en France métropolitaine, 2006).

- Dans les **familles nombreuses**, l'effet de rationnement du temps d'aide aux devoirs peut ainsi se trouver accentué, sauf dans le cas d'aides à l'intérieur de la fratrie.

On a donc pris en compte la **part de familles de quatre enfants et plus dans les ménages** (1,6 % en France métropolitaine, 2006).

- Les **conditions de logement** peuvent ajouter un effet de rationnement de l'espace par surpeuplement (Pirus, 2011 ; Goux, Maurin, 2002). L'occupation d'un logement social de type HLM ou soumis à la réglementation de loyer des logements sociaux en donne un indicateur approximatif : 21,7 % des ménages locataires de HLM sont en surpeuplement, contre 13,8 % chez les locataires non HLM. Si 20 % des logements HLM sont occupés par des titulaires de revenus des trois déciles les plus élevés, ils ne sont pas localisés dans les mêmes endroits que pour les titulaires des revenus les plus faibles. Ainsi, les ménages à faibles ressources sont nettement surreprésentés au sein des locataires de HLM dans les quartiers pauvres des grandes villes et dans les zones urbaines sensibles (ZUS) : en ZUS et en 2002, les ménages des trois premiers déciles représentaient 60 % des locataires HLM, contre 47 % sur l'ensemble du territoire (Jacquot, 2007). Toutefois, la loi de décembre 2000 a imposé un seuil minimal de 20 % de HLM dans les communes de plus de 3 500 habitants (comprises dans une agglomération plus vaste). Elle a été durcie en 2013 faisant passer ce seuil à 25 %. L'accès au logement social est aussi dépendant du volontarisme des communes.

La part de ménages vivant en HLM (en logements sociaux) reste donc un indicateur utile pour une étude spatialisée intégrant les conditions de logement (14,9 % en France métropolitaine, 2006).

Cette liste de variables a été affinée au fil des traitements. Ainsi la PCS a-t-elle été exclue parce qu'elle est redondante avec d'autres indicateurs comme le niveau de diplôme. L'origine étrangère des ménages ne relève pas du registre des conditions de vie sur lesquelles des actions de prévention d'ordre culturel pourraient être menées. En revanche, le logement social en fournit une condition fréquente. Enfin, d'autres indicateurs éclairent l'interprétation des résultats sans pour autant entrer dans la typologie en tant que variables explicatives : la part des jeunes détenteurs d'un diplôme de niveau V (respectivement de niveau IV et de niveau III) parmi les 15-24 ans non scolarisés, complète les données sur les diplômes. La densité de population et la part des personnes âgées de 60 ans et plus dans la population renseignent sur la démographie du canton. Ces variables peuvent difficilement être considérées en elles-mêmes comme discriminantes, en revanche, elles permettent de comprendre la cohérence interne à certaines des classes.

LES JEUNES SANS DIPLÔME PARMIS CEUX QUI NE SONT PLUS SCOLARISÉS : UN TÉMOIGNAGE EX POST DE SORTIES PRÉMATURÉES DU SYSTÈME SCOLAIRE

Afin d'illustrer l'intérêt de l'image territorialisée de l'échec scolaire produite par cette typologie, nous proposons la mise en regard de la carte des risques sociaux avec celle d'un indicateur d'échec scolaire calculé à l'échelle du canton. Il s'agit de la part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés. L'échec correspond ici à une « sortie précoce » du système éducatif, au sens que nous précisons ci-dessous.

La définition d'une sortie comme étant précoce est largement conventionnelle, au regard de l'âge pris en considération mais aussi du niveau minimal de qualification requis. Le Brevet des collèges n'est par exemple pas considéré comme un diplôme dans la définition de décrochage selon le code de l'éducation. Il ne l'est pas non plus dans cette étude. Mais une difficulté vient aussi des grilles d'analyses usuelles. En général, deux grands ordres d'inégalités ont été distingués de longue date selon qu'elles portent sur l'orientation ou sur les résultats scolaires (Ichou, Vallet, 2012). De quel registre relève le décrochage scolaire ? Au sens strict d'une orientation comme suite de positions occupées dans le système scolaire (Boudesseul, 2008, p. 6), le décrochage est la preuve d'une inégalité d'orientation. Pourtant, toutes les observations convergent sur le fait que le processus précédant le moment de rupture relève pour beaucoup de difficultés d'apprentissage, de rapports spécifiques au savoir ou à l'ordre scolaire.

Les variables retenues ont été citées dans la littérature comme étant corrélées avec des difficultés, des retards ou des échecs scolaires, comme le retard à 15 ans, la rentabilité des études, le retard de 7 à 18 ans, l'absence de diplôme... Implicitement, le décrochage est considéré comme un échec scolaire particulièrement grave, faute de données plus précises permettant de l'en distinguer et alors même que les facteurs déclencheurs des ruptures ont été mieux isolés.

L'indicateur du décrochage scolaire retenu est *la part des non diplômés parmi les jeunes de 15 à 24 ans qui ne sont plus scolarisés pour l'année en cours*, qu'ils soient ou non en emploi. Il est calculé à partir des données du recensement de la population de 2006, permettant ce calcul à un niveau géographique fin. Afin de donner un ordre de grandeur, parmi les 2 760 000 jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés (soit 35 % de cette classe d'âge¹), 750 000 n'ont pas de diplôme soit 27 % en moyenne pour la France métropolitaine (RP 2006, cf. encadré 1). Il s'agit là d'une estimation « en stock » et retardée des effets cumulés des sorties sans diplôme du système éducatif.

Certains effets liés à la mobilité des jeunes ou de leurs parents sont susceptibles d'avoir une incidence sur cet indicateur.

En premier lieu, le canton de scolarisation peut différer du canton de résidence. Il en résulte que la part de jeunes sans diplôme dans un canton ne peut pas être considérée comme un révélateur exact des conditions de scolarisation dans ce canton. En particulier, il n'est pas possible de faire un lien avec la politique éducative menée par les établissements de ce canton.

En second lieu, un certain nombre de jeunes vont résider en-dehors de leur canton d'origine à l'issue du baccalauréat, du BTS ou d'autres formations à ces âges. Mécaniquement, ces départs font augmenter l'indicateur en réduisant son dénominateur. Ainsi, cet indicateur en stock sur un territoire ne permet pas d'en déduire un constat exact sur les jeunes issus de ce territoire, ou encore une « marque du territoire » sur la totalité des parcours scolaires. Le phénomène le mieux traduit est donc plutôt le degré de concentration de jeunes en difficulté sur un territoire donné, qui résulte de difficultés scolaires propres à un territoire mais aussi des flux entrants et sortants de mobilité.

¹ Ce taux ne correspond pas à celui qui peut être calculé à partir des données publiées par la DEPP dans Repères et Références Statistiques 2007, portant sur l'année scolaire 2005-2006. 40,2 % des 15-24 ans ne sont pas scolarisés (fiche 1.4). Cette différence est essentiellement imputable au numérateur du taux de scolarisation. Dans le cas du recensement, il s'agit de la population ayant indiqué être inscrite dans un établissement d'enseignement au moment du recensement ; dans les statistiques de la DEPP, il s'agit des effectifs d'élèves et d'étudiants fournis par le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

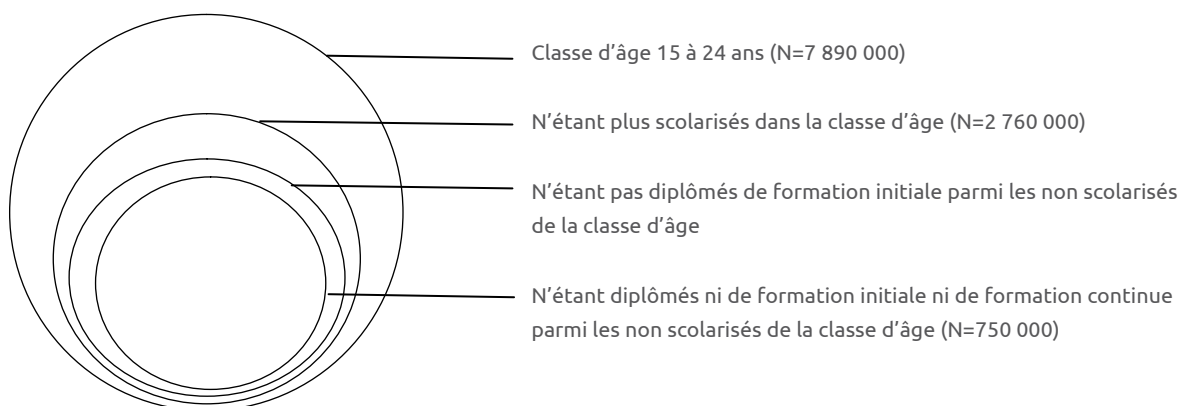
INTRODUCTION

ENCADRÉ 1. LE CALCUL DE L'INDICATEUR DE NON DIPLÔMÉS PARMIS LES NON SCOLARISÉS

La base de calcul est plus étroite que dans l'indicateur européen des sorties précoces qui se réfère à la classe d'âge tout entière.

La proportion est donc plus élevée. Cette différence pourrait être schématisée par cercles imbriqués (cf. Figure 1).

Figure 1 : Place des non diplômés parmi les non scolarisés d'une classe d'âge.



Source : Insee RP 2006

Le passage d'un indicateur à l'autre s'effectue donc selon la relation :

Indicateur sortants précoces = indicateur non diplômés parmi les non scolarisés * part de jeunes de la classe d'âge qui ne sont pas scolarisés.

Une seconde différence avec l'indicateur européen des sorties précoces tient à la classe d'âge considérée : nous retenons l'ensemble des jeunes de 15 à 24 ans et non seulement ceux qui ont entre 18 et 24 ans : le taux moyen de scolarisation est donc plus élevé mais le problème posé est aussi plus aigu pour les cohortes les plus jeunes.

Enfin, en troisième lieu, au moment de rapprocher cet indicateur des conditions de vie des familles, la mobilité quotidienne ou hebdomadaire des parents pour des raisons professionnelles complique l'interprétation. En effet, sachant que la dimension structurelle et historique de l'économie régionale et en particulier de son industrie pèse souvent sur le profil social d'un canton et donc son classement dans un type de risque ou un autre, certaines fragilités peuvent être masquées : ainsi en va-t-il de salariés hautement qualifiés de l'aéronautique à Blagnac dans la périphérie toulousaine qui résident parfois jusqu'à 50 km dans des cantons de l'Ariège où le recensement de population les comptabilise. De plus, ces migrations pendulaires ont aussi une incidence sur l'établissement de scolarisation de l'enfant lorsque les parents préfèrent déroger à la carte scolaire. L'autre exemple connu est celui des travailleurs frontaliers en Suisse qui résident dans les départements français limitrophes qui ne sont pas aussi favorisés que les données du recensement pourraient le laisser penser, bien que bénéficiant d'activités industrielles et touristiques (départements du Doubs, de l'Ain et de la Haute-Savoie).

Dans l'ensemble, la part de jeunes de 15-24 ans sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés connaît une grande variabilité d'une académie à l'autre, de 19% dans l'académie de Rennes à 33,2% dans l'académie de Montpellier, voire 36,5% en Corse. Mais il est vrai que le taux de scolarisation à ces âges varie aussi d'une académie à l'autre, en particulier du fait d'habitudes culturelles de maintien aussi longtemps que possible dans la voie générale plus valorisée (académie de Rennes par exemple) ou a *contrario* de sorties fréquentes au niveau V de formation (académie de Caen par exemple), ou enfin du poids historique de l'apprentissage comme dans les académies de Nantes, Orléans-Tours, Poitiers et Strasbourg.

UNE TYPOLOGIE DES RISQUES SOCIAUX CONTEXTUALISÉS

Les traitements statistiques ont donné lieu à une analyse multivariée et spatialisée sur les sept indicateurs précédemment décrits et les 3 689 cantons de France métropolitaine en vigueur lors du recensement de 2006. Les données communales ont été agrégées au niveau du canton.

Cette étude, encore exploratoire, n'a pas permis d'inclure les départements d'outre-mer. La possibilité de les inclure dans une prochaine version est en cours d'examen. Les variables sont inégalement disponibles (le revenu par ménage manque pour la Guyane et la Guadeloupe) ou interprétables dans le recensement, en particulier quant aux conditions de logement.

TABLEAU 1. CORRÉLATIONS ENTRE LES INDICATEURS RETENUS DANS LA TYPOLOGIE ET LA PART DE NON DIPLÔMÉS DE 15-24 ANS PARMIS LES NON SCOLARISÉS

% Non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés	
Revenu médian	- 0,25
Chômage 15-64 ans	0,65
CDI	- 0,16
Familles monoparentales	0,46
Familles nombreuses.....	0,37
Ménages en HLM	0,38
Non diplômés 45-54 ans.....	0,44

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est significativement corrélée ($p < 1\%$) avec les sept indicateurs mobilisés dans l'analyse. La corrélation atteint son maximum avec la part des adultes au chômage qui révèle la coexistence de difficultés scolaires avec un marché du travail dégradé (0,65). Une corrélation négative mais beaucoup plus faible est cependant relevée avec la part d'emploi en CDI. La seconde corrélation la plus marquante est associée à la part des familles monoparentales (0,46) mais aussi avec la proportion d'adultes de 45-54 ans sans diplôme. Le revenu médian par unité de consommation des ménages est en relation inverse avec la part des jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés mais avec une intensité plus faible.

Sur les cantons de France métropolitaine, chacun des indicateurs est ainsi corrélé, dans le sens attendu, avec la variable d'échec scolaire qui est considérée. Cette corrélation toutefois n'est pas en elle-même la preuve d'une causalité, d'autant qu'elle est calculée au niveau cantonal. Seules les recherches menées à l'échelle individuelle permettent de s'approcher d'une interprétation causale.

Si l'effet propre de chacun de ces indicateurs est bien établi (cf. tableau 1), le recours à des méthodes d'analyse multidimensionnelle permet de rendre compte des interactions entre eux, à travers une classification ascendante hiérarchique des 3 689 cantons.

Six classes de la typologie ont été retenues comme traduisant différents niveaux de risque : deux classes à risques élevés se distingueraient tout d'abord, une classe 1 caractérisée par un « cumul de fragilités économique, familiale et culturelle en milieu urbain », et une classe 6 « précarité économique dans les petites et moyennes communes ». Deux classes présenteraient des risques plus limités : la classe 2 « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain », et la classe 5 « fragilité culturelle dans les petites communes ». Enfin, deux classes ressortent comme étant plus hétérogènes pour des raisons différentes : la classe 4 « milieu rural vieillissant » et la classe 3 « sécurité économique et soutien culturel » (cf. tableau 2).

Ces dénominations des classes résultent d'un compromis : sous un aspect, elles ne doivent pas céder à un certain impressionnisme qui conduirait à abuser d'images courantes et polysémiques, mais sous un autre, elles ne se limitent pas non plus à une addition des variables mobilisées. Les intitulés englobent donc celles des variables qui interviennent le plus pour isoler chaque classe de l'ensemble des autres classes. Leur sens restant parfois difficile à saisir, des données complémentaires ont été prises en considération pour éclairer la compréhension, comme la densité de population et la proportion de personnes de 60 ans et plus (cf. tableau 3). Elles ont été ajoutées dans les tableaux de synthèse qui complètent le portrait de chaque académie.

Deux classes à risques élevés ressortent plus particulièrement.

Classe 1 : « Cumul de fragilités économique, familiale et culturelle en milieu urbain »

Cette classe rassemble 379 cantons, soit 6,3 millions de personnes de 15 à 64 ans. Du point de vue démographique, son poids est proportionnel au nombre de classes : 1/6^e. Toutefois, la part de cantons représentés se limite à un sur dix, montrant une concentration de la population en difficulté.

Les cantons de cette classe cumulent les indicateurs défavorables : le chômage en premier lieu (11,1 % contre 7,9 % en moyenne pour la France métropolitaine), conjugué à des conditions de vie souvent difficiles : 11,2 % de familles monoparentales (8,5 % en moyenne), mais aussi 2,8 % de familles de quatre enfants et plus (1,8 % en moyenne) et 28,4 % vivant dans des logements sociaux (14,9 % en moyenne). Enfin, 45,8 % des personnes de 45-54 ans sont ici sans diplôme contre 34,3 % en moyenne. Les enfants bénéficient inégalement auprès de

INTRODUCTION

TABLEAU 2. INDICATEURS DE RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE PAR CLASSE-TYPE

Classes et intitulés	Indicateurs mobilisés dans la typologie (% ou euros)						
	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles monoparentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Non diplômés parmi les 45-54 ans	Revenu médian par unité de consommation
Classe 1 - Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	11,1	83,4	11,2	2,8	28,4	45,8	14 157
Classe 6 - Précarité économique dans les petites et moyennes communes	8,6	83,4	8,2	1,4	8	39	14 680
Classe 2 - Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	8,5	84,2	9,1	1,5	18,8	31,4	17 872
Classe 5 - Fragilité culturelle dans les petites communes	6,6	84,9	5,9	1,6	8,9	42	15 351
Classe 4 - Milieu rural vieillissant	6,3	83,8	6,6	0,9	5,1	34	15 344
Classe 3 - Sécurité économique et soutien culturel	5,5	88,2	7,1	1,1	7,3	27,2	18 916
France métropolitaine	7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Note : cases en grisé : variables caractéristiques de chaque type.

TABLEAU 3. INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES DE CONTEXTE PAR CLASSE-TYPE

Classes et intitulés	Indicateurs complémentaires (% si non précisé)							
	Jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés					Autres indicateurs		
	Nombre	Non diplômés	CAP, BEP	BAC	BAC+2	Nombre de cantons	Densité de population (hab./km²)	Part des 60 ans et plus dans la population
Classe 1 - Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	551 920	34,8	28,4	21,9	10,7	379	312	18,7
Classe 6 - Précarité économique dans les petites et moyennes communes	226 047	29,7	31,8	23,3	11,4	521	52	25,7
Classe 2 - Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 061 858	27,1	25,2	23,6	14,9	543	462	20,1
Classe 5 - Fragilité culturelle dans les petites communes	184 942	24,7	33,7	25,5	12,9	466	43	23,6
Classe 4 - Milieu rural vieillissant	263 704	22,6	32,3	27	14	910	35	26,7
Classe 3 - Sécurité économique et soutien culturel	473 855	20,8	28,9	26,3	16,8	870	110	20,3
France métropolitaine	2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	3 689	113	21,4

Source : Insee RP 2006, calcul : Céreq-ESO Caen

Note : les niveaux de formation supérieurs à BAC+2 ne sont pas mentionnés.

leurs parents des ressources matérielles et culturelles susceptibles de soutenir leur travail scolaire, d'autant plus lorsque la mère élève seule ses enfants, et surtout lorsque ceux-ci sont nombreux. L'importance d'une socialisation précoce à la culture scolaire est connue, à travers la mise à disposition de livres et journaux, et sur le plan culturel grâce à la familiarité avec la lecture et l'écriture que détiennent les parents les mieux pourvus en diplômés.

Les territoires sont hétérogènes, ils ont en commun de constituer des poches de fragilités et de précarité. Souvent concentrées en milieu urbain (Seine-Saint-Denis, Vaulx-en-Velin dans le Rhône, Hérouville-Saint-Clair dans le Calvados...), certaines se trouvent aussi en milieu rural (Vimoutiers dans l'Orne, dont le collège est classé en éducation prioritaire), et d'autres dans des ports de pêche en déclin (Fécamp, Dieppe en Seine-Maritime), ou d'anciens fiefs de la France industrielle (Roubaix, Montbéliard, Saint-Dié dans les Vosges).

La part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés est la plus élevée : 34,8 %, alors qu'elle est de 27,2 % en France métropolitaine.

Classe 6: « Précarité économique dans les petites et moyennes communes »

Cette classe rassemble 521 cantons, soit 3,2 millions de personnes de 15 à 64 ans. Son poids est symétrique de la précédente. Si elle rassemble un canton sur sept en France métropolitaine, la population des 15-64 ans n'en représente qu'un peu moins d'un habitant sur douze.

Plutôt que par les conditions de vie familiale, cette classe est marquée par une part de chômage élevée (8,6%), la précarité de l'emploi et un revenu médian par unité de consommation faible (14 680 euros alors qu'il est de 16 344 euros en France métropolitaine). La part de 45-54 ans sans diplôme est aussi supérieure à la moyenne d'ensemble. La différence majeure avec la classe précédente est de se situer dans de petites et moyennes communes (52 hab./km²), avec une proportion relativement élevée de 60 ans et plus dans la population. Sont particulièrement concernés le Languedoc-Roussillon et la Corse littorale, avec un type méditerranéen d'emplois saisonniers, et d'emplois précaires liés au tourisme (Argelès), au vignoble (Bar-sur-Aube) ou à une industrie concurrencée (sous-traitance industrielle à Brionne, lunetterie à Saint-Claude, métallurgie au Creusot). La part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés est élevée: 29,7%.

Au total, ces deux classes les plus exposées concentrent exactement 900 cantons, soit un sur quatre en France ainsi qu'un peu moins d'un habitant de 15-64 ans sur quatre.

Deux classes à risques plus limités bien que persistants.

Classe 2: « Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain »

Cette classe rassemble 543 cantons, soit 15,1 millions de personnes de 15 à 64 ans. Son poids est aussi d'1/7^e du nombre de cantons de France métropolitaine mais elle concentre à elle seule 38% de la population des 15-64 ans. La densité est la plus élevée (462 hab./km²).

La plus urbanisée de toutes, cette classe est surtout caractérisée par une part importante de familles monoparentales (9,1% contre 8,5% en France métropolitaine) et de ménages vivant en HLM (18,8% contre 14,9% en France métropolitaine). Bien que le chômage y soit aussi présent, le revenu médian par unité de consommation est supérieur à sa valeur pour la France entière (17 872 euros). La part de personnes de 60 ans et plus, indicateur complémentaire mentionné à titre illustratif, est plus faible que dans la moyenne française. Cette classe comporte donc plus de parents en activité. Il s'agit des centres urbains, des cœurs d'agglomérations comptant de nombreux employés (Marseille, Le Havre), de villes de toutes tailles (Langres, Chaumont pour les petites, mais aussi la partie est de la grande agglomération parisienne) où résident de nombreuses professions intermédiaires. Les parents, ici figurés par les adultes de 45-54 ans sont moins souvent non diplômés qu'en moyenne (31,4% contre 34,3% en France métropolitaine).

La part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés se situe dans la moyenne mais reste élevée (27,1%).

Classe 5: « Fragilité culturelle dans les petites communes »

Cette classe rassemble 466 cantons, soit 2,6 millions de personnes de 15 à 64 ans. Son poids est de d'1/8^e des cantons français mais à la grande différence de la précédente, elle ne concentre que 6,5% de la population de 15-64 ans, et est de faible densité (43 hab./km²).

En demi-teinte, cette classe est surtout désavantagée par la forte proportion de parents non diplômés, (42% des adultes de 45-54 ans), et par un revenu médian par unité de consommation relativement faible (15 351 euros contre 16 344 euros en France métropolitaine). Moins concernée que d'autres par la précarité d'emploi et les familles monoparentales, elle se situe avant tout dans les petites villes, représentative d'un type agricole et rural où les ouvriers sont nombreux: centre ouest (Mayenne, Orne, Vire) et petites régions du nord de la France à dominante rurale, dotée d'un maillage serré de petites villes (Basse-Normandie, Pays de la Loire, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté). Il s'agit d'une France sous faible influence urbaine qui inclut les marges extrêmes de la grande agglomération parisienne.

La part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés est inférieure à la proportion d'ensemble mais reste préoccupante (24,7%).

Au total, ces deux classes semblent présenter un niveau de risque moyen, mais il porte plus sur les conditions de vie familiale et culturelle que sur les variables économiques.

Deux classes hétérogènes et très distinctes.

Classe 4: « Milieu rural vieillissant »

Cette classe rassemble 910 cantons, soit 4,2 millions de personnes de 15 à 64 ans. La plus nombreuse en cantons, un sur quatre, elle ne concentre qu'un habitant de 15 à 64 ans sur dix.

En apparence, les ménages de cette classe sont avantagés par une stabilité de conditions de vie, avec peu de familles monoparentales, peu de familles nombreuses, peu de logement social et une part de 45-54 ans non diplômés dans la moyenne. Le revenu médian est toutefois inférieur à sa valeur France entière (15 344 euros contre 16 344 euros en France métropolitaine). L'explication de ce profil se trouve dans la démographie et l'habitat: avec une densité de 35 hab./km² et 26,7% de personnes de 60 ans et plus, les exemples sont nombreux en

INTRODUCTION

milieu rural isolé, sous faible influence urbaine et parfois enclavé (Lozère). Les caractéristiques fréquentes de ce milieu sont le déficit démographique doublé d'un vieillissement. Un exode historique des jeunes a été maintes fois constaté (centre Corse, Pyrénées), dans une France des massifs et de la diagonale du vide (des plateaux bourguignons à la Dordogne en passant par le Limousin et l'Auvergne), mais aussi des littoraux attractifs pour les retraités. Les jeunes qui demeurent passent plus fréquemment un CAP, par tradition ou autocensure des vœux d'orientation ou encore par obligation s'ils envisagent de s'installer comme agriculteurs.

La part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés est ici des plus faibles, bien que demeurant significative (22,6%).

Classe 3: « Sécurité économique et soutien culturel »

Cette classe rassemble 870 cantons, soit 8,5 M de personnes de 15 à 64 ans. Elle représente un canton sur quatre et 1/5^e de la population des 15-64 ans. Elle occupe une place significative parmi les six classes avec une densité moyenne de 110 hab./km², mais ne présente pas de caractère spécifiquement urbain ou rural.

De nombreux indicateurs sont favorables en termes d'emploi, de revenu et de niveau de diplôme des parents: part de chômage parmi les 15-64 ans de 5,5%, part des emplois bénéficiant d'un CDI de 88,2%, la plus élevée de toutes les classes, et part de non diplômés parmi les parents, figurés ici par les adultes de 45-54 ans, de 27,2%, le minimum de toutes les classes. Le type résidentiel périurbain de classes moyennes et moyennes-aisées est reconnaissable. Certaines communes dans les Yvelines et en Alsace sont particulièrement illustratives, comme Versailles, Le Vésinet, Le Chesnay, Gif-sur-Yvette, mais aussi les zones de résidence des travailleurs frontaliers vers le Luxembourg, l'Allemagne et surtout la Suisse, dans le Genevois français, le Haut-Jura et le Haut-Doubs. L'influence urbaine est forte dans toutes ces couronnes périurbaines des capitales régionales et des préfectures (Rennes, Dijon, Toulouse...). Certaines zones se caractérisent aussi par un fort PIB (Alsace, Rhône-Alpes et Île-de-France) ou une économie à dominante résidentielle (immobilier, commerce, services aux particuliers...).

La part de jeunes de 15 à 24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés y est la plus faible (20,8%).

Ces deux dernières classes présentent les proportions les moins élevées de jeunes sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés. Mais leur hétérogénéité incite à rester prudent quant aux explications: tous les cantons de la classe «sécurité économique et soutien culturel», tirée par les variables d'emploi et de revenu, ne sont pas dans une situation aussi favorable; de même, tous les cantons de la classe «milieu rural vieillissant», caractérisée d'abord par la rareté de familles nombreuses, de logement social et de familles monoparentales, ne sont pas aussi isolés, et certains ont un revenu très faible.

LA FRANCE, VUE D'ENSEMBLE

La mise en relation entre la carte des zones à risques d'échec scolaire et celle de la part de jeunes de 15 à 24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés demeure prudente: elle consiste à rapprocher visuellement deux représentations cartographiques. La première représente la combinaison des variables contextuelles selon les territoires à une échelle très fine, celle des cantons, alors que la deuxième, en l'absence de statistiques exhaustives des flux annuels de sorties précoces, représente le «stock» de jeunes de 15 à 24 ans n'ayant obtenu aucun diplôme, rapporté à l'ensemble des jeunes qui ne sont plus scolarisés à ces âges (ceux qui sont encore scolarisés sont sur la voie d'obtenir un diplôme, même si tous n'y réussiront pas).

Les difficultés peuvent s'accumuler pour des raisons différentes

Les types «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle» et «précarité économique dans les petites et moyennes communes» présentent les traits les plus accentués. Depuis la crise industrielle des années 1980, les économies et la vie sociale des académies qui les illustrent le plus souffrent d'un fort taux de chômage, d'une paupérisation, d'une précarisation et enfin d'un faible niveau de qualification ou de formation. Une première opposition est visible du nord au sud de la France. Au nord, la crise de reconversion industrielle continue à produire des effets à long terme (Roubaix par exemple fut un pôle mondial de l'économie de la laine). Ces effets touchent aussi bien les villes que les petites communes en milieu rural.

Au sud, l'attractivité est telle qu'elle a généré un afflux de nouveaux habitants excédant le rythme de création d'emploi, or à Montpellier par exemple, le taux de chômage atteignait déjà un niveau élevé au début des années 1980.

À l'instar des départements d'outre-mer, la démographie est en inadéquation avec une économie à base d'entreprises de taille modeste et d'emplois tertiaires. Ces deux France concentrent les plus forts taux de jeunes adultes sans diplôme et les plus forts taux de chômage des jeunes (Le Bras et Todd, 2013, pp. 85 et 192).

La concentration correspond en de nombreux points avec la carte des jeunes âgés de 15 à 24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés. Elle fait ressortir les académies du nord de la France que sont Amiens (33%), Créteil (32%), puis Lille, Reims et Rouen (29%), soit le Bassin parisien et ses marges, mais aussi celles du sud méditerranéen que sont les académies de Corse (37%), de Montpellier (33%) puis d'Aix-Marseille (32%) et de Nice (31%). L'académie de Bordeaux (26%) présente une proportion proche de la moyenne nationale de 27%, mais un canton sur cinq dépasse 31% dont certains ont, il est vrai, une densité de population assez faible. Dans la France du nord, à l'exception de l'académie d'Amiens très en difficulté, le phénomène est souvent d'autant

plus développé que le canton se localise aux marges des académies de Versailles ou Créteil, ce qui correspond pour une partie aux extrêmes limites de l'agglomération parisienne. Un élément est fourni par l'arrivée de nouveaux habitants pauvres ne pouvant pas se loger ailleurs dans l'agglomération, ainsi que l'illustre l'exemple de Pacy-sur-Eure dans l'académie de Rouen au sud-est de l'Eure. Dans la France du pourtour méditerranéen, le phénomène tend à concerner tout l'espace académique peut-être par généralisation d'une situation précaire antérieurement plus localisée.

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle » présente sans doute le plus grand risque d'échec scolaire (35 % de jeunes de 15-24 ans sortis sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés, cf. tableau 3) est le plus implanté dans l'académie de Lille où il affecte la moitié des cantons et de la population de 15-64 ans et dans l'académie d'Amiens (un canton sur trois concentrant la moitié de la population). Suivent les académies de Créteil (un canton sur trois pour 42 % de la population) et de Reims (un canton sur six pour 45 % de la population).

Le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » présente lui aussi un risque marqué : 30 % de jeunes de 15-24 ans sortis sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés. Il occupe une place importante dans les académies de Corse (la moitié des cantons et de la population), de Montpellier (un canton sur quatre concentrant un tiers de la population) et de Nice (un canton sur quatre pour un tiers de la population). Dans l'académie d'Aix-Marseille, la proportion élevée de cantons (un sur trois) n'englobe en fait qu'un dixième de la population. Le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » est en effet dominant (un canton sur cinq concentre deux tiers de la population). Ce troisième type semble un peu moins pénalisant puisqu'il se situe dans la moyenne nationale de 27 % de jeunes de 15-24 ans sortis sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés. Toutefois, cette proportion varie selon les académies, au nord comme au sud. Ainsi, il affecte l'académie de Créteil (la moitié des cantons et de la population) avec un taux de 28 % qui masque des cas particuliers comme Aubervilliers (48 %) et la Courneuve (47 %) et plusieurs autres qui se situent il est vrai dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ». Il est aussi particulièrement présent dans les académies de Lyon (un canton sur quatre pour la moitié de la population), de Grenoble, de Nancy et de Nice.

Le phénomène de périurbanisation intervient aussi pour opposer des centres fragilisés et des périphéries de moyenne et de grande couronne plus abritées du point de vue des conditions de vie des ménages. On entend par habitat périurbain un ensemble de cantons marqués par une urbanisation à dominante de lotissements, situés aux marges des cantons urbains constituant les centres des grandes agglomérations (pôles d'emploi majeurs). Les cantons périurbains forment souvent une couronne large de 10 à 40 km autour des cantons urbains centraux selon la taille de l'agglomération. Leur densité de population varie de 30 à 400 hab./km². Celle-ci décroît à mesure que l'on s'éloigne du centre de l'agglomération. La croissance de leur population a été forte de 1968 à 2009 (un doublement n'est pas rare), souvent la plus forte de tous les cantons d'une académie. Ces cantons périurbains constituent le lieu de résidence privilégié de beaucoup de ménages de cadres et professions intellectuelles supérieures, mais aussi de professions intermédiaires et d'artisans, commerçants et chefs d'entreprises (actifs et retraités). Le revenu médian par unité de consommation des ménages atteint ici le maximum d'une académie telle que Strasbourg (19 800 euros). Le niveau de diplôme des habitants de ces cantons en particulier ceux issus de l'enseignement supérieur long est souvent lui aussi le plus élevé de l'académie.

La correspondance entre les risques et le décrochage n'est pas toujours vérifiée

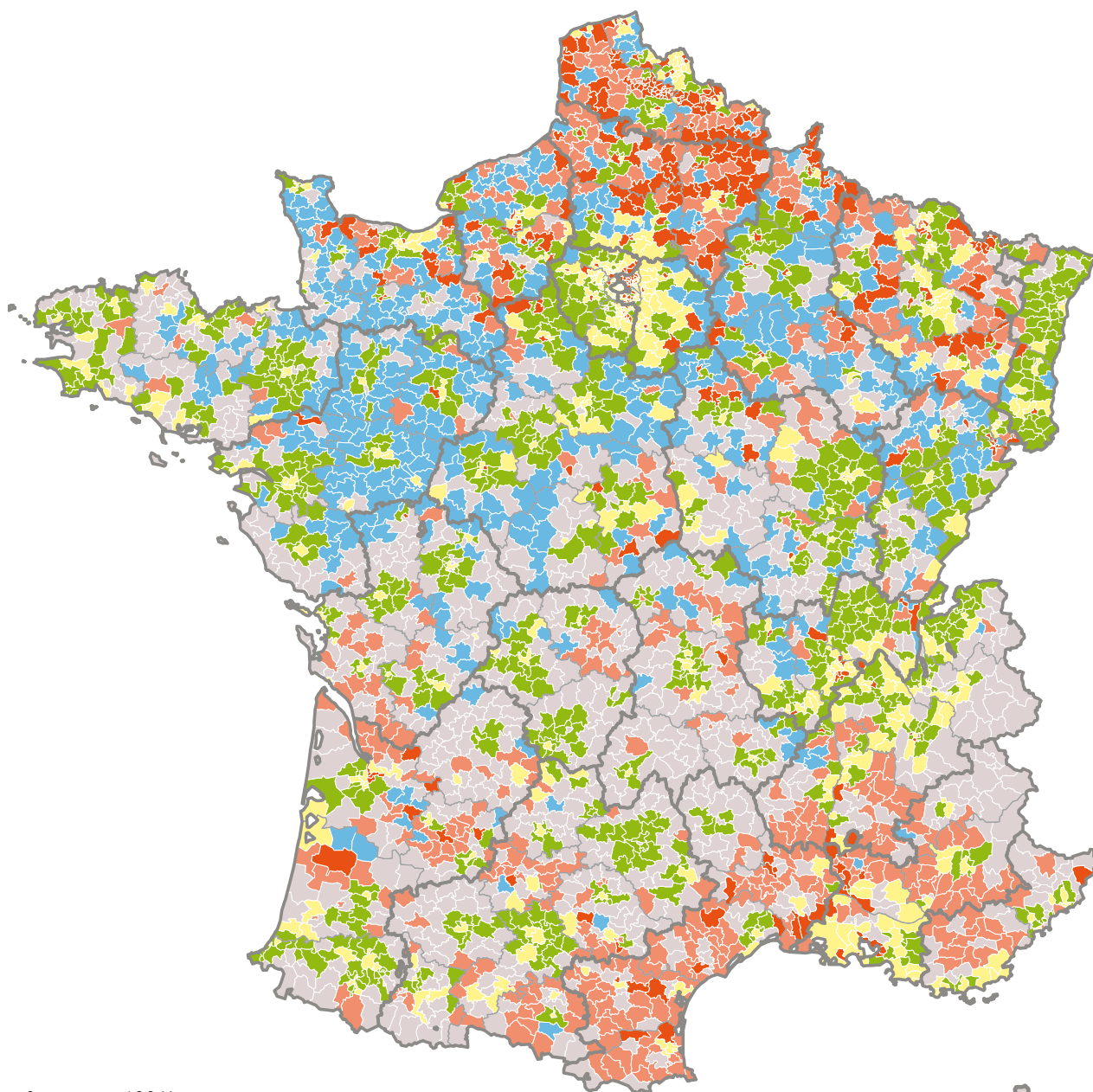
Certains cantons échappent à cette correspondance entre les risques liés au contexte figurés par les types et la part de jeunes non diplômés. Ainsi, le type « fragilité culturelle dans les petites communes » présente des risques modérés (25 % de jeunes de 15-24 ans sortis sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés, cf. tableau 3). Pourtant des exemples montrent que ce niveau peut être largement dépassé. Nombre d'entre eux sont constitués de petites unités industrielles rurales ou de petits pôles ruraux de services. Ils relèvent du type « fragilité culturelle dans les petites communes » à cause de la faiblesse du niveau de diplôme des adultes, souvent des employés et des ouvriers, actifs ou retraités.

Ils sont frappés d'exode rural vers les préfectures et capitales régionales les plus proches depuis des décennies à cause de l'étroitesse du marché du travail et de leur relatif éloignement des grandes agglomérations.

Quelques exemples illustrent ces cas particuliers. Dans l'académie de Dijon (nord-est de la Côte d'Or), les cantons de Selongey (27 hab./km², 3 900 hab.) et Fontaine-Française (16 hab./km², 3 000 hab.) constituent pour une partie le bassin de recrutement de SEB (Société d'Emboutissage de Bourgogne) et l'extrême nord du bassin d'emploi du grand Dijon. Ils présentent respectivement une proportion de 32 % et de 33 % de jeunes de 15-24 ans sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés.







Dans l'académie de Besançon, à l'ouest de la Haute-Saône, Autrey-les-Gray (24 hab./km², 5 100 hab.), qui fournit un bassin de recrutement de l'usine de travail des métaux John Deere et ancien siège des fabrications textiles Christine Laure, est un canton périurbain de la petite ville de Gray à économie industrielle et tertiaire faiblement qualifiée. Il présente à l'opposé un taux de 23 %.

INTRODUCTION

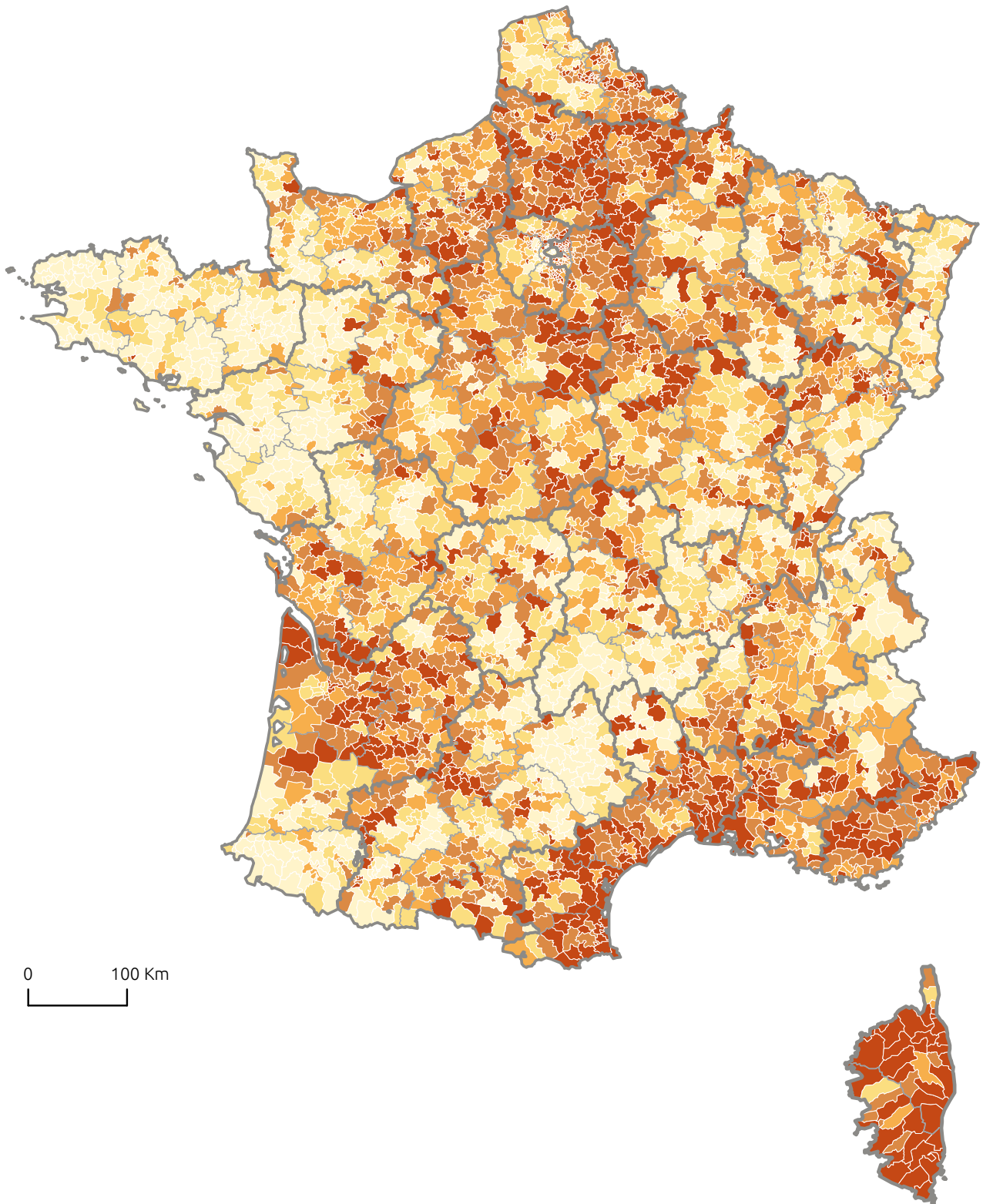


0 100 Km

Les zones à risques d'échec scolaire

-  Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
-  Précarité économique dans les petites et moyennes communes
-  Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain
-  Fragilité culturelle dans les petites communes
-  Milieu rural vieillissant
-  Sécurité économique et soutien culturel

Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

INTRODUCTION

Dans l'académie de Nantes, au sud-est de la Sarthe, Le Lude (33 hab./km², 8 700 hab.) est à la fois une station verte de vacances et un pôle industriel rural d'agroalimentaire (laiterie) et de mécanique. Ce canton fait état d'une proportion de 32 % de jeunes de 15-24 ans sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés.

Enfin, dans l'académie de Bordeaux, au nord des Landes, Sore est aussi un petit pôle industriel rural mais dans le domaine du bois. Il souffre d'exode rural au même titre que tous les autres cantons cités précédemment (4 hab./km², 1 900 hab.). Il compte 40 % de jeunes de 15-24 ans sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés.

Un autre exemple contre-intuitif peut être cité dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle ». Dans l'académie d'Orléans-Tours, le canton de Saint-Pierre-des-Corps, qui comporte une ZUS, connaît une proportion de chômeurs dans la population des 15-64 ans significative (11 % pour 8 % en moyenne nationale) et un revenu médian faible (14 400 euros pour une moyenne nationale de 16 300 euros), mais aussi une part élevée de logements en HLM (35 % pour 15 % en France). L'histoire de ce canton montre que l'emploi y est structuré depuis le XIX^e siècle par un nœud ferroviaire et les fournisseurs qui l'entourent, alimentant un besoin de long terme en ouvriers qualifiés. En dépit de son classement logique dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle », le taux de non diplômés chez les adultes de 45-54 ans est certes élevé (42 % pour une moyenne nationale de 34 %) mais demeure inférieur au taux que les cantons de ce type ont en moyenne (46 %). Or, on constate aussi que la proportion de jeunes de 15-24 ans sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés est de 25 %, c'est-à-dire inférieure de deux points à la moyenne nationale d'ensemble, et de 11 points à la moyenne de ce type (cf. tableau 3).

L'interprétation doit rester prudente

La comparaison des deux cartes ouvre à diverses interprétations : plus elles se rapprochent, plus il sera tentant de conclure à une relation entre ces inégalités de contexte et l'accumulation de sorties sans diplômes dans les mêmes aires géographiques. En revanche, lorsque des écarts sont visibles, les interprétations possibles sont plus nombreuses : soit la relation est faible, soit elle existe mais elle est compensée par des variables non observées, qui pour certaines aggravent le risque de sortie précoce et pour d'autres l'atténuent ou le réduisent. Dans les deux sens figurent des variables d'ordre structurel comme l'histoire industrielle ou d'autres variables comme celles de politiques publiques, politiques éducatives ou politiques sociales.

Quelques dissonances peuvent heurter à la lecture. Ainsi, des cantons urbains peuvent être agglomérés à une classe dont le libellé met l'accent sur le caractère rural, et inversement. Des cas limites feront sourire, puisque certains arrondissements des trois plus grandes villes de France sont regroupés dans la classe « précarité économique dans les petites et moyennes communes » (le 10^e et le 18^e à Paris, le 5^e et le 6^e à Marseille), voire, exceptionnellement il est vrai, dans la classe « milieu rural vieillissant » (le 7^e à Lyon). L'explication générale à ces situations tient à la prise en compte de l'habitat rural/urbain dans la typologie. La ville ou la campagne ne peuvent être considérées en elles-mêmes comme une cause d'échec scolaire mais comme des espaces traversés par des inégalités de tous domaines et parfois aussi contribuant partiellement à ces inégalités. La dimension rural/urbain est ici vue uniquement sous l'angle de la densité et n'entre que comme une variable supplémentaire et illustrative. Elle permet de décrire les classes et les caractériser, mais n'entre pas dans le processus qui les détermine. Ainsi, pour des valeurs similaires atteintes par les variables actives telles que le chômage ou le niveau de revenu, cette variable supplémentaire peut prendre des valeurs différentes : beaucoup de cantons ruraux peuvent apparaître dans un type et se trouver accompagnés d'un canton très urbain, ou l'inverse. Enfin, un dernier élément entre sans doute faiblement dans ces exemples en apparence exotiques pour les trois grandes métropoles : compte tenu de leurs spécificités de ville-académie pour Paris et de découpages distincts cantons-arrondissements pour Lyon et Marseille, les arrondissements de ces trois métropoles ont été ajoutés comme observations supplémentaires à la suite de l'analyse, elles ne figurent pas dans le traitement statistique ayant généré la typologie.

PROLONGEMENTS

Les indicateurs à l'échelle du canton sont significatifs de l'hétérogénéité des situations infrarégionales. S'ils sont illustratifs pour les acteurs qui connaissent ces espaces au plus près, ils demeurent à recouper avec les contextes locaux et la dynamique des politiques académiques, régionales et locales. Dans certains cas, la situation d'un canton trouve des éléments d'explication dans les cantons voisins, voire dans la région voisine.

De plus, les indicateurs contextuels mobilisés pourraient être enrichis par d'autres portant sur la santé et la couverture médicale. D'autres indicateurs d'échec scolaire pourraient aussi donner lieu à comparaison, en particulier en se rapprochant des données de flux annuels de sorties de formation initiale sans diplôme.

Au-delà des conditions de vie, il resterait à compléter les effets de contexte sur les parcours éducatifs par l'offre de formation publique, privée, l'offre de formation des apprentis et l'enseignement agricole, mais aussi par le niveau de qualification des emplois induit par l'orientation économique régionale et locale.

Ainsi en irait-il des économies à dominante industrielle ou plutôt à base résidentielle, certaines monospécialisées alors que d'autres sont fortement diversifiées. Les emplois métropolitains sont connus quant à eux pour

concentrer les emplois tertiaires les plus qualifiés, particulièrement discriminants entre les arrondissements des trois premières villes de France.

Enfin, une actualisation périodique des données permettra d'établir une représentation dynamique des territoires à plusieurs dates, dessinant des formes de trajectoires de cantons.

BIBLIOGRAPHIE

- AfSA C.** (2013), « Qui décroche ? », *Éducation & formations*, n° 84, p. 9-20.
- BOUESSEUL G.** en collab. avec **COINAUD C., GRELET Y., VIVENT C.** (2008), « Orientation : quels repères pour trouver son chemin ? », *NEF Céreq*, n° 33, 52 p.
- BOUESSEUL G., GRELET Y., VIVENT C.** (2012), « Les risques sociaux de décrochage scolaire : vers une politique territorialisée de prévention ? » *Bref, Céreq*, n° 304, 4 p.
- BRONFENBRENNER U.** (1979), *The Ecology of Human Development*, Cambridge, Harvard University Press.
- BRUNET R.**, *France, le trésor des régions*, en ligne sur <http://tresordesregions.mgm.fr/>. Consulté le 3 mars 2014.
- BRUNET R.** (dir.) (1987), *La vérité sur l'emploi en France*, Paris, Larousse.
- CARO P., ROUAULT R.** (2010), *Atlas des fractures scolaires en France*, Paris, Autrement.
- CRETIN L.** (2012), « Les familles monoparentales et l'école : un plus grand risque d'échec au collège ? », *Éducation & formations*, n° 82, p. 51-66.
- DAVEZIES L.** (2009), « L'économie locale résidentielle », *Géographie Économie Société*, vol. 11, n° 1, p. 47-53.
- DAVEZIES L.** (2008), *La république et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Paris, Le Seuil.
- DUÉE M.** (2004), « L'impact du chômage des parents sur le devenir scolaire des enfants », *Document de Travail*, G2004-06, Insee, 28 p.
- DUÉE M.** (2006), « Chômage parental de longue durée et échec scolaire des enfants », *Données Sociales*, Insee, p. 157-161.
- GOUYON M.** (2004), « L'aide aux devoirs apportée par les parents », *Insee Première*, n° 996, 4 p.
- GOUX D., MAURIN É.** (2000), « La persistance du lien entre pauvreté et échec scolaire », *France - Portrait social, 2000-2001*, Insee, p. 87-98.
- GOUX D., MAURIN É.** (2002), « Surpeuplement du logement et retard scolaire des enfants », *Données sociales*, Insee, p. 455-478.
- GRELET Y.** (2004), « La reproduction sociale s'inscrit dans le territoire », *Formation- emploi*, n° 87, p. 79-98.
- HÉLAN F.** (1994), « L'aide au travail scolaire : les mères persévèrent », *Insee Première*, n° 350, 4 p.
- ICHOU M., VALLET L.-A.** (2012), « Performances scolaires, orientation et inégalités sociales d'éducation. Évolution en France en quatre décennies », *Éducation & formations*, n° 82, p. 9-18.
- INSEE, DARES, DATAR** (2010), *Atlas des zones d'emploi en France*, Paris, Dares.
- JACQUOT A.** (2007), « L'occupation du parc HLM : éclairage à partir des enquêtes Logement de l'Insee », *Document de travail*, n° F0708.
- LE BRAS H., TODD E.** (2013), *Le mystère français*, Paris, Le Seuil.
- LÉVY J., LUSSAULT M.** (dir.) (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.
- L'HORTY Y., SARI F.** (2008), « Les zones urbaines sensibles en Île-de-France : Typologie des tensions territoriales », *Document de recherche*, n°08-10, Centre d'Études des Politiques Économiques (EPEE), Université d'Evry Val d'Essonne.

INTRODUCTION

LE RHUN B., DUBOIS M. (2013), « Les sortants précoces et les sortants sans diplôme: deux mesures des faibles niveaux d'étude », *Éducation & formations*, n° 84, p. 51-59.

MURAT F. (2009), « Le retard scolaire en fonction du milieu parental: l'influence des compétences des parents », *Économie et Statistique*, n° 424-425, p. 103-124.

PIRUS C. (2011), « Les conditions d'habitat des enfants: poids des structures familiales et de la taille de la fratrie », *France - Portrait social*, p. 173-190.

SOURD C. (2012), « L'attractivité des territoires. Attirer des emplois, mais pas seulement », *Insee Première*, n° 1416, 4 p.

TABARD N. (1993), « Représentation socio-économique du territoire: typologie des quartiers et communes selon la profession et l'activité économique de leurs habitants », *Document de travail*, F9304, Insee.

THÉLOT C., VALLET L.-A. (2000), « La réduction des inégalités sociales devant l'école depuis le début du siècle », *Économie et Statistique*, n° 334, p. 3-32.

PRÉSENTATION DES FICHES ACADÉMIQUES

La situation de la France est déclinée par académie selon une double approche cartographique. La première carte porte sur les zones à risques d'échec scolaire, traduisant la typologie de 3 689 cantons en six types. La seconde représente la part des non diplômés parmi les jeunes de 15 à 24 ans qui ne sont plus scolarisés. Cette part est divisée en quintiles calculés sur le plan national.

Un commentaire précise la position de l'académie au regard de la typologie d'ensemble et tente de cerner ses principales spécificités. La complexité des combinaisons possibles amène à schématiser la présentation sous une forme unifiée. Une première partie présente « les risques les plus marqués », c'est-à-dire ceux qui sont les plus défavorables mais aussi les plus fréquents en nombre de cantons et en part de la population représentée. Pour cette raison, la densité de population est fréquemment précisée lorsque des exemples de cantons sont cités. Une deuxième partie porte sur « les risques seconds », qui ne sont pas nécessairement secondaires du point de vue de leur gravité, mais qui se rencontrent moins fréquemment. Dans le cas particulier d'académies plutôt favorisées, cette appellation peut paraître paradoxale, elle ne fait que décrire des risques existants, même si le nombre de cantons qui les illustrent est modeste. Enfin, une partie « autres », plus résiduelle tente de préserver la richesse des observations multivariées.

Lorsque des exemples sont particulièrement évocateurs, ou révèlent l'emprise d'une histoire locale, notamment industrielle, quelques encadrés mentionnent un canton spécifique, sans pour autant qu'il ait valeur générale. Pour une lecture plus approfondie, un tableau quantifie précisément la valeur des indicateurs fondant la typologie à raison d'un exemple de canton significatif pour chaque classe représentée pour l'académie. Les valeurs moyennes à l'échelle de l'académie et de la France métropolitaine facilitent la comparaison. Là encore, l'exemple choisi n'a qu'une portée illustrative.

Les cartes mentionnent en clair les noms de cantons des classes « cumul de fragilités économiques, familiales et culturelles en milieu urbain » et « précarité économique dans les petites et moyennes communes » dont les risques sont les plus élevés, outre les exemples cités dans le commentaire ou dans le tableau et enfin les cantons-villes préfectures de département. Une vignette de zoom est parfois ajoutée afin d'améliorer la lisibilité. Elle n'est répétée sur les deux cartes que lorsque la difficulté de lecture le justifie.

UN LITTORAL URBAIN ET UN ARRIÈRE-PAYS EN DIFFICULTÉS POUR DES RAISONS DIFFÉRENTES

Les cantons urbains et périurbains du littoral et de son arrière-pays sont le plus souvent regroupés dans le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » dans les Bouches-du-Rhône et le sud-est du Vaucluse (un canton sur cinq de l'académie mais 60 % de la population). Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » se rencontre quant à lui dans la basse vallée du Rhône (seulement 15 cantons mais concentrant 17 % de la population). Enfin, la zone de transition entre haute montagne et vallée du Rhône relève plutôt du type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » (un canton sur trois mais seulement 8 % de la population).

1 – Risques les plus marqués

Dans les cantons urbains et périurbains du littoral et de son arrière-pays du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain », la proportion de ménages vivant en HLM est bien plus élevée que la moyenne: 29 % à Martigues, 27 % à Istres, 23 % à Arles, 17 % à Marseille (cf. détail par arrondissements ci-après). La part des familles monoparentales est la plus forte de l'académie dans ces cantons constitutifs de la métropole d'Aix-Marseille (plus de 10 % à Aubagne, Marseille, Arles, Salon-de-Provence, pour 8 % en moyenne en France).

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Le canton de Martigues-Ouest hors Martigues se situe entre le Golfe de Fos à l'ouest et l'étang de Berre à l'est. La zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer est distante de 10 km et le port pétrolier de Lavéra est encore plus proche du chef-lieu de ce canton. La raffinerie et l'usine pétrochimique les plus proches emploient respectivement 1100 et 850 salariés. Ce canton est densément peuplé (1500 hab./km², 17000 habitants en 2009). Un cinquième des ménages est ouvrier et 40 % sont retraités. Une majorité des ménages n'est pas imposable (60 %). Le taux de chômage (rapporté à la population active) était de 27 % en 1999 et reste de 18 % en 2009. Le niveau de diplôme des habitants est faible (40 % de sans diplôme parmi les adultes de 45-54 ans et 30 % parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés).

Si Martigues et Istres se situent dans la moyenne, concernant la part de jeunes sans diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés, celle-ci atteint 30 % à Aubagne, 32 % à Salon-de-Provence et 34 % à Arles.

Les cantons urbains de type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » ne sont pas très nombreux mais cumulent les difficultés. Ceux du Vaucluse (Avignon, Orange, Carpentras, Cavaillon ou Bollène), ainsi que ceux des Bouches-du-Rhône (Martigues-Ouest hors Martigues, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marignane, Vitrolles, Berre-l'Étang ou Tarascon) partagent des proportions de chômeurs parmi la population des 15-64 ans plus élevées que la moyenne (14 % à Avignon). Ils atteignent les maxima académiques de part de ménages vivant en HLM (plus de 40 % à Martigues-Ouest hors Martigues et à Port-Saint-Louis-du-Rhône en lien avec l'emploi ouvrier localisé dans la zone industrialo-portuaire proche de Fos-sur-Mer). La part des familles nombreuses est supérieure à la moyenne pour presque tous les cantons de ce type. Le revenu médian accuse un écart de 3000 euros avec la moyenne nationale (13000 euros à Martigues-Ouest hors Martigues ainsi qu'en

Avignon, 12700 euros à Carpentras). La part des non diplômés parmi les 45-54 ans varie de 38 % à 46 % au sein de ce groupe (moyenne nationale de 34 %).

Au sein de ce groupe de cantons, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie (43 % à Carpentras, 41 % à Orange, 40 % à Avignon-Nord hors Avignon et 39 % à Tarascon, pour 27 % au plan national).

2 – Risques seconds

Le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » concerne aussi de nombreux cantons dont le taux de chômage a beaucoup augmenté de 1999 à 2009. La part des salariés en CDI est en moyenne plus faible que dans les autres types: 76-80 % à La Motte-du-Caire, Saint-Étienne-les-Orgues (Alpes-de-Haute-Provence) ou Serres (Hautes-Alpes). Les ménages de tous ces cantons ont un revenu médian inférieur à la moyenne (proche de 13000 euros). Avec un taux d'emploi en CDI de 49 % et 13300 euros de revenu médian, Sault-en-Vaucluse est très représentatif de situations extrêmes dans ce groupe.

Les maxima de jeunes sans diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés sont atteints à La Motte-du-Caire et Saint-Étienne-les-Orgues (32 %).

3 – Autres

Le type « milieu rural vieillissant » est implanté en milieu rural montagnard à très faible densité de population: souvent moins de 10 hab./km², par exemple à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) ou à Orcières (Hautes-Alpes). La part des plus de 60 ans varie de 26 % à 38 % dans ces cantons (moyenne nationale de 21 %). Le revenu médian y est inférieur de 1000 à 2000 euros à la moyenne nationale (16300 euros).

UN CAS SIGNIFICATIF

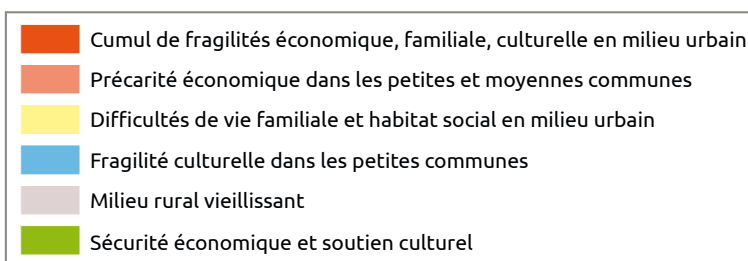
Saint-Étienne-en-Dévoluy compte 1000 habitants en 2009, en légère augmentation depuis 1968 (5 hab./km², chef-lieu situé à 1200 m d'altitude, une heure de route pour Gap à 40 km). Les soldes naturel et migratoire sont positifs depuis 40 ans. La part des plus de 75 ans atteint presque 10 % en 2009, en forte augmentation depuis 1999. La part des emplois en CDI est des plus faibles (55 %) et plus de la moitié des ménages ne sont pas imposables, alors que 27 % des habitants sont diplômés d'un CAP-BEP (2009).

ACADÉMIE D'AIX-MARSEILLE



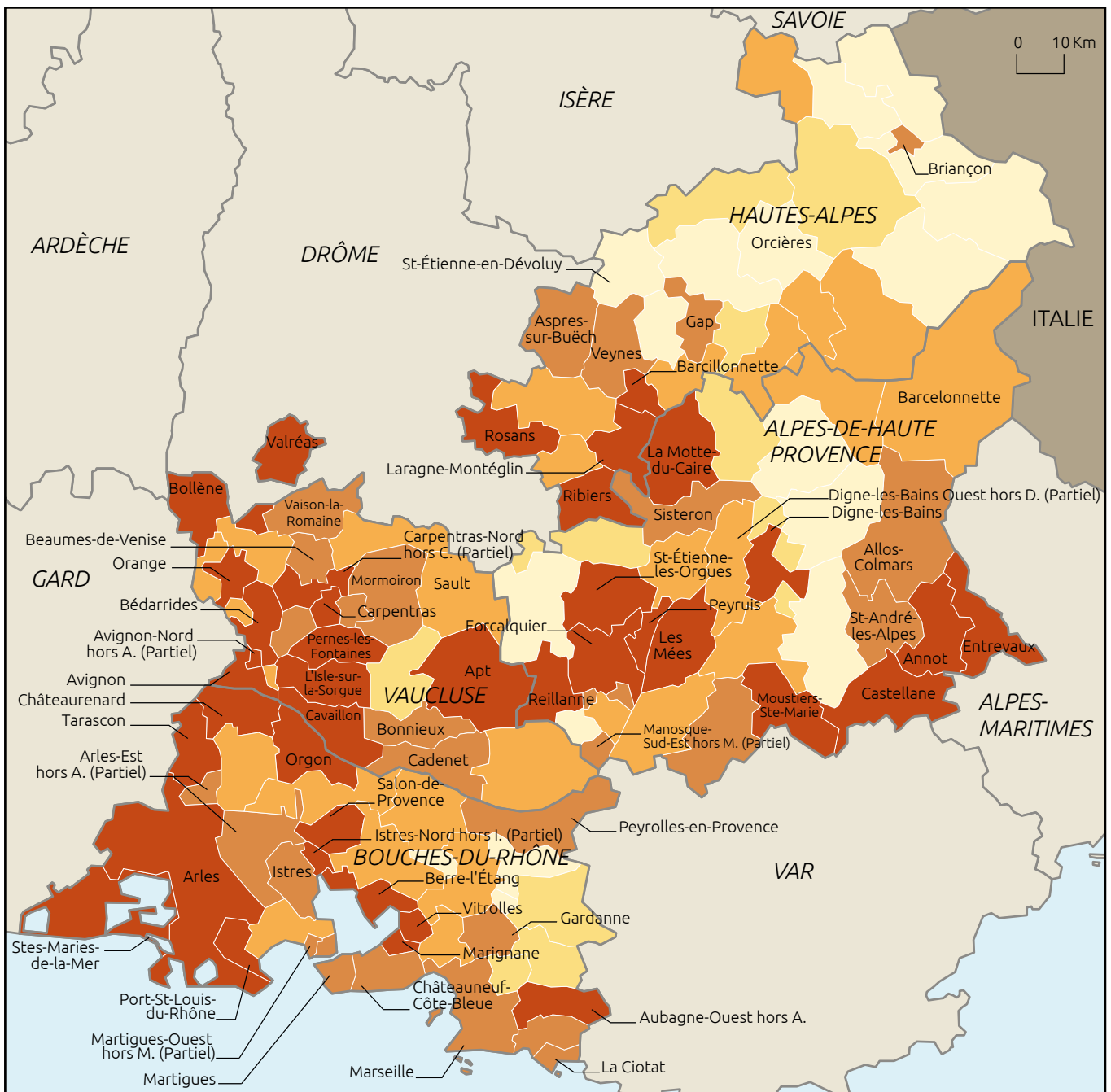
Note de lecture : pour préserver la lisibilité de la carte, parmi les cantons en classe 1 et 6 (rouge et orangé), seuls sont signalés ceux dont la part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à 31%.

Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE D'AIX-MARSEILLE



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartition en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE D'AIX-MARSEILLE

La proportion de chômeurs très faible caractérisant ce groupe est inférieure à 4 % dans bon nombre de cantons des Hautes-Alpes tels que Le Monétier-les-Bains (3 %), Saint-Étienne-en-Dévoluy, Guillestre et l'Argentièrre-la-Bessée (4 %).

Mais la part des emplois en CDI est ici parmi les plus faibles de France métropolitaine de 55 % à 60 % pour 85 % en moyenne nationale.

La part de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est contenue de 18 % à 25 % à Orcières et Barcelonnette, et

encore inférieure à Saint-Étienne-en-Dévoluy (12 %), sur la base d'effectifs limités, il est vrai.

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les quatre dont la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée (32 % pour 27 % en France métropolitaine). Ce niveau peut être associé au poids du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » qui ne concentre pas le plus d'habitants mais pour lequel cet indicateur atteint 36 %.

Académie d'Aix-Marseille

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Martigues-Ouest hors Martigues	13	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	10,9	83,6	12,7	1,9	40,8	40,3	13 058
Sault	84	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	6,7	48,7	8,2	1,5	6,5	28	13 376
Arles	13	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	11,1	83,4	10,9	1,6	23,3	37,8	14 303
Rosans	05	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,4	84,8	4,9	1,6	5,3	35,4	12 423
Saint-Étienne-en-Dévoluy	05	Milieu rural vieillissant	4,2	55,1	12,3	0	2,9	28	13 739
Digne-les-Bains-Ouest hors Digne	04	Sécurité économique et soutien culturel	5,7	87,4	7,5	0,6	7	22,1	17 436
Académie			9,6	83,8	10,5	1,6	14,3	33,9	15 963
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Martigues-Ouest hors Martigues	13	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	868	29,6	37,7	20,7	8,7	1 530	26
Sault	84	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	126	24,4	20,5	34,8	11,7	12	24,8
Arles	13	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	2 627	34,2	30,4	20,1	10,6	68	24
Rosans	05	Fragilité culturelle dans les petites communes	29	34,3	20,6	38,3	6,8	6	30,8
Saint-Étienne-en-Dévoluy	05	Milieu rural vieillissant	46	11,8	27,5	40,7	15,3	6	21,1
Digne-les-Bains-Ouest hors Digne	04	Sécurité économique et soutien culturel	158	24,6	33,3	24,4	13,3	24	21,1
Académie			119 164	31,9	28,1	22,1	12,2	130	22,6
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

Ville de Marseille (arrondissements)²

Plus de fragilités qu'à Paris et à Lyon à cause d'une plus grande paupérisation

Une grande partie des arrondissements marseillais (huit sur seize), qu'ils soient centraux ou périphériques, relèvent du type le plus défavorisé « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ». Ce qui fait de Marseille la métropole la plus défavorisée, Paris et Lyon comptant moins d'arrondissements classés dans ce type. Le centre de Marseille (1^{er}, 2^e, 3^e,) et la périphérie nord (13^e, 14^e, 15^e et 16^e) outre le 11^e, se distinguent par des valeurs défavorables pour tous les indicateurs retenus. Sur le plan économique, la part de chômeurs parmi les 15-64 ans est toujours supérieure à 10 % (8 % nationalement) allant jusqu'à 16 % dans le 15^e arrondissement, 17 % dans le 1^{er}, 19 % dans le 3^e et 20 % dans le 2^e. La part des emplois en CDI est de 10 points inférieure à la moyenne nationale (85 %) dans les trois premiers arrondissements marseillais. Le revenu médian y varie de 6 900 euros (!) (3^e) à 13 500 euros (13^e), pour 16 300 euros au plan national. Sur le plan des familles, la part des familles monoparentales s'élève à plus du double de la moyenne dans les 3^e, 14^e et 15^e arrondissements. La part des adultes âgés de 45 à 54 ans sans diplôme est très supérieure à la moyenne (34 %), atteignant le maximum de 58 % dans le 3^e arrondissement (55 % dans le 15^e, 52 % dans le 14^e).

Au sein de ce groupe d'arrondissements, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie après le canton de Castellane (49 % dans les 3^e, 15^e et 16^e, 48 % dans le 2^e et 46 % dans le 14^e, pour 27 % au plan national).

La situation très défavorable du 3^e arrondissement résume les caractéristiques économiques et sociales de ce groupe. Cet arrondissement situé au nord de la gare SNCF Saint-Charles abrite la ZUS Saint-Mauront-Bellevue-Cabucelle. Peuplé de 44 000 habitants en 2009 (17 000 hab./km²), il n'a cessé d'en perdre de 1968 à 1982. Un ménage sur quatre est composé de retraités et un cinquième d'ouvriers. Plus de 70 % des ménages ne sont pas imposables sur le revenu. Cet ensemble de ménages a déclaré un peu plus de 6 000 euros de revenu en 2009, un des plus bas en France à l'échelle comparable des cantons. Plus de 40 % des habitants sont sans diplôme. Cette proportion a augmenté de presque 10 points de 1999 à 2009. Les employés représentent plus du tiers des emplois localisés dans cet arrondissement, les ouvriers, 20 %. En bien des points, cet arrondissement s'oppose à celui du 8^e, le plus favorisé de Marseille qui se caractérise par un revenu médian environ trois fois supérieur à celui du 3^e (22 000 euros).

Le type « sécurité économique et soutien culturel » ne concerne que deux arrondissements (7^e et 8^e), avec un taux de familles monoparentales dans la moyenne nationale (9 %), soit deux fois moins que dans les 3^e, 14^e et 15^e arrondissements. La part des 45-54 ans sans diplôme est plus de deux fois inférieure aux situations les plus dégradées du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (20-22 %, soit 12 points de moins que la moyenne nationale). De même, la part de non diplômés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés est parmi les plus faibles de tous les arrondissements de Marseille avec 22 % et 25 %, soit 23 points de moins que dans le 3^e arrondissement. Le 8^e arrondissement abrite 20 % de ménages cadres. Situé au sud de l'hyper-centre de la métropole, il est structuré par l'avenue du Prado, englobe les plages du Roucas-Blanc et de David. Seulement un peu plus d'un tiers des ménages ne sont pas imposables sur le revenu dans cet arrondissement favorisé. Plus du quart des habitants sont diplômés de l'enseignement supérieur long. Ce taux a progressé de presque 10 points de 1999 à 2009.

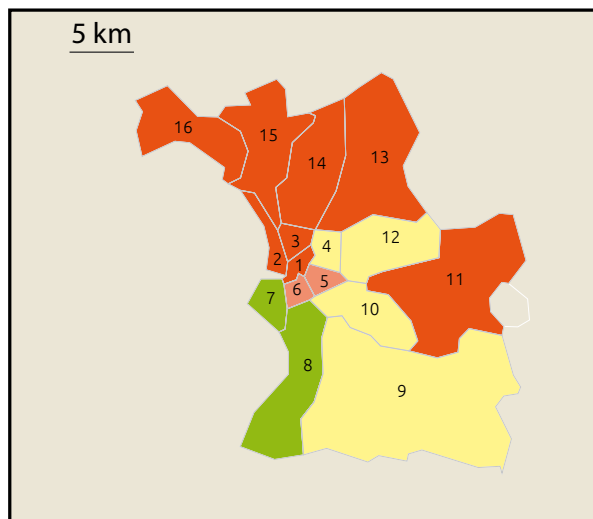
En situation intermédiaire, quatre arrondissements appartiennent au type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » (4^e, 9^e, 10^e et 12^e), en raison de forts taux de ménages y vivant en HLM (14 à 15 % dans les 10^e et 12^e) et de familles monoparentales (12 % dans les 10^e et 12^e).

Les 5^e et 6^e arrondissements, quant à eux, sont curieusement regroupés dans le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » qui est structuré par la part de chômeurs et d'emploi précaires supérieure à la moyenne et aussi caractérisé par un logement en HLM nettement moins fréquent au regard de la moyenne nationale³. Ils se situent au sud du centre et incarnent une sorte de profil moyen des arrondissements marseillais. Les valeurs des indicateurs retenus les situent en position intermédiaire entre les arrondissements favorisés et ceux qui cumulent toutes les fragilités. Les revenus médians sont proches de la moyenne nationale, de même pour la part des familles monoparentales (10 %). La part des non diplômés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés (22-27 %) les place en meilleure position que la plupart des cantons de ce type.

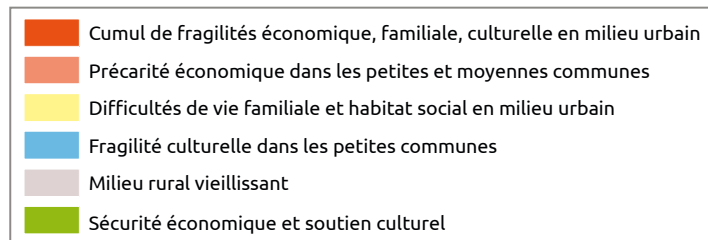
² En raison de leur spécificité, les arrondissements des villes de Paris, Lyon et Marseille, ont été ajoutés à la typologie en tant qu'observations supplémentaires à titre illustratif. Ils n'interviennent donc pas en tant qu'observations principales ayant présidé à la définition des six types.

³ Ce type ne relève des « petites et moyennes communes » que dans la mesure où la combinaison de ces proportions se rencontre le plus fréquemment en France dans ce mode d'habitat, outre une proportion de logements en HLM très inférieure à la moyenne nationale. Ainsi qu'il a été mentionné en introduction, la dimension rural/urbain est ici vue uniquement sous l'angle de la densité et entre comme une variable supplémentaire et illustrative. Elle permet de décrire les classes et les caractériser, mais n'entre pas dans le processus qui les détermine. Ainsi, pour des valeurs similaires atteintes par les variables actives telles que le chômage ou le niveau de revenu, cette variable supplémentaire peut prendre des valeurs différentes: beaucoup de cantons de petites et moyennes communes peuvent apparaître et se trouver accompagnés d'un canton très urbain, ou l'inverse.

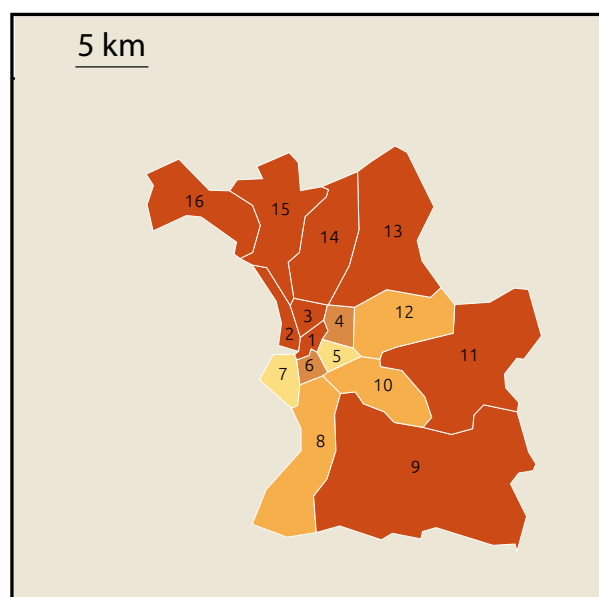
Ville de Marseille (arrondissements)



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés

répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Ville de Marseille (arrondissements)

Tableau 1 : Répartition des arrondissements par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Arr.	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Non diplômés parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
1 ^{er}	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	17,1	76,3	12	2,4	5,7	41,1	8 846
2 ^e	<i>idem</i>	19,7	75,9	12,5	2,8	8,1	50,3	8 574
3 ^e	<i>idem</i>	19,1	76,8	17	4,5	18,4	57,7	6 981
11 ^e	<i>idem</i>	10	86	12,9	2,2	27,4	37,9	15 700
13 ^e	<i>idem</i>	12,4	84,7	15,2	3,5	31,6	42,3	13 464
14 ^e	<i>idem</i>	14,2	83,4	18	6,8	39	52,2	9 668
15 ^e	<i>idem</i>	16,1	80,5	17,2	5,6	37,6	55	9 102
16 ^e	<i>idem</i>	13,1	85,6	14,1	2,6	20	42,2	13 157
5 ^e	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	11,3	80,1	9,6	0,5	5	29,4	16 108
6 ^e	<i>idem</i>	12,2	81	10,2	0,6	2,6	24,1	17 284
4 ^e	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	11,6	85,3	11,8	1	8,3	30,5	16 022
9 ^e	<i>idem</i>	8	87,5	11,4	1,3	12,6	28	19 206
10 ^e	<i>idem</i>	10,2	87,1	12	1,7	14	38,7	15 566
12 ^e	<i>idem</i>	7,5	88,9	11,9	0,7	15,3	26	19 539
7 ^e	Sécurité économique et soutien culturel	7,9	86,6	8,7	0,4	2,5	22,3	20 200
8 ^e	<i>idem</i>	7,6	87,3	9,1	0,7	9,9	20,8	22 027
Ville		11,9	84,1	12,6	2,3	16,6	36,6	14 795
France métro.		7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Répartition des arrondissements par type et indicateurs complémentaires

Arr.	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)			Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus	
			Non diplômés	CAP-BEP	BAC			BAC+2
1 ^{er}	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	1 870	39,1	17,6	22,3	10,5	22 793	16,9
2 ^e	<i>idem</i>	1 187	47,8	21,2	17,3	7,9	5 071	20,5
3 ^e	<i>idem</i>	2 269	48,8	23,7	18,6	6,4	17 173	17,7
11 ^e	<i>idem</i>	1 828	33,4	28,7	23	10	16 075	26
13 ^e	<i>idem</i>	2 177	38	26,6	19,6	11,5	4 625	23,5
14 ^e	<i>idem</i>	1 726	46,2	27,6	16,9	6,9	4 107	28,1
15 ^e	<i>idem</i>	939	48,6	27,2	17	5,8	6 111	29,6
16 ^e	<i>idem</i>	1 910	49,2	24,8	19	4,2	4 198	29,6
5 ^e	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	3 820	21,7	22	23	16,7	3 085	19,3
6 ^e	<i>idem</i>	3 476	26,6	15,7	19,9	17,7	3 730	18,2
4 ^e	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	2 360	27,1	27,4	22,3	14,2	1 658	19,5
9 ^e	<i>idem</i>	1 772	38,8	24,3	18,8	11,9	19 759	21,5
10 ^e	<i>idem</i>	1 616	24,4	28,6	23,8	17,8	20 579	20,4
12 ^e	<i>idem</i>	3 126	25,5	24,9	26,7	15,6	1 191	24,9
7 ^e	Sécurité économique et soutien culturel	3 603	21,8	23	24,9	17,1	4 484	19,1
8 ^e	<i>idem</i>	790	25	16,7	26,1	15,5	1 066	23,2
Ville		34 469	36,5	24,5	20,7	11,4	3 487	22,4
France métro.		2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UN CUMUL DE FRAGILITÉS TANT EN MILIEU RURAL QU'URBAIN

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » englobe à lui seul 46 cantons sur 133 soit un sur trois mais aussi la moitié de la population, auquel s'ajoute le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » qui présente surtout des difficultés d'origine économique.

1 – Risques les plus marqués

Les cantons de type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » sont majoritaires dans l'académie d'Amiens. Les principales villes relèvent de ce type (Creil, Beauvais, Saint-Quentin, Amiens, Soissons). Plus de la moitié des adultes âgés de 45 à 54 ans sont sans diplôme dans un grand nombre de ces cantons: plus de 60% à Creil (Oise), à Bohain-en-Vermandois ou Wassigny (Aisne). Cette faiblesse se conjugue avec des niveaux de revenu médian parmi les plus faibles en France métropolitaine (10500 euros à Creil pour une moyenne nationale de 16300 euros). L'immense majorité des cantons de ce type n'atteint pas la moyenne pour cet indicateur de revenu : 14500 euros à Amiens et 13600 euros à Abbeville (Somme), 13900 euros à Laon et 13400 euros à Soissons (Aisne). Les taux d'emploi en CDI sont aussi parmi les plus faibles, souvent de 5 à 10 points en dessous de la moyenne (85%). Le canton rural de Crécy-sur-Serre (Aisne) avec 39 hab./km² fait figure de cas extrême avec seulement 72% d'emplois

UN CAS SIGNIFICATIF ET UNE DONNÉE HISTORIQUE

Le canton industriel et tertiaire de Creil (34 000 habitants en 2009), situé à une heure de route de Paris, cumule les indicateurs les plus défavorables. L'emploi industriel a beaucoup reculé au cours des vingt dernières années. « L'usine Chausson (équipement d'automobiles) a été fermée en 1996 par ses propriétaires Renault et Peugeot, alors qu'elle employait encore 1000 personnes » (Brunet, 2013). La Base aérienne 110 constitue actuellement le principal employeur local (2500 salariés). La proportion de chômeurs en 2006 était de presque 14% pour 8% en moyenne. La part des familles nombreuses de quatre enfants et plus s'élevait à 5,6%, presque quatre fois plus qu'en moyenne (1,6%). Celle des familles monoparentales atteint presque 15% (8,5% en moyenne). En 2009, plus d'un ménage sur quatre est ouvrier et plus d'un sur cinq est composé de retraités, proportion en forte augmentation depuis 1999. Les deux tiers des ménages ne sont pas imposables sur le revenu. Près de 38% des habitants n'ont aucun diplôme (2009). Presque la moitié des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont sans diplôme parmi les non scolarisés (2006), un maximum dans l'aire urbaine parisienne élargie, de même qu'à Aubervilliers dans l'académie voisine.

en CDI mais aussi 78% à Creil (3200 hab./km²). Au sein de ce groupe de cantons, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie (48% à Creil, 41% à Roye (Somme) et à Marle (Aisne) pour 27% au plan national). Au total, seulement une vingtaine de cantons de l'académie se situe en-deçà de la moyenne nationale métropolitaine.

2 – Risques seconds

Le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » est aussi bien implanté dans l'académie d'Amiens. La densité ne dépasse pas 90 hab./km² dans ce groupe de

UN CAS SIGNIFICATIF

Le canton de Crécy-en-Ponthieu dans la Somme (6000 habitants en 2009, 25 hab./km²), à 20 mn de route d'Abbeville et à une heure d'Amiens, perd des habitants depuis 1968. La part des ménages retraités s'élève à 44% et celle des ouvriers à 24%. Une large majorité des ménages n'est pas imposable sur le revenu (63%). Plus du quart des habitants sont sans diplôme, cette proportion atteignant 50% chez les adultes âgés de 45 à 54 ans (2009).

cantons ruraux où la faiblesse du revenu médian se conjugue avec celle du taux d'emploi en CDI. Le revenu médian des ménages de cantons tels que Oulchy-le-Château, Sains-Richaumont, Combles ou Crécy-en-Ponthieu est inférieur de 2000 à 3000 euros à la moyenne (16300 euros). Le taux d'emploi en CDI oscille entre 77 et 83%, pour 85% en moyenne.

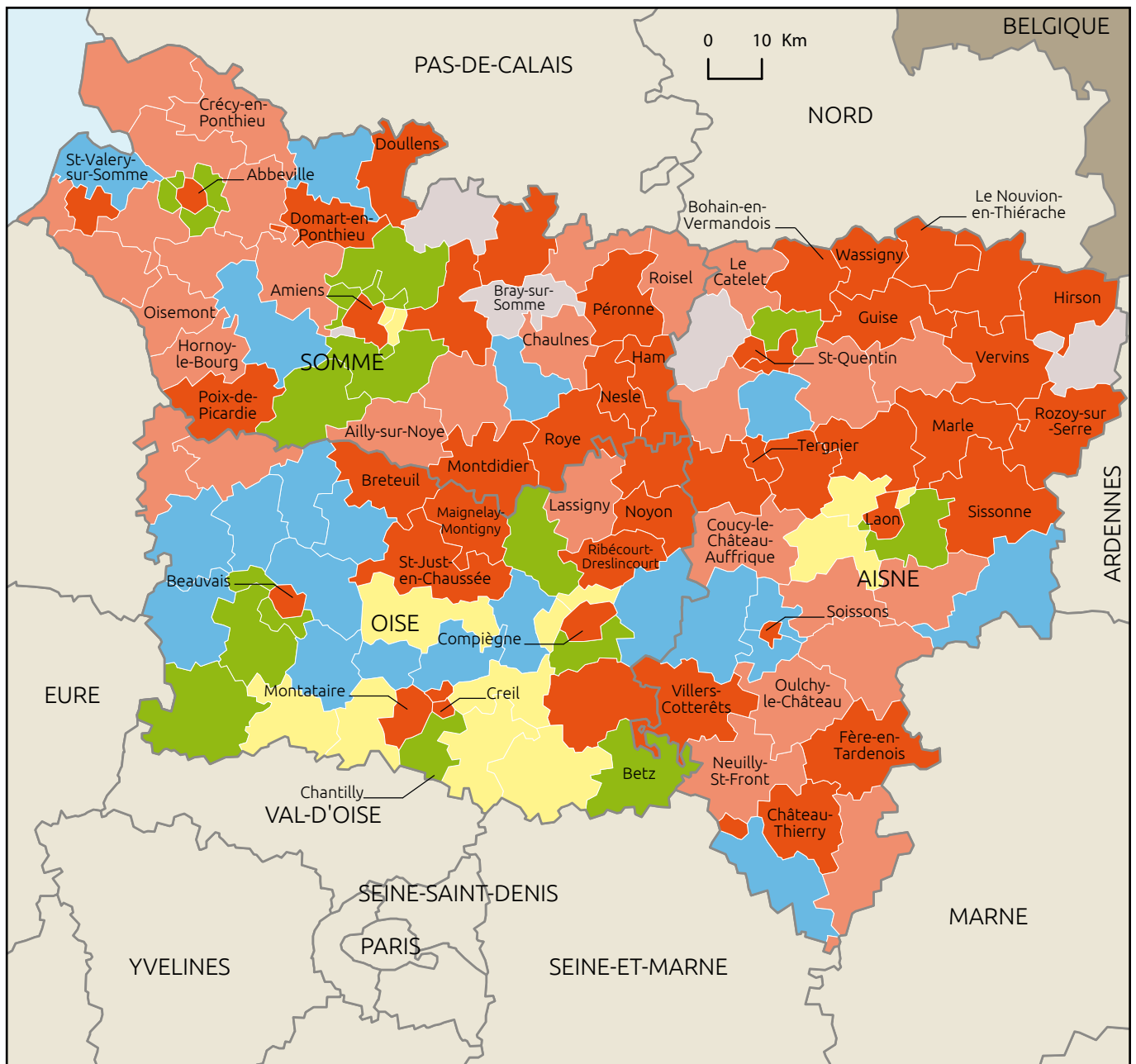
3 - Autres

Quelques cantons sont nettement plus favorisés. Il s'agit d'une minorité localisée aux marges de l'Île-de-France, en grande périphérie de la métropole parisienne, par exemple à Chantilly, Betz ou Chaumont-en-Vexin (Oise). Mais ils correspondent aussi aux banlieues périurbaines d'Amiens (1^{er}, 2^e, 5^e et 8^e canton), de

UN CAS SIGNIFICATIF

Chantilly (36 700 habitants en 2009), n'a cessé de gagner des habitants depuis 1968 grâce à des soldes naturel et migratoire positifs. Un cinquième des ménages est composé de cadres et 17% de professions intermédiaires. Seulement 30% des ménages ne sont pas imposables sur le revenu. Le fort contraste qui prévaut dans l'Oise entre cantons industriels très défavorisés (type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ») et cantons résidentiels favorisés (type « sécurité économique et soutien culturel ») est illustré par ce binôme Creil / Chantilly. Un cinquième des habitants sont diplômés de l'enseignement supérieur long, un quart chez les hommes. La proportion de jeunes âgés de 15 à 24 ans sans diplôme (2006) parmi les non scolarisés n'est que de 22%, soit 5 points de moins que la moyenne nationale ; ce taux est deux fois moins élevé que dans le canton de Creil, situé à 8 km au nord.

ACADÉMIE D'AMIENS

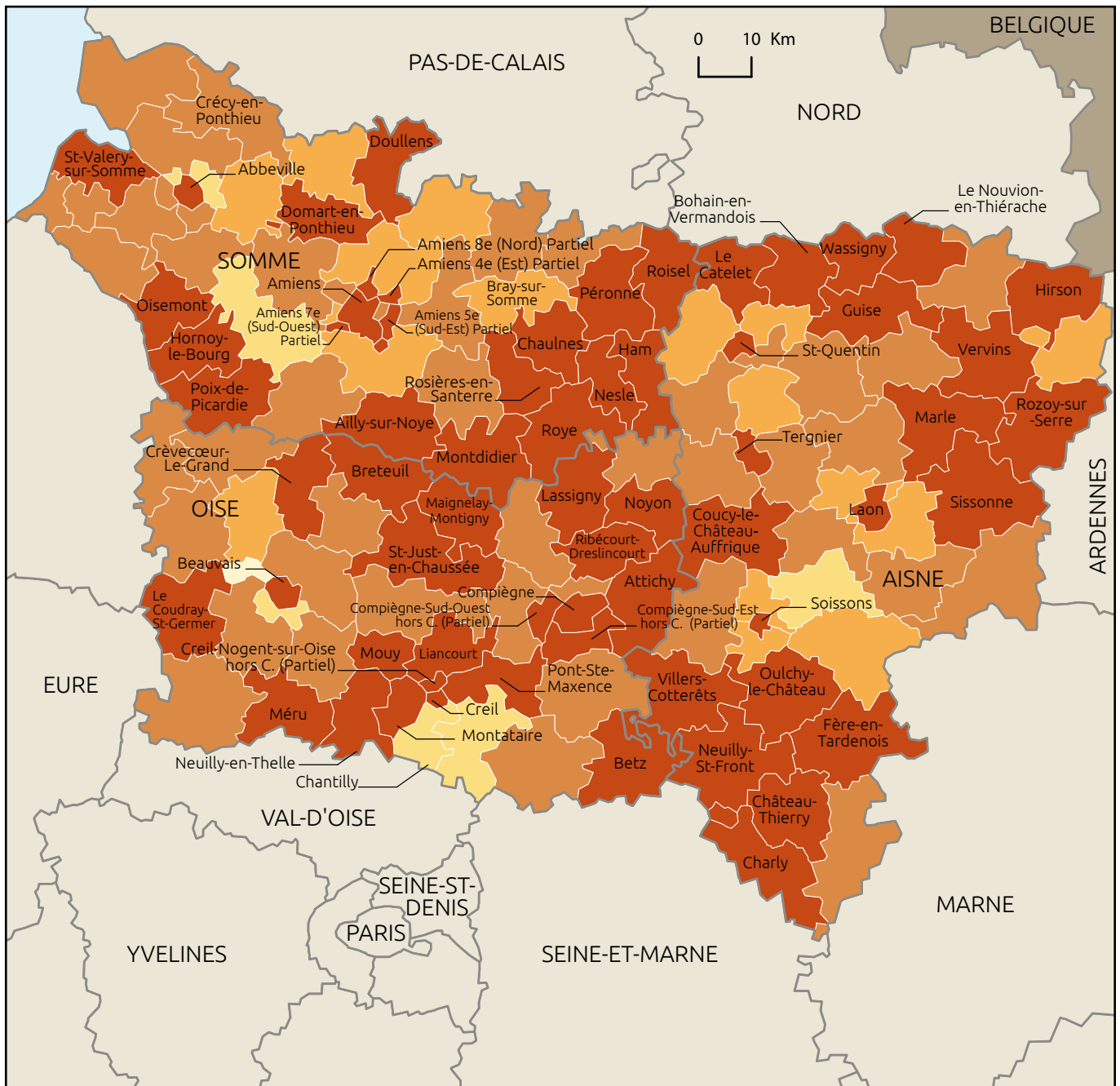


Note de lecture : pour préserver la lisibilité de la carte, parmi les cantons en classe 1 et 6 (rouge et orangé), seuls sont signalés ceux dont la part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à 31%.

Les zones à risques d'échec scolaire

■	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
■	Précarité économique dans les petites et moyennes communes
■	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain
■	Fragilité culturelle dans les petites communes
■	Milieu rural vieillissant
■	Sécurité économique et soutien culturel

Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés

répartition en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE D'AMIENS

Compiègne-Sud-Est hors Compiègne, et de Beauvais-Sud-Ouest hors Beauvais, lieux de résidence des cadres et professions intermédiaires. Le revenu médian atteint ici son maximum dans l'académie, c'est à dire plus de 20000 euros. La proportion de chômeurs est faible (de 3 à 6%).

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les trois dont la part

de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est la plus élevée (33% pour 27% en France métropolitaine). Ce niveau peut être associé au poids du type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» pour lequel cet indicateur atteint 36%.

Académie d'Amiens

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Creil	60	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	13,7	78,3	14,6	5,6	54,8	60,2	10 597
Crécy-en-Ponthieu	80	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	8,1	77	5,8	1,9	1	55,2	13 583
Compiègne-Nord hors Compiègne	60	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	6,7	85,5	7,9	1,6	15,9	34,7	18 768
Saint-Valery-sur-Somme	80	Fragilité culturelle dans les petites communes	7,6	83,1	7,3	1,1	1,5	50,6	15 107
Bray-sur-Somme	80	Milieu rural vieillissant	6,5	84,7	8,8	1,7	0,7	40,6	15 847
Chantilly	60	Sécurité économique et soutien culturel	6,4	89,2	7,5	0,9	16,1	31,8	23 992
Académie			8,6	84,6	8,8	2,1	16,6	44,6	16 338
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Creil	60	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	2 703	48,5	21,5	18	8,9	3 019	12,5
Crécy-en-Ponthieu	80	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	257	26,5	37,6	21,3	10,4	26	27,6
Compiègne-Nord hors Compiègne	60	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	867	31	24,4	23,2	14,6	449	18,1
Saint-Valery-sur-Somme	80	Fragilité culturelle dans les petites communes	538	34,4	30,5	20,5	10,9	80	28,7
Bray-sur-Somme	80	Milieu rural vieillissant	274	23,1	34	28,2	11,1	43	22,9
Chantilly	60	Sécurité économique et soutien culturel	1 620	22,5	25,7	23,4	16,6	418	20,6
Académie			99 630	33	30,1	21,2	11,3	98	19,3
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UNE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE LIÉE À L'EMPLOI FRONTALIER CONTRASTANT AVEC LE DÉCLIN DE L'EMPLOI INDUSTRIEL AU NORD-EST

Les types « fragilité culturelle dans les petites communes » (un canton sur quatre) et « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (un canton sur dix) concentrent plus du quart de la population mais sont le plus souvent contigus des zones plus favorisées du type « sécurité économique et soutien culturel » (un canton sur trois et un cinquième de la population).

1 – Risques les plus marqués

De nombreux cantons de type « fragilité culturelle dans les petites communes » sont localisés aux marges de petites villes qui constituent eux-mêmes des pôles ruraux relevant d'autres types: Faucogney-et-la-Mer à côté de Luxeuil (« difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain »), Moirans-en-Montagne à proximité de Saint-Claude (« précarité économique dans les petites et moyennes communes »), Autrey-lès-Gray contigu à Gray (« cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ») et Melisey à proximité de Lure (« cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain »). Dans une dizaine de cantons ruraux de Haute-Saône de type « fragilité culturelle dans les petites communes », la densité de population varie de 20 à 35 hab./km², le revenu médian (moins de 15000 euros) se situe en dessous de la moyenne nationale et la proportion d'habitants âgés de 45 à 54 ans sans diplôme dépasse 43% à Rougemont, Vauvillers, Combeaufontaine, Melisey, Faucogney-et-la-Mer.

2 – Risques seconds

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » correspond aussi à des cantons urbains et industriels très peuplés, de main-d'œuvre ouvrière correspondant pour certains aux cités ouvrières de Montbéliard. Ils abritent de grands établissements de la construction automobile et de ses sous-traitants, par exemple à Vesoul (centre de stockage des pièces détachées du groupe PSA). Ce groupe cumule de nombreux indicateurs tels que la part des ménages vivant en HLM (la plus élevée de l'académie), celle de familles monoparentales ou celle des 45-54 ans sans diplôme.

La part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie (45% à Montbéliard-Est hors Montbéliard, 37% à Audincourt, 35% à Sochaux, 33% à Valentigney, mais aussi 38% à Lure plus éloigné, pour 27% au plan national).

Par ailleurs, le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » compte peu de cantons mais qui sont fortement peuplés puisqu'ils incluent les principaux centres urbains de Besançon, Belfort, Dole et Lons-le-Saunier où la part de logements sociaux varie de 20% à 32%. Dans cette dernière commune, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés atteint 35%.

3 – Autres

Les cantons de type « milieu rural vieillissant » se définissent par des taux élevés d'habitants âgés de plus de 60 ans (maximum de 37% à Vitrey-sur-Mance dans la Saône à la frontière de la Haute-Marne).

Ces cantons demeurent sous faible influence urbaine, situés aux

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Certains cantons de la zone frontalière abritent des ménages tirant leurs revenus d'un travail en Suisse. Dans cette partie du Massif du Jura, les ménages vivent en partie du travail proposé par les entreprises locales de la filière horlogère, du tourisme, mais aussi des services dont la population suisse est consommatrice (Le Russey, Saint-Hippolyte, Montbenoit, Mouthe).

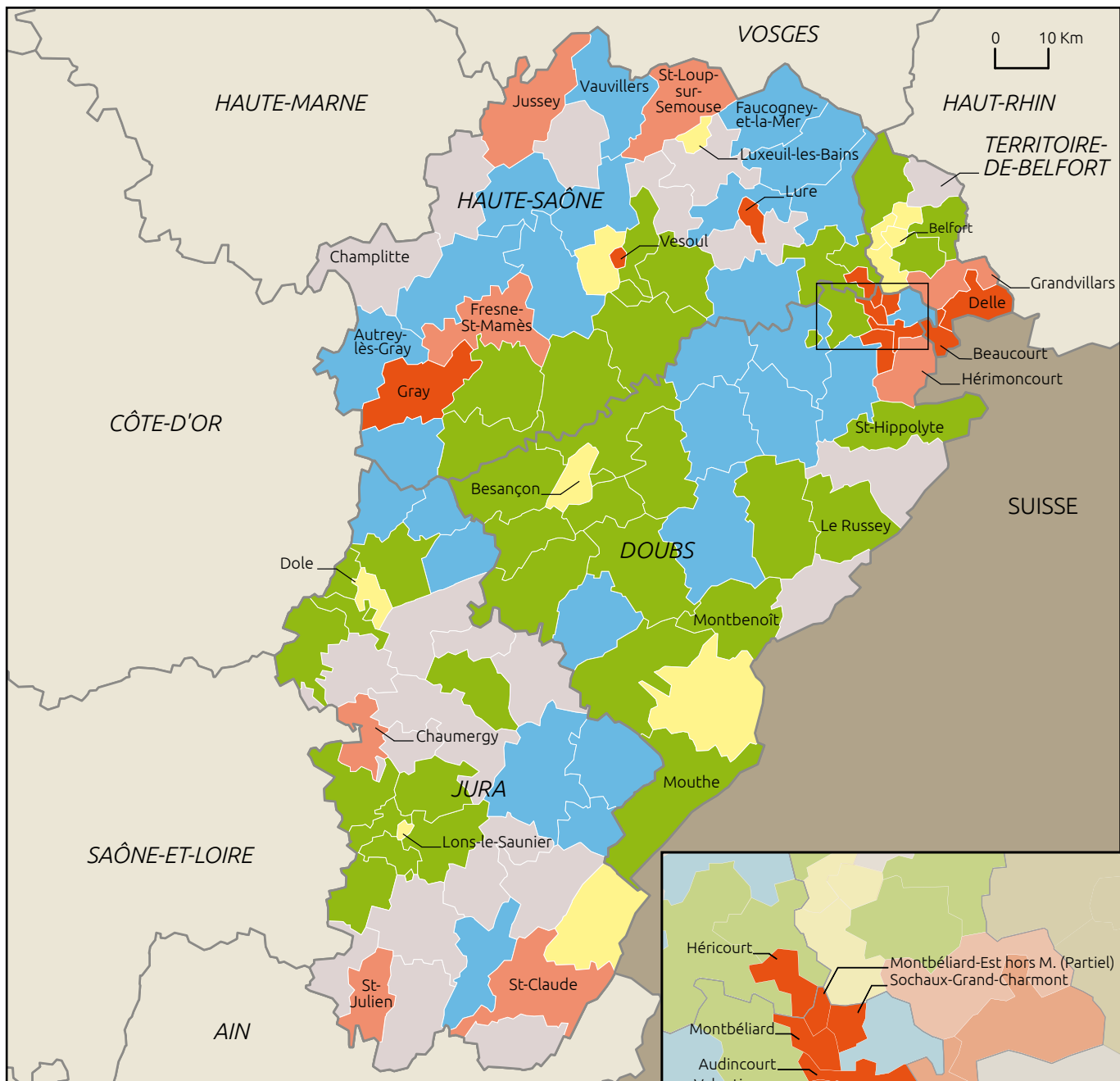
marges de l'académie tels que Les Bouchoux ou Saint-Amour (Jura), Champlitte (Haute-Saône), Rougement-le-Château (Territoire de Belfort). L'exode rural explique le vieillissement de la structure par âge de ces populations, à l'instar du canton de Champlitte qui a fourni un contingent d'émigrants pour le Mexique au XIX^e siècle et qui est soumis depuis des décennies à des forces centrifuges. Dijon et Besançon exercent aujourd'hui une attraction en matière de poursuite d'études et de recherche de premier emploi.

Le type « sécurité économique et soutien culturel », est bien implanté dans cette académie en lien avec la périurbanisation et le travail frontalier, en particulier dans les couronnes périurbaines de Besançon (par exemple à Audeux, Boussières et Marchaux

UN CAS SIGNIFICATIF

Avec 20000 euros de revenu médian, les 8000 habitants du canton rural de Mouthe (20 hab./km²) sont représentatifs de ce phénomène. La population du canton n'a cessé d'augmenter depuis 1975. Affectés par un taux de chômage de seulement 5%, ils vivent très peu en HLM et travaillent pour une large part en Suisse où les salaires sont nettement supérieurs à ceux du marché du travail français. L'arrivée de travailleurs frontaliers a rajeuni la structure par âge de la population puisque seulement 16% des habitants sont âgés de plus de 60 ans. Une partie de la population tire aussi ses revenus de l'industrie locale et du tourisme puisque la part de résidences secondaires dépasse 40%. Si plus d'un adulte actif sur trois est ouvrier, un peu moins d'un habitant sur trois est titulaire d'un CAP ou d'un BEP. La proportion de diplômés d'un niveau supérieur à BAC+2 a doublé de 1999 à 2009. Enfin, la part des non diplômés est inférieure à la moyenne nationale parmi les adultes de 45-54 ans (31% pour 34% en France métropolitaine), et très nettement parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés (16% pour 27%).

ACADÉMIE DE BESANÇON

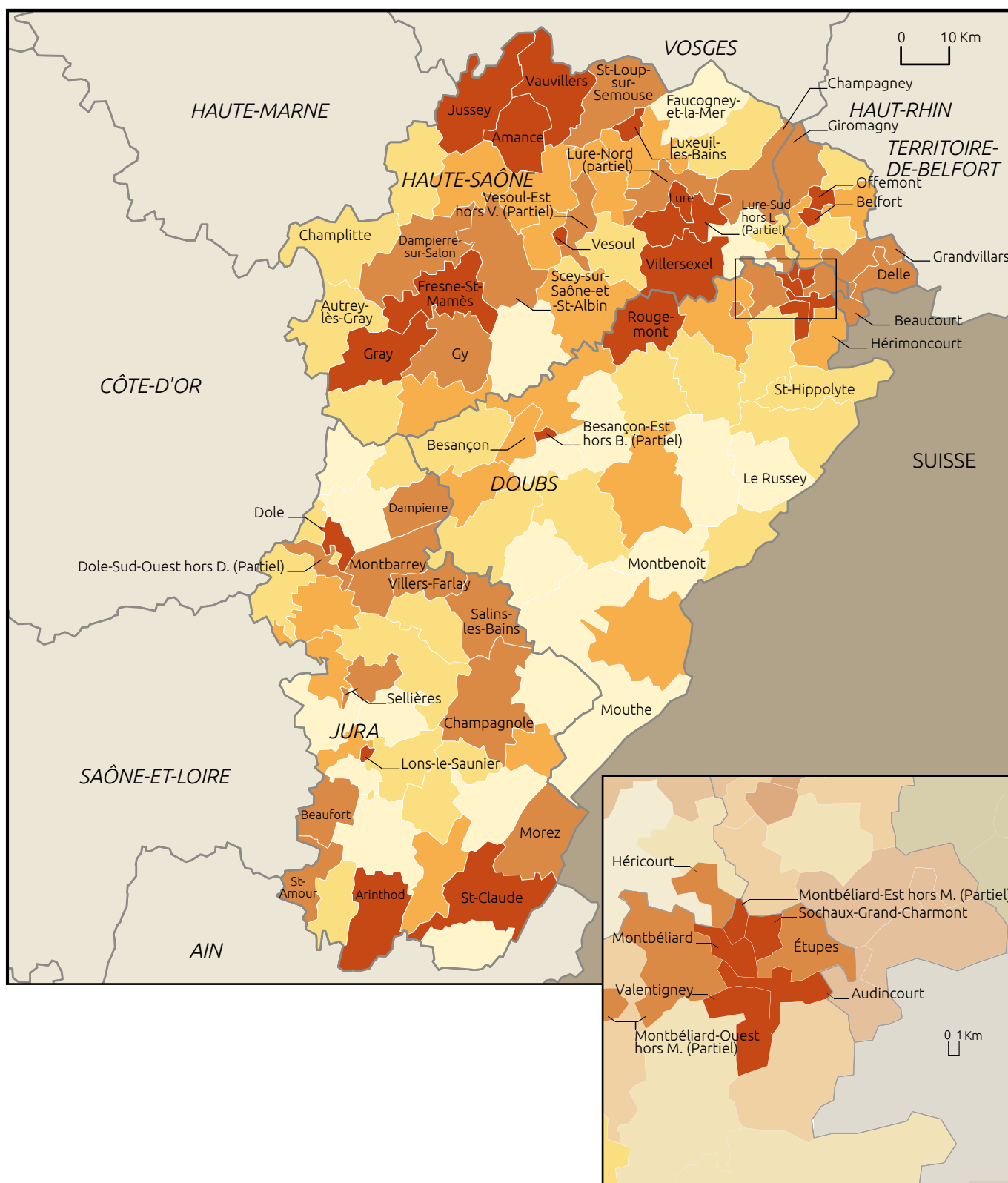


Les zones à risques d'échec scolaire

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Précarité économique dans les petites et moyennes communes
- Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain
- Fragilité culturelle dans les petites communes
- Milieu rural vieillissant
- Sécurité économique et soutien culturel

Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE BESANÇON



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE BESANÇON

où la proportion de chômeurs est inférieure à 5% et le revenu médian supérieur à 18 000 euros), de Belfort (Giromagny, Fontaine), de Dole (Rochefort-sur-Nenon, Chemin) et enfin de Lons-le-Saunier (Voiteur, Beaufort). Dans l'ensemble, la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés

parmi les non scolarisés se situe dans la moyenne nationale de 27%, masquant toutefois des écarts importants entre les types «sécurité économique et soutien culturel» et «milieu rural vieillissant» (21-24%), et le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» (35%).

Académie de Besançon

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Montbéliard-Est hors Montbéliard	25	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	14	79	8,9	4,8	42,3	62,6	12 243
Saint-Claude	39	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	7,8	82,8	7,5	1,4	22,1	41,1	16 155
Lons-le-Saunier	39	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	9,3	82,1	9,1	1,1	31,3	33,2	15 604
Vauvillers	70	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,9	86,4	5,8	1,5	1,2	46,5	14 726
Champlitte	70	Milieu rural vieillissant	5,3	82,1	5	1	1,7	41,5	14 420
Mouthe	25	Sécurité économique et soutien culturel	5,2	85,3	6,1	1,1	1,7	31	19 980
Académie			7,2	84,6	7,8	1,5	13,6	37	16 391
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Montbéliard-Est hors Montbéliard	25	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	495	45,4	25,9	15,3	10,6	959	19,2
Saint-Claude	39	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	1 305	35,3	26,9	18,2	15	84	21,2
Lons-le-Saunier	39	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	951	35,3	27,8	18,8	12,6	2 328	27,6
Vauvillers	70	Fragilité culturelle dans les petites communes	145	33,1	35,5	21,9	7,5	19	24,8
Champlitte	70	Milieu rural vieillissant	109	19,3	34,9	31,2	11,9	12	31,9
Mouthe	25	Sécurité économique et soutien culturel	449	16,1	32	32,1	16,2	24	16,4
Académie			55 606	27,1	30,3	23,6	13,8	71	21,6
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

DES RISQUES HÉTÉROGÈNES SUR UN FOND PARTAGÉ ENTRE PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE ET RURALITÉ

Du fait de la rareté d'inégalités cumulées dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », les difficultés sont différenciées selon les cantons: un sur douze relève du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain », concentrant plus du tiers de la population, alors qu'un sur cinq est dans le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » pour un dixième de la population.

1 – Risques les plus marqués

Les agglomérations de Bordeaux, Bayonne, Agen, Pau ou Périgueux se décomposent en deux types de cantons. Les plus privilégiés, de type « sécurité économique et soutien culturel », sont périurbains. Ils se localisent en première couronne autour de cantons urbains plus en difficulté de type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain ». Une forme de « modèle urbain-périurbain » oppose ces cantons.

UN CAS SIGNIFICATIF

Le canton viticole de Sainte-Foy-la-Grande, centre de négoce de vins et de fruits situé à 70 km à l'est de Bordeaux, compte 12 000 habitants en 2009, mais 45 % de retraités. Une majorité des ménages habitant ce canton ne sont pas imposables (60%). La proportion de chômeurs s'élève à 14 % en 2009 comme en 1999. Plus de 50 % des emplois situés dans ce canton sont occupés par des ouvriers et des employés.

Les cantons urbains de type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » tels que Talence, Biarritz, Bègles et Bordeaux abritent les plus grandes zones d'habitat social. La part des habitants vivant dans ces logements dépasse donc la moyenne nationale (15%). Elle se conjugue avec des taux élevés de familles monoparentales, sans toutefois atteindre les niveaux enregistrés pour les quelques cantons de type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ».

Dans ce type cumulant les difficultés, tous les indicateurs sont défavorables. Il s'agit souvent de cantons périurbains de Gironde très proches de Bordeaux (Lormont, Cenon, Floirac), ou, à l'inverse, de cantons ruraux éloignés de 40 km (Coutras, La Réole ou Sainte-Foy-la-Grande).

Au sein de ce groupe de cantons ruraux et périurbains de Bordeaux, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie (ruraux: 41 % à Coutras, 32 % à La Réole, 33 % à Sainte-Foy-la-Grande/périurbains: 39 % à Lormont, 38 % à Cenon, 36 % à Floirac, pour 27 % au plan national).

2 – Risques seconds

Dans le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes », des cantons urbains à l'instar de Dax (Landes), plus ruraux tels que Villeréal, Monclar ou Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne), ou encore ruraux et montagnards comme Accous et Aramits (Pyrénées-Atlantiques) sont rassemblés avec un faible revenu médian de leurs habitants

(moins de 14 000 euros, sauf pour Dax). Le taux d'emploi en CDI est inférieur de 7 à 10 points à la moyenne nationale (85%). Le type « milieu rural vieillissant » cohabite souvent avec le précédent, très implanté, en particulier dans les départements des Pyrénées-Atlantiques et de la Dordogne. Plus du tiers des habitants sont ici âgés de plus de 60 ans et le revenu médian se situe en dessous de la moyenne nationale. Dans 35 cantons du département de la Dordogne sur un total de 85 cantons que compte ce type, le taux de non diplômés parmi les 45-54 ans dépasse la moyenne nationale (34 %) et atteint souvent plus de 40 % (par exemple à Neuvic, Lanouaille, La Force, Mussidan, Saint-Pardoux-la-Rivière).

UN CAS SIGNIFICATIF

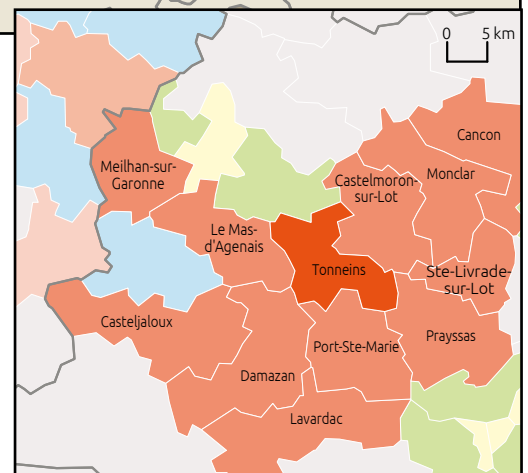
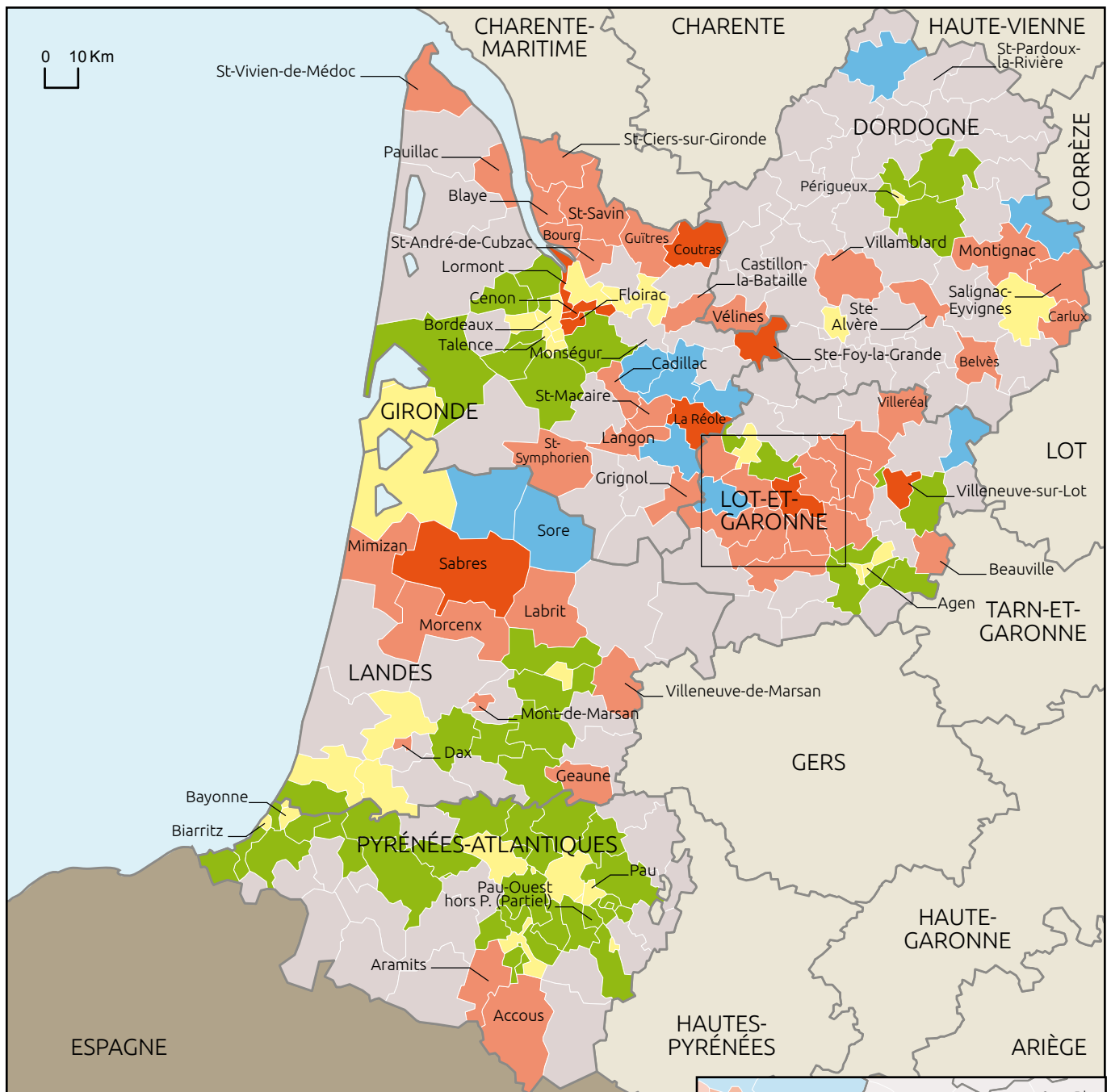
Le canton de Saint-Pardoux-la-Rivière est le siège de la communauté de communes du Périgord Vert au nord de la Dordogne, à une heure de route de Périgueux pour 46 km. Il se démarque par des taux de non diplômés chez les 45-54 ans et une part de plus de 60 ans de l'ordre de 40%. La population de ce canton n'a cessé de diminuer depuis 1968 passant de 6 000 à 4 400 habitants en 2009 (20 hab./km²). De 2001 à 2010, le nombre de décès y a été chaque année quatre fois plus élevé que celui des naissances (80 décès pour 20 naissances). La part des ménages retraités atteint 55 % du total des ménages en 2009. Cette proportion est stable depuis 1999. Une majorité de ménages n'est pas imposable sur le revenu (62%).

3 – Autres

Le type « sécurité économique et soutien culturel » périurbain concentre des résidences de ménages de cadres et de professions intermédiaires au revenu médian supérieur à la moyenne: 20 000 euros et plus à Gradignan, Saint-Médard-en-Jalles, La Brède ou Le Bouscat en banlieue de Bordeaux. La proportion de chômeurs varie dans ce groupe de 4 à 7%. La part des habitants âgés de 45 à 54 ans est la plus faible de l'académie avec seulement 12 % à Pau-Est hors Pau par exemple (moyenne nationale de 34%). Le taux d'emploi en CDI dépasse partout la moyenne nationale (90 % à Pau-Est hors Pau).

Dans l'ensemble, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure d'un point à la moyenne nationale de 27%. Mais des écarts importants opposent les types « sécurité économique et soutien culturel » et « milieu rural vieillissant » (22-25%) au type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (38%).

ACADÉMIE DE BORDEAUX

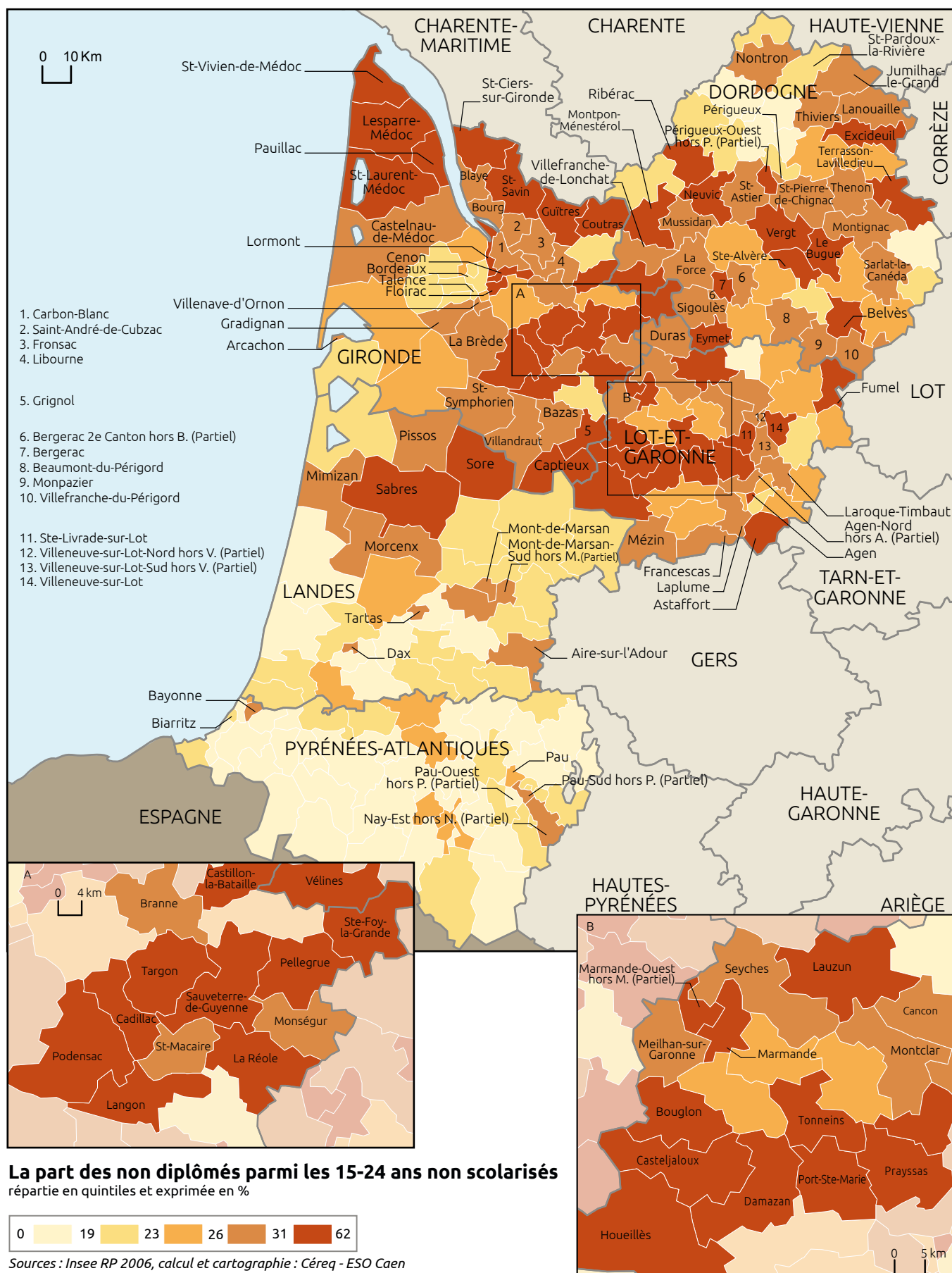


Les zones à risques d'échec scolaire

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Précarité économique dans les petites et moyennes communes
- Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain
- Fragilité culturelle dans les petites communes
- Milieu rural vieillissant
- Sécurité économique et soutien culturel

Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE BORDEAUX



ACADÉMIE DE BORDEAUX

Académie de Bordeaux

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Sainte-Foy-la-Grande	33	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	9,7	80,1	8,7	1,3	9,6	38,6	14 235
Port-Sainte-Marie	47	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	9,5	75,2	7,5	2,9	3,9	38,7	13 484
Talence	33	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	7,6	80	8,4	0,8	19	22	18 152
Monségur	33	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,4	77,5	6,3	1,3	3,6	39,1	13 795
Saint-Pardoux-la-Rivière	24	Milieu rural vieillissant	7	83,9	4,5	0,9	1,4	40,3	13 523
Pau-Ouest hors Pau	64	Sécurité économique et soutien culturel	6,1	86,2	6,5	1,1	7,9	21,8	19 035
Académie			7,7	84,1	8,3	1	9,5	29,9	15 861
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Sainte-Foy-la-Grande	33	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	555	33,4	30,7	21	11,5	90	32
Port-Sainte-Marie	47	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	420	43,7	29,8	15,3	7,2	74	26,1
Talence	33	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 950	19,3	22,4	24,2	18,6	4 901	16,8
Monségur	33	Fragilité culturelle dans les petites communes	168	26,5	29,5	27,9	10,7	39	31,2
Saint-Pardoux-la-Rivière	24	Milieu rural vieillissant	104	21,2	37,5	26,9	9,6	21	41,7
Pau-Ouest hors Pau	64	Sécurité économique et soutien culturel	262	12,9	44,3	19,9	18	256	25,7
Académie			127 567	25,9	30,6	24,6	13,5	76	24,5
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

DES FRAGILITÉS CULTURELLES EN MILIEU RURAL ET DE PETITES COMMUNES LIÉES AU DÉCLIN D'UNE INDUSTRIE DE MAIN-D'ŒUVRE PEU QUALIFIÉE

Le type « fragilité culturelle dans les petites communes » représente 40% des cantons pour plus du quart de la population. Mais si le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » ne regroupe que 16 cantons sur 147, il abrite près d'un tiers des habitants.

1 – Risques les plus marqués

De très nombreux cantons ruraux d'emploi ouvrier et à prédominance de ménages retraités relèvent du type « fragilité culturelle dans les petites communes »

UN CAS SIGNIFICATIF

Le canton de Sourdeval (Manche) relève du type le plus fréquent de « fragilité culturelle dans les petites communes ». L'histoire de ce canton est marquée par l'industrie puisqu'il constitue le berceau de l'entreprise de couverts Guy Degrenne. Il est peuplé de 4600 habitants après en avoir perdu près de 2000 depuis 1968, 34% des habitants sont âgés de plus de 60 ans et plus de 50% des ménages sont retraités (2009). Le revenu médian s'élève à seulement 13700 euros, un des plus faibles de l'académie (16300 euros au plan national). Parmi les 45-54 ans, 54% sont non diplômés soit 20 points de plus que nationalement. Le collège public du chef-lieu figure parmi les plus défavorisés de l'académie quant au recrutement social des élèves. Pourtant, la part des jeunes âgés de 15 à 24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est beaucoup plus faible que la moyenne nationale (19% pour 27%).

Un « modèle urbain-périurbain » oppose fréquemment un canton centre d'agglomération (Caen dans le Calvados, Alençon dans l'Orne, Cherbourg-Octeville et Saint-Lô dans la Manche) relevant du type « difficultés de vie familiale et habitat social

UN CAS SIGNIFICATIF

Cherbourg-Octeville perd des habitants depuis 1975. La proportion de chômeurs dans la population est élevée (12%) et le taux d'emploi en CDI faible (79%). Plus de la moitié des ménages ne sont pas imposables sur le revenu. La part des ménages vivant en HLM est de 43%. Seulement 8% des ménages sont cadres. Le taux de non diplômés parmi les 45-54 ans (34%) est conforme à la moyenne nationale, l'arsenal et les chantiers navals ayant historiquement occupé une main d'œuvre ouvrière qualifiée.

en milieu urbain», et une périphérie périurbaine composée d'un ou plusieurs cantons favorisés de type « sécurité économique et soutien culturel » (par exemple dans le Calvados à Creully, Douvres-la-Délivrande, Évrecy ou Tilly-sur-Seulles dont la densité est comprise entre 110 et 140 hab./km²).

La part des ménages vivant en HLM varie de 20% à 43% pour une moyenne nationale de 15%.

2 – Risques seconds

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » correspond à la fois à des cantons urbains (Bayeux, Lisieux) et ruraux (Vimoutiers, L'Aigle, Carentan, Isigny). En difficulté pour tous les indicateurs, certains d'entre eux concentrent les plus fortes proportions d'habitants indemnisés du RSA. Ils sont fragiles culturellement parce que leur population détient un très faible niveau de diplôme (plus de 56% d'adultes âgés de 45-54 ans sans diplôme à Saint-Pierre-sur-Dives dans le Calvados).

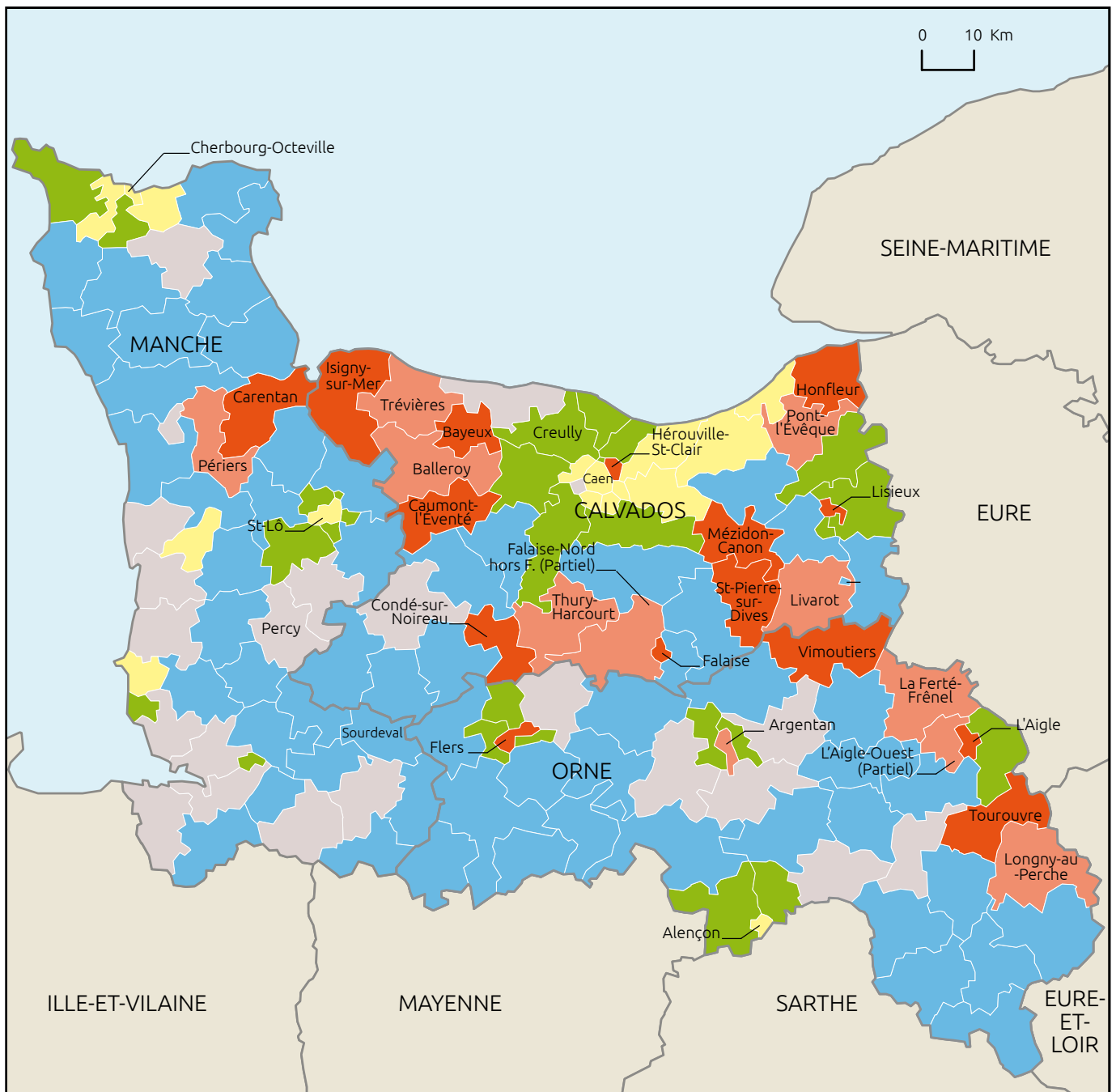
UNE DONNÉE HISTORIQUE

Depuis des décennies, l'académie de Caen, reste marquée par l'emploi ouvrier qualifié et non qualifié en milieu rural, avec un faible encadrement de ces emplois dans l'industrie (10% de cadres parmi les emplois en 2009, moyenne nationale de 16%). Son profil social est aussi marqué par une surreprésentation de retraités dans les campagnes profondes. Ainsi, plus d'un tiers des ménages sont retraités en 2009 dans la région (37%). Cette proportion a augmenté de 1999 à 2009 plus rapidement que celle des ménages cadres. Sur la même période, la part de l'emploi industriel est passée de 20% à 16%, et de 24% à 19% dans le canton de Vimoutiers par exemple. Dans le même temps, celle de l'agriculture a reculé de 7% à 5% en région et de 15% à 11% dans le canton de Vimoutiers (un peu plus de 2% au plan national en 2009). Ce canton rural relève du type « cumul de fragilités économiques, familiale, culturelle en milieu urbain » parce qu'il concentre des difficultés habituellement propres aux milieux urbain et périurbain (la densité de population n'entre pas en elle-même dans la construction de la typologie).

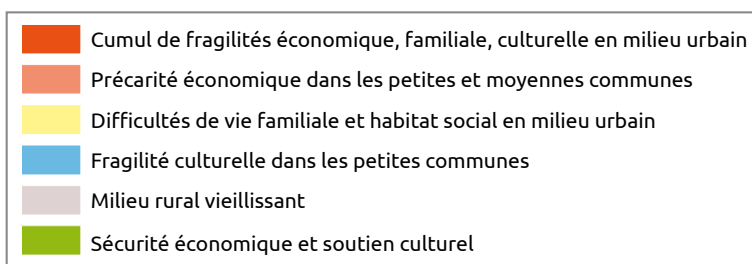
La part des familles monoparentales est élevée, de même que celle des ménages habitant en HLM ainsi que la proportion de chômeurs. Celle des emplois en CDI est la plus faible (de 6 à 7 points inférieure à la moyenne nationale de 85%). Rares sont les cantons de ce type dont la population bénéficie d'un revenu médian supérieur à 15000 euros.

La part des jeunes non diplômés parmi les non scolarisés est supérieure à la moyenne nationale et la plus élevée de l'académie (36% à L'Aigle, 32% à Flers, Falaise, Honfleur, Lisieux, Hérouville-Saint-Clair et Saint-Pierre-sur-Dives, pour 27% au plan national). Doté d'un profil proche mais limité à une dizaine de cantons, le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » illustre d'autres cas de désindustrialisation tels qu'à Argentan dont la fermeture de nombreux établissements (Moulinex) explique une proportion élevée de chômeurs (12% soit une fois et demie le niveau national) ainsi qu'un revenu faible (14000 euros pour 16300 euros en France métropolitaine).

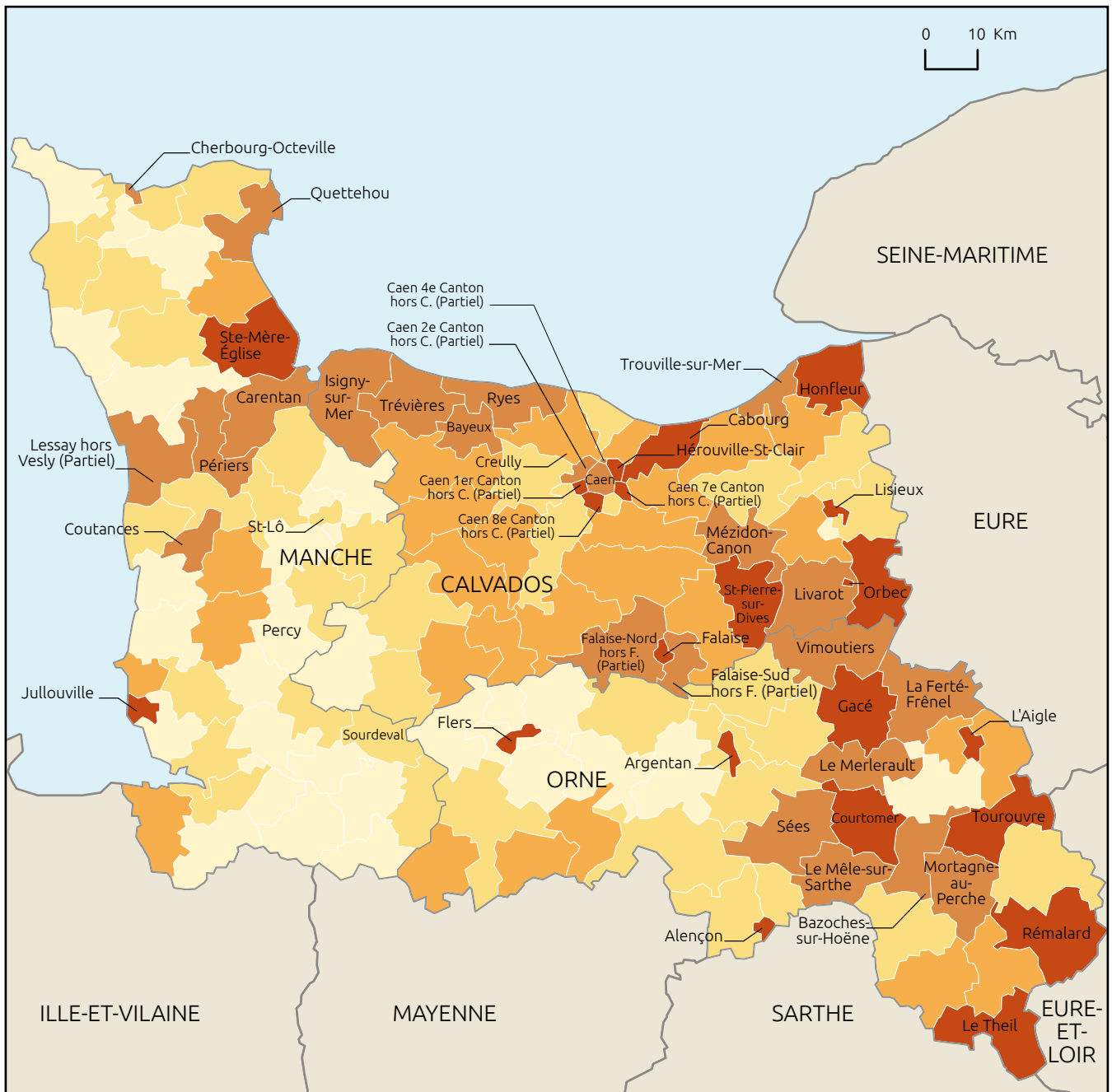
ACADÉMIE DE CAEN



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

3 – Autres

Le revenu médian des habitants des cantons périurbains favorisés dépasse souvent 18 000 euros (26 600 euros à Caen 4^e canton hors Caen). Les cantons périurbains résidentiels, comme Creully en périphérie de Caen concentrent 15% de ménages cadres. Ce canton a multiplié sa population par deux de 1968 à 2009 (20 000 habitants en 2009). Un tiers seulement des ménages ne sont pas imposables sur le revenu et 15% des habitants sont diplômés de l'enseignement supérieur long en 2009, soit une très forte augmentation depuis 1999. Au sein des cantons périurbains favorisés, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus faible de toute l'académie

(8% à Beaumont-Hague, 9% à Cherbourg-Octeville-Sud en périphérie de Cherbourg, 12% à Canisy, 19% à Tilly-sur-Seulles et 24% à Creully, pour 27% au plan national). Le type « milieu rural vieillissant » est limité par le phénomène de désindustrialisation en milieu rural et de petites et moyennes communes. Il se partage entre la Manche et l'Orne à distance des centres urbains, ainsi que l'illustre Percy qui comporte 31% d'habitants de 60 ans et plus (21% nationalement).

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les neuf dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est inférieure de deux points à la moyenne nationale de 27%. Les écarts entre les différents types sont réduits sauf pour le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (31%).

Académie de Caen

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Vimoutiers	61	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	9,5	81,4	7	1,3	21,2	52,8	13 771
Argentan	61	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	11,9	78	11	0,8	49,2	48,4	13 980
Cherbourg-Octeville	50	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	11,8	79,6	10,8	1,3	42,8	34,4	14 576
Sourdeval	50	Fragilité culturelle dans les petites communes	5,6	84,8	4,6	1,1	12,1	54,3	13 708
Percy	50	Milieu rural vieillissant	4,4	82,8	3,5	1,1	7,9	39,9	13 744
Creully	14	Sécurité économique et soutien culturel	5,1	88,5	6,4	1,3	5,7	24,5	20 077
Académie			7,4	83,9	7,3	1,4	16,8	39,5	15 659
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Vimoutiers	61	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	359	30	39,1	20,9	8,8	38	30,3
Argentan	61	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	1 074	37,8	30,3	16,8	13,2	820	22,7
Cherbourg-Octeville	50	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	2 711	28,9	31	22,6	12,6	2 864	20,5
Sourdeval	50	Fragilité culturelle dans les petites communes	149	19,5	38,9	23,5	16,1	45	34,1
Percy	50	Milieu rural vieillissant	198	11,6	41,9	25,3	18,7	38	31
Creully	14	Sécurité économique et soutien culturel	644	23,6	32,2	23,9	14,5	149	19,4
Académie			66 932	25,4	34,2	23,7	12,6	83	23,4
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

DES CANTONS RURAUX FRAGILES ET ÉCONOMIQUEMENT PRÉCAIRES

Les difficultés sont concentrées dans les types «précarité économique dans les petites et moyennes communes» (un sixième des cantons et de la population) et «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» (seulement neuf cantons mais près d'un quart de la population), alors qu'un canton sur deux reste rural avec un peu moins d'un tiers de la population.

1 – Risques les plus marqués

Le type «précarité économique dans les petites et moyennes communes» se concentre dans la partie nord de l'académie (Allier et Puy-de-Dôme). Il se compose de petites villes à fort taux de chômage, à taux de CDI et revenu médian faibles. Vichy, Moulins, Brioude sont dans ce cas avec une proportion de chômeurs de 10%, 80% d'emploi salarié en CDI et 15 000 euros de revenu médian.

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Les berceaux de l'industrie lourde ont laissé des traces apparentes à Commentry (mines de houille fermées en 1960 et métallurgie de transformation), dans un tissu de PME actif dans les domaines du traitement des métaux, de l'aciérie, de la chaudronnerie et de la mécanique. Montluçon compte le fabricant de pneus Dunlop (660 salariés) et des ateliers de mécanique et de métallurgie fine parmi ses principaux employeurs industriels. Dans le secteur tertiaire, ainsi que dans de nombreuses agglomérations, l'hôpital tient le premier rang des employeurs (1 700 salariés).

2 – Risques seconds

Autour des plus grandes agglomérations un «modèle urbain-périurbain» oppose un canton urbain central relevant du type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» et des cantons périphériques et périurbains de type «sécurité économique et soutien culturel». Ce schéma caractérise Clermont-Ferrand, Aurillac et Le Puy-en-Velay. Au centre de ces trois foyers urbains se loge un canton de type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» comportant un taux élevé de ménages vivant en HLM (de 16 à 20%). Le revenu médian à Clermont-Ferrand, Aurillac et au Puy-en-Velay reste inférieur à la moyenne nationale. En périphérie, des cantons de type «sécurité économique et soutien culturel» ont un caractère résidentiel affirmé. Le revenu médian est alors supérieur à la moyenne comme à Chamalières (Puy-de-Dôme, 23 000 euros), canton périurbain de Clermont-Ferrand. Il en va de même de la part des emplois en CDI.

3 – Autres

Le type «milieu rural vieillissant» prédomine dans cette académie très rurale. Une majorité des cantons sont caractérisés par une très faible densité (de 6 à 77 hab./km²), un revenu médian très en dessous de la moyenne nationale (de 11 000 à 15 000 euros), des taux d'emploi en CDI également faibles, et des maxima d'adultes non diplômés. La part des emplois en CDI peut s'abaisser à moins de 75%, soit 10 points de moins

que la moyenne nationale (85%). Ce taux est par exemple de 71% à Besse-et-Saint-Anastaise (Puy-de-Dôme).

L'exode rural explique la faiblesse du taux de chômage et de la part de jeunes non diplômés parmi les non scolarisés (5% à Chaudes-Aigues dans le Cantal).

UN CAS SIGNIFICATIF ET UNE DONNÉE HISTORIQUE

À Riom-ès-Montagnes (Cantal, 4 700 habitants), plus de la moitié des adultes ne sont pas diplômés et la moitié des ménages sont retraités (2009). La population recule ici depuis 1968, entraînant une diminution de la densité, qui passe d'un peu plus de 30 à 20 hab./km². La nature de l'emploi est limitée à l'agroalimentaire, la petite industrie, l'artisanat, le commerce, l'emploi public et privé du domaine de la santé, la maison de retraite. «C'est un vieux bourg-marché, avec une église romane des XI^e-XII^es.; quelques ateliers subsistent, nés des investissements d'anciens marchands de toiles; fromagerie (groupe Lactalis, 160 sal.), carrières, fabrique de charbons actifs filtrants (Ceca, 45 sal.), maçonnerie Verdier (30 sal.), Carrefour (20 sal.); collèges public et privé, maison de retraite, clinique de 50 lits (55 sal.)» (Brunet, 2013).

Ces cantons composent la «diagonale du vide», ligne des faibles densités démographiques prenant l'hexagone en écharpe du nord-est au sud-ouest des Ardennes à la Gironde en passant par les plateaux de Bourgogne et l'Auvergne. L'influence urbaine est souvent la plus faible dans ce type d'espace.

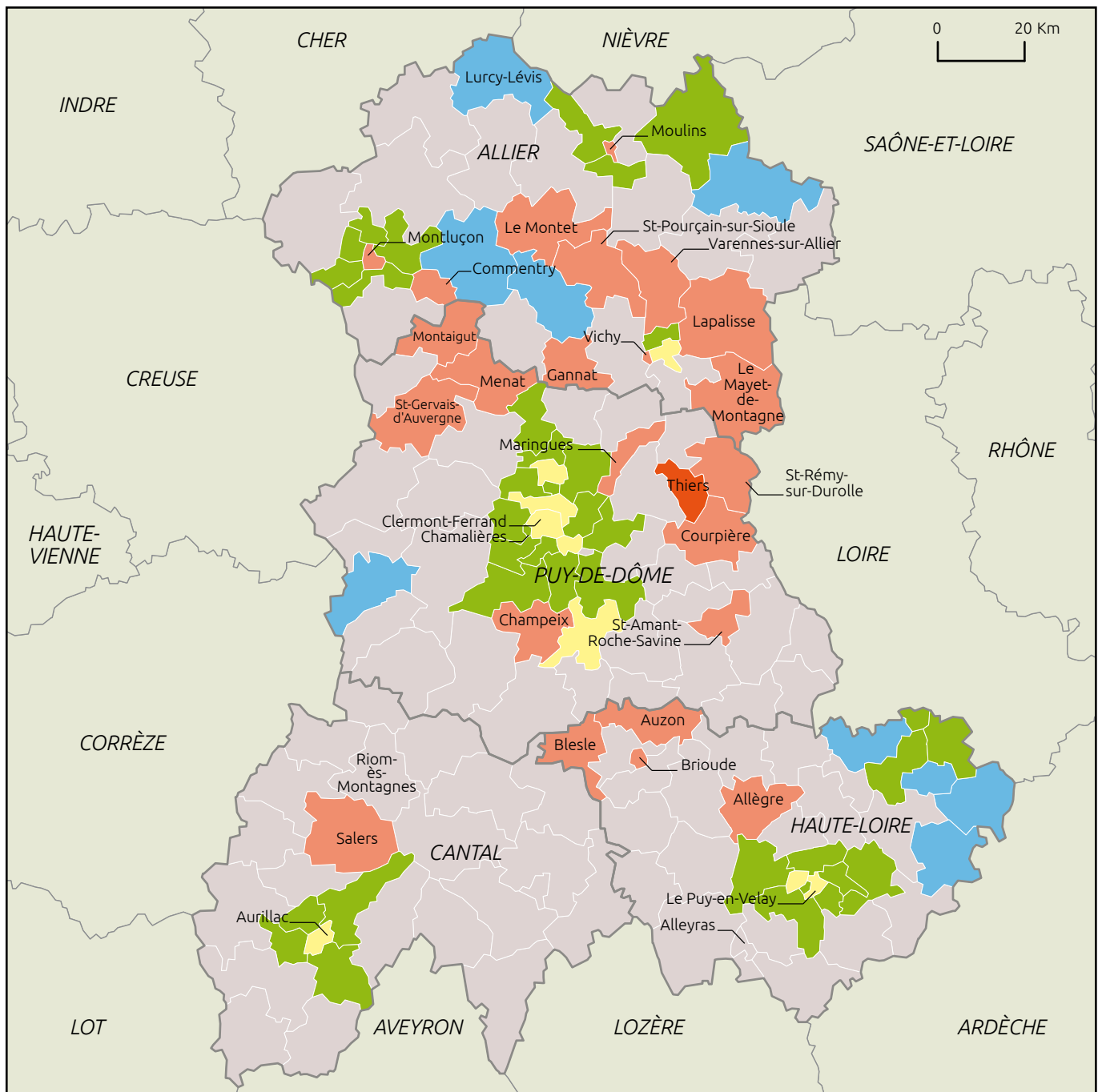
Depuis 40 ans, les plus fortes proportions d'agriculteurs exploitants parmi la population active en France se trouvent dans des départements tels que le Cantal ou la Haute-Loire. Avec plus de 200 hab./km², le canton de Saint-Flour fait figure d'intrus dans cet ensemble de cantons montagnards ruraux plus ou moins enclavés.

UN CAS SIGNIFICATIF

Le vieillissement de la population est tel que dans le canton d'Alleyras dans la Haute-Loire 52% de la population est âgée de plus de 60 ans. Sur 173 personnes habitant Alleyras en 2009, 7 hab./km², l'Insee recense seulement 2 chômeurs... Les trois quarts des 130 ménages du canton sont non imposables.

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les quatre dont la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à 24% pour une moyenne nationale de 27%. Les écarts entre les différents types sont très faibles (de 20% à 27%) et le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» est absent sauf à Thiers.

ACADÉMIE DE CLERMONT-FERRAND

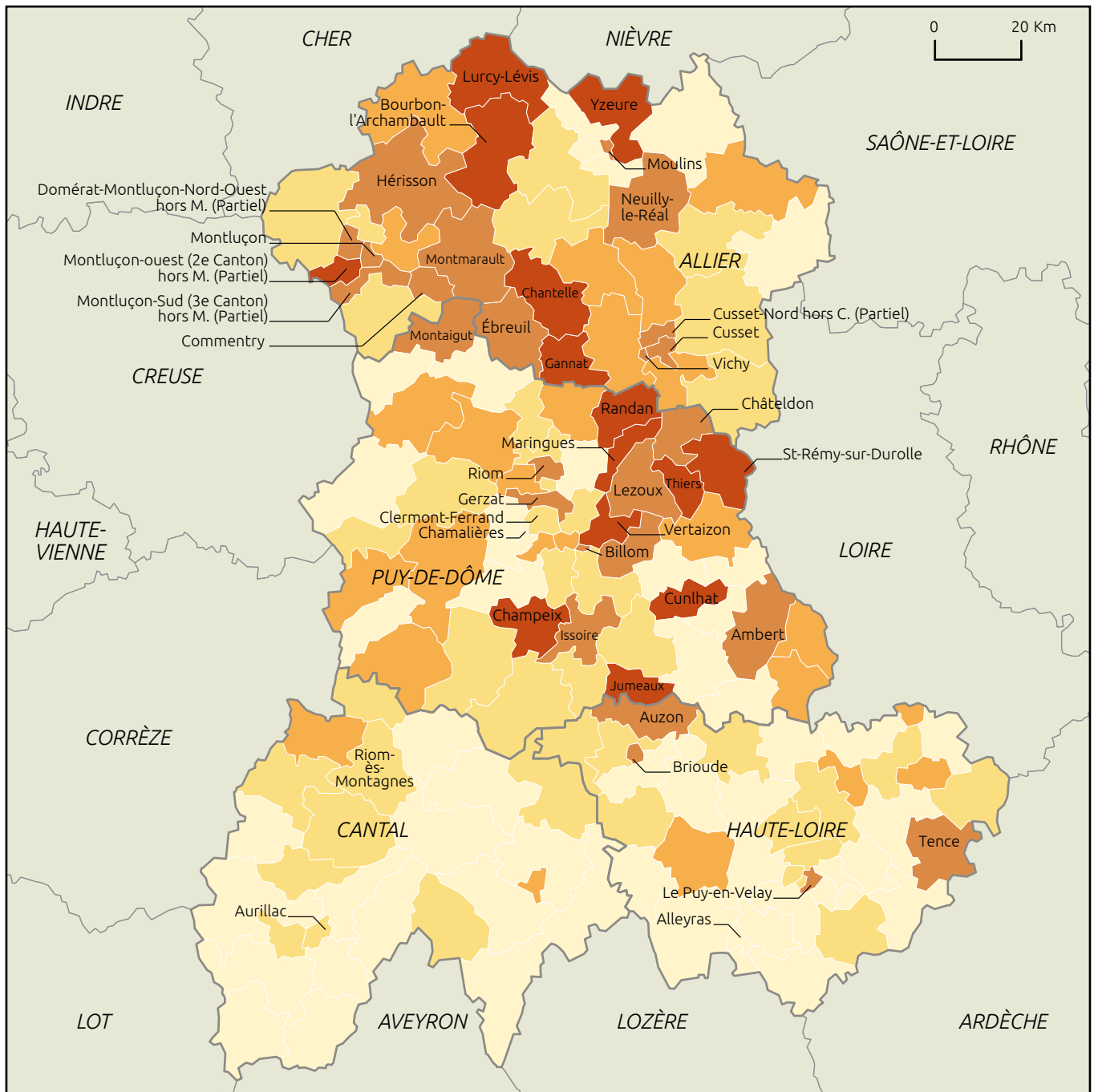


Les zones à risques d'échec scolaire

■	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
■	Précarité économique dans les petites et moyennes communes
■	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain
■	Fragilité culturelle dans les petites communes
■	Milieu rural vieillissant
■	Sécurité économique et soutien culturel

Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE CLERMONT-FERRAND



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE CLERMONT-FERRAND

Académie de Clermont-Ferrand

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les actifs de 15 ans et +	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Thiers	63	Cumul de fragilités économiques, familiales, culturelles en milieu urbain	11,5	83,1	9,1	1,6	11,7	44,2	14 391
Commentry	03	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	9,1	80,9	6,8	0,9	22,9	40,6	15 038
Le Puy-en-Velay	43	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	10,1	79,9	8,6	1,3	16,1	32,4	14 839
Lurcy-Lévis	03	Fragilité culturelle dans les petites communes	7,1	79,3	6,8	1,1	5,8	45,3	13 580
Riom-ès-Montagnes	15	Milieu rural vieillissant	6,5	80,2	8,3	0,7	5,8	51,1	13 737
Chamalières	63	Sécurité économique et soutien culturel	6	86,1	6,5	0,5	2,4	15,2	23 093
Académie			6,8	84,4	7,2	0,9	9,9	34	15 142
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Thiers	63	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	679	34,1	31,6	21,3	11,3	158	26,2
Commentry	03	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	360	27,2	37	23,3	10,3	129	28,9
Le Puy-en-Velay	43	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 012	30,8	25,4	21,3	13,4	1 151	26,9
Lurcy-Lévis	03	Fragilité culturelle dans les petites communes	188	37,9	32,6	18,5	10	17	31,7
Riom-ès-Montagnes	15	Milieu rural vieillissant	222	19,4	35,1	24,3	15,8	21	34,6
Chamalières	63	Sécurité économique et soutien culturel	571	17,3	17,7	26,8	23,9	4 692	29
Académie			55 078	23,7	29,5	26,3	14,7	51	25,6
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UN FORT CONTRASTE ENTRE UN LITTORAL ÉCONOMIQUEMENT PRÉCAIRE ET UN INTÉRIEUR RURAL MONTAGNEUX FRAGILE

Le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » concentre la moitié des cantons et de la population sur un fond rural (moins de la moitié des cantons et plus d'un quart de la population).

1 – Risques les plus marqués

À quelques exceptions près (Santa-Maria-Siché, Les Deux-Sevi, Capobianco, Borgo, Ajaccio, Ajaccio 7^e canton hors Ajaccio), l'ensemble des cantons littoraux corse appartient au type « précarité économique dans les petites et moyennes communes ». Ils concentrent des populations en situation économique des plus précaires. Sur les littoraux, la proportion de chômeurs chez les 15-64 ans se situe entre 9 et 10% et le revenu médian des habitants dépasse rarement le seuil des 14 000 euros (11 500 euros à Moïta-Verde, 12 400 euros à Belgodère et 12 500 euros à Vescovato en Haute-Corse). Bien que Bastia tire un avantage en emplois et en revenus du port de commerce et de son statut de préfecture de Haute-Corse, le revenu des habitants de son canton ne dépasse pas 14 000 euros. La part des emplois en CDI dans certains cantons plafonne à 80% (Prunelli-di-Fiumorbo, Belgodère, Calenzana en Haute-Corse), alors qu'elle atteint 87 à 90% à Ajaccio, Borgo et Bastia.

Ce groupe de cantons compte les plus forts taux de jeunes âgés de 15 à 24 ans non diplômés parmi les non scolarisés en France ; ainsi, en Haute-Corse : 59% à Ghisoni (15 hab./km²), 51% à Prunelli-di-Fiumorbo (20 hab./km²), 44% à Vescovato ; de même en Corse-du-Sud : 47% à Bonifacio (19 hab./km²), 44% à Porto-Vecchio (37 hab./km²) pour 27% au plan national.

UNE DONNÉE HISTORIQUE

L'économie du chef-lieu du canton de Bastia repose sur l'emploi public administratif et celui des grands équipements structurants tels que l'aéroport, le musée ethnographique corse, le centre hospitalier, l'école nationale supérieure des arts et métiers, deux lycées publics, quatre collèges publics, etc. Un des effets structurels de cette base d'emploi tient au fort taux de bacheliers parmi la population (21%, soit 6 points de plus qu'au plan national). Cette proportion a connu une forte croissance de 1999 à 2009. Toutefois, plus de la moitié des ménages de ce canton de 43 000 habitants (2009) ne sont pas imposables sur le revenu (56%). Cette fraction de population non imposable a déclaré en moyenne 7 600 euros de revenu en 2009, pour 9 800 euros en France.

2 – Risques seconds

Les fortes parts de ménages vivant en HLM à Ajaccio (15%) et de familles monoparentales (13%) isolent ce canton dans le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain ». De même pour Sartène, seul canton classé dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ».

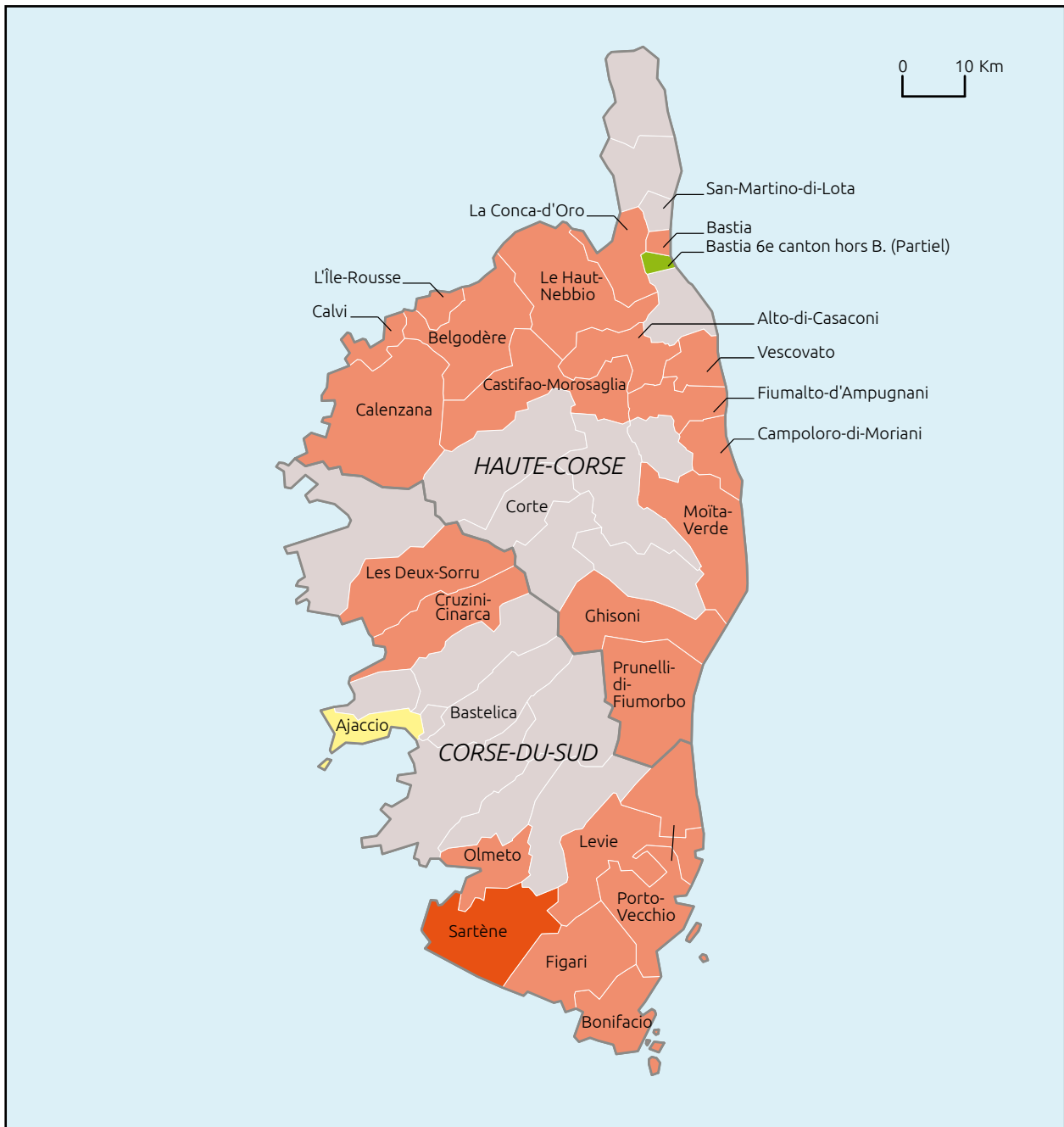
UN CAS SIGNIFICATIF

Les scores élevés de certains indicateurs (chômage, familles monoparentales, ménages en HLM, 45-54 ans non diplômés) et faibles pour les autres (% emplois CDI, revenu médian) désignent Sartène comme le canton cumulant le plus de fragilités économiques, familiales et culturelles de Corse. Sous-préfecture de Corse-du-Sud et l'une des plus anciennes villes corses, Sartène est le chef-lieu d'un canton viticole de 3 700 habitants (2009). Plus du tiers des ménages sont retraités (37%), proportion en croissance de 1999 à 2009. Une majorité des ménages n'est pas imposable sur le revenu (60%). Plus du tiers des logements du canton sont des résidences secondaires. Leur nombre été multiplié par plus de huit depuis 1968.

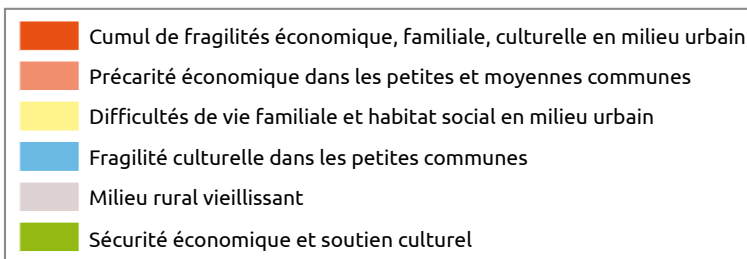
3 – Autres

Dans l'intérieur, où le type « milieu rural vieillissant » domine, la part des chômeurs est faible, pouvant se limiter à 4-6% (Corte, San-Martino-di-Lota ou Venaco en Haute-Corse, Bastelica en Corse-du-Sud). L'exode rural explique cette situation économique et le vieillissement de la population résidente, puisqu'une majorité de ces cantons montagneux de l'intérieur rassemble plus de 30% d'habitants âgés de plus de 60 ans (45% à Bustanico en Haute-Corse (5 hab./km²) et 46% à Zicavo (5 hab./km²), *idem* à Petreto-Bicchisano (11 hab./km²) en Corse-du-Sud). Les taux d'adultes âgés de 45 à 54 ans non diplômés vont de pair avec ce vieillissement, mais ils sont plus élevés encore, atteignant 50% aux Deux-Sevi en Corse-du-Sud (6 hab./km²), 51% à Zicavo ainsi qu'à Orezza-Alesani en Haute-Corse (6 hab./km²).

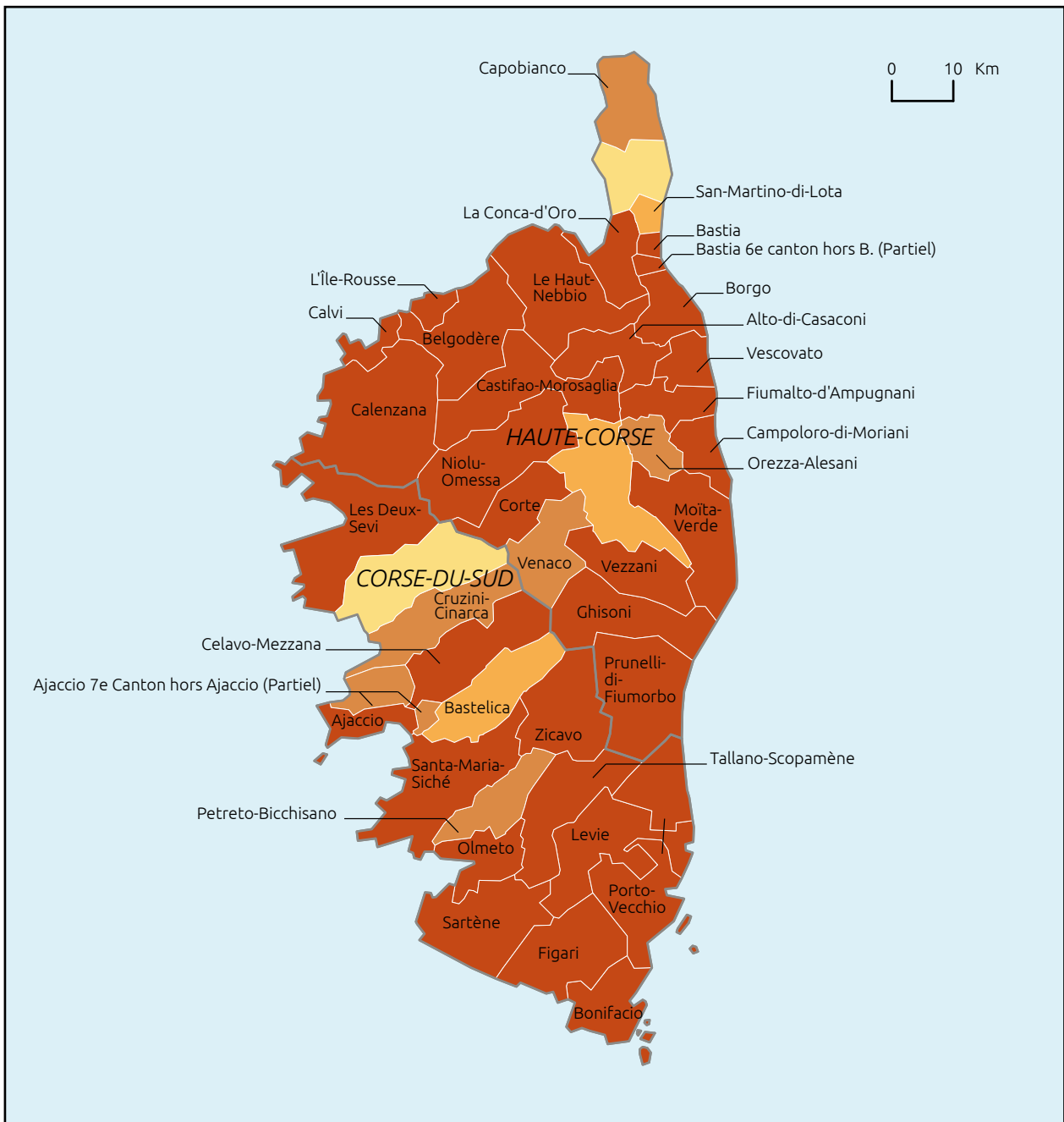
Dans l'ensemble, l'académie est celle dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est la plus élevée (37% pour 27% en France métropolitaine), aussi bien en milieu urbain que dans les petites et moyennes communes.



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie de Corse

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Sartène	2A	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	7,7	81,3	9,2	1,5	7,5	43,9	13 154
Bastia	2B	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	6,9	87,4	14,9	1	26	38	13 529
Ajaccio	2A	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	7,8	88,3	13,2	0,9	14,7	38,6	16 046
		Fragilité culturelle dans les petites communes	-	-	-	-	-	-	-
Corte	2B	Milieu rural vieillissant	4,3	77,7	7,7	0,4	6	39,2	14 502
Bastia 6 ^e canton hors Bastia	2B	Sécurité économique et soutien culturel	6,9	90	13	0,6	6,8	37	17 660
Académie			8	86,6	11,1	0,9	9,5	40,6	14 373
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Sartène	2A	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	124	37,9	24,2	25	8,9	13	29,6
Bastia	2B	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	1 987	37	27	22,8	8,1	2 249	23,4
Ajaccio	2A	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	2 830	38,1	23,2	25,6	8,6	777	24,3
		Fragilité culturelle dans les petites communes	-	-	-	-	-	-	-
Corte	2B	Milieu rural vieillissant	240	34,4	18,8	30,7	8,3	45	18,4
Bastia 6 ^e canton hors Bastia	2B	Sécurité économique et soutien culturel	244	34,9	24,9	24,9	8,4	248	18,7
Académie			12 871	36,5	25,8	24,5	8,4	34	25,7
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

CUMUL DE FRAGILITÉS EN PREMIÈRE COURONNE PARISIENNE

Les difficultés sont concentrées dans les types « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (un canton sur trois pour 42 % de population) et « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » (un canton sur deux pour 44 % de la population).

1 – Risques les plus marqués

L'ensemble de la première couronne et particulièrement la Seine-Saint-Denis se distinguent par un nombre important de cantons où la population se trouve en grande difficulté. Plus d'un canton sur deux de ce département relève du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », tous caractérisés par des niveaux élevés de chômeurs dans la population (10 à 15 %), de part de non diplômés parmi les adultes de 45-54 ans (45 à 59 %), de taux de familles monoparentales (10 à 17 %), de ménages habitant en HLM (30 à 60 %). La part de jeunes de 15 à 24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est souvent comprise entre 35 % et 48 % : 40 % à Romainville, Le Raincy, Pantin, 41 % à Montreuil, à Saint-Denis et à Bobigny, 47 % à La Courneuve, 48 % à Aubervilliers, pour 27 % au plan national. Cette proportion n'est que de 15 % à Vincennes dans la même académie. Le revenu médian par unité de consommation n'excède pas 15 000 euros dans ce groupe de cantons.

UN CAS SIGNIFICATIF

Le canton de La Courneuve fait partie de cet ensemble. Il se distingue par le niveau de revenu le plus faible de l'académie (9 600 euros), ce qui lui confère un profil semblable au canton de Grigny dans l'Essonne (académie de Versailles). À La Courneuve, deux foyers sur trois ne sont pas imposables sur le revenu. Les trois-quarts des logements sont habités par des locataires. La part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population atteint à peine 3 % (2009). Elle est en stagnation depuis 1999. Les ouvriers représentent un peu plus de 28 % de la population âgée de plus de 15 ans. En lien avec une sous-représentation des cadres, 59 % des adultes de 45-54 ans sont sans diplôme.

2 – Risques seconds

La seconde couronne de l'Est parisien est composée presque exclusivement de cantons de type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain ». L'ensemble de la façade ouest de la Seine-et-Marne est concernée par ce type, avec des proportions de familles monoparentales supérieures à 8 ou 9 %, des proportions de ménages vivant en HLM variant de 9 à 20 % et un revenu médian proche de 17 300 euros.

Au-delà de cette couronne, en direction de l'Est plus rural, les profils des cantons varient entre le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », le type « sécurité économique et soutien culturel », le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain », à nouveau, et le type « fragilité culturelle dans les petites communes ». Cette mosaïque présente plus de complexité que la couronne située à l'Ouest. Le type « fragilité culturelle dans les petites

communes » est plus représenté aux marges Est du département à la frontière avec l'Aisne, la Marne, l'Aube et l'Yonne. Des « isolats » de sécurité cohabitent donc avec d'autres poches de difficultés et des zones de fragilité culturelle en milieu rural.

PLUSIEURS CAS SIGNIFICATIFS

Les cantons de Meaux et de Provins, en grande difficulté au regard des indicateurs retenus (type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain »), présentent un revenu médian respectivement de 13 900 euros et 16 000 euros. Ils coexistent avec La-Ferté-sous-Jouarre et Nangis (type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain », respectivement 120 et 60 hab./km², 9 % de familles monoparentales) ainsi qu'avec Lizy-sur-Ourcq et Bray-sur-Seine (type « fragilité culturelle dans les petites communes », respectivement 67 et 48 hab./km², plus de 40 % de non diplômés parmi les 45-54 ans).

3 – Autres

Les cantons de Saint-Mandé, Joinville-le-Pont, Charenton-le-Pont, Maisons-Alfort et Vincennes font figure d'exceptions de taille dans ce paysage économique et social homogène de la première couronne.

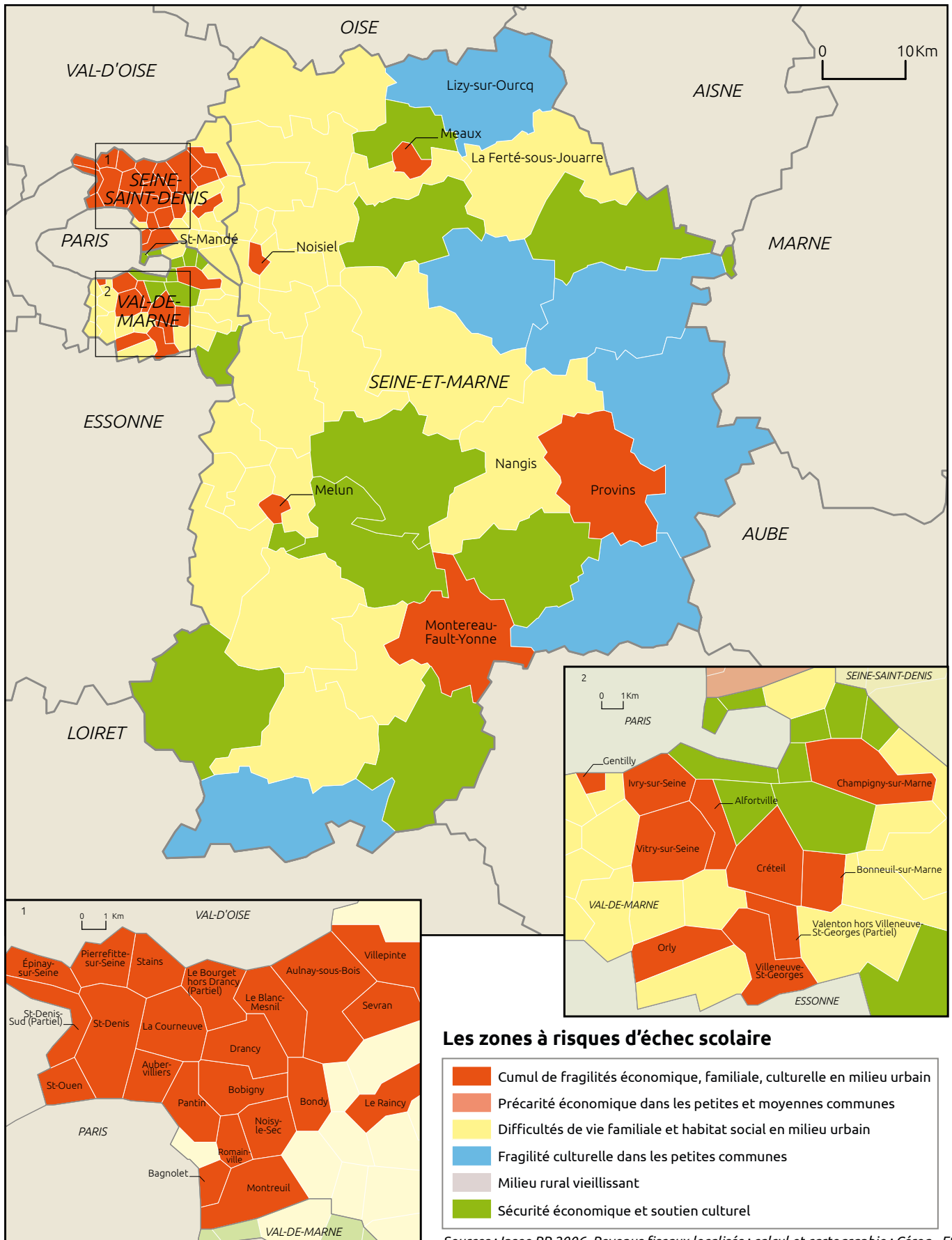
Tous ces cantons de type « sécurité économique et soutien culturel », sont localisés au nord du Val-de-Marne et abritent des populations en situation bien moins précaire que celles de la Courneuve. Saint-Mandé et Vincennes n'ont rien en commun avec les cantons de Seine-Saint-Denis avec un revenu médian supérieur à 27 000 euros, une proportion de chômeurs inférieure à 7 %, des populations de 45-54 ans non diplômées à hauteur de seulement 20 %, et 6 à 7 % de ménages vivant en HLM.

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les six dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est supérieure à 32 %, pour une moyenne nationale de 27 %. Ce niveau est en particulier associé à celui du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (37 %).

UN CAS SIGNIFICATIF

La part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population de Saint-Mandé atteint 26 % (2009). Elle est en augmentation depuis 1999 (22 %), comme la part des habitants très diplômés. Plus du tiers des habitants âgés de plus de 15 ans détiennent un diplôme supérieur à BAC+2 en 2009 (43 % des hommes). Trois ménages sur quatre sont imposables sur le revenu.

ACADÉMIE DE CRÉTEIL

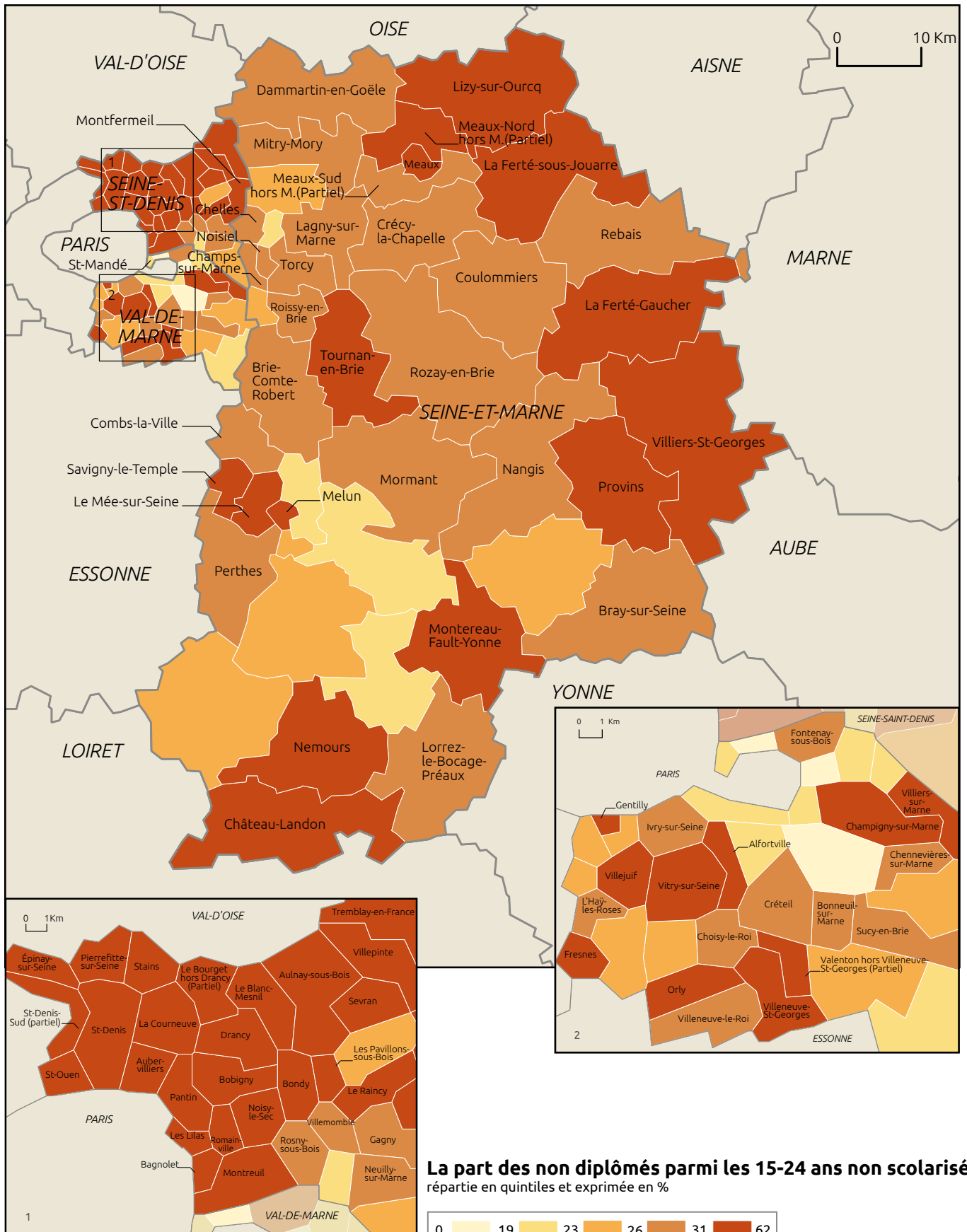


Les zones à risques d'échec scolaire

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Précarité économique dans les petites et moyennes communes
- Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain
- Fragilité culturelle dans les petites communes
- Milieu rural vieillissant
- Sécurité économique et soutien culturel

Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE CRÉTEIL



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés répartie en quintiles et exprimée en %

Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie de Créteil

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
La Courneuve	93	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	15,6	82,4	15,5	6	48,5	58,9	9 692
		Précarité économique dans les petites et moyennes communes	-	-	-	-	-	-	-
Nangis	77	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	6,8	87,8	8,6	2,5	18,3	42,2	17 336
Lizy-sur-Ourcq	77	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,7	87,3	7,8	2,9	9,7	41,8	18 015
		Milieu rural vieillissant	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Mandé	94	Sécurité économique et soutien culturel	6,7	88,7	8,8	0,7	6,4	21,2	29 321
Académie			9,2	87,3	11,3	2,6	26,2	39,2	18 191
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
La Courneuve	93	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	2 296	46,7	22,5	19,3	8,2	4 925	12,5
		Précarité économique dans les petites et moyennes communes	-	-	-	-	-	-	-
Nangis	77	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	816	28,7	32,8	24,7	9,6	59	16,5
Lizy-sur-Ourcq	77	Fragilité culturelle dans les petites communes	869	35,3	31	19,9	11,1	71	14,1
		Milieu rural vieillissant	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Mandé	94	Sécurité économique et soutien culturel	451	22,6	15,2	21	21,1	24 142	20,6
Académie			195 786	31,8	24	24,6	12,6	635	15,5
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

DES CANTONS RURAUX ÉCONOMIQUEMENT PRÉCAIRES ET DONNANT DES SIGNES DE FRAGILITÉ

Le type « fragilité culturelle dans les petites communes » rassemble un canton sur dix et 13 % de la population alors que le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » concentre un tiers de la population dans le même nombre de cantons.

1 – Risques les plus marqués

Les cantons urbains de type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » se caractérisent par une part élevée de ménages vivant en HLM. Entre un cinquième et un tiers des ménages sont dans ce cas à Mâcon (1 300 hab./km²), Auxerre (758 hab./km²), Chalon-sur-Saône (3 200 hab./km²) ou Nevers (2 300 hab./km²). La part des familles monoparentales (9-10 %) est un autre facteur d'unité du groupe. Dijon, dont la population représente un tiers de ce groupe, se situe un peu en dessous de la moyenne sur cet indicateur.

La part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés dépasse la moyenne nationale dans un canton sur deux, jusqu'à 31 % à Auxerre, 35 % à Mâcon.

Le type « fragilité culturelle dans les petites communes » est quant à lui concentré dans le sud de l'Yonne, le nord de la Nièvre et l'ouest de la Saône-et-Loire. La densité est assez faible (20 à 60 hab./km²) mais d'un vieillissement inégal (de 20 à 37 % de plus de 60 ans selon les cantons). De même qu'en milieu rural, ces cantons ne sont pas soumis à une forte influence urbaine. Ils sont situés aux marges des couronnes périurbaines des grandes agglomérations, à 40 km au nord de Dijon par exemple dans le cas de Fontaine-Française ou de Selongey.

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Selongey est la « patrie d'origine » du groupe SEB (Société d'Emboutissage de Bourgogne). Dans ce canton de 3 900 habitants, frontalier de la Haute-Marne (académie de Reims), les ouvriers représentent encore presque un quart de la population, loin devant les employés et les professions intermédiaires, mais derrière les retraités (28 % en 2009). Presqu'un tiers des habitants sont diplômés d'un CAP ou d'un BEP. La périurbanisation dijonnaise se fait ici plus faiblement sentir que plus au sud, à 20 ou 30 km de Dijon.

Le taux de non diplômés parmi les 45-54 ans est élevé : plus de 40 % dans de nombreux cantons par exemple à Varzy (Nièvre), Saint-Fargeau ou Flogny-la-Chapelle (Yonne), Montret ou Digoïn (Saône-et-Loire), Bligny-sur-Ouche ou Fontaine-Française (Côte d'Or). Pourtant, la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est variable au regard de la moyenne nationale de 27 % : de 18 à 23 % à Bligny-sur-Ouche, Montret et Flogny-la-Chapelle mais de 32 à 36 % dans les autres cantons cités.

2 – Risques seconds

Le type « milieu rural vieillissant » est associé au type « fragilité culturelle dans les petites communes » : le canton d'un type est fréquemment contigu au canton de l'autre type.

Le centre de l'académie (Morvan) reste le plus concerné par l'économie agricole. Ce centre est frappé d'exode rural depuis des décennies, amenant la démographie à un niveau atone. La part des plus de 60 ans dans la population totale dépasse un tiers dans les cantons nivernais de Moulins-Engilbert (14 hab./km²), Tannay (13 hab./km²), Prémery (17 hab./km²). Elle atteint 40 % à Montsauche-les-Settons (11 hab./km²) et Luzy (14 hab./km²). La part des habitants âgés de 45 à 54 ans sans diplôme est équivalente. Avec un revenu médian variant de 14 000 à 15 000 euros, cet ensemble central est une des zones rurales parmi les plus vieilles et paupérisées en France métropolitaine. La proportion de chômeurs est identique dans tous ces cantons, proche de 7 %, les jeunes ayant anticipé la difficulté à trouver un emploi en migrant vers les périphéries urbaines de la région pour y poursuivre leurs études et s'insérer sur le marché du travail.

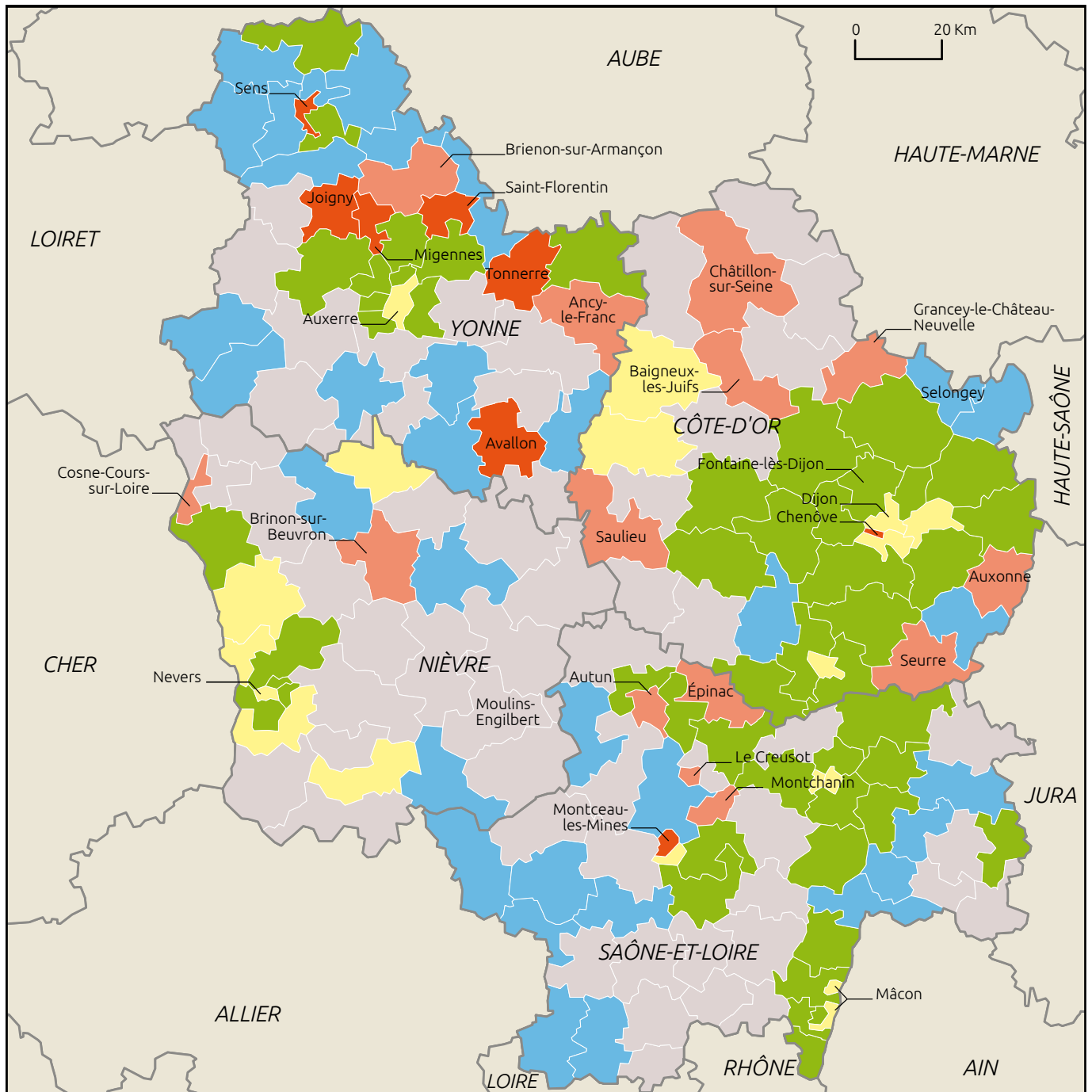
UN CAS SIGNIFICATIF

Moulins-Engilbert est passé de 6 200 habitants en 1968 à 4 300 en 2009. Le nombre de décès enregistrés dans ce canton chaque année pendant la décennie 2000 était d'environ 60 à 80 pour 30 naissances. Presque la moitié des habitants âgés de plus de 15 ans sont retraités en 2009, cette part a augmenté depuis 1999. Plus de la moitié des ménages relèvent de cette catégorie. L'agriculture occupe encore un peu plus d'un quart des actifs ayant un emploi. Le canton rassemble 239 agriculteurs exploitants en 2009, autant que d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise. Le chef-lieu du canton est « surtout connu pour ses marchés de bestiaux avec ventes "au cadran" et spécialité de foire aux "maigres" » (Brunet, 2013). Plus de la moitié des ménages ne sont pas imposables sur le revenu. Presque la moitié des revenus déclarés par les ménages sont issus de pensions et de retraites. Le certificat d'études et le CAP ou le BEP sont les diplômes les plus courants, seulement 5 % des habitants détiennent un niveau supérieur à BAC+2.

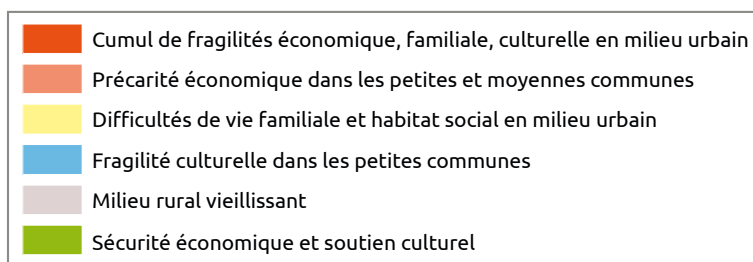
3 – Autres

Tous les cantons situés entre Dijon et Selongey ou Fontaine-Française appartiennent au type « situation de sécurité économique et de soutien culturel », beaucoup sont localisés aux marges de l'académie. Ils composent les grandes couronnes périurbaines de Dijon, Chalon, Mâcon, Nevers et Auxerre. Le revenu médian dépasse largement celui de l'académie. Plus on se rapproche du centre de Dijon et plus le revenu monte : 15 000 euros à Fontaine-Française (40 mn), 17 000 à Is-sur-Tille (30 mn), 18 000 euros à Mirebeau-sur-Bèze (30 mn) et 22 000 euros à Fontaine-lès-Dijon (10 mn).

ACADÉMIE DE DIJON

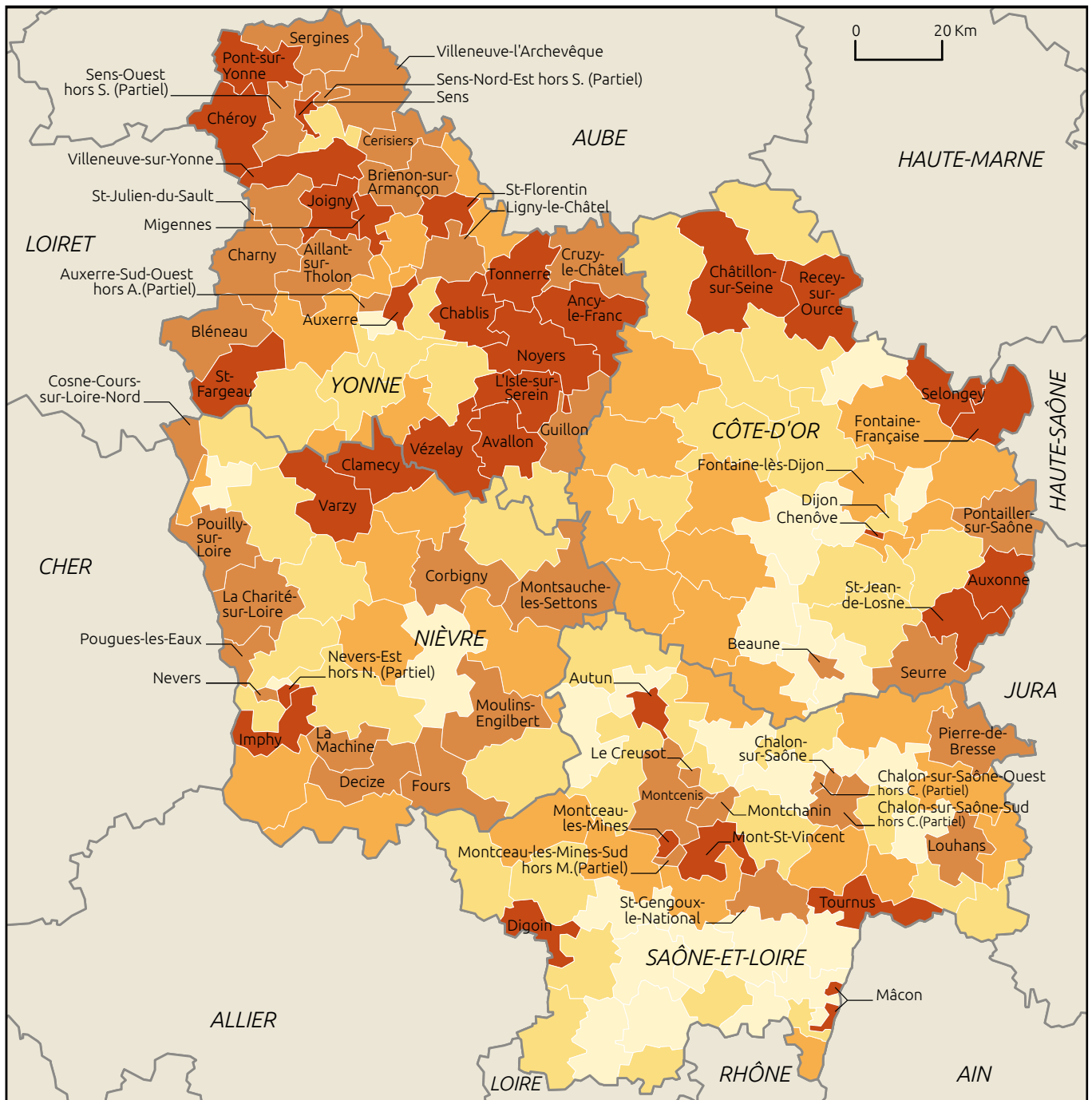


Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE DIJON



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Ce type est aussi composé de cantons du vignoble d'appellation d'origine contrôlée par exemple à Givry ou Couches (Saône-et-Loire), Beaune, Nuits-Saint-Georges ou Gevrey-Chambertin (Côte d'Or). Ces cantons concentrent le plus de cadres et de professions intermédiaires dans l'académie, ainsi que l'illustre celui de Fontaine-lès-Dijon où les deux groupes sociaux arrivent à égalité (respectivement 17% et 16% de la population active). La proportion de chômeurs oscille dans ce groupe entre 3 et 6%, alors qu'elle dépasse 10% dans des anciennes unités

industrielles comme celle de Montceau-les-Mines (fermeture de la dernière mine de fond en 1992 et de la mine à ciel ouvert en 2000), qui relève du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ».

Dans l'ensemble, la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est dans la moyenne nationale de 27%, en la contenant quel que soit le contexte social, sauf pour le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (37%) qui est rare dans l'académie.

Académie de Dijon

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Montceau-les-Mines	71	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	12,3	83	8,1	1,4	37,7	41,9	14 136
Auxonne	21	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	7,1	76,6	7,9	1,6	14,5	42,6	15 502
Mâcon	71	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	10,3	80,4	9,4	1,8	37	39,1	15 017
Selongey	21	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,5	85,5	5,4	2,2	6,4	37,1	16 729
Moulins-Engilbert	58	Milieu rural vieillissant	7,3	83,9	4,9	0,2	3,4	40,7	14 309
Fontaine-lès-Dijon	21	Sécurité économique et soutien culturel	5,7	89	7,4	1,2	13,6	20,1	22 066
Académie			7,1	85	7,1	1,2	13,1	35,5	16 178
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Montceau-les-Mines	71	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	871	31,5	32,3	21,2	11,4	1 176	33,5
Auxonne	21	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	958	31,2	36,9	21,8	8,2	83	21,3
Mâcon	71	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	2 341	35,3	27,3	20,3	11,5	1 264	23,8
Selongey	21	Fragilité culturelle dans les petites communes	171	32,2	34,5	21,6	10,5	27	20,7
Moulins-Engilbert	58	Milieu rural vieillissant	174	26	42,7	20,3	8,7	15	38,4
Fontaine-lès-Dijon	21	Sécurité économique et soutien culturel	1 004	24,3	26,7	22,5	18,6	239	22,6
Académie			72 156	26,7	31,9	23,3	13,6	52	25,1
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UNE PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE EN MONTAGNE ET UNE SÉCURITÉ RELATIVE EN FOND DE VALLÉE

Le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » concerne un canton sur cinq mais 40 % de la population, alors que le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » concerne un canton sur six et un dixième de la population sur un fond partagé entre la ruralité montagnarde et une relative prospérité économique : le type « sécurité économique et soutien culturel » englobe près d'un tiers des cantons et de la population.

1 – Risques les plus marqués

Les cantons urbains centraux de type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » concentrent les plus grandes zones d'habitat social de l'académie. La part des ménages logeant en HLM est souvent proche de la moyenne nationale (15%), mais peut être beaucoup plus élevée : 56% à L'Isle-d'Abeau, 34% à Vienne, 28% à Chambéry et à Albertville, 20% à Romans-sur-Isère et à Thonon-les-Bains. Dans la plupart de ces cantons, la part des familles monoparentales dépasse la moyenne.

Le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » concerne davantage les départements de la Drôme et de l'Ardèche. De petits bourgs et de petites villes situées en milieu rural à Nyons (Drôme) ou Aubenas (Ardèche), font office de pôles de services à l'attention de la population résidente et des touristes (résidences secondaires), mais doivent faire face à un taux de chômage supérieur à la moyenne : 11% aux Vans, à Vallon-Pont-d'Arc (Ardèche). On relève dans certains cantons ruraux des taux d'emploi en CDI parmi les plus faibles en France avec 65% à La Chapelle-en-Vercors, 67% à Luc-en-Diois (Drôme), 77% à Montpezat-sous-Bauzon (Ardèche) ou 77% à Rémuzat (Drôme), pour une moyenne nationale de 85%.

Au sein de ces deux derniers groupes de cantons urbains et ruraux, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie (urbains : 37% à Romans sur Isère, 36% à L'Isle-d'Abeau, 32% à Vienne, Albertville et Valence / ruraux : 36% à Nyons et à Largentière, 33% à Rémuzat, pour 27% au plan national).

2 – Risques seconds

Le caractère rural et montagnard de cette académie sous-tend le classement de nombreux cantons en situation périphérique dans le type « milieu rural vieillissant ». Tous les

UN CAS SIGNIFICATIF

Dans ce canton rural de Saint-Étienne-de-Lugdarès, d'une densité de 6 hab./km² (1 100 habitants), le solde d'accroissement naturel est négatif depuis 1968 (différence entre les naissances et les décès). Le revenu médian par unité de consommation n'est que de 11 200 euros en 2009 (moyenne nationale à 16 300 euros). 70% des ménages ne sont pas imposables. Chez ces ménages non imposables en 2009, le revenu médian déclaré était de 7 500 euros. Plus d'un tiers des habitants ont plus de 60 ans. La part des habitants de plus de 75 ans atteint presque 16%, en forte progression depuis 1999. Presque la moitié des habitants âgés de 45 à 54 ans ne sont pas diplômés. Ce canton est situé aux marges de l'Ardèche, à la frontière de la Lozère.

départements sont concernés, mais l'Ardèche fournit les cas les plus en difficulté. Plus d'un tiers des habitants sont âgés de plus de 60 ans à Coucouron, Saint-Martin-de-Valamas, Thueyts, Burzet ou Saint-Étienne-de-Lugdarès. La densité de population de ces cantons avoisine le plus souvent les 10 hab./km², 30 hab./km² à Thueyts. Le revenu médian est inférieur à la moyenne nationale. Le minimum de l'académie est atteint à Saint-Étienne-de-Lugdarès.

3 – Autres

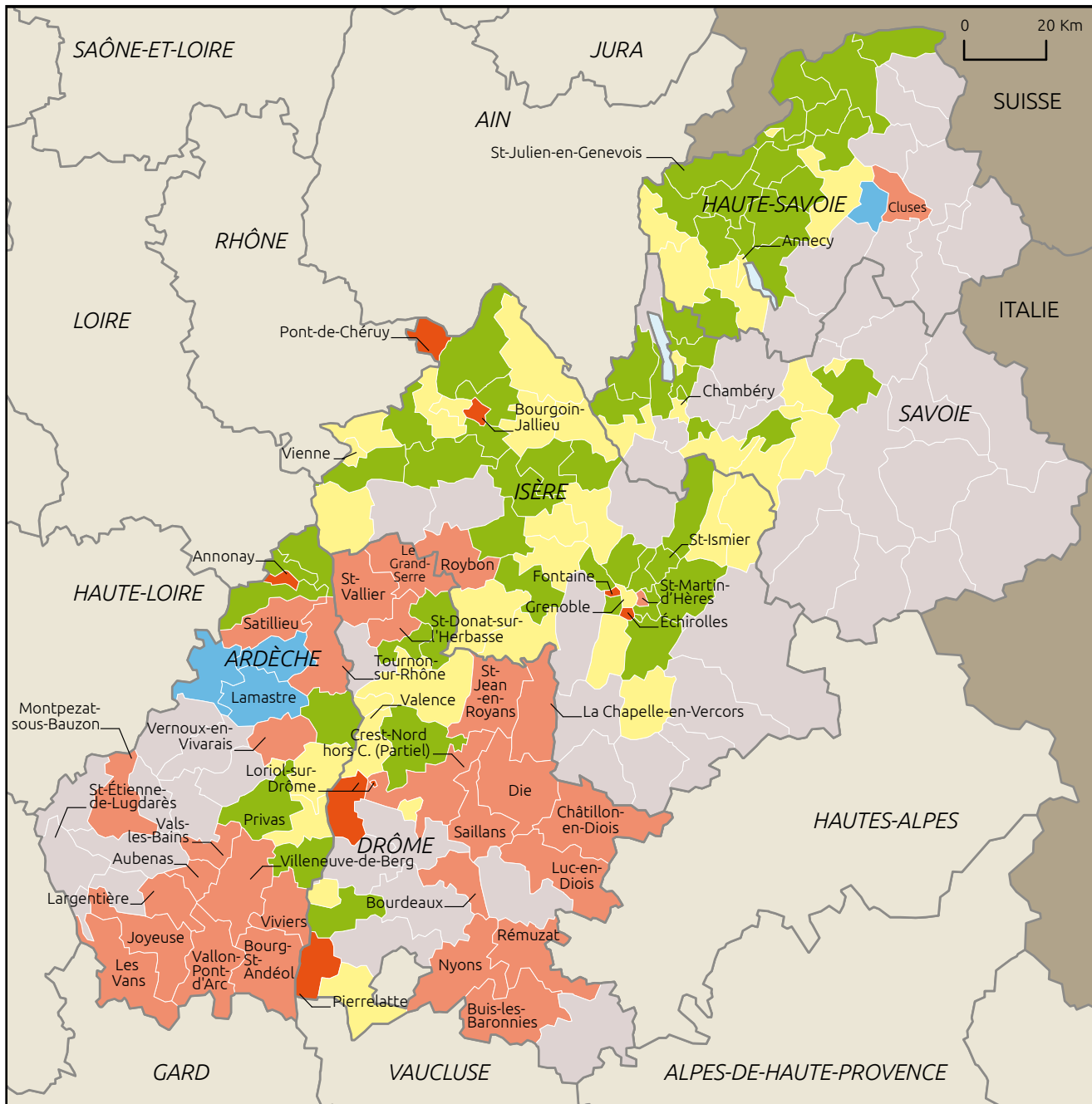
Une forme de « modèle urbain-périurbain » oppose des cantons urbains centraux de type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » et des cantons plus favorisés en position périphérique et périurbaine de type « sécurité économique et soutien culturel », tous parmi les plus peuplés.

DEUX CAS SIGNIFICATIFS ET UNE DONNÉE HISTORIQUE

Le canton de Saint-Ismier, situé en banlieue nord-est de Grenoble près du technopôle de Meylan, se démarque du reste de l'académie par un taux de chômage de moins de 4%, et par 90% des emplois en CDI. Seulement 15% des jeunes âgés de 15 à 24 ans ne sont pas diplômés parmi les non scolarisés (moyenne nationale de 27%). La part des habitants âgés de 45 à 54 ans sans diplôme n'est que de 11%, soit trois fois moins que la moyenne en 2006. Celle des habitants diplômés de l'enseignement supérieur long s'élève à 38% (45% chez les hommes). Seulement 6% des habitants n'ont aucun diplôme. Ce canton a presque multiplié sa population par quatre depuis 1968 (19 000 habitants en 2009). Les soldes naturel et migratoire y sont positifs depuis 40 ans. Un tiers des ménages sont cadres en 2009, cette proportion est stable depuis 1999. Seulement un cinquième des ménages ne sont pas imposables.

Saint-Julien-en-Genevois partage certaines caractéristiques avec Saint-Ismier : population multipliée par trois depuis 1968, taux de chômage faible, revenu et taux de CDI élevés. Mais la part des habitants âgés de plus de 60 ans n'est ici que de 15% pour 23% à Saint-Ismier en raison d'un solde migratoire plus positif résultant de l'arrivée de jeunes ménages frontaliers qui rajeunissent la structure par âge du canton. La part des cadres parmi les ménages n'est que de 19% parce que les emplois occupés en France et en Suisse par les habitants ne sont pas de nature « technopolitaine » comme à Saint-Ismier. Le taux de diplômés de l'enseignement supérieur long est aussi plus faible (18%, soit 20 points de moins qu'à Saint-Ismier).

ACADÉMIE DE GRENOBLE

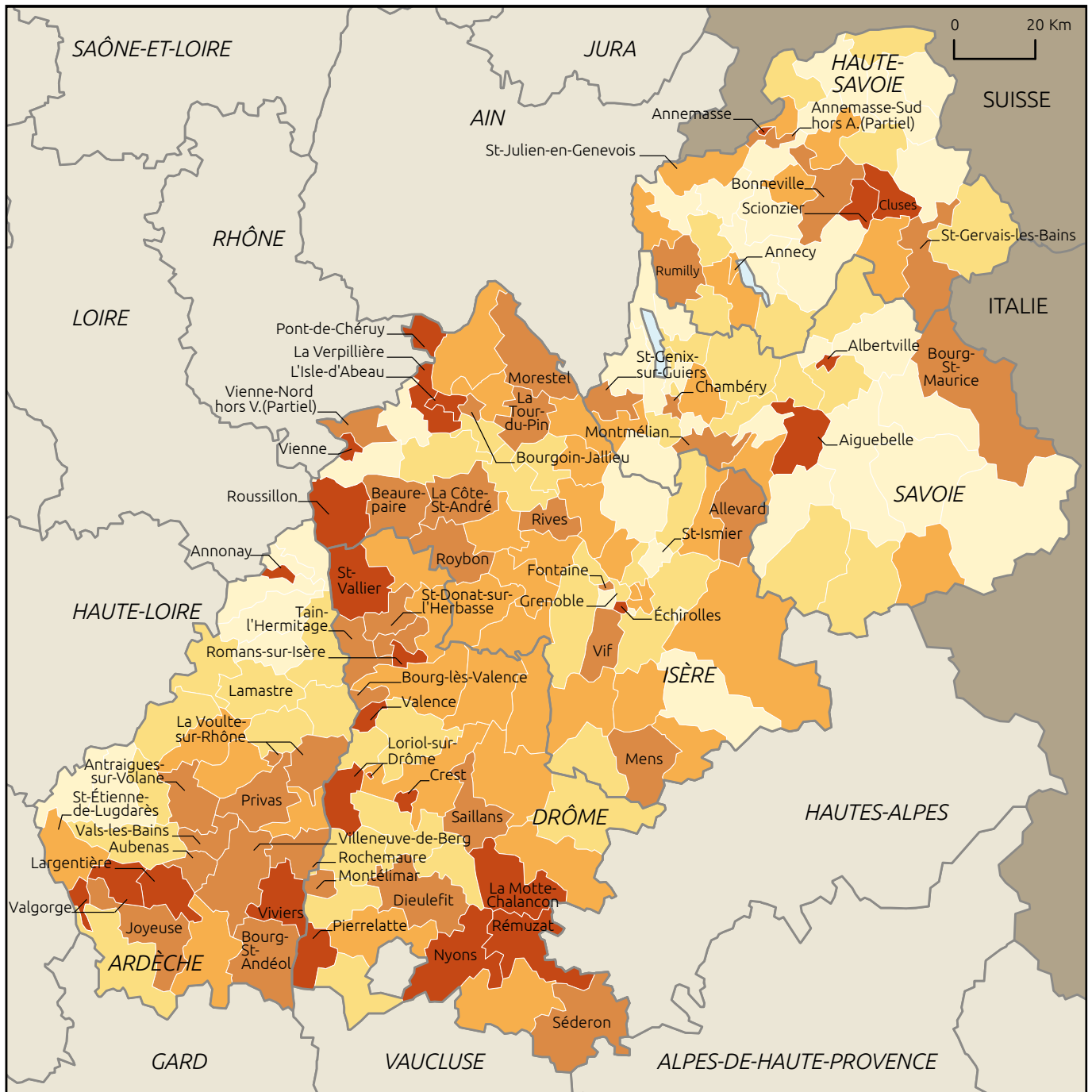


Les zones à risques d'échec scolaire

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Précarité économique dans les petites et moyennes communes
- Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain
- Fragilité culturelle dans les petites communes
- Milieu rural vieillissant
- Sécurité économique et soutien culturel

Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE GRENOBLE



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartition en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE GRENOBLE

Dans ces derniers, à l'inverse du type « milieu rural vieillissant », les revenus sont élevés et atteignent souvent le double de ceux enregistrés dans certains cantons d'Ardèche : 23 000 euros à Douvaine et à Annecy-le-Vieux, 24 300 euros à Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie), 26 000 euros à Meylan, 27 500 euros à Échirolles-Est et 29 100 euros à Saint-Ismier (Isère). Les banlieues résidentielles de cadres, d'ingénieurs et de professions intermédiaires de Grenoble appartiennent au

même type que les cantons frontaliers de la Suisse où résident des actifs salariés à Genève.

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les neuf dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est inférieure à 26% pour une moyenne nationale de 27%.

Les écarts entre les différents types sont réduits et à un niveau contenu.

Académie de Grenoble

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Annonay	07	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	10,1	81	8,1	1,4	21,5	37,2	14 789
Nyons	26	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	9,6	81,7	8	1,2	5,3	36,6	14 486
Vienne	38	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	10,3	83,3	9,9	1,7	33,7	37,8	15 715
Lamastre	07	Fragilité culturelle dans les petites communes	7,8	84,4	6,8	1	7,5	47,3	12 515
Saint-Étienne-de-Lugdarès	07	Milieu rural vieillissant	5,6	84,1	8,4	0	2,3	44,1	11 268
Saint-Ismier	38	Sécurité économique et soutien culturel	3,6	89,5	7,9	1,6	5,1	10,9	29 108
Académie			6,7	83,8	8,1	1,3	12,5	31,2	17 152
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Annonay	07	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	924	34,1	27,6	23,8	12,1	806	27,1
Nyons	26	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	476	35,6	29,7	21,1	9,4	43	33,2
Vienne	38	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 754	32,4	25,5	24,6	12,7	1 329	22,2
Lamastre	07	Fragilité culturelle dans les petites communes	219	21,2	34,4	22,5	18,3	32	30,2
Saint-Étienne-de-Lugdarès	07	Milieu rural vieillissant	43	25	9,4	42,2	16,2	6	35,3
Saint-Ismier	38	Sécurité économique et soutien culturel	372	15,2	19,3	23,6	26,6	427	23,3
Académie			135 341	25,5	28,2	24,7	15,2	102	20,6
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

LE PLUS GRAND ENSEMBLE DE CANTONS CUMULANT TOUTES LES FRAGILITÉS

La spécificité de cette académie est de présenter la plus forte implantation du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (plus de la moitié des cantons et de la population) sans pour autant que les risques plus différenciés des autres types s'en trouvent réduits. En particulier, le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » concerne plus d'un canton sur six et 28 % de la population.

1 – Risques les plus marqués

Lieu historique du chômage et de la paupérisation des populations du fait de la reconversion des industries portuaire, minière, du textile, de la chimie et de l'acier, l'académie de Lille regroupe le plus grand ensemble de cantons de type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » en France, à l'instar de l'académie de Montpellier pour le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes ». Les situations extrêmes de Roubaix, Liévin, Lens ou de Boulogne-sur-Mer concentrent les différentes formes de précarité économique, sociale et culturelle.

UNE DONNÉE HISTORIQUE ET UN CAS SIGNIFICATIF

Considérée par l'Insee et par l'observatoire des inégalités comme la commune de France la plus pauvre du point de vue du revenu de ses habitants, Roubaix est aussi un canton urbain en grande difficulté (situé à 13 km au nord de Lille, 7 000 hab./km² et 95 000 habitants en 2009). Le revenu médian s'y élève à 9 000 euros (16 300 en moyenne nationale). La population diminue depuis 1968, le solde migratoire est négatif depuis cette date. La proportion de chômeurs est de 18 % dans ce fief historique de la grande distribution, de l'industrie textile et du travail de la laine (Roubaix abritait une bourse mondiale de la laine au XIX^e siècle). La part des emplois en CDI n'est que de 78 %. Celle des non diplômés parmi les habitants âgés de 45 à 54 ans atteint 57 % (moyenne nationale de 34 %). Plus d'un tiers des ménages vivent en HLM, soit plus du double de la moyenne. La part des familles monoparentales est aussi équivalente au double de la moyenne nationale. Celle des familles nombreuses de quatre enfants et plus atteint 7 % pour 1,6 % au plan national. Un ménage sur quatre est ouvrier et un autre quart retraité (2009). 70 % des ménages ne sont pas imposables, le revenu médian déclaré par cette catégorie de ménages était de 7 500 euros en 2009. Plus du tiers des habitants sont sans diplôme et un quart sont diplômés d'un CAP-BEP. Cette situation semble stable depuis 1999.

La proportion de chômeurs dans la population des 15-64 ans dépasse de beaucoup la moyenne nationale de 8 % dans 85 des 88 cantons de ce type : plus de 16 % à Avesnes-sur-Helpe, plus de 14 % à Liévin, Liévin-Nord hors Liévin, à Grande-Synthe, à Calais et à Saint-Omer. Le taux de non diplômés parmi les adultes âgés de 45 à 54 ans est fréquemment très élevé : pour une moyenne nationale de 34 %, une vingtaine de cantons

comptent plus de la moitié de leurs adultes âgés de 45 à 54 ans non diplômés. Ces cantons sont souvent dans le Pas-de-Calais, à Boulogne-sur-Mer, Liévin (63 % sont sans diplôme), Hénin-Beaumont, Étaples, Guînes, Outreau. Quelques cantons du département du Nord s'ajoutent à cette liste, comme celui de Grande-Synthe, contigu à la zone industrialo-portuaire en crise de Dunkerque.

La plupart des cantons de ce type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » concentrent des proportions de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés plus élevées que la moyenne.

Cette part atteint 45 % à Roubaix (44 % à Avesnes-sur-Helpe (Nord), 40 % au Cateau-Cambrésis, pour 27 % au plan national). Au total, seulement une vingtaine de cantons sur les 88 agrégés dans ce type sont caractérisés par des valeurs inférieures à la moyenne nationale pour cet indicateur.

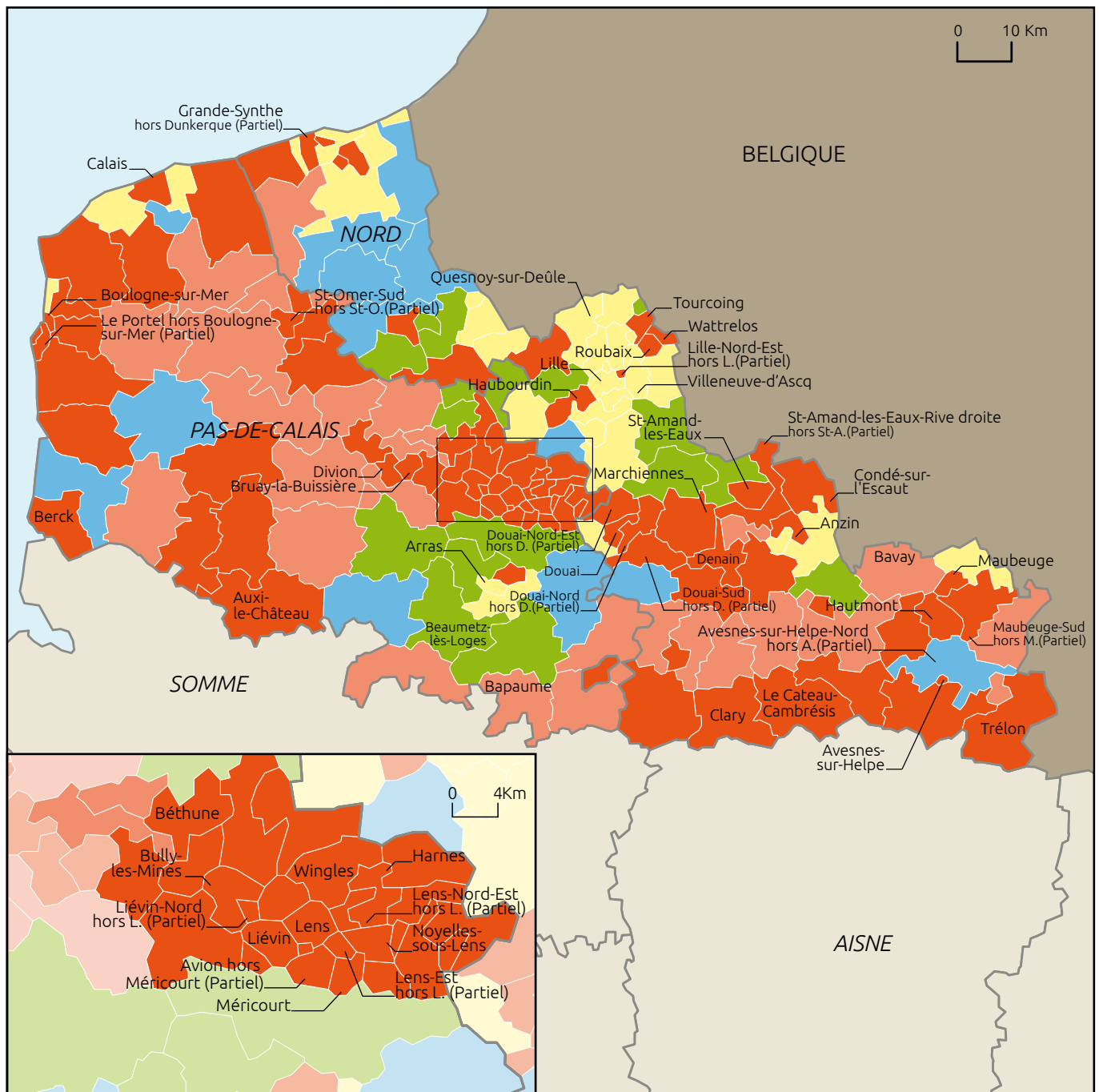
2 – Risques seconds

Le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » est quant à lui très implanté dans le département du Nord, avec 24 cantons sur 29 que compte ce type. Tous les cantons composant l'agglomération métropolitaine lilloise sont inclus dans ce groupe (sauf Lomme plus favorisé), et en premier lieu celui de Lille (Villeneuve d'Ascq, Quesnoy-sur-Deûle, Lannoy, Seclin, Pont-à-Marcq, La Bassée, Marcq-en-Barœul). Presque tous comptent plus de ménages vivant en HLM que la moyenne nationale de 15 %. Le maximum est enregistré à Villeneuve d'Ascq (45 %). De même pour le taux de familles monoparentales (13 %), plaçant Villeneuve-d'Ascq juste après Roubaix pour cet indicateur.

UN CAS SIGNIFICATIF

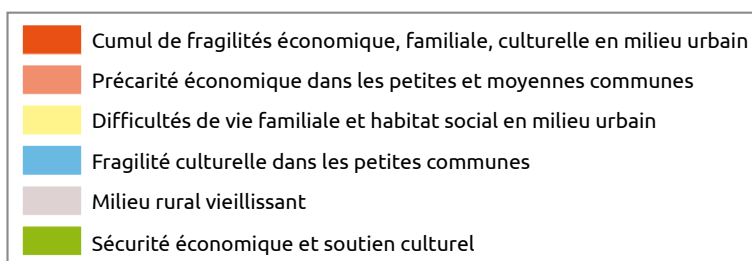
Le canton de Villeneuve-d'Ascq perd des habitants depuis 1990 (ville nouvelle fondée en banlieue-Est de Lille en 1970). La part des ménages retraités a fortement augmenté depuis 1999 pour atteindre un cinquième du total des ménages en 2009. Plus du quart de la population de plus de 15 ans est sans activité, pour 17 % pour les employés et 10 % pour les ouvriers (2009). Une famille sur cinq est monoparentale en 2009. Un peu moins de la moitié des foyers ne sont pas imposés sur le revenu. Ces ménages non imposés déclarent en moyenne 9 300 euros de revenu annuel. Un tiers seulement des ménages du canton de Lomme plus favorisé (banlieue-Ouest de Lille à 15 km de Villeneuve-d'Ascq), ne sont pas imposables sur le revenu. Seulement 2 % des ménages y vivent en HLM alors qu'ils sont 20 fois plus fréquents à Villeneuve-d'Ascq. Le taux de familles monoparentales y est deux fois moins élevé (6 %).

ACADÉMIE DE LILLE

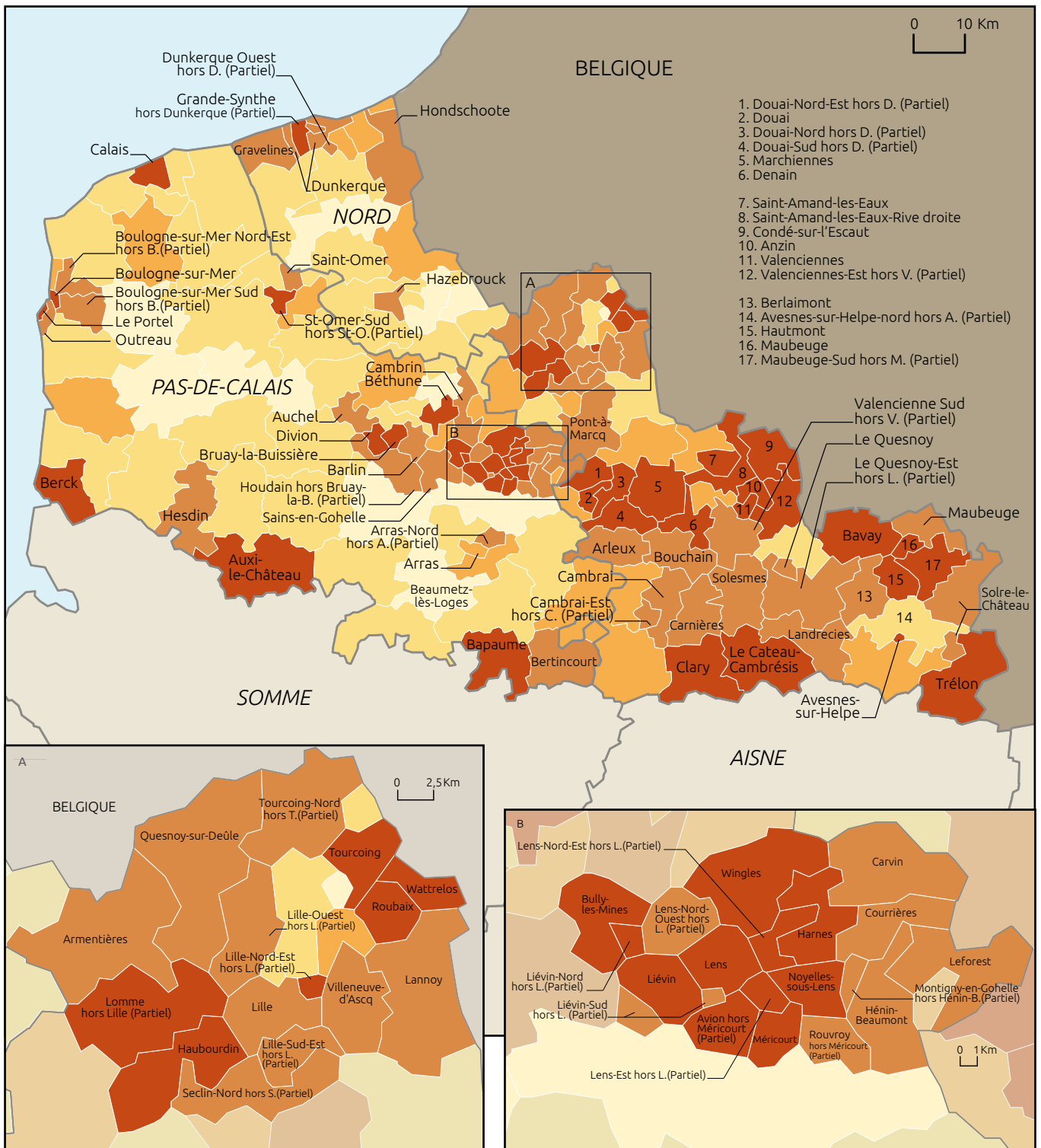


Note de lecture : pour préserver la lisibilité de la carte, parmi les cantons en classe 1 et 6 (rouge et orangé), seuls sont signalés ceux dont la part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à 31%.

Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Les 73 ZUS (Zones Urbaines Sensibles) de la région Nord-Pas-de-Calais concentrent 416 000 habitants en 2006 sur un total d'un peu plus de 4 millions d'habitants, soit 10% de la population totale (source: Secrétariat général du CIV Politique de la ville). Dans ces ZUS, la part des ménages non imposés sur le revenu s'élevait à 62% pour 56% dans les autres ZUS de France en moyenne en 2004 et 40% en région Nord-Pas-de-Calais (45,7% au plan national en 2009). La région compte aussi 223 quartiers CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale) qui ne sont pas labellisés ZUS.

Le taux de familles nombreuses de 4 enfants et plus est supérieur à la moyenne nationale dans tous les cantons de ce type (moyenne nationale de 1,6%).

De même pour ce qui est du taux de familles monoparentales, seuls 3 cantons sur 29 que compte ce type échappent à cette règle. Mais les valeurs de cet indicateur dans ces 3 cantons sont très proches de la moyenne nationale (de 7,7 à 7,9% pour 8,5%).

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les sept dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est supérieure à 29% pour une moyenne nationale de 27%. Ce niveau est en particulier associé à celui du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (32%).

Académie de Lille

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles monoparentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Roubaix	59	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	17,9	77,8	16,4	7,1	36,5	57,1	9 012
Bapaume	62	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	6,6	80,7	7,1	2,6	13,4	46,1	14 716
Villeneuve-d'Ascq	59	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	8,7	84,4	13,4	2,9	44,7	30,5	16 200
Avesnes-sur-Helpe-Nord hors Avesnes	59	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,8	85,1	7	1,7	1,8	39,9	15 078
		Milieu rural vieillissant	-	-	-	-	-	-	-
Beaumontz-lès-Loges	62	Sécurité économique et soutien culturel	4,5	88,8	6,2	1,3	1,3	30,8	17 435
Académie			9,9	84,3	9,9	2,7	19	42,4	14 828
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Roubaix	59	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	6 784	45,4	24,8	19,4	6,9	7 404	13,6
Bapaume	62	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	523	31	32,5	24,2	10,3	84	19,6
Villeneuve-d'Ascq	59	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	2 630	30,8	21,4	24,1	14,6	2 227	11,7
Avesnes-sur-Helpe-Nord hors Avesnes	59	Fragilité culturelle dans les petites communes	294	22,3	31,5	26,4	17,1	54	20,6
		Milieu rural vieillissant	-	-	-	-	-	-	-
Beaumontz-lès-Loges	62	Sécurité économique et soutien culturel	441	16,4	29,4	29,3	19,1	71	20
Académie			217 644	29,4	28,5	23,7	12,8	324	18,5
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

DES ILOTS DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE SUR UN FOND RURAL

Le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » ne rassemble que quelques cantons (cinq) mais un tiers de la population, sur un fond rural (la moitié des cantons et un tiers de la population), alors que le type « sécurité économique et soutien culturel » englobe un tiers des cantons et de la population.

1 – Risques les plus marqués

Certains cantons urbains et périurbains des plus « grandes » agglomérations de l'académie s'organisent selon un « modèle urbain-périurbain » qui se décompose entre un canton urbain central relevant du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » et des cantons périphériques et périurbains de type « sécurité économique et soutien culturel ». Ce schéma caractérise Limoges, Brive et Guéret. Au centre de ces foyers urbains, se trouve un canton de type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » dans lequel le taux de ménages vivant en HLM est élevé (de 11 à 22 %). Si la part de familles monoparentales est proche de la moyenne, la proportion de chômeurs dans la population est un peu plus élevée à Brive et Guéret (8,4 %) et, pour ceux qui sont salariés, la part de CDI est faible à Brive et Limoges (82 %).

Pourtant, la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est contenue dans la moyenne nationale de 27 %.

2 – Risques seconds

Par contraste, quelques cantons du centre et du sud de la Creuse se trouvent en situation de « précarité économique dans les petites et moyennes communes ». Le taux d'emploi en CDI est ici de 5 à 8 points inférieur à la moyenne nationale (85 %). Le revenu médian varie de 11 000 à 14 000 euros, soit 2 000 à 5 000 euros de moins qu'au plan national (16 300 euros).

UN CAS SIGNIFICATIF

Dans le canton d'Aubusson 43 % des ménages sont retraités, les cadres ne représentant que 5 % du total des ménages (2009). La proportion de chômeurs est de 8,6 % (moyenne nationale de 7,9 %) et la part des CDI dans les emplois est de 80 % pour une moyenne nationale de 85 %. Les employés et les ouvriers représentent 56 % des emplois.

3 – Autres

Le type « milieu rural vieillissant » est très implanté dans cette académie rurale à la densité de population inférieure de moitié à la moyenne nationale (42 pour 103 hab./km²). La démographie de ce type d'espace s'inscrit dans la « diagonale du vide ». L'académie de Limoges se localise au sud-ouest de cette ligne fictive qui s'étend jusqu'aux Ardennes et rassemble des zones de faible densité de population. À l'extrême, de faibles densités (de 7 à 66 hab./km²) se conjuguent avec un revenu médian très en dessous de la moyenne (de 12 000 à 15 000 euros), de même pour le taux d'emploi en CDI, et la part d'adultes non diplômés. La Corrèze est très représentée dans ce type de cantons au sein duquel la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non

scolarisés est la plus élevée de toute l'académie (62 % à Sornac, 48 % à Uzerche, 34 % à Egletons, pour 27 % au plan national). Cette France sous faible influence urbaine est bien incarnée par le canton corrézien de Saint-Privat limitrophe du Cantal.

Le canton corrézien de Mercœur, au profil démographique et social similaire à Saint-Privat, connaît un taux de chômage minimum en France de 2,8 % expliqué couramment par l'exode. Le taux de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés n'est que de 20 % à Mercœur, comme à Saint-Privat.

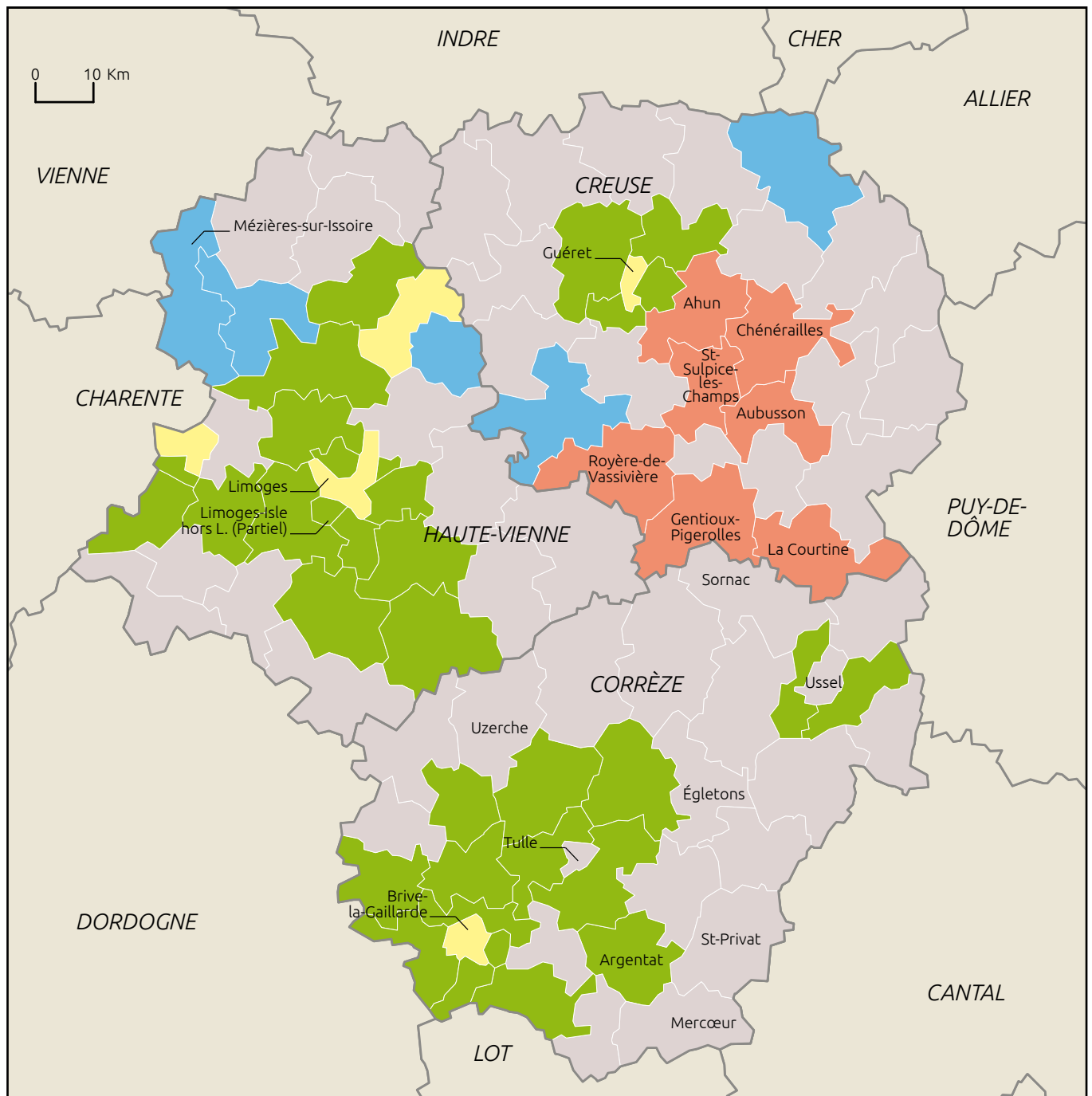
UN CAS SIGNIFICATIF

Dans le canton de Saint-Privat (14 hab./km²), la part des plus de 60 ans atteint un tiers de la population. Celle des ménages retraités atteint 55 % et a fortement progressé depuis 1999. La population n'a cessé de diminuer depuis 1968, passant de 5 000 à 3 800 habitants en 2009, traduction d'un exode rural continu. 60 % des ménages ne sont pas imposables sur le revenu. La proportion de chômeurs n'est que de 5 %, les natifs du canton recherchant ailleurs un emploi. Seulement 4 % des habitants détiennent un diplôme de l'enseignement supérieur long, 24 % sont titulaires d'un CAP ou d'un BEP. La part d'adultes non diplômés est élevée : 46 % des 45-54 ans, soit 13 points de plus que la moyenne nationale.

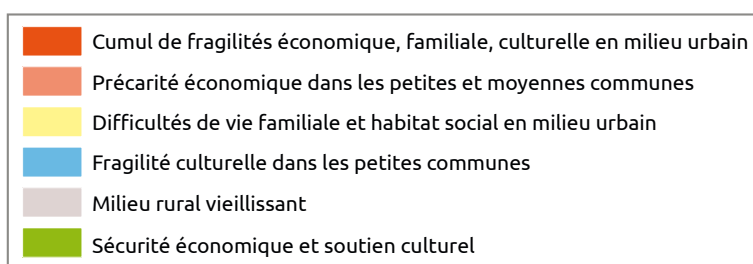
Certains cantons voisins localisés sur le cours de la Dordogne bénéficient de l'économie locale du tourisme, à l'image d'Argentat, relevant du type « sécurité économique et soutien culturel ». La périphérie des centres urbains se compose de cantons de type « sécurité économique et soutien culturel » au caractère résidentiel affirmé. Les cantons périurbains de Limoges-Couzeix hors Limoges et Limoges-Isle hors Limoges sont ainsi les seuls de l'académie où le revenu médian dépasse (de peu) le seuil de 20 000 euros.

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les neuf dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est inférieure à 26 % pour une moyenne nationale de 27 %. Les écarts entre les différents types sont faibles.

ACADÉMIE DE LIMOGES

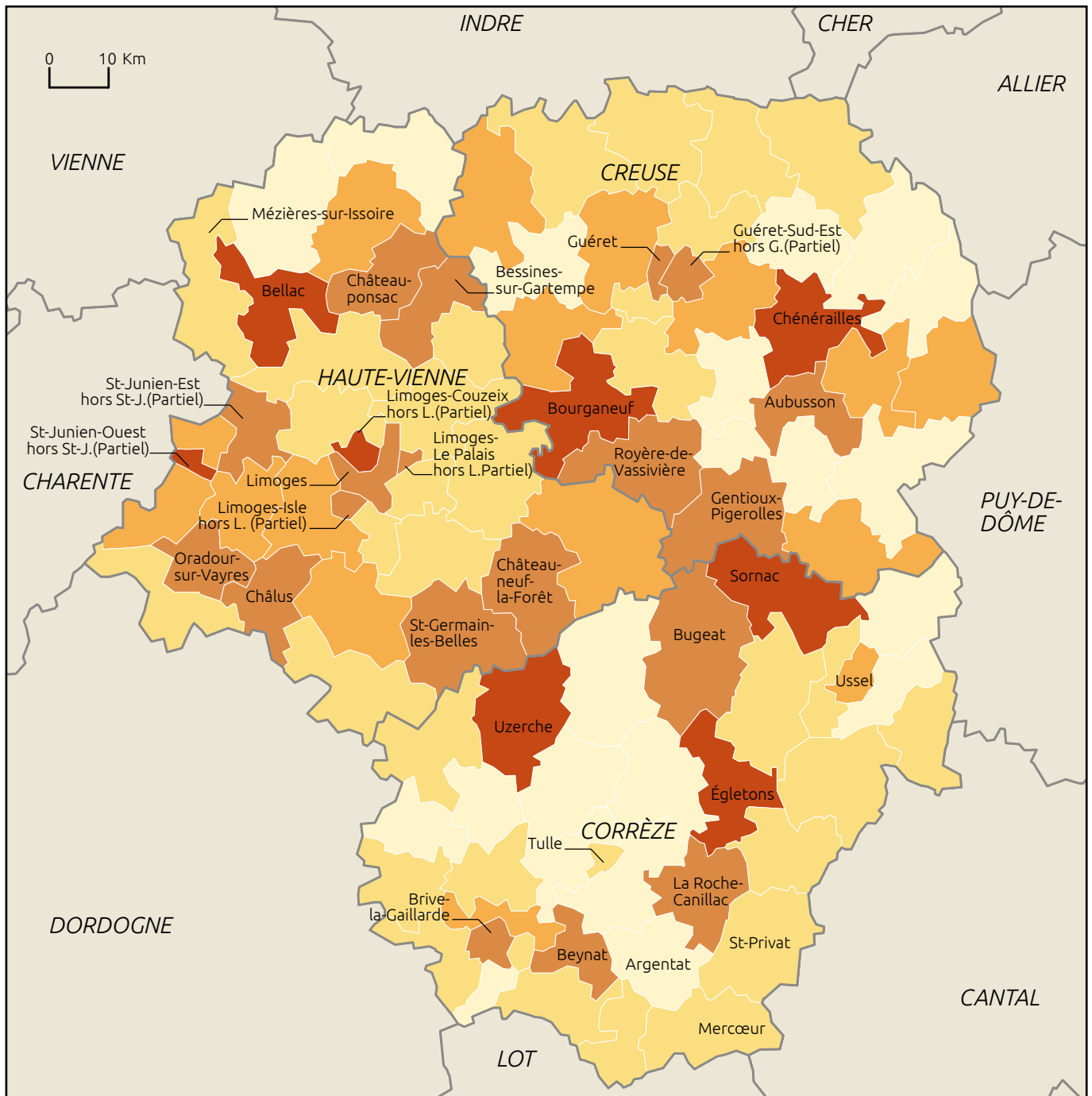


Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE LIMOGES



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie de Limoges

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
		Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	-	-	-	-	-	-	-
Aubusson	23	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	8,6	80,4	8,7	0,7	14,9	36,5	14 353
Brive-la-Gaillarde	19	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	8,4	81,8	8,1	0,9	11,2	30,1	16 088
Mézières-sur-Issoire	87	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,3	84	6	1,6	2,6	36,6	12 542
Saint-Privat	19	Milieu rural vieillissant	5,1	83,8	6,3	0,7	3	46,6	14 095
Limoges-Isle hors Limoges	87	Sécurité économique et soutien culturel	3,9	89,2	9,4	1,2	19,3	24,2	20 788
Académie			6,2	85,1	7	0,8	10,2	31,7	15 377
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
		Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	-	-	-	-	-	-	-
Aubusson	23	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	332	29,2	34,9	23,8	7,2	45	30
Brive-la-Gaillarde	19	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	2 685	27,5	30,1	24,2	13	1 029	29,3
Mézières-sur-Issoire	87	Fragilité culturelle dans les petites communes	111	22,5	30,7	35,1	8,1	14	37,7
Saint-Privat	19	Milieu rural vieillissant	133	21,6	29,8	32,9	14,2	15	35,1
Limoges-Isle hors Limoges	87	Sécurité économique et soutien culturel	213	27,5	20,8	29,4	16,6	374	27,8
Académie			28 453	25,2	28,3	26,9	14	43	28,5
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

DES CANTONS PÉRIURBAINS ET FRONTALIERS EN SITUATION FAVORABLE

Le type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» concentre un canton sur quatre mais plus de la moitié de la population. Moins d'un canton sur dix (15% de la population) est concerné par le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» faisant état des plus grandes difficultés cumulées.

1 – Risques les plus marqués

De nombreux cantons industriels périurbains de l'Est lyonnais sont en difficulté dans les types «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain».

Le type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» regroupe une trentaine de cantons qui peuvent être de grands centres urbains comme Lyon (cf. détails par arrondissement ci-après), Saint-Étienne ou Villeurbanne qui englobent des villes de taille plus modeste. Ainsi, Bron, Givors (Rhône), Bourg-en-Bresse (Ain) et Saint-Chamond (Loire) présentent des parts élevées de ménages vivant en HLM (de 26% à 37% pour une moyenne nationale de 15%), et de familles de quatre enfants et plus (de 1,8% à 3,1% pour une moyenne nationale de 1,6%). Mais Bron et Givors se distinguent par des proportions de non diplômés parmi les adultes de 45-54 ans de 36-37% et parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés de 30-32% (moyenne nationale de 27%).

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Le département du Rhône a compté presque 45% de ses emplois dans l'industrie au début des années 1980. Des cantons de la première couronne sont d'anciennes unités industrielles. Certains comme ceux de Neuville-sur-Saône (ancien fief de l'entreprise Roussel-Uclaf), Bron, Meyzieu, Décines-Charpieu (entreprise Rhône-Poulenc) ou Miribel dans l'Ain appartiennent au type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain». D'autres cumulent encore aujourd'hui les fragilités à Vaulx-en-Velin et Saint-Fons (entreprise Rhône-Poulenc) mais aussi Vénissieux, Rillieux-la-Pape, Saint-Priest.

2 – Risques seconds

La plupart des cantons industriels dans l'académie appartiennent au type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain», surtout dans le département du Rhône. Au-delà, Oyonnax avec l'injection plastique (Ain) et Roanne avec la filière textile (Loire) sont emblématiques des restructurations en cours. Les départements de l'Ain et de la Loire comptaient respectivement 42% et 52% de leurs emplois dans l'industrie au début des années 1980. De 1999 à 2009, la part des ouvriers dans la population totale est passée sous le seuil de 30% à Oyonnax, elle représente 44% chez les 25-54 ans en 2009.

Au sein de ce groupe de cantons, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie (44% à Vaulx-en-Velin, 42% à Vénissieux, 37% à Saint-Fons, 36% à Villefranche-sur-Saône, 35% à Rillieux-la-Pape, pour 27% au plan national).

UN CAS SIGNIFICATIF

Le cas de Vaulx-en-Velin est emblématique des précarités caractérisant cet ensemble de cantons. La population totale du canton a presque doublé entre 1968 et 2009 sous l'effet des constructions de grands ensembles (40 000 habitants en 2009). Le revenu médian y dépasse à peine 10 000 euros (2009). La proportion de chômeurs chez les 15-64 ans atteint 13%, maximum de l'académie en 2009. De même, pour le taux de familles monoparentales (presque 15%) et celui des familles nombreuses (6,5%). La moitié des ménages habite en HLM. La part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population atteint à peine 3% (2009), en légère augmentation depuis 1999. En lien avec cette sous-représentation des cadres, seulement 6% des habitants ont un niveau de diplôme supérieur à BAC+2. Plus de la moitié des habitants âgés de 45 à 54 ans n'ont pas de diplôme (54%) et 44% des jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés ne sont pas diplômés.

Au sein de la commune de Vaulx-en-Velin, la Zone Urbaine Sensible (ZUS) de Grappinière-Petit-Pont regroupe une population de l'ordre de 25 000 habitants en 2009. La population de cette ZUS est paupérisée (9 200 euros de revenu médian, le double pour l'agglomération lyonnaise), peu diplômée et composée de familles nombreuses (10% de ménages d'au moins quatre enfants). Plus de la moitié de ces habitants y sont installés depuis moins de cinq ans fin 2009. La population active occupée de cette ZUS se compose à plus de 80% d'employés et d'ouvriers.

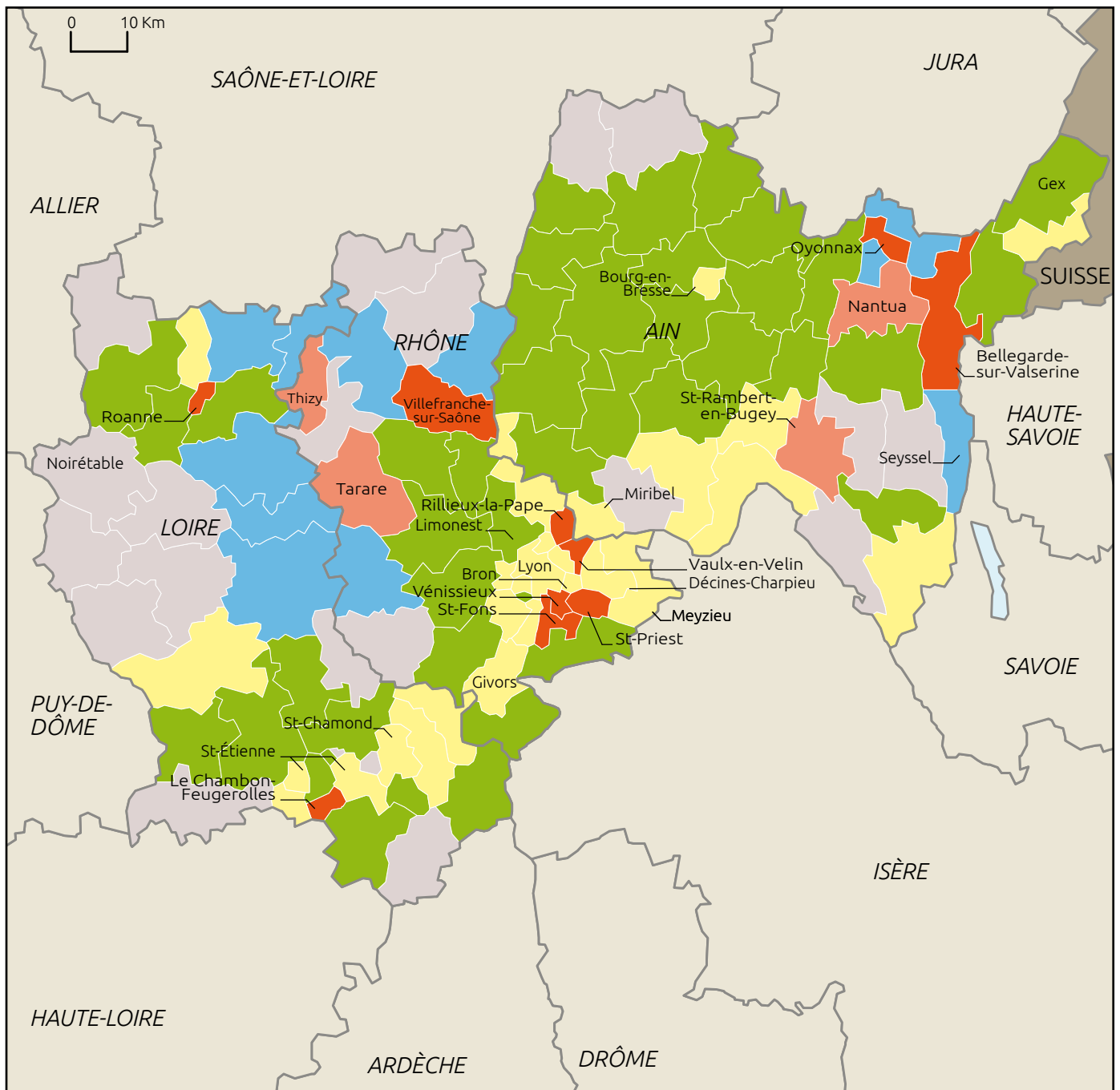
3 – Autres

Le contraste est extrême avec d'autres cantons ruraux en déclin démographique, situés aux marges de l'académie. La Loire fournit une dizaine de cantons au type «milieu rural vieillissant». Noirétable, Saint-Just-en-Chevalet, Saint-Georges-en-Couzan ou La Pacaudière comptent de 20 à 24 hab./km², et 30% de leurs habitants ont plus de 60 ans.

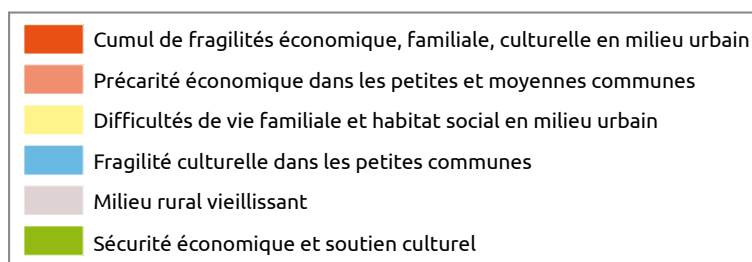
UN CAS SIGNIFICATIF

La population du canton de Noirétable situé dans le centre-ouest du département, représente le dixième de celle de Vaulx-en-Velin (4 000 habitants en 2009). La proportion des plus de 75 ans y a augmenté de 1999 à 2009 pour atteindre 14% (19% chez les femmes). Celle des retraités parmi les habitants est passée dans le même temps de 33 à 40%. Elle atteint 50% des ménages en 2009. De 2001 à 2010, le nombre de décès enregistrés chaque année était de 60 dans ce canton pour 40 naissances. Une grande majorité des ménages n'est pas imposable sur le revenu.

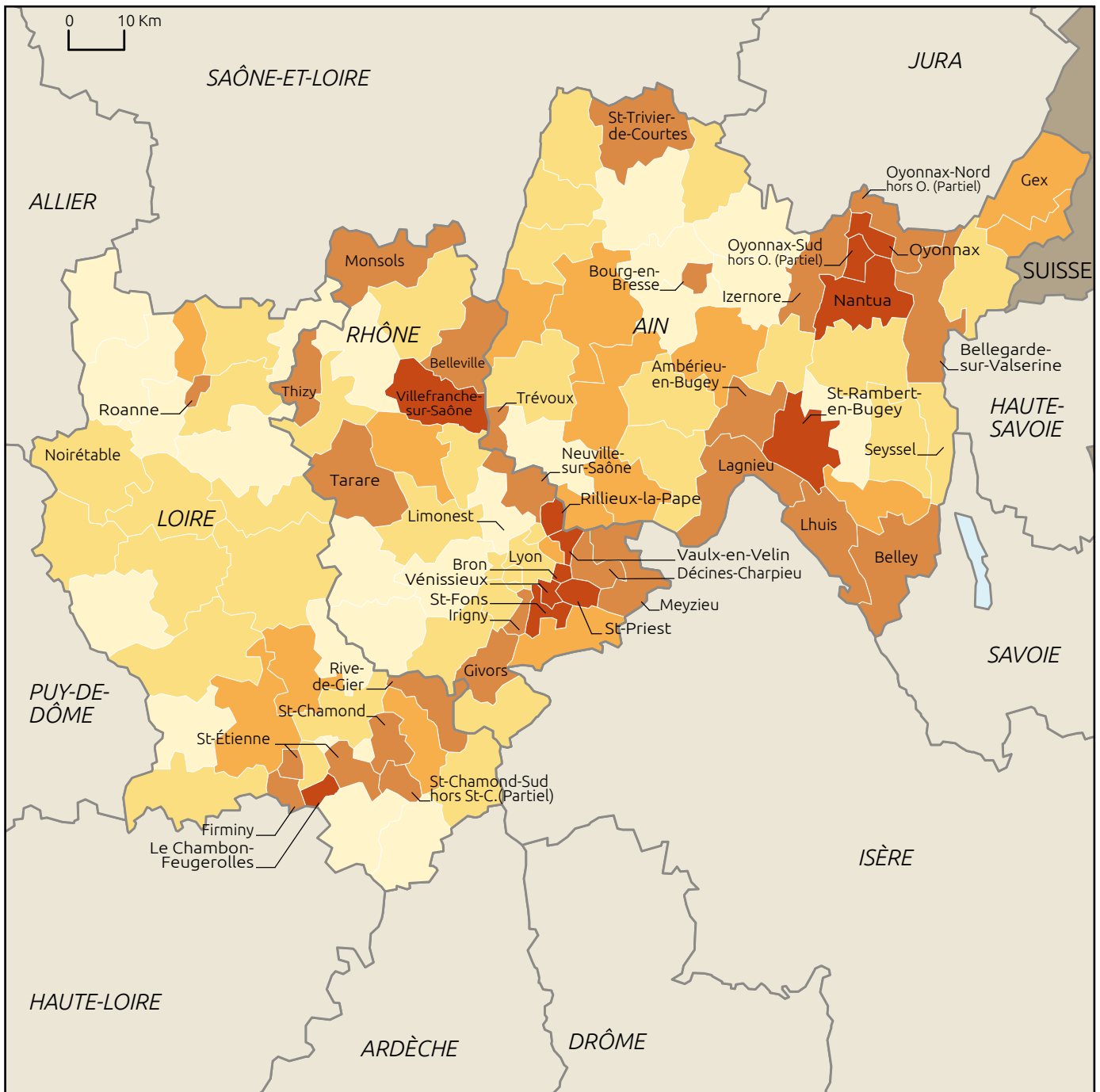
ACADÉMIE DE LYON



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

42 à 48 % des adultes âgés de 45 à 54 ans ne sont pas diplômés. Le revenu médian varie peu, proche de 13 700 euros.

Enfin, une quarantaine de cantons semblent relativement abrités grâce à une situation de «sécurité économique et soutien culturel». Cet ensemble est hétérogène puisqu'il agrège des lieux de résidence de travailleurs frontaliers tels que Gex dans l'Ain (23 800 euros de revenu médian), et des espaces périurbains lyonnais. Il s'agit de cantons résidentiels de l'Ouest et du Sud, de première couronne (Oullins) ou de deuxième couronne (L'Arbresle).

Dans l'ensemble, la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est inférieure d'un point à la moyenne nationale de 27 %. Mais des écarts importants opposent les types «sécurité économique et soutien culturel» et «milieu

rural vieillissant» (20 %) et le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» (37 %).

UNE DONNÉE HISTORIQUE

La classe moyenne et les cadres ont investi ces cantons favorisés au point de représenter 40 % des habitants à Limonest (artisans, commerçants, cadres, professions intermédiaires). La part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active est passée de 15 à 20 % entre 1999 et 2009, en lien avec une proportion de diplômés d'un niveau supérieur à BAC+2 passée de 22 à 30 % dans la même période. Plus des trois quarts des ménages sont propriétaires de leur résidence dans ce canton.

Académie Lyon

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Vaulx-en-Velin	69	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	13	80,4	14,6	6,5	50,1	54,2	10 686
Saint-Rambert-en-Bugey	01	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	7	83,1	8,1	1,5	9,5	41,7	15 079
Bron	69	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	8,2	84,4	9,6	3,1	25,9	35,5	16 593
Seyssel	01	Fragilité culturelle dans les petites communes	5,6	83,7	6,5	2	15,7	35,3	16 090
Noirétable	42	Milieu rural vieillissant	5,9	82,6	7,2	0,9	4,2	42,6	13 616
Limonest	69	Sécurité économique et soutien culturel	4,7	89,7	7,4	2,3	3,9	17,8	27 345
Académie			7,1	84,9	8	1,7	17	32,3	17 234
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)			Densité de population (hab./km²)	% de 60 ans et plus	
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC			
Vaulx-en-Velin	69	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	2 532	44	26,1	19,9	7,4	1 924	15,2
Saint-Rambert-en-Bugey	01	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	272	34,8	36,8	15,5	11,5	38	27
Bron	69	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 830	32,3	22,2	25,6	15,6	3 779	20
Seyssel	01	Fragilité culturelle dans les petites communes	309	21,8	37	25,6	12,1	64	22,5
Noirétable	42	Milieu rural vieillissant	171	19,8	26,2	29,5	21	25	29,7
Limonest	69	Sécurité économique et soutien culturel	674	18,8	23,8	28,7	15,8	459	21,9
Académie			136 073	25,8	26,3	24,3	16	216	20,5
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

Ville de Lyon (arrondissements)⁴

Des arrondissements favorisés en rupture avec le cumul de fragilités dans le 9^e

Une majorité des arrondissements lyonnais (quatre sur neuf) relève du type le plus favorisé «sécurité économique et soutien culturel». Le centre de Lyon (2^e, 3^e, 4^e et 6^e arrondissements) se distingue par des valeurs favorables pour tous les indicateurs retenus. Le revenu médian y varie de 20 000 euros (3^e) à 25 000 euros (6^e), pour 16 300 euros au plan national. La part des adultes âgés de 45 à 54 ans sans diplôme est inférieure à la moyenne (34%), avec un minimum de 16% dans le 6^e arrondissement (20% dans le 4^e). De même, la part des non diplômés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés est minimale, entre 16% (4^e) et 19% (6^e). La part des familles monoparentales est aussi inférieure à la moyenne.

La situation très favorable du 6^e arrondissement (au nord-est de la ville, abritant le Parc de la Tête d'Or) résume les caractéristiques économiques et sociales de ce groupe. Peuplé de 49 000 habitants (2009), cet arrondissement n'a cessé d'en perdre de 1968 à 1990. Plus du quart des ménages sont cadres ou professions intellectuelles supérieures, pour 4% d'ouvriers. Seulement 31% des ménages ne sont pas imposables sur le revenu. Plus de 40% des habitants sont diplômés de l'enseignement supérieur long. Cette proportion atteint 47% chez les hommes (2009). Le phénomène s'est fortement accentué de 1999 à 2009 (progression proche de 10 points). Les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent un tiers des emplois localisés dans cet arrondissement, pour 8% pour les ouvriers (respectivement 16% et 22% en moyenne au plan national). Cet arrondissement s'oppose sous de nombreux aspects à celui du 9^e en grande difficulté, qui compte quatre fois plus de ménages vivant en HLM que le 6^e (35% pour 8%).

Le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» isole le 9^e arrondissement au nord-ouest de la ville du fait des niveaux maxima qu'il détient en matière de proportion de chômeurs (10%), de taux de familles monoparentales (10%), de familles nombreuses, de ménages vivant en HLM (la ZUS de La Duchère y est construite de grands ensembles depuis 1960) et de part des 45-54 ans sans diplôme (37%). De même, le taux de non diplômés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés est le plus élevé de tous les arrondissements de Lyon avec 30%, soit 20 points de plus que dans le 4^e arrondissement. Le revenu médian est ici le plus faible de tous les arrondissements avec 15 300 euros. Cet arrondissement en décroissance démographique de 1968 à 1999 (48 500 habitants, 6 700 hab./km² en 2009), rassemble des ménages qui sont à 47% non imposables sur le revenu. Cet ensemble de ménages a déclaré 9 000 euros de revenu par unité de consommation en 2009. La part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à la moyenne nationale dans tous les arrondissements, excepté dans le 9^e (30% pour 44% à Vaulx-en-Velin, maximum de l'académie, et 27% au plan national).

En situation intermédiaire, situés en périphérie à l'est (5^e), à l'ouest (8^e), et au nord du centre ville (1^{er}), trois arrondissements appartiennent au type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» en raison de forts taux de ménages y vivant en HLM (30% dans le 8^e, arrondissement qui fut le plus industriel de la ville, ZUS de la cité des États-Unis et du quartier Mermoz) et de familles monoparentales (8% dans le 8^e). La part des emplois en CDI n'est que de 76% dans le 1^{er} arrondissement (ZUS des Pentec-de-la-Croix-Rousse), soit presque 10 points de moins que dans le 4^e ou le 6^e, arrondissements plus favorisés (moyenne nationale de 85%).

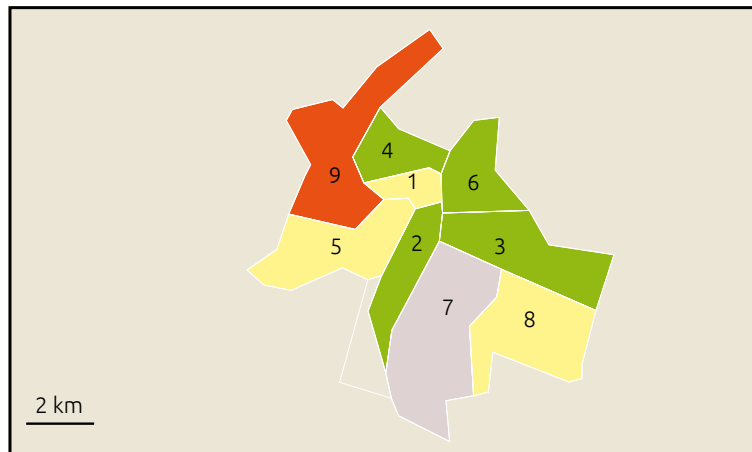
Le 7^e arrondissement de Lyon, situé au sud du centre, rive gauche du Rhône (quartiers de Gerland et de La Guillotière) présente une certaine originalité, sans doute parce qu'il est en transition.

Alors que sa population baissait continuellement de 1968 à 1982, elle s'est accrue depuis la profonde rénovation urbaine de ces 20 dernières années. Il apparaît comme hétérogène et se trouve regroupé curieusement avec le type «milieu rural vieillissant» qui est structuré autour d'une proportion de familles nombreuses et de résidents en HLM nettement inférieures à la moyenne mais aussi d'une faible fréquence de familles monoparentales⁵. Son profil statistique s'apparente sous certains aspects à celui du 1^{er} arrondissement (79% de taux d'emploi en CDI pour 85% en moyenne au plan national mais 18 200 euros de revenu médian comme dans le 1^{er}). La différence provient du fait que la population adulte y est nettement moins diplômée (30% de non diplômés parmi les 45-54 ans), alors que la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est faible: 18% pour 21% dans le 1^{er} et 27% nationalement.

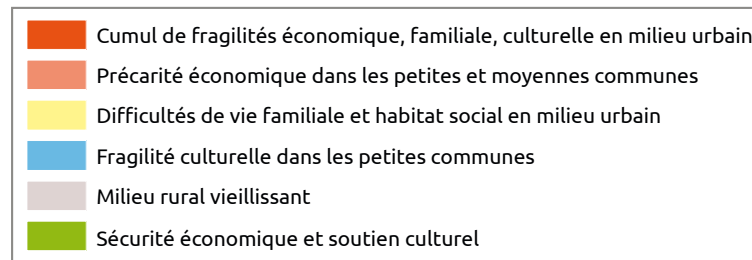
⁴ En raison de leur spécificité, les arrondissements des villes de Paris, Lyon et Marseille ont été ajoutés à la typologie en tant qu'observations supplémentaires à titre illustratif. Ils n'interviennent donc pas en tant qu'observations principales ayant présidé à la définition des six types.

⁵ Ce type n'est «rural» que dans la mesure où la combinaison de ces proportions avec aussi une population âgée se rencontre le plus fréquemment en France dans les campagnes. Ainsi qu'il a été mentionné en introduction, la dimension rural/urbain est ici vue uniquement sous l'angle de la densité et n'entre que comme une variable supplémentaire et illustrative. Elle permet de décrire les classes et de les caractériser, mais n'entre pas dans le processus qui les détermine. Ainsi, pour des valeurs similaires atteintes par les variables actives telles que le chômage ou le niveau de revenu, cette variable supplémentaire peut prendre des valeurs différentes: beaucoup de cantons ruraux peuvent apparaître et se trouver accompagnés d'un canton très urbain, ou l'inverse.

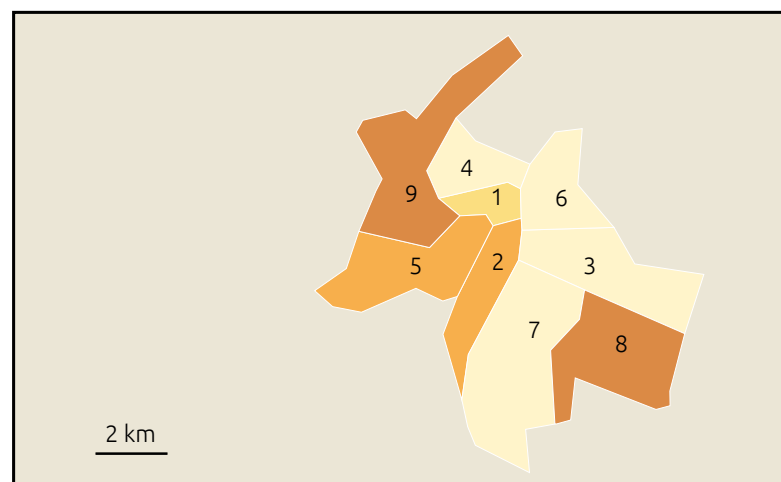
Ville de Lyon (arrondissements)



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Ville de Lyon (arrondissements)

Tableau 1 : Répartition des arrondissements par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Arr.	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Non diplômés parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
9 ^e	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	9,7	82,3	10,2	2	34,7	36,9	15 334
1 ^{er}	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	9,9	76,3	7,1	1,1	11,1	20,5	18 388
5 ^e	<i>idem</i>	7	84,5	8,6	1,3	15,6	23,1	20 096
7 ^e	<i>idem</i>	7,7	79,5	6,7	1	13,9	29,9	18 234
8 ^e	<i>idem</i>	8,7	81,3	8,6	1,5	30,4	36,1	16 069
2 ^e	Sécurité économique et soutien culturel	6,4	80,6	5,1	1,5	7,4	22	21 477
3 ^e	<i>idem</i>	7,6	83,6	6,3	0,9	12,2	21,6	20 139
4 ^e	<i>idem</i>	7,2	84,4	8,4	0,7	12,8	19,8	21 568
6 ^e	<i>idem</i>	6,8	84,9	6,6	1,1	7,9	16,4	25 070
Ville		7,9	82,1	7,4	1,2	16,9	26,2	19 078
France métro.		7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Répartition des arrondissements par type et indicateurs complémentaires

Arr.	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
			Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
9 ^e	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	2 614	30,0	24	19,1	16,8	6 595	19
1 ^{er}	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 341	21,3	13,9	24,4	19,2	18 682	14,9
5 ^e	<i>idem</i>	1 718	24,0	18,4	26,4	17,6	7 597	21,9
7 ^e	<i>idem</i>	3 730	18,2	18,2	22,5	23,4	7 111	15,4
8 ^e	<i>idem</i>	3 899	26,9	20,1	23,4	19,2	11 443	19,3
2 ^e	Sécurité économique et soutien culturel	1 508	25,2	17,2	21,9	18,4	8 879	17,8
3 ^e	<i>idem</i>	4 003	16,0	14,3	24,8	23,8	13 977	17,2
4 ^e	<i>idem</i>	1 148	15,9	17,8	23,8	22,4	11 707	20,4
6 ^e	<i>idem</i>	1 675	19,0	12,5	18,4	21,9	13 253	22
Ville		21 636	21,9	17,7	22,8	20,7	9 866	18,6
France métro.		2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

LE PLUS GRAND ENSEMBLE DE CANTONS EN DIFFICULTÉ

La spécificité de cette académie est de présenter la plus forte implantation du type «précarité économique dans les petites et moyennes communes» avec les académies de Nice et de Corse (un tiers de la population dans près de la moitié des cantons), sans pour autant que les autres formes de contextes défavorables soient réduites : le type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» concentre lui aussi un tiers de la population dans une douzaine de cantons.

1 – Risques les plus marqués

La précarité économique touche de très nombreux cantons correspondant à de petites villes, voire de gros bourgs ayant un statut de pôle rural de services aux particuliers tels que Valeraugue, Bessèges, Uzès, Anduze, Barjac ou Pont-Saint-Esprit dans le Gard, Limoux dans l'Aude, Prades en Pyrénées-Orientales, Barre-des-Cévennes ou Le-Pont-de-Montvert en Lozère. La proportion de chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à 12 % dans de nombreux cantons, soit une fois et demie le niveau national, à Quillan (Aude), Ganges, Agde (Hérault), Saint-Ambroise, Saint-Hippolyte, Carnet-en-Roussillon et Aigues-Mortes (Gard). Elle atteint un maximum de 14 % à Bessèges (Gard). Les revenus y sont faibles (11 600 euros à Barre-des-Cévennes, 12 800 euros à Bessèges).

Au sein de ce groupe de cantons, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie : 43 % à Saint-Hippolyte-du-Fort, 42 % à Bessèges, 39 % à Saint-Ambroix dans le Gard, 37 % à Prades (Pyrénées-Orientales), pour 27 % au plan national.

Les cantons centraux des grandes agglomérations de Montpellier, Perpignan, Nîmes, Sète, Narbonne ou Carcassonne se distinguent par leurs concentrations de familles monoparentales (taux supérieur à 10 %) et de logements HLM (taux supérieurs à 15 % sauf à Perpignan), ce qui les rapproche du type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain».

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Le développement touristique a contribué à concentrer dans les cantons ruraux et urbains de fortes proportions d'employés de commerce et de services aux particuliers, dont une partie en emplois saisonniers et précaires. Une tradition vivace de forte implantation de petits établissements industriels et tertiaires existe toujours sous le statut de Très Petites Entreprises (TPE). Enfin, l'arrivée de retraités génère une économie résidentielle, d'où une forte proportion d'employés des services. La proportion de chômeurs reste élevée depuis 30 ans, les revenus fiscaux faibles, voire les plus faibles de France, alors que la croissance de l'emploi a été soutenue de 1998 à 2009 dans cette académie (+1,4 % par an).

Mais le contraste est fort entre les cantons de tous types (urbains, périurbains, ruraux, littoraux ou montagnards) et la métropole de la région. Un «modèle urbain-périurbain» oppose le centre de Montpellier de type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» et une périphérie de type «sécurité économique et soutien culturel».

2 – Risques seconds

Une quinzaine de petites et moyennes villes, à l'image d'Alès (Gard) ou de Béziers (Hérault), constituent les pôles les plus en difficulté dans le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain».

La proportion de chômeurs parmi les 15-64 ans atteint le double de son niveau national à Alès (16 %) et dépasse fréquemment 12-14 % (Saint-Gilles, Béziers, La Grand-Combe). Si la part de familles monoparentales est dans la moyenne à Saint-Gilles, elle atteint 11 % à Béziers et 13 % à Alès. Les revenus restent en-deçà de 13 000 euros dans ces quatre cantons. La part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est élevée : 35 % à Saint-Gilles, 41-43 % à La Grand-Combe, Alès, Béziers. Elle croît avec la taille de la ville.

La Lozère, terre historique d'exode rural, incarne le type «milieu rural vieillissant», compte tenu des fortes proportions d'habitants âgés de plus de 60 ans : presque 40 % à Florac et à Meyrueis où la densité ne dépasse pas 14 hab./km².

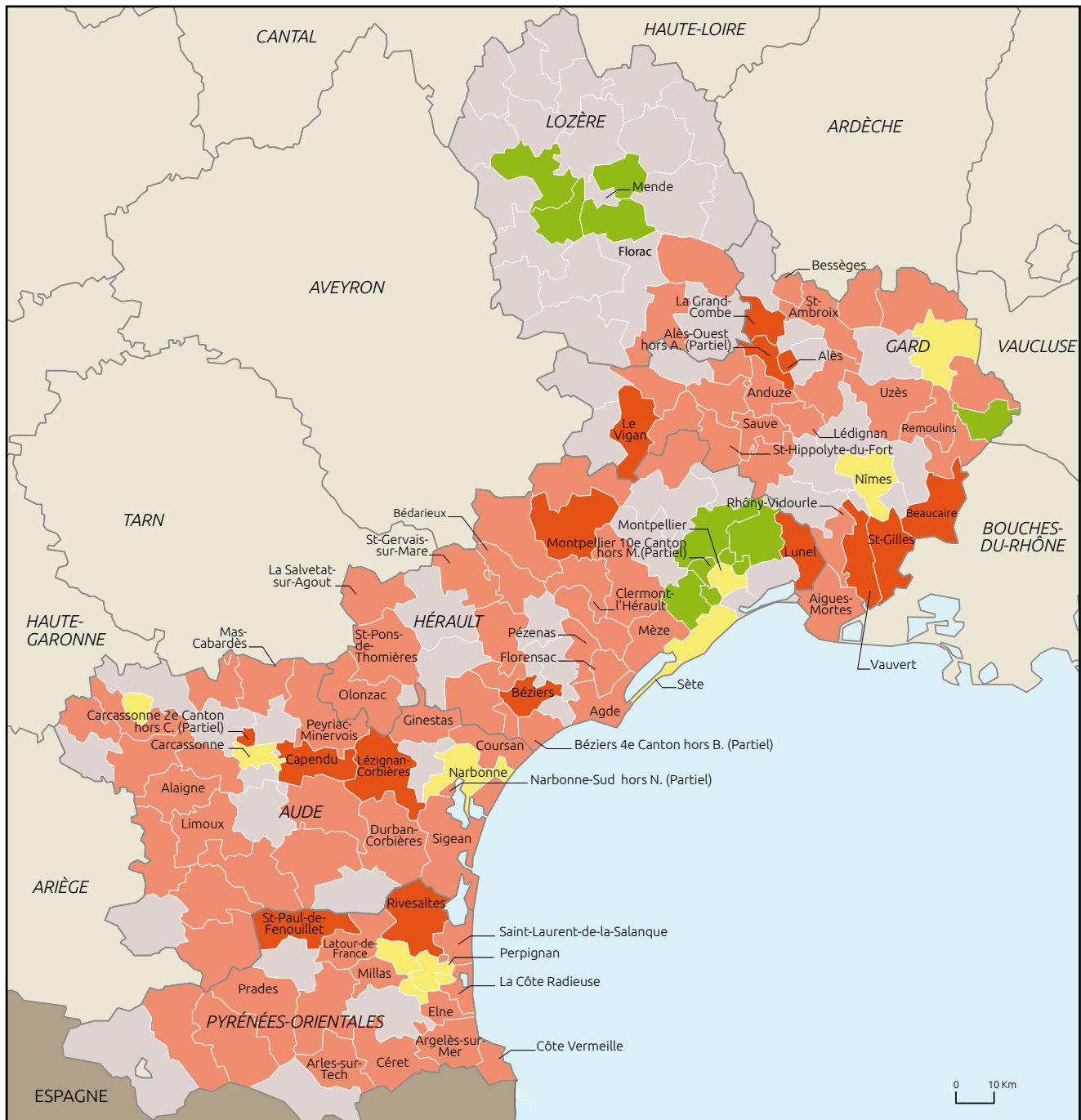
UN CAS SIGNIFICATIF

Dans le canton rural de Florac (4 000 habitants, 13 hab./km²), 20 % des hommes et 26 % des femmes sont âgés de plus de 65 ans (respectivement 14 et 19 % sur le plan national en 2009). 40 % des ménages habitant le canton sont retraités (2009) et 57 % des ménages ne sont pas imposés sur le revenu. Situé à 45 mn de route de Mende, ce canton reste durablement frappé d'exode rural. Son chef-lieu fait pourtant figure de gros bourg et de centre de services à la population et aux touristes (39 % des logements du canton sont des résidences secondaires en 2009, pour 46 % en 1982). Il est attractif au moins de manière saisonnière puisqu'il abrite le siège du Parc National des Cévennes et détient le label «station verte de vacances».

Si l'emploi public limite en partie les risques de sortie précoce de formation initiale, l'emprise du tertiaire touristique et métropolitain tendrait plutôt à l'accroître.

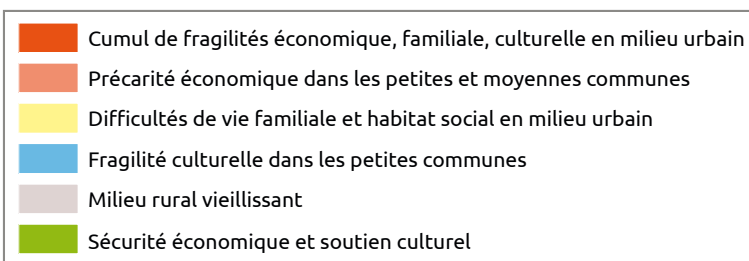
Dans l'ensemble, l'académie est, avec la Corse, celle dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est la plus élevée (33 % pour 27 % en France métropolitaine). Si cette part est contenue en milieu rural et dans les zones de type «sécurité économique et soutien culturel, elle dépasse 32 % ailleurs, jusqu'à 39 % dans le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain».

ACADÉMIE DE MONTPELLIER



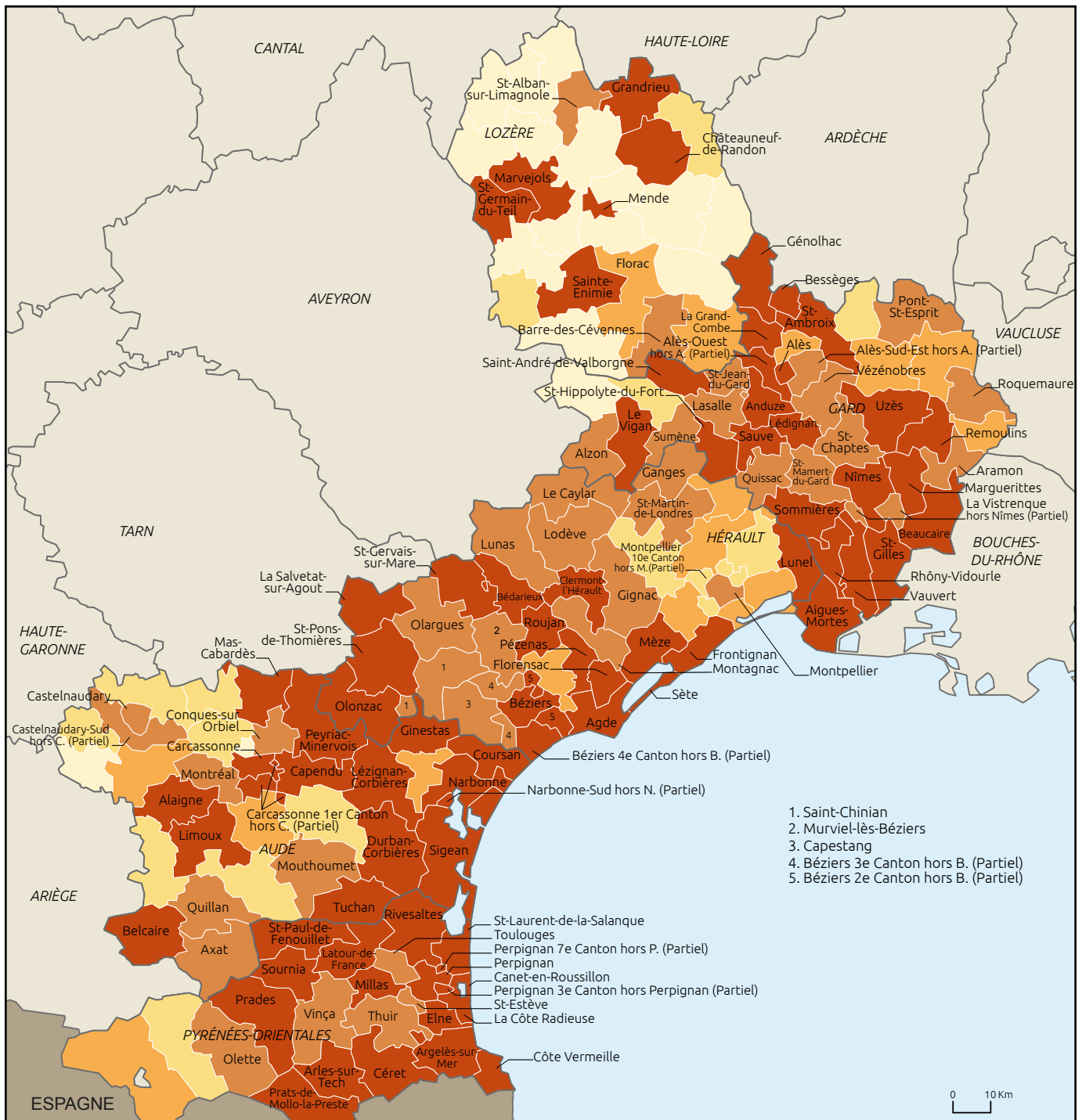
Note de lecture : pour préserver la lisibilité de la carte, parmi les cantons en classe 1 et 6 (rouge et orangé), seuls sont signalés ceux dont la part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à 31%.

Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE MONTPELLIER



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
 répartition en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie de Montpellier

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Béziers	34	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	13,4	82,6	11,3	1,9	13,7	39,8	12 928
Bessèges	30	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	14,4	79,8	9,5	1	10,8	45	12 820
Narbonne	11	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	11,7	81,3	10,9	1	19,6	32,8	14 373
		Fragilité culturelle dans les petites communes	-	-	-	-	-	-	-
Florac	48	Milieu rural vieillissant	7,6	83,5	8,3	0,7	7,9	36,3	14 784
Montpellier 10e Canton hors Montp.	34	Sécurité économique et soutien culturel	6,6	86,3	6,8	0,8	3,2	21,8	20 661
Académie			10,2	82,7	9,6	1,3	8,8	33,7	14 776
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Béziers	34	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	3 859	43	26,1	16,9	9,5	757	28,4
Bessèges	30	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	225	42,3	29,9	17,6	7,1	116	39,3
Narbonne	11	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	2 722	35,3	28,6	22,2	9,9	294	27
		Fragilité culturelle dans les petites communes	-	-	-	-	-	-	
Florac	48	Milieu rural vieillissant	155	24,5	24,5	23,9	21,3	14	28,8
Montpellier 10e Canton hors Montp.	34	Sécurité économique et soutien culturel	478	22,8	22,1	25,9	19,9	449	21
Académie			107 996	33,2	27,8	22,2	11,8	93	24,8
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UN CUMUL PERSISTANT DE FRAGILITÉS MULTIPLES DANS LES CANTONS INDUSTRIELS

Les types «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain», «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» et «précarité économique dans les petites et moyennes communes» comptent chacun une trentaine de cantons, soit les deux tiers de l'académie, mais le type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» concentre 38 % de la population. Les risques sont donc à la fois cumulés dans certaines parties de l'académie et différenciés dans d'autres.

1 – Risques les plus marqués

Une forme de «modèle urbain-périurbain» oppose des cantons urbains centraux de type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» et des cantons du type plus favorisé «sécurité économique et soutien culturel» en position périphérique et périurbaine. Le classement des cantons des aires urbaines de Nancy, Metz et Thionville obéit à ce schéma. Ces cantons urbains centraux en difficulté concentrent de fortes proportions de ménages vivant en HLM (27 % à Nancy et Thionville, 32 % à Metz).

Autour de Nancy, les cantons de Vandœuvre-lès-Nancy, Tomblaine, Jarville-la-Malgrange, Neuves-Maisons, Saint-Nicolas-de-Port et Saint-Max forment une vaste couronne défavorisée de type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» qui cohabite avec des banlieues résidentielles favorisées de type «sécurité économique et soutien culturel», à l'image de Laxou, Vézelize, Seichamps, Nomeny. Plus de 5 000 à 6 000 euros de revenu médian par unité de consommation peuvent différencier ces deux ensembles de cantons (14 600 euros à Vandœuvre-lès-Nancy pour 20 700 à Laxou, maximum de l'académie). La part des adultes âgés de 45 à 54 ans sans diplôme correspond à la moyenne dans le centre et chute de 10 points en périphérie (35 % à Tomblaine pour 22 % à Laxou).

2 – Risques seconds

Le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» agrège tous les cantons les plus industriels et urbains de l'académie, en premier lieu ceux de Florange, Sarreguemines et Forbach (Moselle), auxquels s'ajoutent

UN CAS SIGNIFICATIF

Forbach, à une dizaine de kilomètres de Sarrebruck, occupe une position frontalière avec l'Allemagne. Sa population décroît depuis 1982 (21 600 habitants en 2009). Le revenu médian des ménages est de 13 000 euros, très inférieur à la moyenne nationale (16 300 euros), la proportion de chômeurs est de 13 % en 2006. Plus de 20 % des ménages vivent en HLM (moyenne de 15 %). Un quart des ménages sont ouvriers et un tiers retraités en 2009, cette proportion a fortement augmenté depuis 1999. La grande majorité de ces ménages n'est pas imposable sur le revenu (60 %). Plus de 12 % des familles sont monoparentales. Le niveau de diplôme de la population est des plus faibles puisque 44 % des adultes âgés de 45 à 54 ans en sont dépourvus (34 % sur le plan national en 2006). La proportion de jeunes âgés de 15 à 24 ans sans diplôme parmi les non scolarisés atteint 41 %, soit 14 points de plus que la moyenne nationale.

quelques cantons de Meurthe-et-Moselle tels que Pompey, Lunéville ou Longwy (métallurgie) et certains cantons des Vosges à Raon-l'Étape ou Saint-Dié-des-Vosges. La situation des populations de ces cantons est la plus dégradée de l'académie au regard des indicateurs retenus, à l'image de Forbach, canton minier et industriel (anciens charbonnages). Dans certains de ces cantons, la part des emplois en CDI peut être de plus de 10 points inférieure à la moyenne nationale (85 %).

Au sein de ce groupe de cantons, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie : 42 % à Forbach, 34 % à Freyming-Merlebac et à Saint-Avold, 33 % à Behren-les-Forbach, 32 % à Sarreguemines, pour 27 % au plan national.

3 - Autres

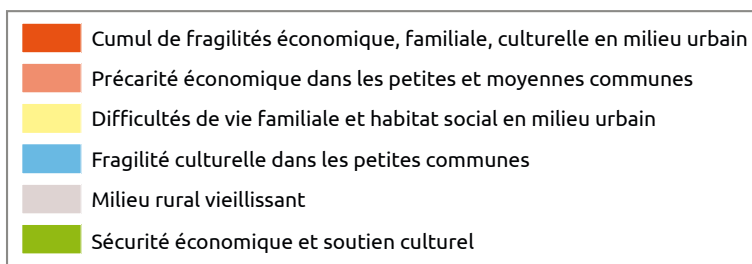
Le type «précarité économique dans les petites et moyennes communes» concerne des cantons plus ruraux dans les Vosges : Senones, Mirecourt, Châtenois, Coussey, Brouvelieures, Provenchères-sur-Fave, Le Thillot, Bruyères ou Xertigny. La densité de population ne dépasse pas 85 hab./km² dans ce type de cantons. Le revenu médian par unité de consommation est inférieur à la moyenne nationale (16 300 euros). Il est le plus faible dans les cantons de Villerupt ou Herserange (Meurthe-et-Moselle), respectivement 13 100 euros et 13 700 euros. La proportion de chômeurs est proche ou supérieure à la moyenne dans ce groupe. Des cantons frontaliers de type «sécurité économique et soutien culturel» bénéficient des revenus de l'emploi occupé par leurs habitants en Allemagne et au Luxembourg comme Cattenom et Sierck-les-Bains (Moselle). La proportion de chômeurs est ici inférieure à la moyenne nationale (5 % pour 7,9 en 2006) et le revenu médian supérieur, de même que la part des emplois en CDI.

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les neuf dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est inférieure à 26 % pour une moyenne nationale de 27 %. Les écarts entre les différents types sont faibles sauf pour le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» (30 %).

ACADÉMIE DE NANCY-METZ

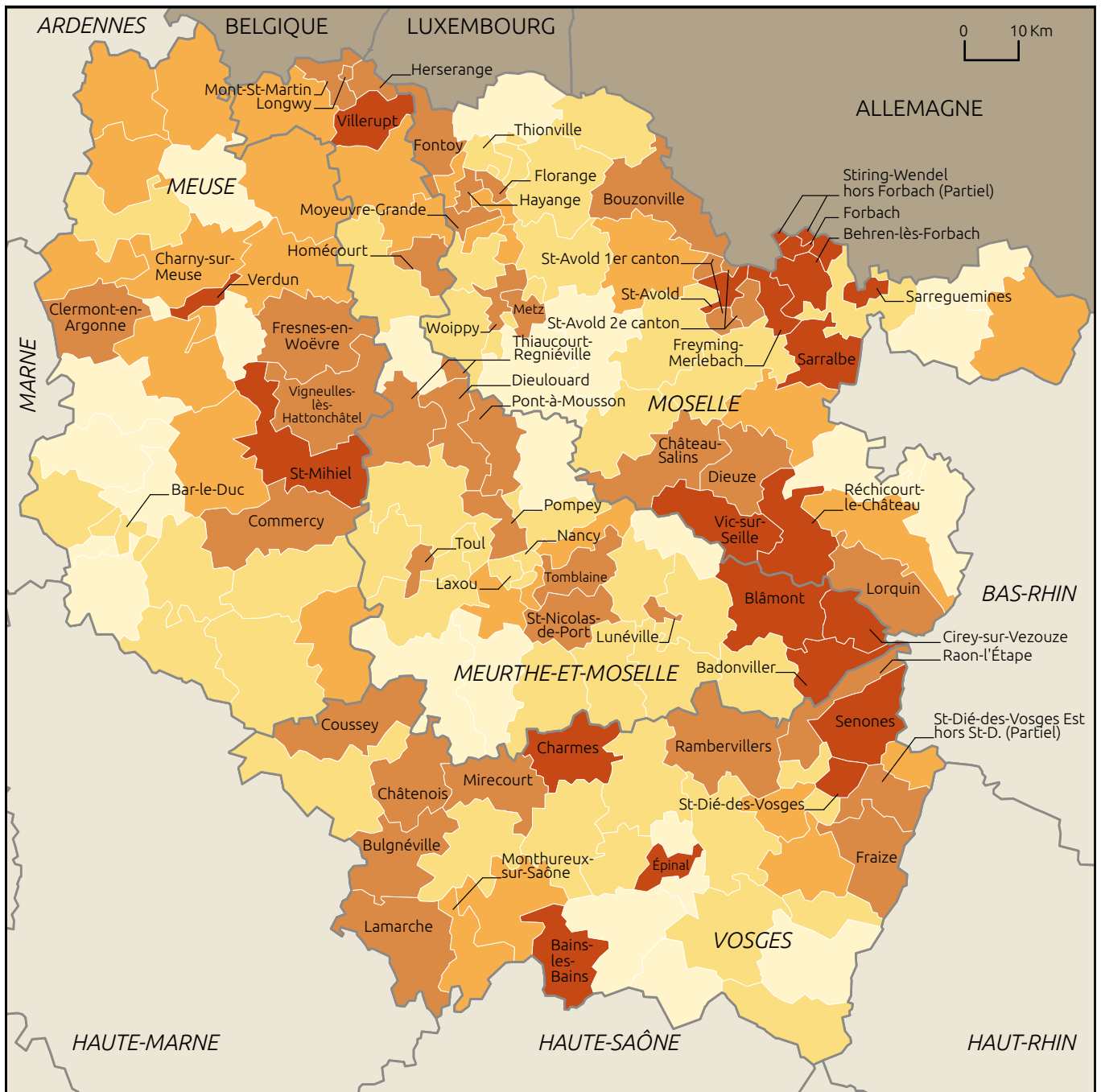


Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE NANCY-METZ



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartition en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE NANCY-METZ

Académie Nancy-Metz

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Forbach	57	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	13	82,2	12,3	2	20,4	44,2	13 600
Villerupt	54	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	8	89,9	8,7	0,6	10,1	37,3	13 073
Metz	57	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	8,9	83,2	9,7	1,6	22,2	32,3	15 809
Monthureux-sur-Saône	88	Fragilité culturelle dans les petites communes	8,2	80,6	6,2	1,1	4,8	53,4	14 369
Charny-sur-Meuse	55	Milieu rural vieillissant	5,4	75,1	8,4	1,3	6,6	29,8	16 352
Laxou	54	Sécurité économique et soutien culturel	6,1	86,3	7,6	1,3	16	22,3	20 658
Académie			7,9	85,2	8,7	1,5	13,5	36,4	15 860
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Forbach	57	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	1 466	41,5	26,9	20,9	9,2	1 345	19,7
Villerupt	54	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	756	32	27,8	20,7	13,4	151	23,3
Metz	57	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	7 754	30,3	24,7	21,7	14,6	2 967	16,5
Monthureux-sur-Saône	88	Fragilité culturelle dans les petites communes	116	25	32,7	32,8	8,6	18	29,2
Charny-sur-Meuse	55	Milieu rural vieillissant	705	24	33,8	30,4	10	36	18,2
Laxou	54	Sécurité économique et soutien culturel	1 185	19	23,3	25,1	22,3	1 187	23,7
Académie			117 851	25,4	30,9	24,9	13,8	99	21
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UN MONDE RURAL ET AGRICOLE CULTURELLEMENT FRAGILE COHABITANT AVEC DES COURONNES PÉRIURBAINES PROSPÈRES

Le type « fragilité culturelle dans les petites communes » rassemble quatre cantons sur dix et un quart de la population alors que le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » concerne un nombre plus limité de cantons, un sur dix, mais concentre un tiers des habitants, à proximité du type « sécurité économique et soutien culturel » qui englobe quant à lui un quart des cantons et de la population.

1 – Risques les plus marqués

Le type « fragilité culturelle dans les petites communes » est très implanté en milieu rural à l'intérieur de l'académie : presque toutes les périphéries des départements de la Mayenne, de la Sarthe, du Maine-Loire, le nord-est de la Vendée. La part des habitants âgés de 45 à 54 ans sans diplôme dépasse ici 40 % et atteint 50 % au Lude (Sarthe), à Montrevault, Longué-Jumelles (Maine-et-Loire) et à Saint-Aignan-sur-Roë (Mayenne). Tous ces cantons sont placés sous faible influence urbaine, aux marges de leur département où la préfecture, parfois de petite taille, se situe pourtant au centre (par exemple, Laval en Mayenne, 67 000 habitants en 2009).

Au sein de ce groupe de cantons, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie : 34 % à Allonnes (Maine-et-Loire à ne pas confondre avec son homonyme dans la Sarthe), 32 % au Lude, 31 % à Longué-Jumelles, pour 27 % au plan national.

2 – Risques seconds

Le classement d'une vingtaine de cantons urbains dans le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » s'explique par une forte concentration de ménages vivant en HLM et de familles monoparentales, qui ne s'accompagne pas nécessairement d'une faiblesse de niveaux de diplôme, que ce soit pour les adultes de 45-54 ans ou pour les jeunes de 15-24 ans, à l'exception de Saumur. Les cantons du Mans-Nord Campagne hors Le Mans, Angers, Angers-Est hors Angers, ainsi que celui de Saint-Herblain partagent ce profil : plus de 30 % de ménages habitant en HLM et 8 à 10 % de familles monoparentales. Les cantons urbains et périurbains des plus grandes agglomérations s'organisent selon le « modèle urbain-périurbain » qui se décompose entre un canton urbain central relevant du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » et un ou des cantons périphériques de type « sécurité économique et soutien culturel ». Laval, Le Mans, Angers, La Roche-sur-Yon, Saint-Nazaire et surtout Nantes suivent ce schéma (activités métropolitaines c'est-à-dire relevant du tertiaire supérieur employant de nombreux cadres, techniciens et ingénieurs diplômés de l'enseignement supérieur). Plus la taille de l'agglomération augmente et plus le nombre de cantons urbains et périurbains en dehors du centre est élevé. Dans les cantons périurbains de Nantes, les revenus dépassent 20 000 euros (Orvault, La Chapelle-sur-Erdre), ainsi qu'à La Baule-Escoublac ou à Carquefou. Seulement deux cantons cumulent toutes les fragilités (économique, familiale, culturelle) : Allonnes (Sarthe) et Châteaubriant (Loire-Atlantique). Ils conjuguent de forts taux de familles monoparentales (7-8 %) pour l'académie, avec des taux élevés de ménages habitant en HLM et d'habitants âgés de 45 à 54 ans non diplômés (40 %). La proportion de jeunes âgés de 15 à 24 ans non diplômés parmi les non scolarisés y est la plus élevée de l'académie (30 %).

3 – Autres

Le littoral, hors zones urbaines de grande agglomération, relève du type « milieu rural vieillissant » du fait de l'arrivée massive de retraités dans les dernières décennies. Le littoral vendéen est donc plus concerné que celui de la Loire-Atlantique.

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Dans ces cantons littoraux de Vendée, la croissance de l'emploi a été forte de 1998 à 2009 : plus de 1,4 % par an pour 0,6 % en moyenne en France métropolitaine. Il en va de même pour la croissance démographique mesurée sur la même période. Les ressorts de cette situation favorable sont liés à l'arrivée de ménages de retraités en résidence principale, aux résidences secondaires occupées par exemple par des britanniques utilisant l'aéroport de La Rochelle, et à la fréquentation touristique, trois moteurs de développement de l'économie résidentielle (Davezies, 2009).

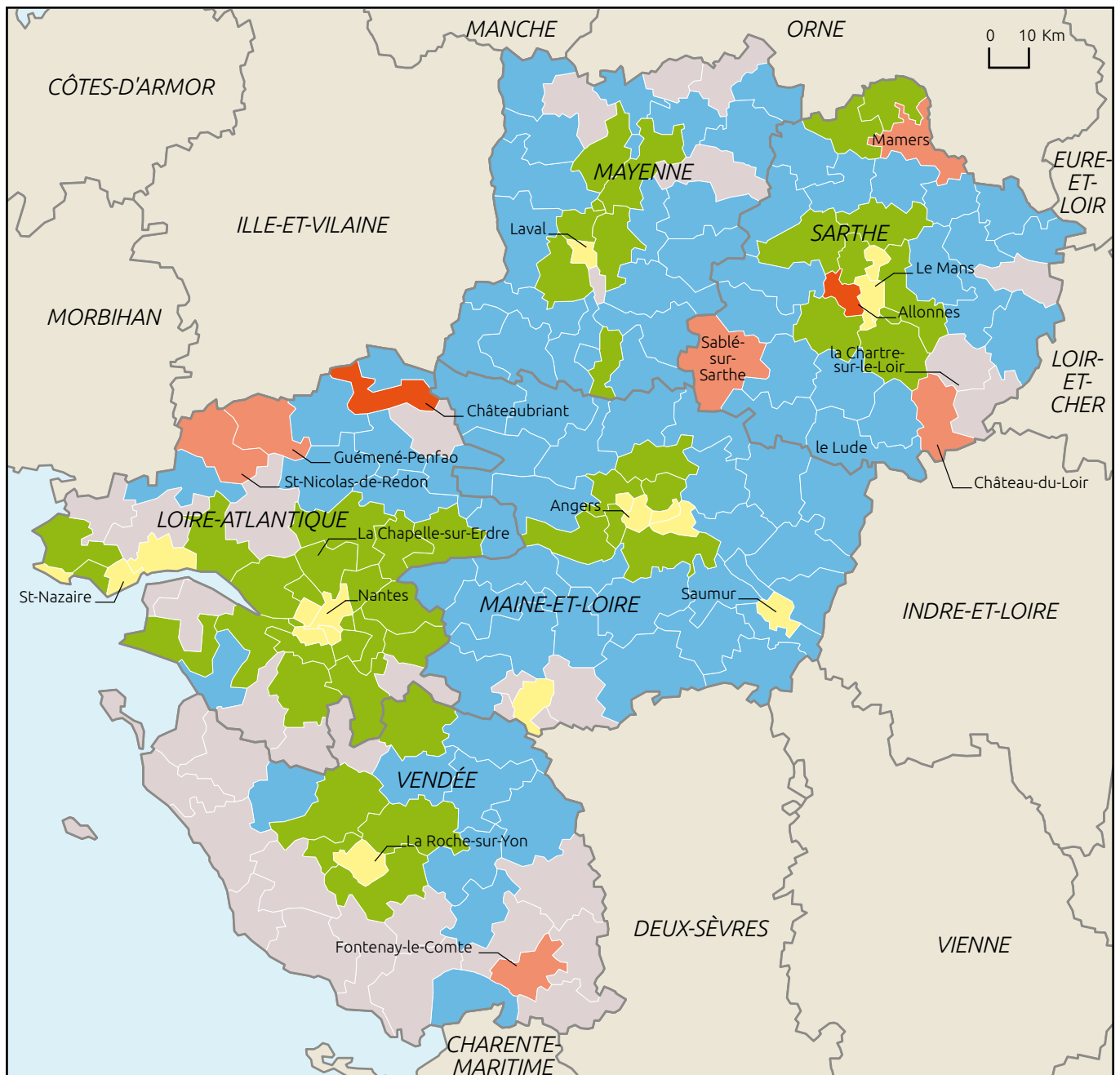
La Vendée fait partie des départements français abritant les plus forts taux de résidences secondaires rapportées au nombre total de logements (plus du quart en 2005). La part des habitants âgés de plus de 60 ans dépasse 30 % à Saint-Jean-de-Monts, à Saint-Gilles-Croix-de-Vie ou aux Sables-d'Olonne.

UN CAS SIGNIFICATIF

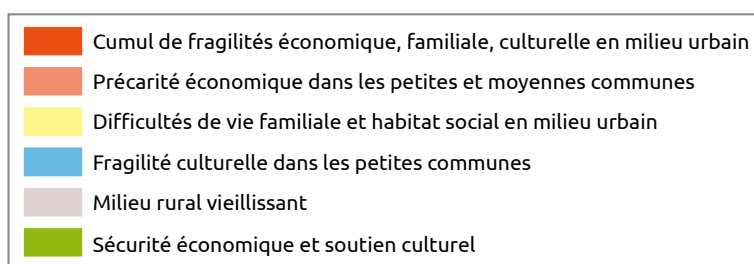
Le niveau maximum de vieillissement est atteint à La Chartre-sur-le-Loir au sud-est de la Sarthe (37 %). Dans ce canton rural viticole (6 700 habitants, 40 hab./km²) qui perd des habitants depuis 1968, 28 % des hommes et 34 % des femmes sont âgés de plus de 65 ans (respectivement 14 et 19 % sur le plan national en 2009). Plus de la moitié des ménages habitant le canton de La Chartre-sur-le-Loir sont retraités (2009). Situé à 1 h 15 de route du Mans et à 50 mn de Tours, ce canton est frappé d'exode rural. Il se démarque par un taux de 45-54 ans non diplômés de 40 %, un des maxima de l'académie avec Le Lude (50 %), canton situé à une trentaine de kilomètres plus à l'Ouest dans le même département.

Dans l'ensemble, l'académie affiche avec celle de Rennes la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés la plus faible (21 % pour une moyenne nationale de 27 %), particulièrement contenue pour le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » (24 %) et très faible pour le type « sécurité économique et soutien culturel » (17 %) et « milieu rural vieillissant » (18 %).

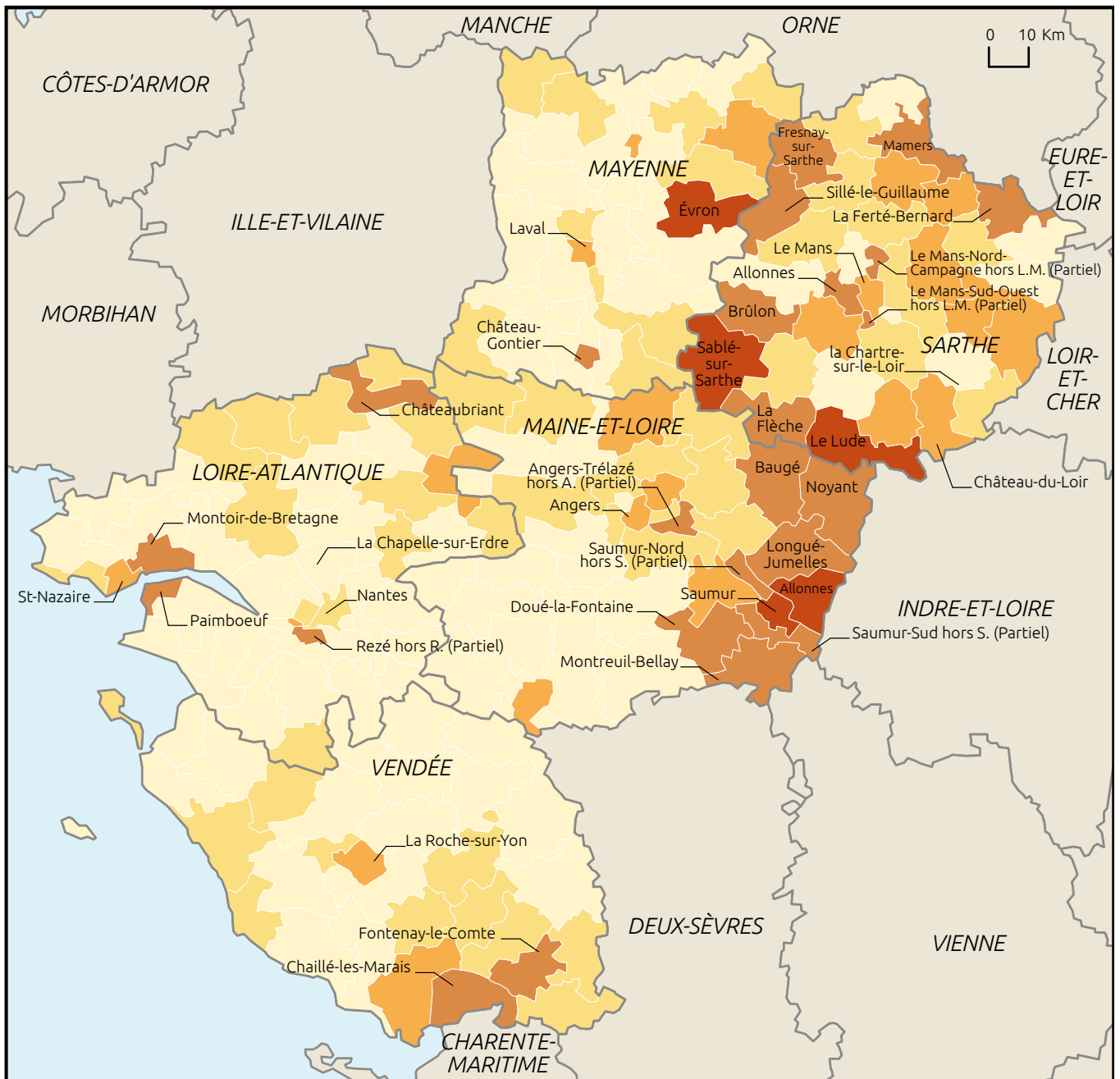
ACADÉMIE DE NANTES



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie Nantes

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Châteaubriant	44	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	8,6	82,9	6,9	1,3	15,2	39	14 516
Sablé-sur-Sarthe	72	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	7,5	82,6	7,2	1,8	19,5	46,6	15 345
Saumur	49	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	9,7	79,1	9,2	1,6	21,9	39	15 173
Le Lude	72	Fragilité culturelle dans les petites communes	8,3	81,6	6,1	1,2	8,4	50,5	14 562
La Chartre-sur-le-Loir	72	Milieu rural vieillissant	6,4	83,3	5,7	0,4	6,9	40,5	15 055
La Chapelle-sur-Erdre	44	Sécurité économique et soutien culturel	3,9	90,4	5,9	1,5	4,1	15,9	21 068
Académie			6,7	83,8	6,4	1,3	12,8	33,7	15 961
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Châteaubriant	44	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	834	30,1	34,4	21,9	10,6	98	26
Sablé-sur-Sarthe	72	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	1 332	31,7	30,9	23,9	10,5	83	21
Saumur	49	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 598	34,4	29,6	18,8	10,7	433	26,5
Le Lude	72	Fragilité culturelle dans les petites communes	341	31,9	34,8	21,6	8,8	33	27,1
La Chartre-sur-le-Loir	72	Milieu rural vieillissant	193	22,8	44,5	22,8	8,3	44	37
La Chapelle-sur-Erdre	44	Sécurité économique et soutien culturel	915	17,2	23,5	28	21,2	249	15,1
Académie			159 014	21	30,7	26,9	16,1	108	21,6
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UN LITTORAL URBAIN FRAGILE COHABITANT AVEC UN INTÉRIEUR RURAL MONTAGNEUX ÉCONOMIQUEMENT PRÉCAIRE

En l'absence du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », les types « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » et « précarité économique dans les petites et moyennes communes » concentrent chacun un canton sur quatre et un tiers de la population.

1 – Risques les plus marqués

Beaucoup de zones urbaines littorales relèvent du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » du fait de parts de ménages vivant en HLM supérieures à 12% (19% à La Seyne-sur-Mer), et de proportions de familles monoparentales souvent supérieures à 10% ainsi que l'illustrent Toulon (Var) et Nice 13^e canton hors Nice, Grasse, Menton (Alpes-Maritimes). De plus, la part des habitants âgés de 45-54 ans sans diplôme dépasse ici 30%, pouvant atteindre 37 à 40% à Cannes, Grimaud ou Toulon. Les taux de jeunes âgés de 15 à 24 ans non diplômés parmi les non scolarisés sont ici très élevés (souvent supérieurs à 30% : 36% à Cannes).

2 – Risques seconds

L'intérieur de l'académie se partage entre le type « milieu rural vieillissant » et le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes ». Le département du Var est plus concerné par la précarité de ce dernier type que celui des Alpes-Maritimes puisque 13 cantons sur 18 y sont localisés. Le revenu médian des habitants de ces cantons plus ou moins peuplés dépasse rarement le seuil de 17 000 euros : moins de 15 000 euros à Aups ou à Cotignac (Var). La part des salariés en CDI varie peu autour de 80% dans ce groupe de cantons du type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » (71% à Callas dans le Var), alors qu'elle atteint presque 10 points de plus pour le groupe de cantons périurbains de type « sécurité économique et soutien culturel » : 88% à Cagnes-sur-Mer ou à Levens (Alpes-Maritimes), de même qu'à La Valette-sur-Var (Var).

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Le Var, peuplé d'un million d'habitants (168 hab./km² en 2009), est un des départements français littoraux qui a connu la plus forte croissance en emplois de 1998 à 2009 (zones d'emplois de Toulon, Draguignan ou Fréjus-Saint Raphaël) : plus de 1,4% par an pour 0,6% en France. Environ 10 millions de touristes se rendent chaque année dans ce département générant de nombreux emplois saisonniers. Sa population a doublé depuis 1968, mais celle de 60 ans et plus est toujours supérieure à la moyenne nationale de 21% : 27% à Nice et 28% à Fréjus. Le taux d'activité des 15-64 ans est un des plus faibles de France dans certaines zones d'emploi varoises (moins de 59% à Toulon ou Draguignan, moyenne nationale de 71%). La part de chômeurs parmi les 15-64 ans est aussi supérieure à la moyenne nationale : un peu plus de 8% à Nice et de 9% à Fréjus et Draguignan.

UN CAS SIGNIFICATIF

Le canton d'Aups dans le Var relève du type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » du fait de la faiblesse du revenu médian (moins de 15 000 euros) et un taux d'emploi en CDI de 6 points inférieur à la moyenne nationale (85%). La proportion de chômeurs dépasse la moyenne. Presque 50% des ménages sont retraités, une même proportion n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu. Un habitant sur quatre est diplômé d'un CAP ou d'un BEP (conforme à la moyenne nationale). Cette proportion en croissance de 1999 à 2009 est soutenue par la proximité du camp militaire de Canjuers. Peuplé de 3 000 habitants (2009, 10 hab./km²), ce canton se situe à 40 mn de route de Draguignan (29 km) dans le Parc régional du Verdon. 40% des logements du canton sont des résidences secondaires a doublé de 1968 à 2009 : les quinze terrains de camping du canton totalisent 2 000 places, soit un plus grand nombre potentiel de campeurs que d'habitants au cœur de l'été.

3 – Autres

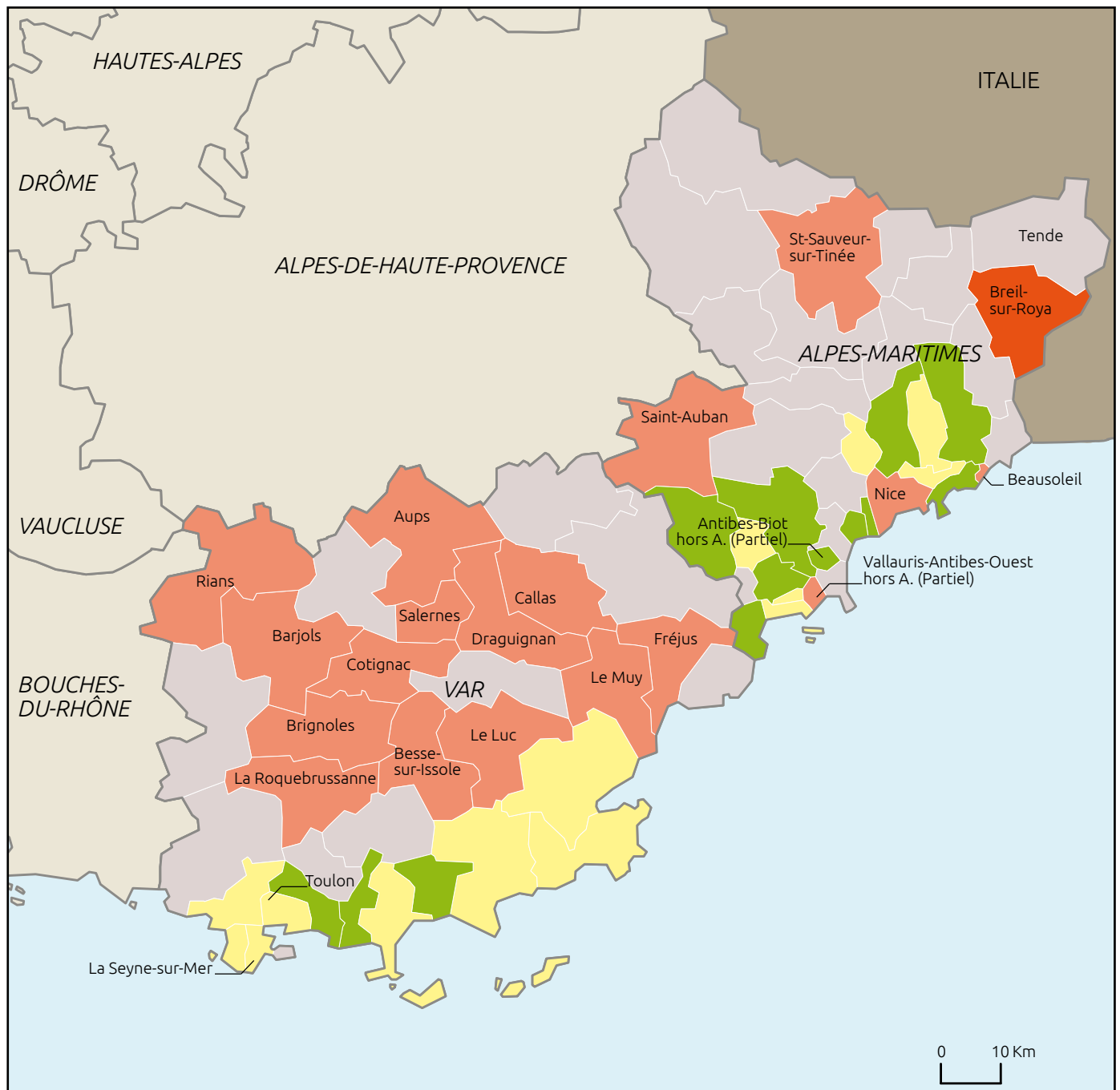
Le type « milieu rural vieillissant » rassemble pour une bonne partie les cantons ruraux enclavés et les moins densément peuplés de l'académie et de France. Ils sont fréquemment localisés dans les Alpes-Maritimes avec 4 à 10 hab./km² (Tende, Coursegoules, Villars-sur-Var, Saint-Martin-Vésuble, Saint-Étienne-de-Tinée, Lantosque). Les proportions d'habitants âgés de plus de 60 ans et d'adultes de 45-54 ans non diplômés sont voisines, proche de 30%.

Aux marges de ces cantons urbains, quelques cantons périurbains apparaissent plus favorisés dans le type « sécurité économique et soutien culturel », avec une population résidente au revenu médian plus élevé (plus de 23 000 euros dans le canton d'Antibes-Biot hors Antibes, à proximité du technopôle de Sophia-Antipolis).

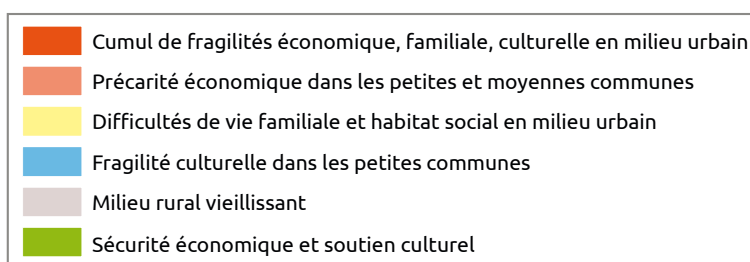
Dans tous les types, de nombreux cantons partagent une forte proportion de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés, souvent supérieure à 33-34% (41% à Beausoleil, 37% à Tende, 36% à Cannes et à Nice dans les Alpes-Maritimes, 38% à Tavernes, 35% à Toulon, 34% à La Seyne-sur-Mer dans le Var, pour 27% au plan national).

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les six dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est supérieure à 31% pour une moyenne nationale de 27%. Les écarts entre les différents types sont réduits à un niveau élevé.

ACADÉMIE DE NICE



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie de Nice

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Breil-sur-Roya	06	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	8,2	76,2	10,5	1,5	5,3	41,3	14 904
Aups	83	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	10,2	78,6	7,1	0,3	4,6	31,9	14 788
La Seyne-sur-Mer	83	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	10,4	83,7	10,4	1,7	19,2	36,5	15 220
		Fragilité culturelle dans les petites communes	-	-	-	-	-	-	-
Tende	06	Milieu rural vieillissant	3,9	81,4	6,8	0,4	9,8	33	15 302
Antibes-Biot hors Antibes	06	Sécurité économique et soutien culturel	5,8	87,1	10,2	0,5	4,8	22,3	23 094
Académie			8,5	84,7	9	1,1	7,8	32,2	17 172
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Breil-sur-Roya	06	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	85	29,4	30,6	31,7	5,9	13	32,5
Aups	83	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	100	29,8	32,7	23,8	8,8	10	33,4
La Seyne-sur-Mer	83	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	2 486	34,1	27,6	23,8	9,6	2 561	26,2
		Fragilité culturelle dans les petites communes	-	-	-	-	-	-	-
Tende	06	Milieu rural vieillissant	111	36,9	19,8	26,1	12,6	10	32,8
Antibes-Biot hors Antibes	06	Sécurité économique et soutien culturel	295	18,2	19,5	22,5	14,6	566	17,8
Académie			84 244	31,4	28,2	23,4	11,4	200	27,3
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

DES FRAGILITÉS CULTURELLES EN MILIEU RURAL SOUS FAIBLE INFLUENCE URBAINE LIÉES À UN NIVEAU DE DIPLÔME TRÈS FAIBLE

Cette académie se caractérise par de nombreux cantons ruraux d'emploi ouvrier relevant du type « fragilité culturelle dans les petites communes », un sur quatre (mais un habitant sur six) ; alors que le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » n'affecte qu'un peu plus d'un canton sur dix (mais concentre un tiers de la population).

1 – Risques les plus marqués

Le type « fragilité culturelle dans les petites communes » correspond à des cantons de petite taille, fragiles culturellement parce que le niveau de diplôme des populations est faible : plus de 40 % d'adultes âgés de 45-54 ans sans diplôme à Pithiviers (Loiret), 42 % à Briare (Loiret), 43 % à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

UN CAS SIGNIFICATIF

Le canton de Valençay, situé au nord de Châteauroux (Indre), a une faible densité de population (26 hab./km²). Il concentre 36 % d'habitants âgés de plus de 60 ans et le revenu médian s'élève à seulement 14 600 euros, le plus faible de la région. Parmi les adultes de 45-54 ans, 43 % sont sans diplôme. La part des jeunes âgés de 15 à 24 ans non diplômés parmi les non scolarisés atteint ici un des niveaux les plus élevés de l'académie (35 %).

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Depuis les années 1980, cette région reste marquée par l'emploi ouvrier qualifié et non qualifié en milieu rural, avec un faible encadrement de ces emplois dans l'industrie. Mais son profil économique et social est aussi marqué par l'emploi agricole et la présence de retraités dans les campagnes profondes. Plus d'un tiers des ménages sont retraités en 2009 dans la région Centre. Cette proportion a augmenté de 1999 à 2009. Les exploitants agricoles pèsent pour 2,4 % des emplois, pour 1,9 % au plan national (2009), l'agriculture pour 3,8 % des emplois, pour 2,9 % nationalement.

2 – Risques seconds

Un « modèle urbain-périurbain » composé d'un centre relevant du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain », et une périphérie de type « sécurité économique et soutien culturel », caractérise les grands foyers urbains, dont ceux du Val-de-Loire (Tours, Blois, Orléans), mais aussi certaines zones touristiques et viticoles. Les activités industrielles de la « Cosmetic vallée », dont la capitale est Chartres, participent au classement de certains cantons dans ce type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain ».

Ce type comporte aussi quelques cantons correspondant aux grandes agglomérations à fort taux de HLM (supérieur à 15 %) et de familles monoparentales (supérieur à 7 %). Ainsi, Blois,

Orléans, Bourges, Chartres, Amboise, Châteauroux ou Tours conjuguent à la fois les plus fortes valeurs de l'académie pour ces deux indicateurs de vie familiale.

3 – Autres

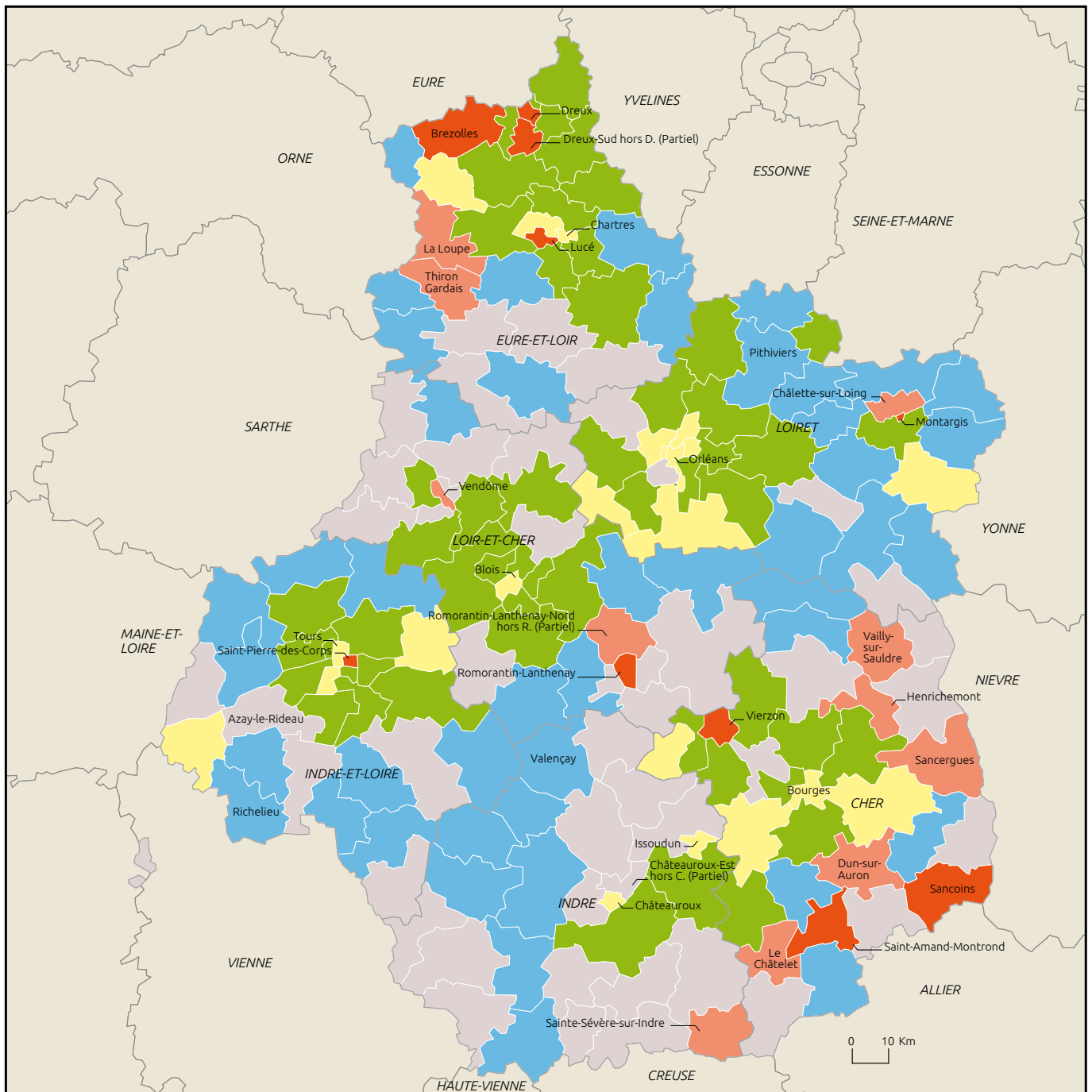
Le paysage social régional est marqué par des poches de types « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » et « précarité économique dans les petites et moyennes communes » en petit nombre. Dans le premier cas, il s'agit d'anciennes unités industrielles rurales ou de petites villes telles que Vierzon (mécanique des métaux, 42 % de non diplômés), ou Montargis (caoutchouc). Dans le deuxième cas, les cantons de type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » se localisent dans la partie sud-est de l'académie (Cher, Indre), zone où la croissance démographique a été la plus faible ces quinze dernières années (moins de +0,1 % par an de 1999 à 2009, pour une moyenne française métropolitaine de +0,5%), ou encore à Vendôme dans le Loir-et-Cher.

La densité de population est encore plus faible dans certains cantons du type « milieu rural vieillissant » tels que Vatan (Indre, 16 hab./km²), La Chapelle-d'Angillon (Cher, 19 hab./km²) ou Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire, 47 hab./km²).

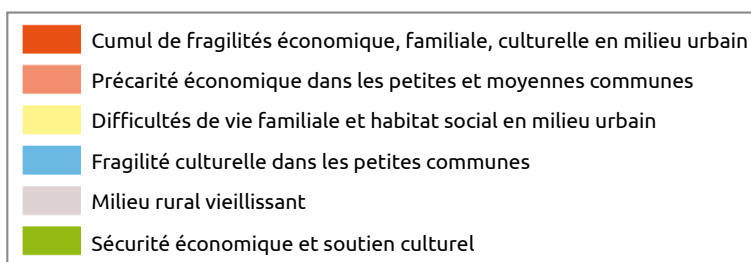
Dans tous les types, quelques cantons partagent une forte proportion de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés : 43 % à Châlette-sur-Loing (Loiret, type « précarité économique dans les petites et moyennes communes »), 42 % à Dreux (Eure-et-Loir, type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain »), 40 % à Issoudun (Indre, type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain ») et à Châteauroux-Est hors Châteauroux (Indre, type « milieu rural vieillissant »), 37 % à Pithiviers (Loiret, type « fragilité culturelle dans les petites communes »), pour 27 % au plan national.

Dans l'ensemble, l'académie figure dans la moyenne en ce qui concerne la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés (27 %). Les écarts entre les différents types sont faibles sauf pour les rares types « précarité économique dans les petites et moyennes communes » et « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (32 % et 34 %).

ACADÉMIE D'ORLÉANS-TOURS

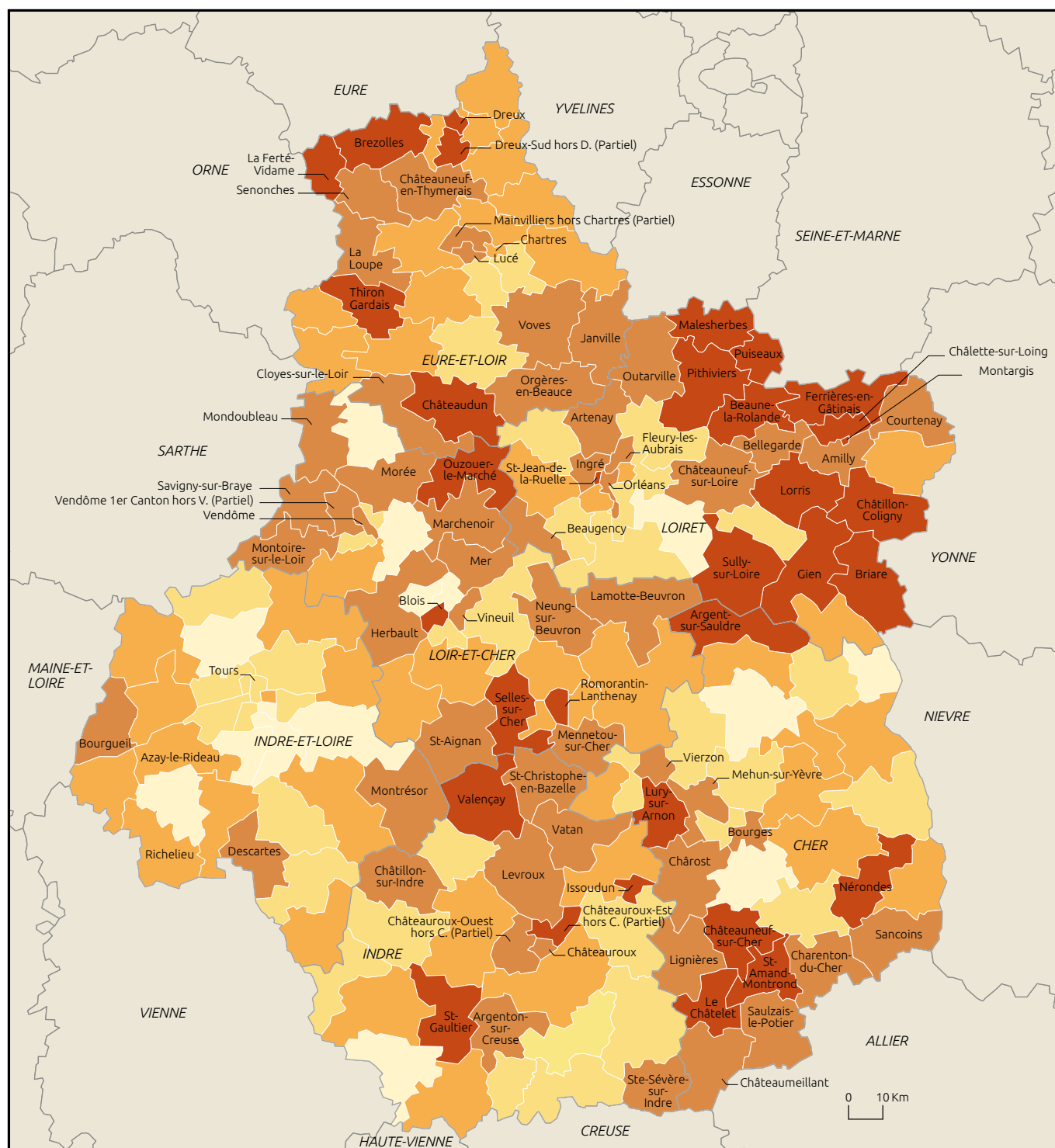


Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE D'ORLÉANS-TOURS



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartition en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE D'ORLÉANS-TOURS

Académie d'Orléans-Tours

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Montargis	45	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	14,3	72,8	9,4	1,4	36	43,9	13 775
Vendôme	41	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	9,2	81	6,8	0,9	28	37,7	16 119
Blois	41	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	11,4	81,4	9,7	1,9	33,1	39,2	15 409
Valençay	36	Fragilité culturelle dans les petites communes	8,3	85,4	6,2	0,7	11,4	43,2	14 627
Azay-le-Rideau	37	Milieu rural vieillissant	6,6	84	6,4	1	6	36,5	16 415
Chartres-Sud-Ouest hors Chartres	28	Sécurité économique et soutien culturel	4,2	88,9	7,6	1,1	11,5	26,1	20 708
Académie			7,2	85,3	7,2	1,4	15,5	35,4	16 715
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Montargis	45	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	1 313	36,1	28,7	18,1	11,1	3 541	23,5
Vendôme	41	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	851	27,8	32,1	21,3	13,3	713	31,3
Blois	41	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	3 234	34,9	26,8	20,8	11,8	1 294	21,3
Valençay	36	Fragilité culturelle dans les petites communes	321	34,8	35,4	18,3	8,1	25	35,6
Azay-le-Rideau	37	Milieu rural vieillissant	552	23,7	35,8	23,9	14,1	53	22,3
Chartres-Sud-Ouest hors Chartres	28	Sécurité économique et soutien culturel	555	19,3	29,9	26,1	18,1	142	20,5
Académie			115 562	27,2	30,7	23,4	13,8	64	23,4
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

Académie de Paris (arrondissements)⁶

Des arrondissements très favorisés en rupture avec un cumul de fragilités dans le 19^e

La grande majorité des arrondissements parisiens (14 sur 20) relève du type le plus favorisé «sécurité économique et soutien culturel». Le centre de Paris (du 1^{er} au 9^e arrondissement) et la moitié ouest (15^e, 16^e et 17^e) se distinguent par des valeurs favorables pour tous les indicateurs retenus. Le revenu médian y varie de 21 300 (11^e) à 37 200 euros (7^e), pour 16 300 en moyenne au plan national. La part des adultes âgés de 45 à 54 ans sans diplôme est inférieure à la moyenne (34 %), atteignant 15 % dans les 5^e et 6^e arrondissements. De même, la part des non diplômés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés est minimale avec 13 à 15 %, taux parmi les plus bas de France. La part des familles monoparentales est aussi inférieure à la moyenne.

La situation très favorable du 6^e arrondissement résume les caractéristiques économiques et sociales de ce groupe. Peuplé de 43 000 habitants (2009), cet arrondissement n'a cessé d'en perdre depuis 1968 (solde migratoire négatif). Plus du tiers des ménages sont cadres ou professions intellectuelles supérieures, moins de 3 % ouvriers. Seulement 27 % des ménages ne sont pas imposables sur le revenu. Plus de la moitié des habitants (57 %) sont diplômés de l'enseignement supérieur long. Cette proportion atteint 64 % chez les hommes (2009). Le phénomène s'est fortement accentué de 1999 à 2009. Cet arrondissement s'oppose le plus au 19^e en grande difficulté.

Le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» isole le 19^e arrondissement au nord-est à cause des maxima qu'il détient en matière de part de chômeurs parmi la population des 15-64 ans (12 %), de taux de familles monoparentales (11 %), de familles nombreuses, de ménages vivant en HLM (32 %) et de part des 45-54 ans sans diplôme. Le revenu médian est ici le plus faible de tous les arrondissements avec 14 900 euros. Cet arrondissement très peuplé en croissance démographique depuis 1968 (184 000 habitants, 27 000 hab./km² en 2009), rassemble des ménages qui sont à 47 % non imposables sur le revenu. Cet ensemble de ménages a déclaré 8 100 euros de revenu en 2009. La part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est ici la plus élevée de tous les arrondissements. Elle est deux fois plus élevée que dans les 2^e et 8^e arrondissements (34 % pour 17 %, et 27 % au plan national).

En situation intermédiaire, situés au sud et à l'est, les 13^e, 14^e et 20^e appartiennent au type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» en raison de forts taux de ménages vivant en HLM (34 % dans le 13^e) et de familles monoparentales (10 % dans le 20^e). Mais si le revenu dans le 20^e est proche de la moyenne nationale et parmi les trois plus faibles des arrondissements parisiens, ceux du 13^e et du 14^e dépassent 20 000 et 24 000 euros, les rapprochant de certains arrondissements situés dans le type «sécurité économique et soutien culturel» (11^e puis 2^e, 12^e). La part de non diplômés parmi les 45-54 ans suit un schéma analogue: elle atteint 32 % dans le 20^e (soit deux points de moins que sur le plan national), ce qui situe cet arrondissement parmi les quatre les plus en difficulté: elle est de 29 % dans le 13^e (du même ordre que dans le 2^e) et de 21 % dans le 14^e, ce qui rapproche cet arrondissement des 4^e, 8^e, 9^e situés dans le type «sécurité économique et soutien culturel».

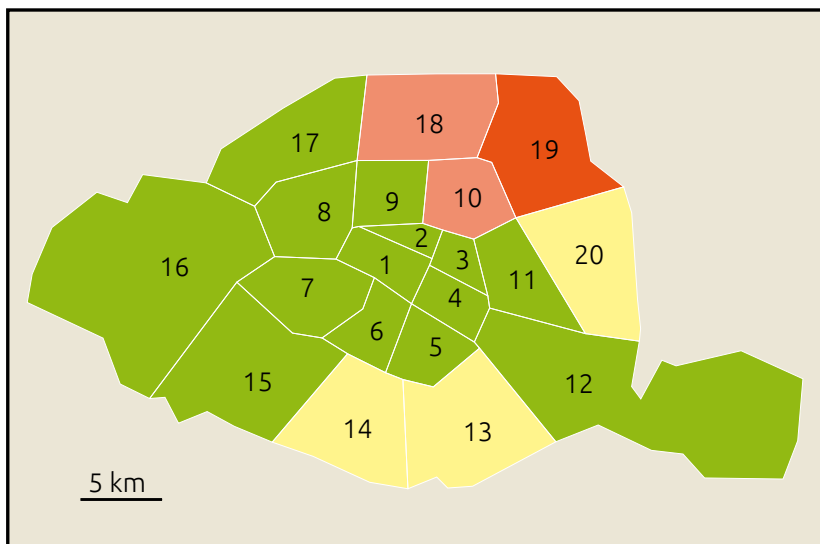
Enfin, les arrondissements contigus du 10^e et du 18^e relèvent du type «précarité économique» rencontré pour la France métropolitaine surtout dans les «petites et moyennes communes»⁷.

Ils se situent entre le 19^e le plus en difficulté et le 20^e en mutation avancée, pour la proportion de chômeurs (10 et 11 %), la part d'emplois en CDI (81 %), le revenu médian (sauf pour le 10^e qui fait état d'un revenu de 18 700 euros dépassant les 18^e, 19^e et 20^e), et enfin pour la part d'adultes de 45-54 ans sans diplôme (32 et 36 %). En revanche, ces deux arrondissements se rapprochent du 13^e et du 14^e (même type que le 20^e mais plus accentué) en ce qui concerne la part de familles monoparentales (7 et 8 % alors que cette valeur atteint 10-11 % dans les 19^e et 20^e), mais aussi de familles nombreuses (1 et 1,3 % pour 3 % dans le 19^e et 1,7 % dans le 20^e).

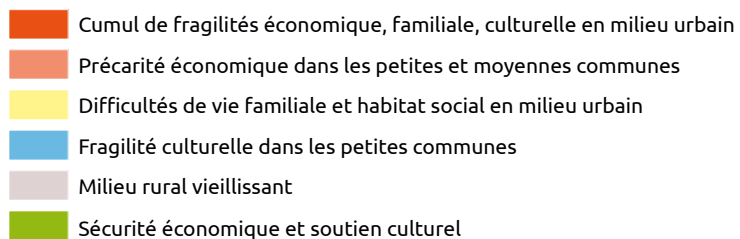
⁶ En raison de leur spécificité, les arrondissements des villes de Paris, Lyon et Marseille ont été ajoutés à la typologie en tant qu'observations supplémentaires à titre illustratif. Ils n'interviennent donc pas en tant qu'observations principales ayant présidé à la définition des six types.

⁷ Ce type ne relève des «petites et moyennes communes» que dans la mesure où la combinaison de ces proportions se rencontre le plus fréquemment en France dans ce mode d'habitat. Ainsi qu'il a été mentionné en introduction, la dimension rural/urbain est ici vue uniquement sous l'angle de la densité et n'entre que comme une variable supplémentaire et illustrative. Elle permet de décrire les classes et les caractériser, mais n'entre pas dans le processus qui les détermine. Ainsi, pour des valeurs similaires atteintes par les variables actives telles que le chômage ou le niveau de revenu, cette variable supplémentaire peut prendre des valeurs différentes: beaucoup de cantons de petites et moyennes communes peuvent apparaître et se trouver accompagnés d'un canton très urbain, ou l'inverse.

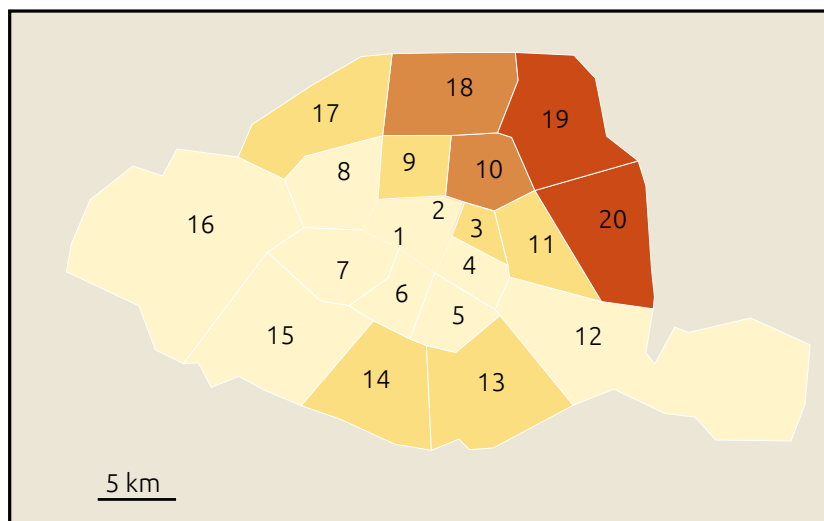
Académie de Paris (arrondissements)



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie de Paris (arrondissements)

Tableau 1 : Répartition des arrondissements par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Arr.	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Non diplômés parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
19 ^e	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	11,6	83,4	10,7	3	31,9	37,6	14 870
10 ^e	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	10,4	81	7,1	1	8,9	32,2	18 735
18 ^e	<i>idem</i>	10,8	81,2	7,9	1,3	15,2	35,6	16 079
13 ^e	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	8,2	83,9	9,2	1,2	33,6	28,5	20 420
14 ^e	<i>idem</i>	7	83,9	8,1	0,7	21,6	20,9	24 234
20 ^e	<i>idem</i>	10,8	82,8	10,1	1,7	31,8	31,9	16 889
1 ^{er}	Sécurité économique et soutien culturel	6,7	83,9	4,8	0,4	6,7	18,1	28 216
2 ^e	<i>idem</i>	9,4	83,3	4,5	0,5	1,6	27,9	22 844
3 ^e	<i>idem</i>	7,9	81,7	5,8	0,4	4,9	18,9	24 968
4 ^e	<i>idem</i>	8,2	82,6	5,7	0,5	8,5	19,5	26 938
5 ^e	<i>idem</i>	6,1	80,7	5,8	0,4	8,3	14,8	28 919
6 ^e	<i>idem</i>	5,4	83,4	5,2	0,6	1,2	14,5	35 315
7 ^e	<i>idem</i>	6,3	84	5,2	1	0,3	17,4	37 215
8 ^e	<i>idem</i>	6,2	87,6	6,5	1,3	1,3	20,6	35 452
9 ^e	<i>idem</i>	8,2	84,3	6,1	0,7	2,5	20,7	26 734
11 ^e	<i>idem</i>	9,6	82	6,4	0,7	8,2	25,9	21 253
12 ^e	<i>idem</i>	7,5	85,6	7,2	0,8	20,1	22,5	24 245
15 ^e	<i>idem</i>	7	86,6	6,3	0,8	13,7	19,3	27 520
16 ^e	<i>idem</i>	6,5	87,3	6,2	1,1	5,5	17,2	35 475
17 ^e	<i>idem</i>	8,7	86,4	7,1	1,1	13,3	23,8	25 557
Académie		8,6	84	7,5	1,1	16,2	25,7	22 535
France métro.		7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Répartition des arrondissements par type et indicateurs complémentaires

Arr.	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
			Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
19 ^e	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	7 142	34,1	18,6	22	12,6	27 420	15,5
10 ^e	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	3 439	26,2	12,9	22,4	14,1	31 862	13,7
18 ^e	<i>idem</i>	7 269	30,1	13,9	21,9	14,2	31 756	16
13 ^e	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	6 340	21,1	14,4	22,1	16,4	24 995	18,7
14 ^e	<i>idem</i>	4 253	19,9	14,3	19,8	16,3	23 825	20,1
20 ^e	<i>idem</i>	7 183	31,6	16,6	22,3	14,3	32 309	16,3
1 ^{er}	Sécurité économique et soutien culturel	577	19	11,7	20,7	12,6	9 697	18,8
2 ^e	<i>idem</i>	847	17	10,3	19,2	16,2	21 473	13,1
3 ^e	<i>idem</i>	1 105	19,5	10,6	20	12,6	29 676	15,4
4 ^e	<i>idem</i>	969	14,7	13	23	17,2	18 211	20,6
5 ^e	<i>idem</i>	1 415	12,8	7,3	22,6	13,7	24 203	21,2
6 ^e	<i>idem</i>	1 114	14,9	8,6	20,5	13,5	21 060	24,8
7 ^e	<i>idem</i>	1 524	14,7	9,4	23	14,1	13 842	25
8 ^e	<i>idem</i>	1 100	17,1	9,5	24,9	15,3	10 074	19
9 ^e	<i>idem</i>	1 967	19,7	11,9	19,8	15,5	26 833	16,2
11 ^e	<i>idem</i>	5 566	20,3	11,6	21,4	17,7	41 536	16,2
12 ^e	<i>idem</i>	4 469	16,8	15,7	20,9	16,6	8 672	20,4
15 ^e	<i>idem</i>	7 874	17,9	10,3	17,6	16,7	27 470	20,2
16 ^e	<i>idem</i>	3 192	18,9	9,6	21,9	13,8	9 403	26,4
17 ^e	<i>idem</i>	5 108	20,1	12,1	22,6	14,3	28 453	19,2
Académie		72 453	23	13,3	21,3	15,1	20 696	18,7
France métro.		2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UNE PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE DOUBLÉE D'UNE FRAGILITÉ CULTURELLE EN MILIEU RURAL

En l'absence du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (sauf à Thouars), les difficultés d'origines différenciées sont réparties à raison d'un canton sur dix entre les types « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » (un quart de la population), « précarité économique dans les petites et moyennes communes » (un dixième de la population) et « fragilité culturelle dans les petites communes » (un dixième de la population). La composante rurale reste forte.

1 – Risques les plus marqués

Tous les cantons urbains centraux relèvent du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain ». Ils conjuguent de fortes concentrations de ménages qui vivent en HLM (de 23 à 30 %) dans les cantons de La Rochelle (Charente-Maritime), Angoulême et Soyaux (Charente), ou Poitiers (Vienne), ainsi que de familles monoparentales (de 7 à 11 % pour les 13 cantons rassemblés dans ce type). Le revenu médian ne dépasse pas 16 000 euros (14 800 euros à Rochefort (Charente-Maritime), 15 100 euros à Angoulême et Soyaux).

La part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est le plus souvent supérieure à la moyenne nationale de 27 % (29 % à Soyaux, 30 % à Angoulême et 32 % à Rochefort) sauf à Poitiers où elle demeure contenue à 24 %.

2 – Risques seconds

Le département de Charente-Maritime est le plus concerné par le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes ». Il compte douze cantons sur les dix-huit qui relèvent de ce type dans la région. Ces cantons se distinguent par des proportions de jeunes âgés de 15 à 24 ans non diplômés parmi les non scolarisés supérieures à la moyenne nationale de 27 %, (36 % à Montlieu-la-Garde et à Jonzac, 34 % à Montguyon, 33 % à Saint-Savinien, 32 % à Surgères et à Montendre, 31 % à Saint-Jean-d'Angély). Les taux d'emploi en CDI sont ici les plus faibles de l'académie avec 78 à 79 % à Jonzac, Montendre, Cozes ou Marennes, alors qu'ils atteignent 90 % à Niort (Deux-Sèvres) ou à Poitiers. Le revenu médian oscille autour de 14 000 euros dans ces cantons ruraux d'une densité de 40 à 60 hab./km².

La part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est supérieure à 30 % dans deux cantons sur trois de ce groupe (34-36 % à Montguyon, Montlieu-la-Garde et Jonzac).

3 – Autres

Un grand nombre de cantons de l'académie de Poitiers (un peu moins d'un sur deux abritant un tiers de la population) appartiennent au type « milieu rural vieillissant », avec une proportion d'habitants âgés de plus de 60 ans supérieure à 30 %, atteignant même près de 40 % dans certaines zones rurales de la Vienne où le revenu médian ne dépasse pas 14 000 euros, ainsi que l'illustrent La Trimouille (10 hab./km²), L'Isle-Jourdain (16 hab./km²), Charroux (20 hab./km²) ou Saint-Savin (20 hab./km²). Il est de 12 800 euros à Confolens-Sud hors Confolens. Certains cantons littoraux du département de Charente-Maritime plus densément peuplés présentent aussi des proportions élevées d'habitants âgés (Royan-Ouest hors Royan), La Tremblade, Le Château-d'Oléron ou Ars-en-Ré. Ce vieillissement va de pair avec une proportion élevée d'habitants âgés de 45-54 ans sans diplôme : 46 % à Saint-Savin, Charroux et La Trimouille.

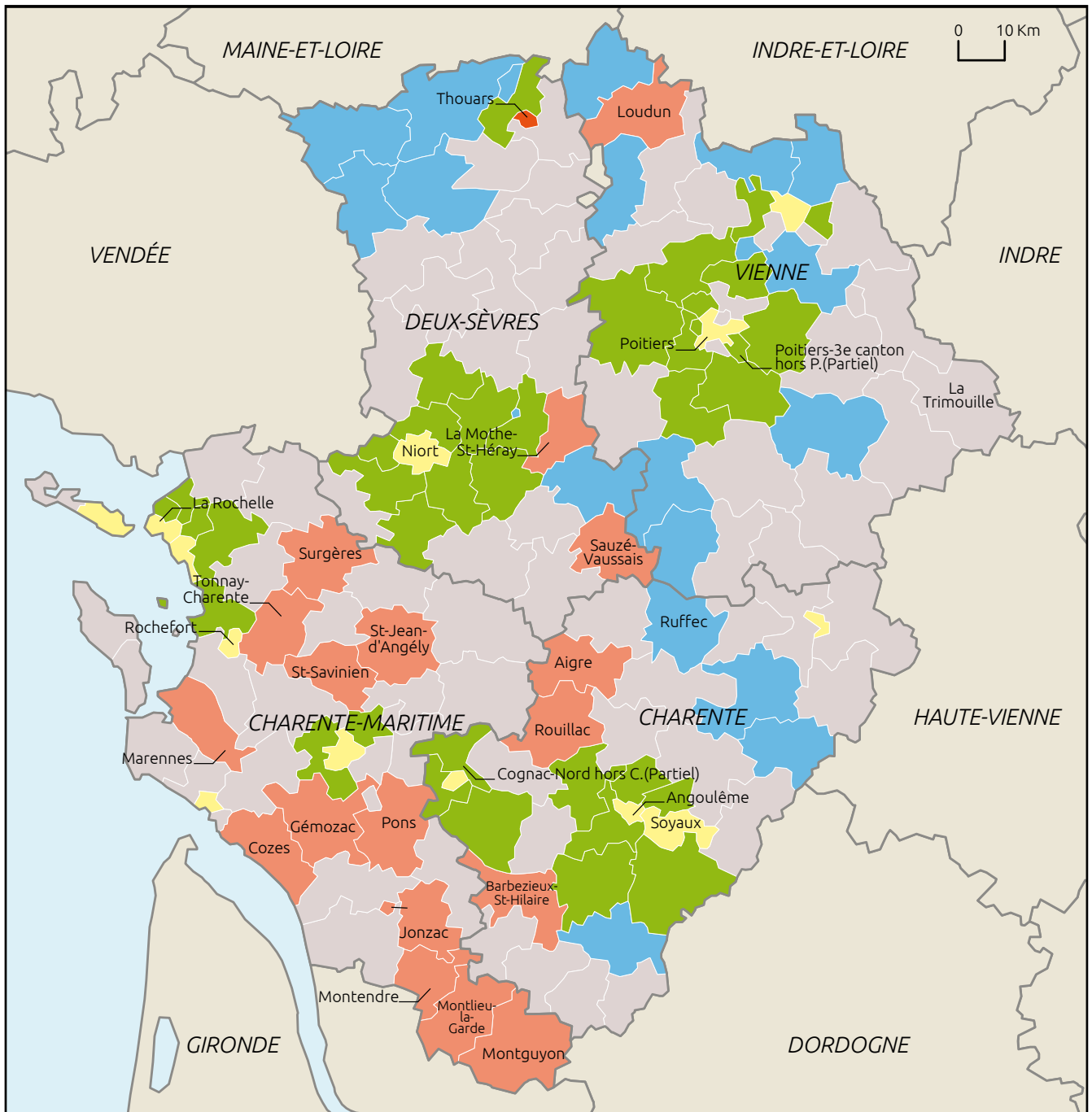
UN CAS SIGNIFICATIF

Le canton de La Trimouille, à 1 h 25 de route de Poitiers, comporte 3 000 habitants en 2009 pour presque 5 000 en 1968 (lieu d'une foire mensuelle aux ovins et aux caprins dans la commune de Coulonges). Les soldes naturel et migratoire y sont négatifs depuis 40 ans, à l'exception du solde migratoire en dernière période (+0,5 % de 1999 à 2009). Un quart des hommes et plus d'un tiers des femmes ont plus de 65 ans (moyennes nationales à 14 et 19 %). Plus de 50 % des ménages sont retraités et plus de 60 % ne sont pas imposables sur le revenu (revenu médian en 2006 de 13 800 euros, pour 16 300 en moyenne au plan national). Un quart des habitants n'ont aucun diplôme, cette proportion culmine à 45 % chez les 45-54 ans, un des maxima de l'académie. La faiblesse de la part des chômeurs parmi les 15-64 ans (5,4 % en 2006) s'explique par l'exode rural.

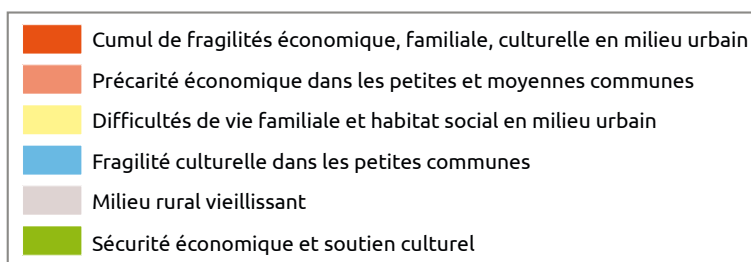
Les cantons périurbains de type « sécurité économique et soutien culturel » entourent la plupart des centres relevant du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain », tels que Poitiers, Niort, Angoulême, La Rochelle, Rochefort et Cognac. Le revenu médian est de 22 500 euros à Poitiers 3^e canton hors Poitiers.

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les six dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est inférieure à 25 % pour une moyenne nationale de 27 %. Les écarts entre les différents types sont réduits et à un niveau faible.

ACADÉMIE DE POITIERS

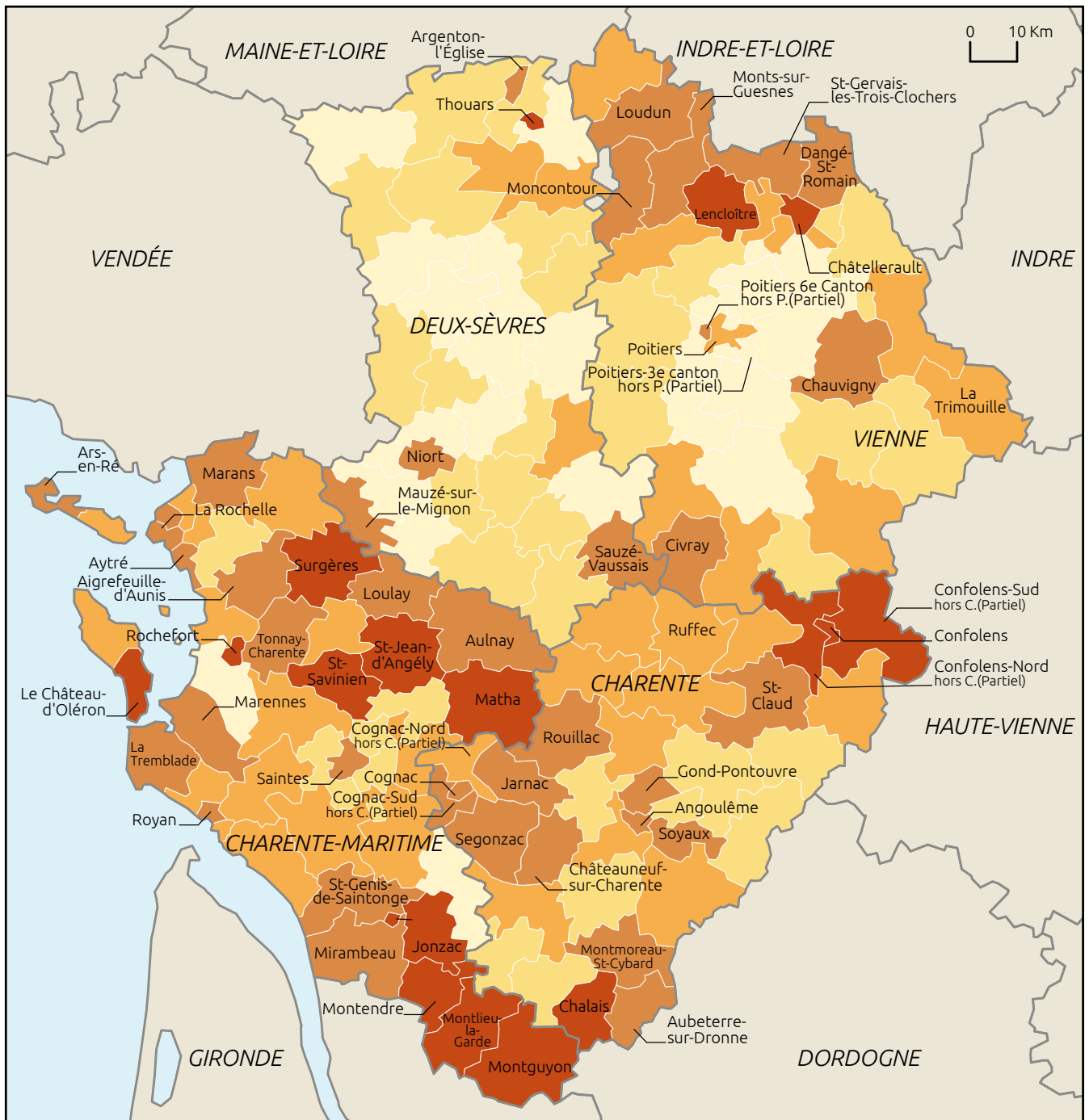


Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE POITIERS



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartition en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie de Poitiers

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Thouars	79	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	9,2	79,4	7	1,2	19,7	43,3	14 403
Jonzac	17	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	8,5	78,5	8,6	0,7	2,3	36	14 708
Rochefort	17	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	12,3	76,9	11,4	0,8	19	34,2	14 768
Ruffec	16	Fragilité culturelle dans les petites communes	8,5	80,3	6	1,2	3,2	36,9	14 123
La Trimouille	86	Milieu rural vieillissant	5,4	80,5	6,2	0,6	1,4	45,6	13 812
Cognac-Nord hors Cognac	16	Sécurité économique et soutien culturel	5,9	83,9	4,8	0,6	1,3	30	17 616
Académie			7,5	83,1	7,1	1	9,3	34,1	15 679
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)			Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus	
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC			BAC+2
Thouars	79	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	615	31,2	33,4	20,7	9,8	848	32,5
Jonzac	17	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	427	35,9	32,1	18,7	9,5	59	27,8
Rochefort	17	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 599	31,6	27,6	22,5	14,4	1 198	25,8
Ruffec	16	Fragilité culturelle dans les petites communes	339	24,1	33	28,6	11	41	34
La Trimouille	86	Milieu rural vieillissant	91	24	29,3	30,5	15,1	9	36,7
Cognac-Nord hors Cognac	16	Sécurité économique et soutien culturel	245	25	35,7	25,4	10,7	69	25,3
Académie			74 801	24,5	30,8	25,8	14	67	25,8
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UNE PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE PERSISTANTE EN MILIEU URBAIN ET UNE FRAGILITÉ CULTURELLE EN MILIEU RURAL

Les difficultés accumulées d'ordres multiples sont les plus présentes par le poids du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (45 % de la population dans moins d'un canton sur cinq). Elles sont accompagnées du type plus spécifique « fragilités culturelles dans les petites communes » (un canton sur trois pour moins d'un cinquième des habitants).

1 – Risques les plus marqués

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » concerne des cantons qui portent en eux une forte histoire industrielle à Saint-Dizier (Haute-Marne), Vitry-le-François (Marne) ainsi qu'à Troyes (Aube), cœur historique de la bonneterie française, tous très touchés par la crise actuelle. Les parts de chômeurs dépassent dans ce groupe de cantons la moyenne nationale : 15 % à La Chapelle-Saint-Luc (Aube), 12 à 13 % à Saint-Dizier ou Vitry-le-François. La part des habitants âgés de 45 à 54 ans sans diplôme approche 50 %, voire 60 % à Revin (Ardennes). Les proportions de ménages habitant en HLM dépassent également la moyenne nationale (60 % à La Chapelle-Saint-Luc, 51 % à Vitry-le-François), bien que cette part varie au sein du groupe. Les revenus des habitants n'excèdent pas 16 000 euros dans ces cantons (10 700 euros à La Chapelle-Saint-Luc), alors qu'ils dépassent 25 000 euros à Reims 5^e canton hors Reims (Marne). La part des jeunes âgés de 15 à 24 ans non diplômés et non scolarisés est la plus forte (plus de 26 %) dans cette catégorie de cantons et dans celle du type « précarité économique dans les petites et moyennes communes ».

L'académie se caractérise aussi par un grand nombre de cantons ruraux du type « fragilités culturelles dans les petites communes » : une quarantaine d'entre eux partagent des taux de 45-54 ans non diplômés supérieurs à 35-40 %, par exemple dans le département de la Haute-Marne, 50 % à Bourmont (14 hab./km²), 52 % à Saint-Blin (12 hab./km²) mais aussi à Suippes (30 hab./km²) dans la Marne.

UNE DONNÉE HISTORIQUE

Entre 2008 et 2012, l'emploi a reculé de 10 % dans ces zones, soit un maximum en France. Seules quelques zones d'académies voisines comme Nemours (-14 %, Seine-et-Marne) ou Neufchâteau (-12 %, Vosges) connaissent un plus fort recul de l'emploi. À Saint-Dizier, berceau historique de la métallurgie, ce recul s'est traduit par une destruction massive d'emplois industriels et un manque de qualification des travailleurs et des chômeurs. La zone d'emploi de Saint-Dizier - Vitry-le-François perdait des emplois d'une manière continue depuis 2001, pertes qui se sont accentuées depuis la crise économique de 2008 (-5,2 % par an).

2 – Risques seconds

La répartition des cantons de type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » suit celle des cantons du type précédent, dans les périphéries rurales de l'académie, encadrées ou pas par de petites villes comme Bar-sur-

Seine (Aube) ou Sézanne (Marne). Les revenus des habitants de ces cantons ruraux sont faibles, de 13 000 à 15 000 euros : 12 900 euros à Buzancy (Ardennes, 8 hab./km²), en lien avec un faible niveau de diplôme des habitants. Plus de 50 % des adultes de 45-54 ans sont sans diplôme à Chaumont-Porcien (Ardennes), 15 hab./km², et dans l'Aube à Mussy-sur-Seine (30 hab./km²) ou encore à Brienne-le-Château (30 hab./km²).

UN CAS SIGNIFICATIF

Le canton ardennais rural de Signy-le-Petit (3 900 habitants, 27 hab./km² en 2009, anciennes forges), limitrophe de la Belgique et situé à 47 mn de route de Charleville-Mézières, se distingue par la faiblesse du revenu de ses habitants (12 900 euros, soit 3 400 euros de moins que la moyenne nationale). Son appartenance au type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » fait écho au taux de 60 % des ménages non imposables sur le revenu. La proportion de chômeurs atteignait 11 % en 2006. La part des adultes âgés de 45 à 54 ans non diplômés fait partie des maxima de cette académie avec 54 %. Un quart des habitants n'ont aucun diplôme.

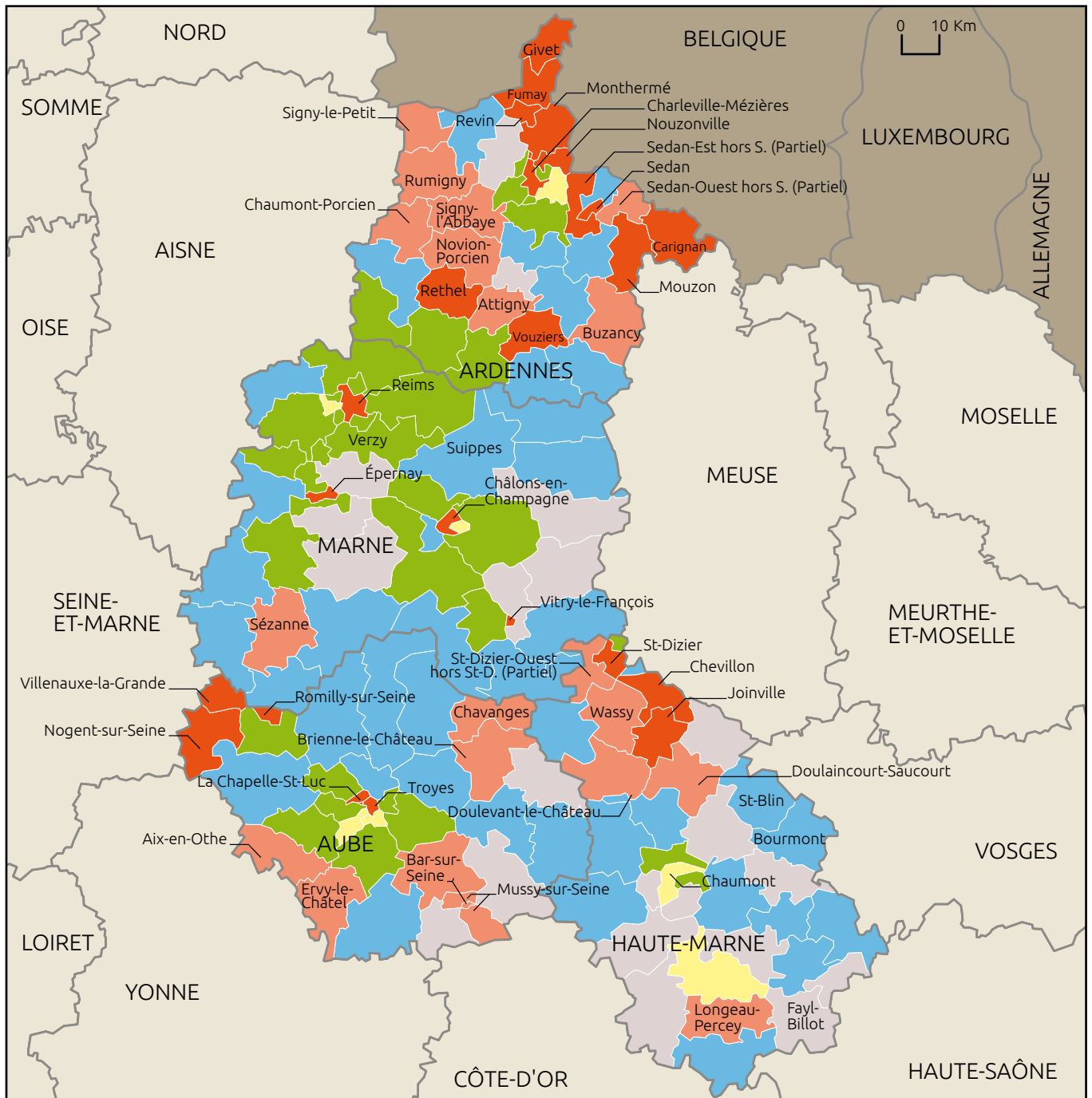
La Haute-Marne se démarque aussi par le fait qu'elle abrite deux cantons sur trois appartenant au type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain ». Les cantons de Chaumont et Langres (respectivement 23 000 et 13 000 habitants en 2009), englobent deux petites agglomérations du même nom structurant le département avec Saint-Dizier, déjà évoqué. Ils demeurent des pôles d'emploi et concentrent une proportion élevée de logements HLM et de familles monoparentales, pour un revenu médian de 16 000 euros proche des données nationales.

3 – Autres

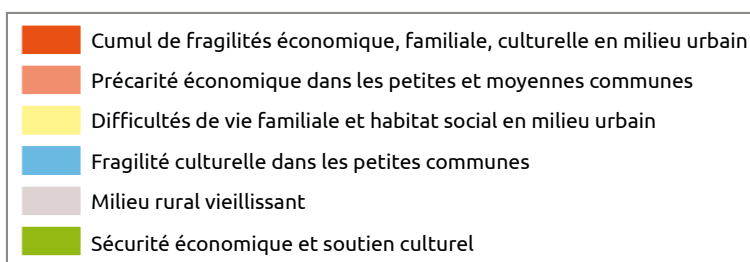
Les zones les plus rurales de l'académie aux marges du département de la Haute-Marne, constituent un cas typique de cantons ruraux sous faible influence urbaine en déprise démographique depuis des décennies du fait de l'exode rural. Relevant du type « milieu rural vieillissant », la part des habitants âgés de plus de 60 ans est très importante : 33 % à La Ferté-sur-Amance (16 hab./km²), 32 % à Auberive (4 hab./km²), 30 % à Fayl-Billot (18 hab./km²).

Le reste de l'académie est plus prospère puisqu'en zone de vignoble, les cantons de type « sécurité économique et soutien culturel » abritent des habitants aux revenus supérieurs à 16 000 euros sur la montagne de Reims et la côte champenoise dans le département de la Marne. Dans six ou sept cas, une part de chômage inférieure à 4,5 % se conjugue avec des revenus supérieurs à 20 000 euros (22 000 euros et 3,5 % à Verzy,

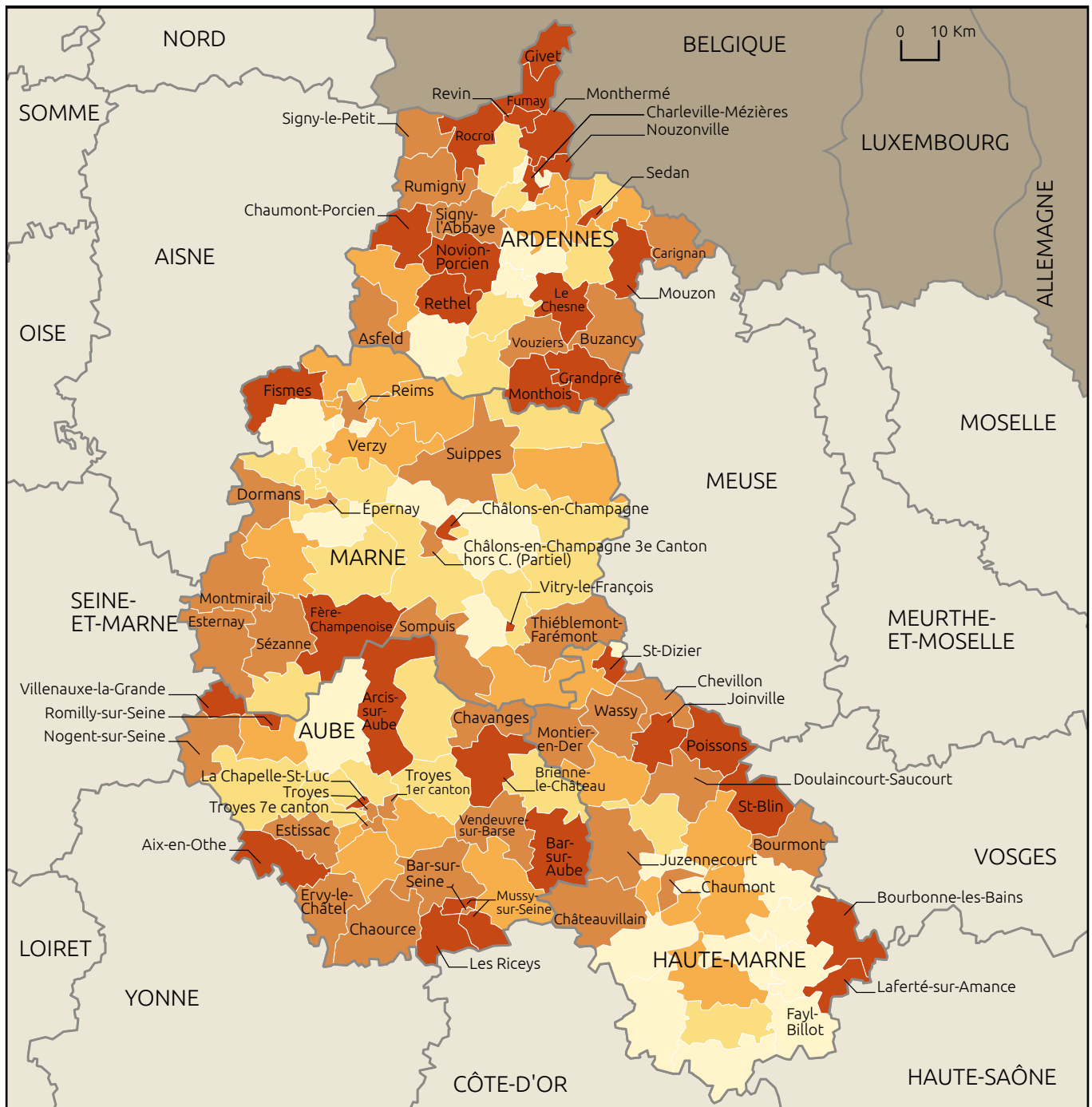
ACADÉMIE DE REIMS



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartition en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

21 000 euros et 3,2% à Châtillon-sur-Marne, 20 600 euros et 3,6% à Épernay 2^e canton hors Épernay). Un « modèle urbain-périurbain » se décompose entre un type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » (Reims 1^e canton hors Reims et Châlons-en-Champagne 4^e canton hors Châlons-en-Champagne), contigu aux cantons urbains centraux de Reims et Châlons-en-Champagne cumulant les fragilités et une périphérie de type « sécurité économique et soutien culturel ». Celle-ci est constituée de lieux de résidence aisée et au-delà

de cantons viticoles prospères.

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les neuf dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est supérieure à 29% pour une moyenne nationale de 27%, qui peut être associée en particulier au type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (32%), alors que cette part est proche de la moyenne ou inférieure dans les autres types.

Académie Reims

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Saint-Dizier	52	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	12,4	83	10,6	1,9	37	49	13 210
Signy-le-Petit	08	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	11	85,2	9,1	2,7	1,5	54	12 959
Chaumont	52	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	8,1	80,8	9,3	1,3	38,5	36,6	16 349
Suippes	51	Fragilité culturelle dans les petites communes	4,7	65	6,6	2	18,7	41,4	15 894
Fayl-Billot	52	Milieu rural vieillissant	6,2	85,8	5,2	0,8	4	44,1	14 512
Verzy	51	Sécurité économique et soutien culturel	3,5	89,2	6,1	0,7	4,2	31,1	21 961
Académie			8,4	84,2	7,9	1,6	22,5	42	16 262
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Saint-Dizier	52	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	1 620	34,5	31,7	20,8	9,6	566	22,5
Signy-le-Petit	08	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	208	26,7	34,3	23,8	11,8	28	22,5
Chaumont	52	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 519	29,8	28,8	24,6	13,4	441	21,9
Suippes	51	Fragilité culturelle dans les petites communes	1 316	30,4	39,1	23,6	5,3	32	14,2
Fayl-Billot	52	Milieu rural vieillissant	157	15,9	38,3	35,7	7,6	19	29,6
Verzy	51	Sécurité économique et soutien culturel	431	24,4	27,1	27,6	16,7	57	20
Académie			67 711	29	30,7	23,4	12,5	52	21,4
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UNE SITUATION À RISQUES LIMITÉS SAUF DANS CERTAINS CANTONS URBAINS CENTRAUX

Aucun canton n'appartient au type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » dans cette académie et une minorité relève des types « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » (un peu plus d'un canton sur dix concentrant toutefois un tiers de la population) et « fragilité culturelle dans les petites communes » (un canton sur trois et moins d'un cinquième de la population).

1 – Risques les plus marqués

Le canton de Lanester en banlieue de Lorient (Morbihan) illustre le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » du fait de taux élevés de ménages vivant en HLM (24 % soit 10 points de plus que la moyenne nationale). Il compte 34 % de non diplômés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ne sont plus scolarisés.

Dans le type « fragilité culturelle dans les petites communes », la part des adultes de 45-54 ans sans diplôme approche 40-45 % (moyenne nationale 29 %). Il s'agit souvent de cantons ruraux (40 à 50 hab./km²), situés aux marges du département d'Ille-et-Vilaine, hors de la zone d'influence principale de Rennes (Pleine-Fougères, Saint-Méen-le-Grand, Retiers, Antrain, Combourg, Dol-de-Bretagne, La Guerche-de-Bretagne, Saint-Brice-en-Coglès, Grand-Fougeray, Pipriac, Argentré-du-Plessis).

Les villes représentées par des cantons urbains abritent les plus fortes proportions de ménages vivant en HLM (de 12-13 % à Quimper à 25 % à Saint-Malo).

2 – Risques seconds

Les cantons correspondant au milieu rural breton et à leurs petits pôles de services relèvent souvent du type « milieu rural vieillissant ». Ils sont légion et comptent des petites villes comme Paimpol, correspondant à des cantons littoraux ayant vu arriver de nombreux ménages de retraités dans les trois dernières décennies.

UN CAS SIGNIFICATIF

Le canton de Paimpol (Côtes-d'Armor) rassemble environ 18 000 habitants, sa population stagne depuis 1968. Plus d'un tiers des habitants sont âgés de plus de 60 ans (2009), soit 12 points au-dessus de la moyenne nationale. Le nombre d'habitants âgés de 60 à 74 ans a fortement augmenté de 1999 à 2009, mais pas autant que celui des plus de 75 ans (!). Cette augmentation va de pair avec l'accroissement de la proportion de ménages de retraités qui est passée de 40 à 50 % dans la même période. De 2001 à 2010, le nombre de décès dépasse largement celui des naissances dans ce canton (environ 240 pour 160 chaque année), produisant un solde naturel négatif.

La situation est identique dans des cantons moins peuplés tels que Plouha (Côtes-d'Armor) ou Ouessant (Finistère). Ce dernier (860 habitants en 2009 et 1 800 en 1968) ne cesse de perdre des habitants depuis 40 ans. Il se singularise par un taux d'habitants âgés de plus de 60 ans de 44 %.

3 – Autres

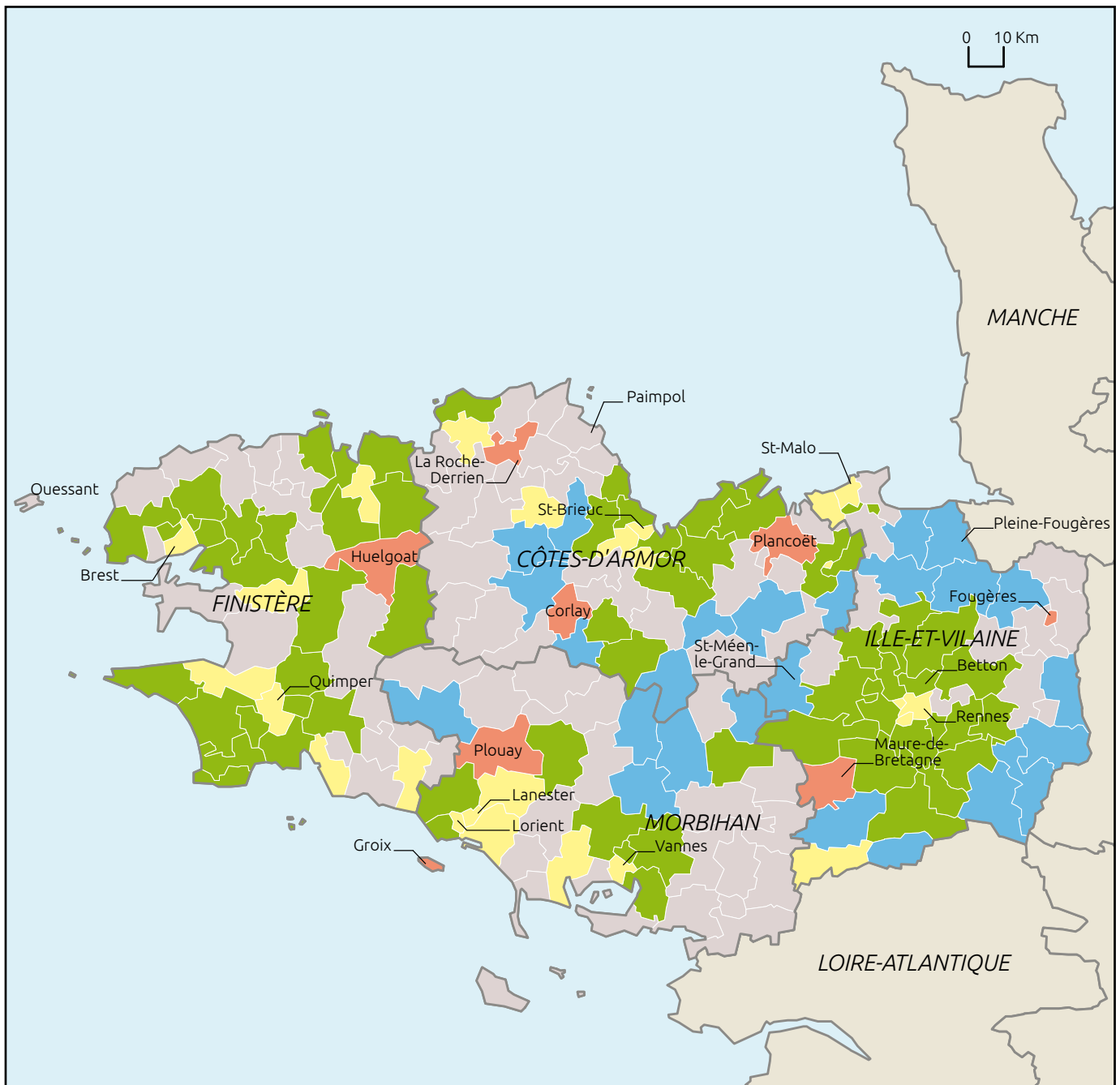
Les cantons de l'académie de Rennes se singularisent par des caractères économiques et sociaux plutôt favorables. Beaucoup relèvent du type « sécurité économique et soutien culturel ». La proportion de chômeurs est inférieure à la moyenne nationale. Il en va ainsi pour tous les indicateurs sélectionnés à une exception près : les habitants de cette académie disposent dans l'ensemble d'un revenu médian proche du niveau national.

Les cantons bretons favorisés du type « sécurité économique et soutien culturel » se localisent souvent en périphérie de villes telles que Rennes, Brest, Quimper, Lorient ou Vannes. Ce type est très représenté dans les départements du Finistère (autour de Morlaix ou de Douarnenez) et d'Ille-et-Vilaine. Une forme de « modèle urbain-périurbain » se décompose entre un canton urbain central relevant du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » et un ou des cantons périphériques et périurbains de type « sécurité économique et soutien culturel ». Les cantons résidentiels de Ploemeur (Morbihan), Rennes-Sud hors Rennes et Betton (Ille-et-Vilaine) illustrent ce type favorisé avec un revenu médian supérieur à 20 000 euros, soit 4 000 euros de plus que sur le plan national.

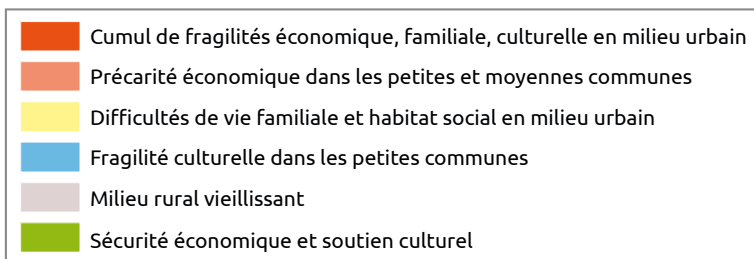
UN CAS SIGNIFICATIF

La population du canton de Betton a été multipliée par plus de quatre de 1968 à 2009, passant de 5 800 à 25 000 habitants. Le nombre de logements en résidence principale a augmenté de 30 % de 1999 à 2009, passant de 7 800 à 10 200 logements. Situé à quelques kilomètres au nord de la commune de Rennes, ce canton accueille de nombreux ménages de professions intermédiaires et de cadres. Ces derniers représentent un quart du total des ménages pour 10 % des ouvriers. Seulement 29 % des ménages ne sont pas imposés sur le revenu. La part des non diplômés parmi les adultes âgés de 45 à 54 ans n'est que de 18 %, presque deux fois moins que la moyenne nationale. Un quart de la population de plus de 15 ans détient un diplôme de l'enseignement supérieur long. Ce canton fait partie des plus favorisés de l'académie et de France métropolitaine. La part des non diplômés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés n'est que de 15 %.

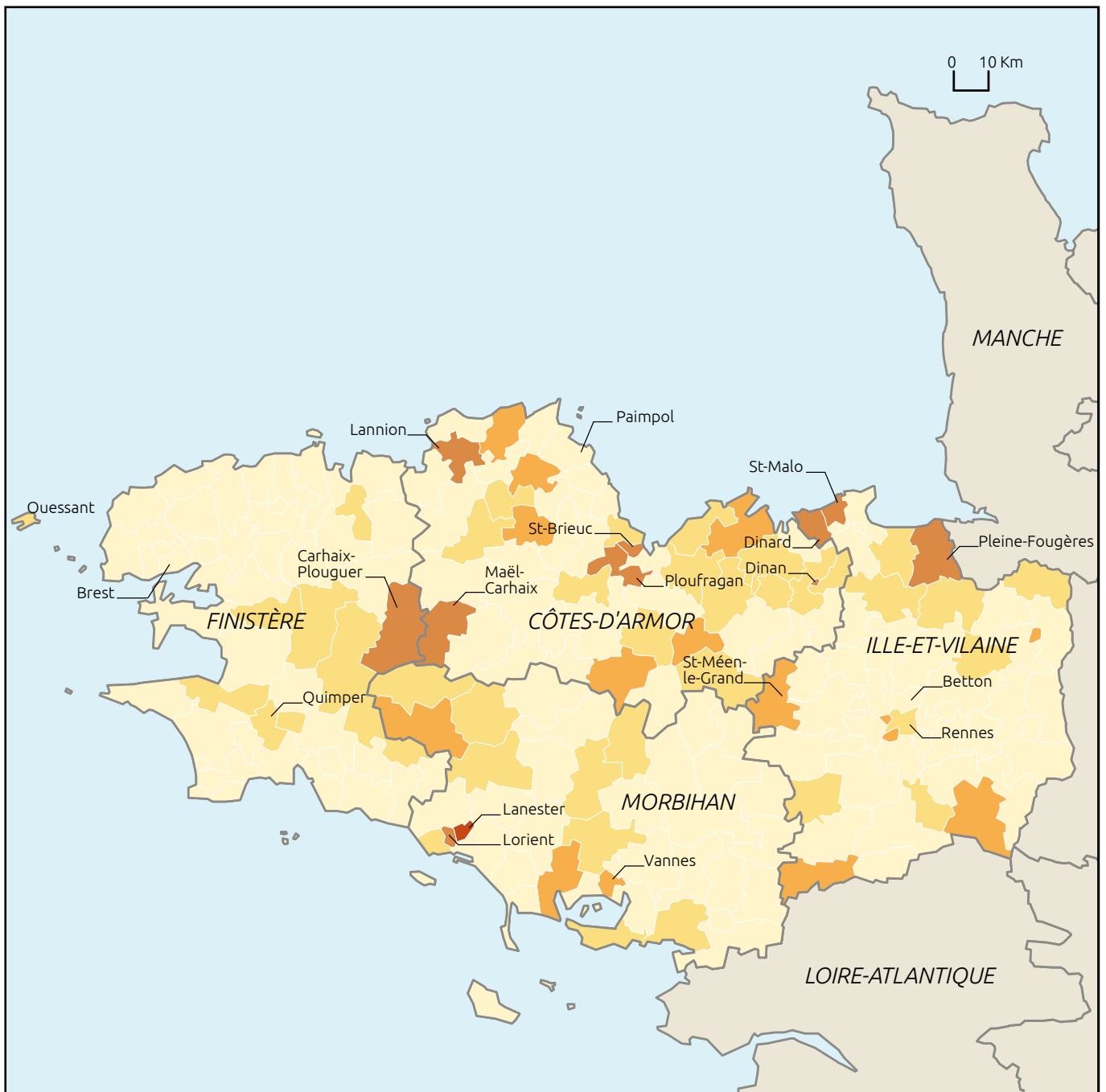
Tous les cantons de l'académie concentrent une part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés plus faible que la moyenne nationale (27 %). Seulement cinq cantons font exception à cette règle : Lannion (29 %), Maël-Carhaix (28 %) et Dinan (28 %) dans les Côtes-d'Armor, Lanester dans le Morbihan (34 %), Dinard en Ille-et-Vilaine (28 %).



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés

répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Dans l'ensemble, l'académie affiche avec celle de Nantes la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés la plus faible (19 % pour une moyenne nationale de 27 %), particulièrement contenue pour le type « difficultés de vie fa-

miliaire et habitat social en milieu urbain » (22 %) et faible pour les types « fragilité culturelle dans les petites communes » (18 %), « milieu rural vieillissant » (17 %) et « sécurité économique et soutien culturel » (16 %).

Académie de Rennes

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
		Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	-	-	-	-	-	-	-
Huelgoat	29	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	7	79,2	5,9	1,4	3	21,8	14 232
Lanester	56	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	9,2	81,4	10,7	1,2	23,8	33,9	15 151
Pleine-Fougères	35	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,7	82,7	5,6	1,6	5,9	42,8	14 341
Paimpol	22	Milieu rural vieillissant	6,8	82,3	7	1	9	25,8	16 106
Betton	35	Sécurité économique et soutien culturel	4,3	89	5,9	1,4	8,7	18,2	22 301
Académie			6,4	83,9	6,9	1,1	10,3	29	16 247
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
		Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	-	-	-	-	-	-	-
Huelgoat	29	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	142	17	35,3	29,1	17,1	21	36,9
Lanester	56	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 119	34,1	35	21,9	7,9	1 232	21,9
Pleine-Fougères	35	Fragilité culturelle dans les petites communes	308	27,4	37,8	26,1	6,8	43	29,9
Paimpol	22	Milieu rural vieillissant	600	17,4	37,1	27,2	13,8	158	34,3
Betton	35	Sécurité économique et soutien culturel	763	15,2	22	27,2	23	416	15,3
Académie			126 248	19	30,4	28,4	16,2	114	23,3
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

DES FRAGILITÉS MULTIPLES ACCUMULÉES DANS LES COMMUNES OUVRIÈRES ET DANS LES PROLONGEMENTS DE LA PÉRIURBANISATION FRANCILIENNE

La spécificité de cette académie est de présenter une forte implantation du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (un canton sur cinq et un quart de la population) sans pour autant que les risques plus différenciés des autres types s'en trouvent réduits. En particulier, le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » concerne un canton sur six et 27 % de la population.

1 – Risques les plus marqués

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » correspond souvent à des villes, petites ou moyennes, industrielles, portuaires ou encore tertiaires. Alors que les unes sont à proximité de Rouen, un ensemble de cantons loge son centre de gravité dans l'Eure du côté d'Évreux, là où le taux de chômage fut en croissance de 2003 à 2011 et la croissance démographique assez soutenue pendant la même période (périurbanisation parisienne). La part des familles logées en HLM, celle de la monoparentalité et celle des 45-54 ans non diplômés atteignent ici un maximum. De nombreux cantons ont une part très élevée de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés (40 % à Saint-Étienne-du-Rouvray, 33 % à Elbeuf et 31 % à Dieppe (Seine-Maritime), 39 % à Val-de-Reuil et à Louviers, 36 % aux Andelys, à Vernon, à Évreux et à Gaillon (Eure).

DEUX CAS SIGNIFICATIFS

Le cas de Saint-Étienne-du-Rouvray résume à lui seul le profil des 20 cantons concernés par le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ». Il concentre une part de chômage proche de 13 %, une part de familles monoparentales de 12 % (France 8,5 %), de familles de quatre enfants et plus de 4 % (France 1,6 %), de ménages en HLM de 38 % (France 15 %) et de 45-54 ans non diplômés de 53 % (France 34 %). Le revenu médian est ici de 13 900 euros, pour 24 000 à Bois-Guillaume (type « sécurité économique et soutien culturel »), canton proche situé à 12 km en périphérie nord de Rouen. La part des cadres dans la population en 2009 était cinq fois plus élevée à Bois-Guillaume qu'à Saint-Étienne-du-Rouvray (3 % pour 16 %). Gonfreville-l'Orcher illustre la banlieue ouvrière du Havre (grands ensembles, raffinerie de pétrole employant 1 400 salariés), contiguë au port autonome et à de grands établissements industriels comme celui de Renault-Sandouville (créé en 1964, 2 500 salariés), plusieurs établissements scolaires sont classés en éducation prioritaire.

2 – Risques seconds

Les cantons des anciennes vallées rurales d'industrie textile telles que celle de la Risle illustrent le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes ». Du nord au sud de la vallée, les cantons de Montfort-sur-Risle, Brionne

et Beaumont-le-Roger ont en commun une part de chômage de 7 % à 9 %, un taux de 45-54 ans non diplômés supérieur à 45 %, un revenu médian de 16 000 euros et une densité de 53 à 65 hab./km². Pour d'autres cantons situés dans l'Eure, les effets de la périurbanisation à l'égard de Paris s'étendent. Ce sont des cantons résidentiels, composés de ménages d'employés ou d'ouvriers, pour une partie relevant de la catégorie des travailleurs pauvres. La disponibilité et le prix des terrains à bâtir encore abordable pour ces ménages contribuent à la répartition géographique des différents types.

UNE DONNÉE HISTORIQUE

La plupart de ces cantons des fragilités et des précarités cumulées partagent une histoire économique et sociale marquée par l'emploi ouvrier qualifié et non qualifié en milieu rural et urbain, avec un faible encadrement de ces emplois dans l'industrie, donc une faible part de professions plus diplômées de l'encadrement.

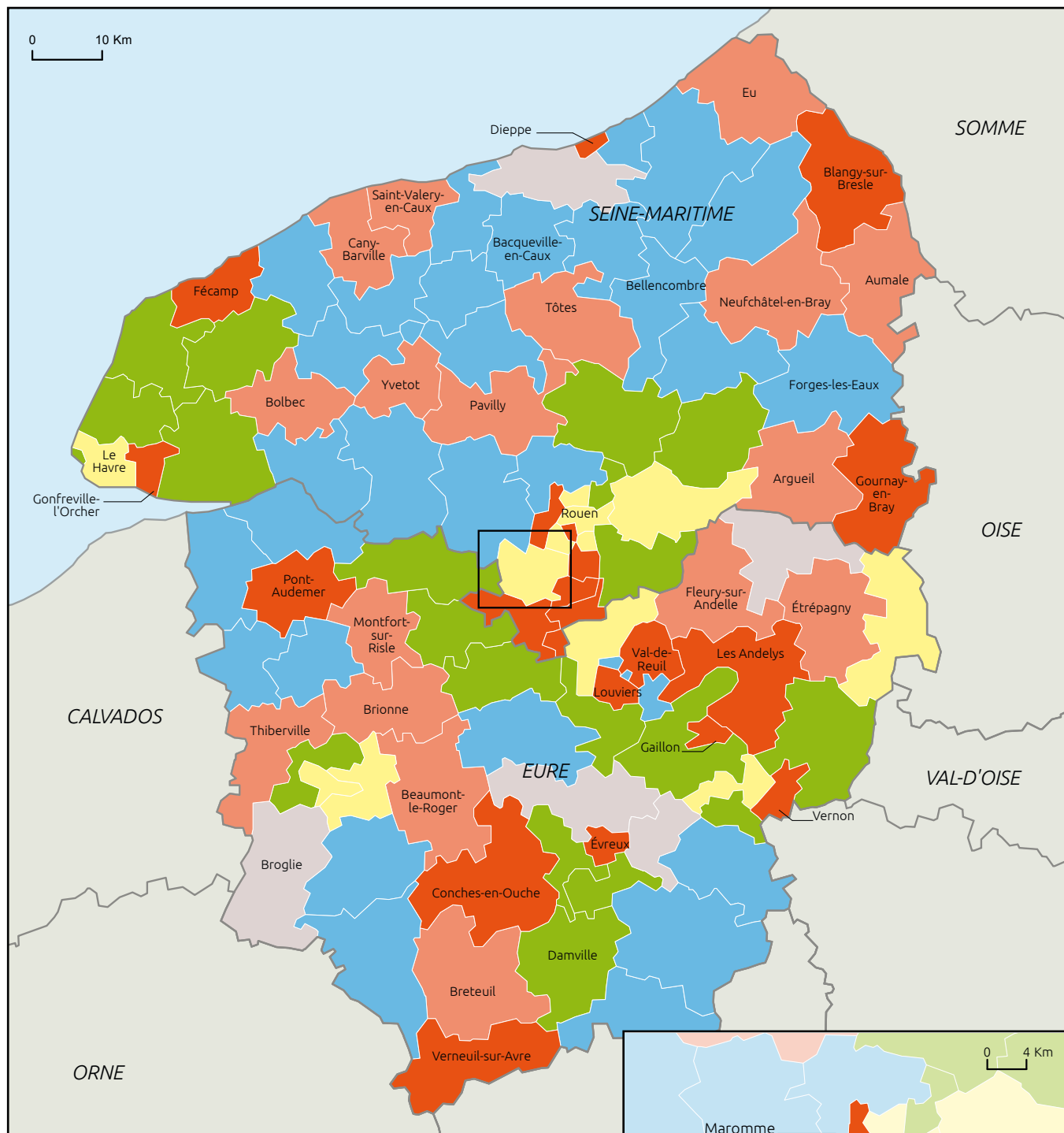
3 – Autres

Quelques cantons de type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » se concentrent autour du Havre et de Rouen (Darnétal, Grand-Couronne, Grand-Quevilly, Sotteville-lès-Rouen, Mont-Saint-Aignan). Leur unité est ici soutenue par des taux de ménages logés en HLM oscillant entre 20 % à Rouen, Mont-Saint-Aignan et 67 % à Grand-Quevilly, et des taux de familles monoparentales très proches (de 9 % à 11 %). Un « modèle urbain-périurbain » agglomère un centre relevant du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » et une périphérie de type « sécurité économique et soutien culturel », autour des deux grands foyers urbains du Val de Seine que sont Le Havre et Rouen, mais sa capacité d'intégration est limitée ainsi qu'en atteste la présence de cantons industriels de type « cumul de fragilités » en première couronne.

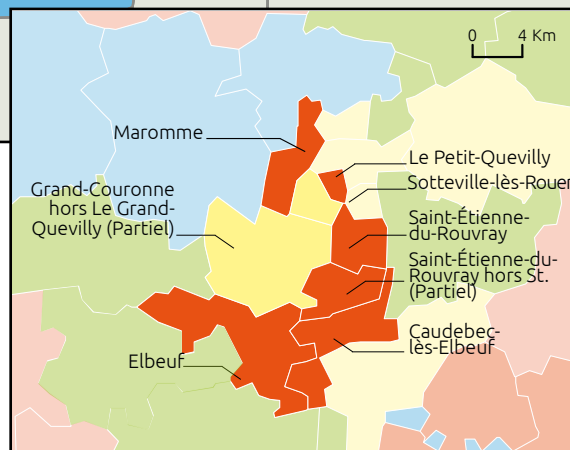
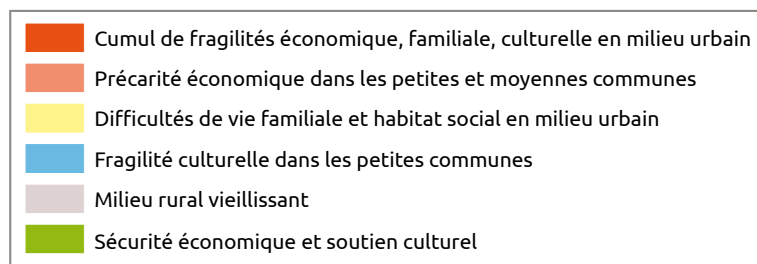
Les autres cantons ruraux relèvent du type « fragilité culturelle dans les petites communes » en raison de leur très fort taux d'adultes non diplômés. Beaucoup sont situés en Seine-Maritime : plus de 50 % à Bacqueville-en-Caux, Forges-les-Eaux ou Bellencembre.

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les neuf dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est supérieure à 29 % pour une moyenne nationale de 27 %, qui peut être associée en particulier au type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (34 %) et dans une moindre mesure au type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » (29 %).

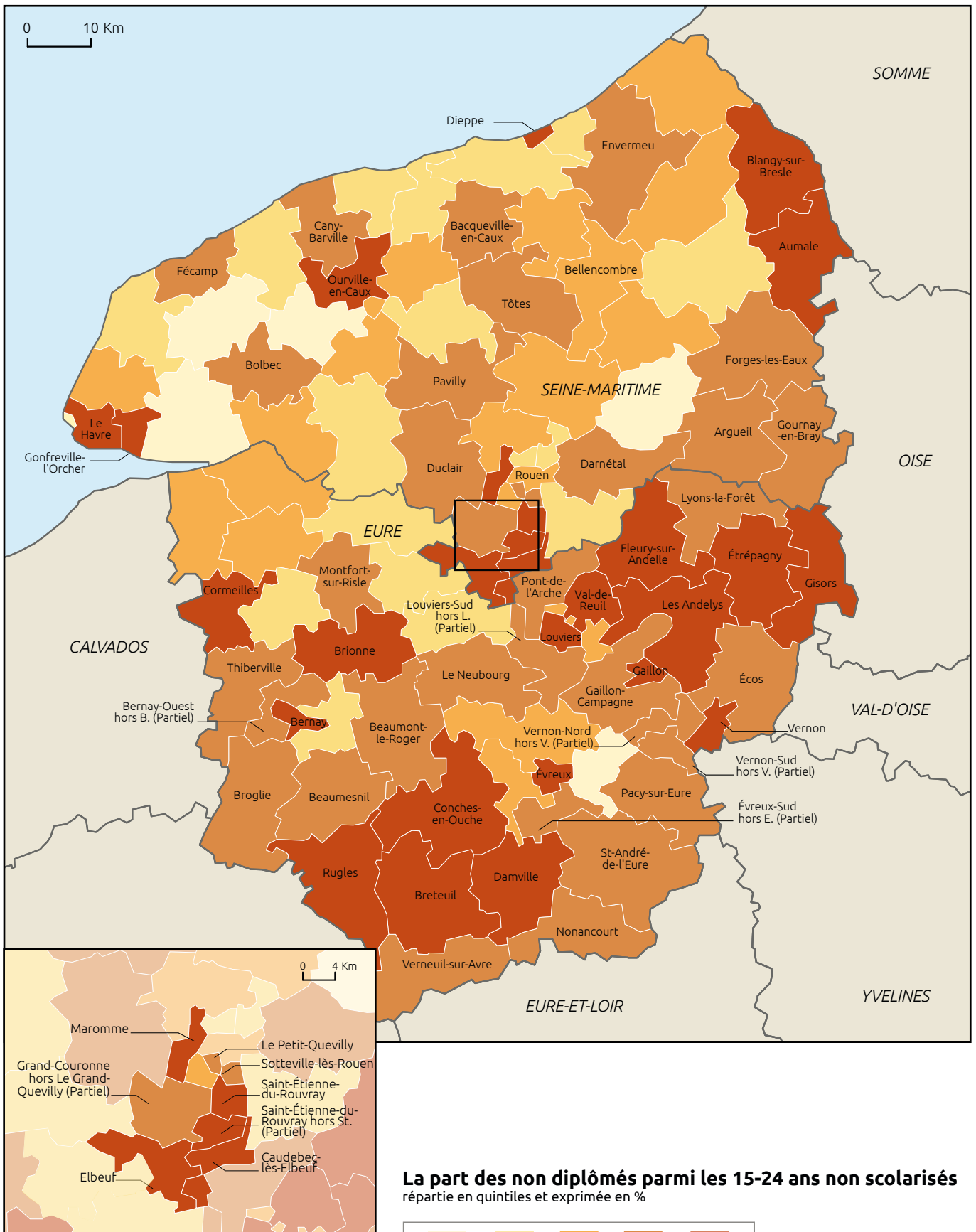
ACADÉMIE DE ROUEN



Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie de Rouen

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Saint-Étienne-du-Rouvray	76	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	12,6	80,2	11,6	3,8	38,5	52,7	13 868
Brionne	27	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	9,5	82,4	7,3	1,4	11,7	49,2	16 074
Grand-Couronne hors Grand-Quevilly	76	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	9,4	86	8,7	2,2	31,1	38,4	16 651
Bellencombres	76	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,7	85,6	5,6	2,3	10,2	51,5	14 719
Broglie	27	Milieu rural vieillissant	7,5	83,7	5,4	1,1	4,5	44,6	15 167
Damville	27	Sécurité économique et soutien culturel	6,5	85,7	7,9	0,8	4,7	35,8	17 728
Académie			8,4	84,1	8,6	1,8	21,1	41	16 875
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Saint-Étienne-du-Rouvray	76	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	1 734	39,9	32,2	19,9	5,7	1 524	20,4
Brionne	27	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	530	32,8	32,9	22,7	9,4	67	23,5
Grand-Couronne hors Grand-Quevilly	76	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 263	30,2	28	24,7	13,2	335	17,2
Bellencombres	76	Fragilité culturelle dans les petites communes	308	25,9	44,8	20,8	5,5	50	22,8
Broglie	27	Milieu rural vieillissant	250	27,4	38,6	21,4	9,9	28	26,6
Damville	27	Sécurité économique et soutien culturel	333	32	30,7	20	13,7	42	17
Académie			91 536	29	30,6	23,5	12,5	147	20,1
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UNE HOMOGENÉITÉ LIMITANT LES RISQUES ET SOUTENUE PAR UN DYNAMISME ÉCONOMIQUE

L'unité apparente de cette académie vient de ce qu'une grande majorité de ses cantons connaissent une relative « sécurité économique et un soutien culturel ». Toutefois, un quart des cantons présentent des difficultés dont neuf qui concentrent un tiers de la population dans le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain ».

1 – Risques les plus marqués

Une quinzaine de cantons sur 64, soit un sur quatre, présentent quelques difficultés. Les cantons urbains situés au cœur des agglomérations de Strasbourg (Bas-Rhin) et Colmar (Haut-Rhin), ainsi que certains cantons urbains correspondant à de petites villes telles que Sélestat (Bas-Rhin), Guebwiller ou Thann (Haut-Rhin) présentent un profil de « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain ». Un fort taux de jeunes âgés de 15 à 24 ans non diplômés parmi les non scolarisés caractérise ce type (35 % à Strasbourg, soit le triple de Truchtersheim). La part des ménages vivant en HLM y est la plus élevée de l'académie (jusqu'à 31 % à Colmar), celle des adultes âgés de 45 à 54 ans sans diplôme est supérieure à 30 % pour les neuf cantons urbains du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain », à l'exception de Thann et Illzach (27-28 %).

2 – Risques seconds

Un seul canton du versant alsacien des Vosges, Schirmeck (Bas-Rhin) est classé dans le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » du fait d'un revenu médian modeste (16 000 euros). Les cadres et professions intellectuelles ne représentent ici que 4 % de la population (2009), pour 31 % pour les retraités et 21 % pour les ouvriers (35 % de la population âgée de plus de 15 ans est diplômée d'un CAP ou d'un BEP). En 2009, 34 % des emplois sont industriels, mais cette proportion a beaucoup reculé au cours de la décennie 2000 (47 % en 1999 !).

Seulement 10 cantons sur 64 concentrent une part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés plus élevée que la moyenne nationale (27 %). Ils sont urbains ou périurbains, ainsi, par exemple, Mulhouse (42 %), Sainte-Marie-aux-Mines (36 %), Schiltigheim (32 %), Strasbourg (35 %), Bischheim (34 %), Colmar (32 %), Schirmeck (30 %).

L'économie alsacienne se caractérise par la variété et le dynamisme de ses secteurs d'activités industrielles et tertiaires, et l'un des PIB régionaux les plus élevés avec l'Île-de-France. Elle conjugue par exemple le bénéfice de ses activités viticoles, touristiques, industrielles, européennes (métropolitaines) et de son emploi frontalier (économie résidentielle). L'industrie

UNE DONNÉE HISTORIQUE

De 1999 à 2009, la part des ouvriers dans la population active n'a reculé que de deux points passant de 19 à 17 %, pour quatre points au plan national (de 21 à 17 %). Dans cette région en croissance démographique depuis 1968, seulement 42 % des ménages ne sont pas imposables sur le revenu (taux inférieur à la moyenne nationale de 45,7 % en 2009).

fournit 19 % des emplois en 2009, pour 13 % au plan national. Les indicateurs retenus convergent pour attester d'une situation favorable. Dans tous les cantons de type « sécurité économique et soutien culturel », la proportion de chômeurs des 15-64 ans varie de 3 à 6 %, seuls deux cantons sur une quarantaine atteignent 7 %.

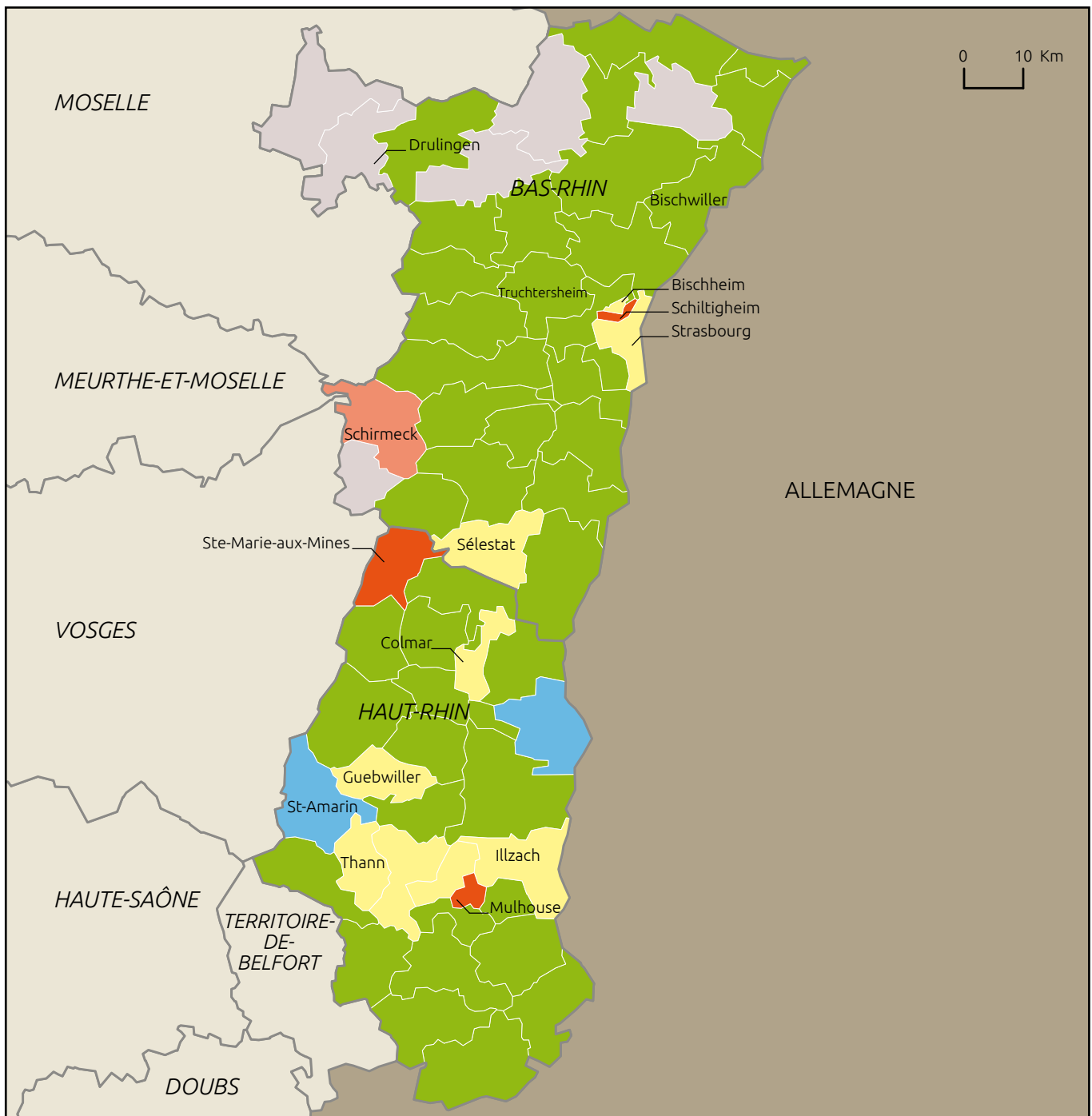
UN CAS SIGNIFICATIF

Le cas de Truchtersheim (Bas-Rhin) est emblématique du dynamisme de ces cantons de type « sécurité économique et soutien culturel » au regard des indicateurs retenus : 12 % de non diplômés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés (France 27,2 %), 3 % de part de chômeurs (France 7,9 %), 92 % de taux d'emploi en CDI (France 85 %), 0,5 % de ménages en HLM (France 15 %), seulement 18 % de 45-54 ans non diplômés (France 34 %), 18 % d'habitants âgés de plus de 60 ans (France 22 %) et un revenu médian de 22 700 euros (France 16 300 euros).

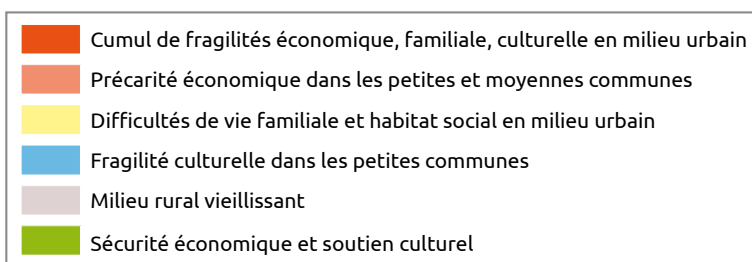
L'indicateur de revenu médian place ce type de canton alsacien au niveau de la banlieue lyonnaise aisée (par exemple 23 800 euros à Écully), juste après les niveaux maxima de certains cantons franciliens des Hauts-de-Seine ou des Yvelines (40 600 euros à Neuilly sur Seine, 30 000 euros à Gif-sur-Yvette). Le canton de Truchtersheim est très dépendant de Strasbourg puisque 84 % des actifs travaillent dans une autre commune du département que celle de leur résidence. De nombreux ménages de cadres et de professions libérales sont venus s'y installer au cours de la décennie 2000 (périurbanisation). L'homogénéité de ce groupe de cantons est frappante. La part des emplois en CDI ne varie pas de plus de quatre à cinq points au sein du groupe (de 87 à 92 %). Le revenu médian varie de 18 000 à 23 000 euros.

Dans l'ensemble, l'académie figure dans la moyenne en ce qui concerne la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (27 %). Les écarts entre les différents types sont importants, de 21 % pour le type « sécurité économique et soutien culturel » à plus de 40 % pour le type, il est vrai, rare de « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ».

ACADÉMIE DE STRASBOURG

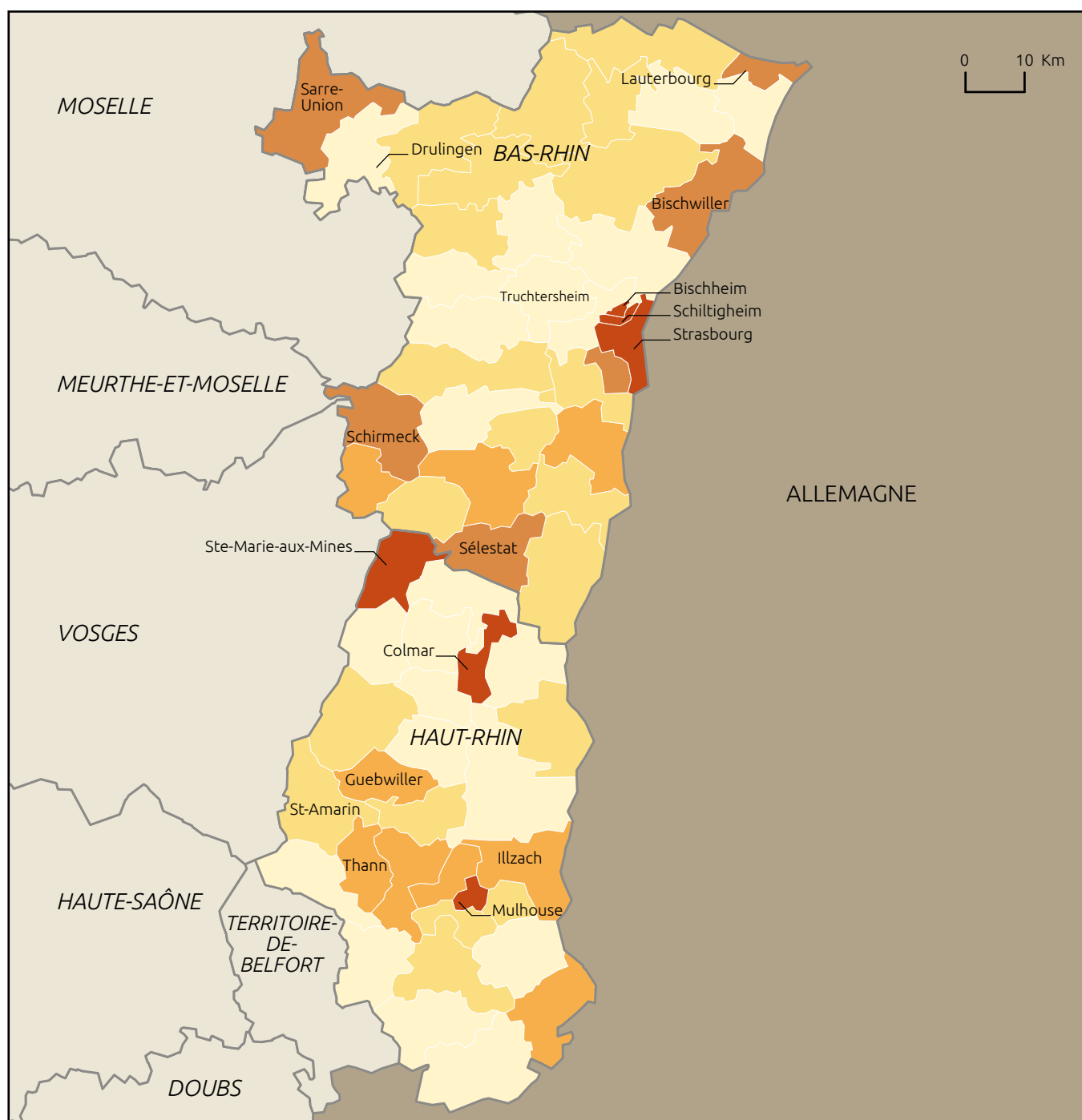


Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE STRASBOURG



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés

répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

Académie de Strasbourg

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Mulhouse	68	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	14,7	82,8	11	2,9	20,7	42,7	12 909
Schirmeck	67	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	6,3	85,3	9,3	1,8	4,7	37,6	16 323
Strasbourg	67	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	10,1	80,3	9,2	2,1	23	31,8	15 467
Saint-Amarin	68	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,7	87,8	7,7	1,3	7,8	35,9	17 447
Drulingen	67	Milieu rural vieillissant	6,6	85,5	7,6	1	1,1	40,2	16 147
Truchtersheim	67	Sécurité économique et soutien culturel	3,1	91,7	6,7	0,9	0,5	17,9	22 735
Académie			7,5	86,8	8,2	1,6	11,9	30,5	18 774
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Mulhouse	68	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	7 631	42,8	28,9	16,6	8	4 983	18,3
Schirmeck	67	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	618	30,3	37,2	21,1	9,6	81	24
Strasbourg	67	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	14 779	35	21,8	19,7	14,4	3 488	16,3
Saint-Amarin	68	Fragilité culturelle dans les petites communes	691	19,3	42,6	21,9	12	79	24,5
Drulingen	67	Milieu rural vieillissant	622	16	43,2	25,5	13,3	69	23,5
Truchtersheim	67	Sécurité économique et soutien culturel	638	12,4	27,6	28,3	24,5	162	18,6
Académie			93 106	26,5	30,9	22,7	14,6	219	19,5
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

DE FORTS CONTRASTES ENTRE ESPACES URBAIN, PÉRIURBAIN ET MONDE RURAL

Le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » affecte un canton sur cinq mais seulement un habitant sur six, alors que dans le type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain », moins d'un canton sur dix concentre 36 % de la population.

1 – Risques les plus marqués

La forte progression du taux de chômage dans les départements du Tarn, du Tarn-et-Garonne, ainsi qu'en Ariège de 1999 à 2009 explique le classement d'un grand nombre des cantons dans le type « précarité économique dans les petites et moyennes communes ». La proportion de chômeurs y est souvent supérieure à 10 % dans des cantons correspondant à de petites villes en déprise démographique et économique à Carmaux, Mazamet (Tarn), Moissac (Tarn-et-Garonne) ou Lourdes (Hautes-Pyrénées). Au sein de ce groupe, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est souvent plus élevée que la moyenne nationale (42 % à Moissac, 39 % à Carmaux, 33 % à Mazamet, 31 % à Lavelanet, 31 % à Decazeville et 30 % à Gaillac, pour 27 % au plan national). Mais d'autres petites villes relevant d'autres types possèdent aussi cette caractéristique (Castelsarrasin 41 %, Graulhet 34 %, Montauban 32 %, Castres, Cahors, Pamiers et Foix 30 %).

UNE DONNÉE HISTORIQUE ET UN CAS SIGNIFICATIF

Carmaux perd des habitants depuis 1968. Près de la moitié des ménages de ce canton sont retraités, 60 % des emplois y sont occupés par des ouvriers et des employés. Même profil pour Lourdes dont la population est passée de 18 000 à 15 000 habitants entre 1968 et 2009. Le revenu médian est inférieur à la moyenne nationale de 16 300 euros dans tous les cantons du type « précarité économique dans les petites et moyennes communes » : 14 000 euros à Carmaux ou 14 700 euros à Lourdes pour plus de 23 000 euros à Toulouse 8^e canton ou Castanet-Tolosan en banlieue toulousaine. Celui de Massat (Ariège), à une heure de route de Foix pour 37 km, détient même le plus faible de l'académie avec 10 300 euros (!). Le taux de chômage dans ce canton de 1 800 habitants (2009) était de 28 % en 1999 et de 18 % en 2009 ! Près de trois quarts des ménages ne sont pas imposables.

2 – Risques seconds

Les cantons urbains centraux relèvent souvent du type « difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain » avec un taux élevé de logements en HLM pour une partie d'entre eux (15-16 % à Castres et à Cahors, 24 % à Tarbes, 27 % à Toulouse 13^e canton hors Toulouse), une part de familles monoparentales souvent dans la moyenne de 8,5 % mais pouvant aller jusqu'à 11 % à Cahors et à Tarbes, voire 12 % à Pamiers et à Toulouse 13^e canton hors Toulouse.

3 – Autres

Le type « milieu rural vieillissant » rassemble de très nombreux cantons ruraux, montagnards ou non, de l'académie de Toulouse. La densité de population de ces cantons varie de 5 hab./km² à Cornus (Aveyron) à 60 hab./km² à Pamiers-Est hors Pamiers dans l'Ariège. La part des plus de 60 ans y est toujours au-dessus de la moyenne nationale (21 % en 2009) pour dépasser 35 %, par exemple dans le canton aveyronnais de La Salvétat-Peyralès, ou dans le Tarn à Alban. Les ménages habitant ces cantons vivent de revenus modestes (16 000 euros), fréquemment proches de 14 000 euros, voire 12 000 euros à Sousceyrac (Lot), La Salvétat-Peyralès ou Saint-Chély-d'Aubrac (Aveyron). La proportion de chômeurs est faible dans tous les cantons de ce type : 1,8 % à Vézins-de-Lévézou, 3,2 % à Salles-Curan ou Sainte-Geneviève-sur-Argence (Lot) du fait d'un exode rural prononcé et historique qui amène les natifs du canton à rechercher ailleurs un emploi. La part des non diplômés parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés est très variable pour les cantons de ce type. Elle est des plus faibles, proche de 5 à 10 % (5,6 % à Anglès, Tarn-et-Garonne) dans des cantons ruraux sous faible influence urbaine. Elle est plus élevée, proche de 20 à 30 %, dans des cantons correspondant à des bourgs ruraux et à des petites villes jouant le rôle de centres de services à la population.

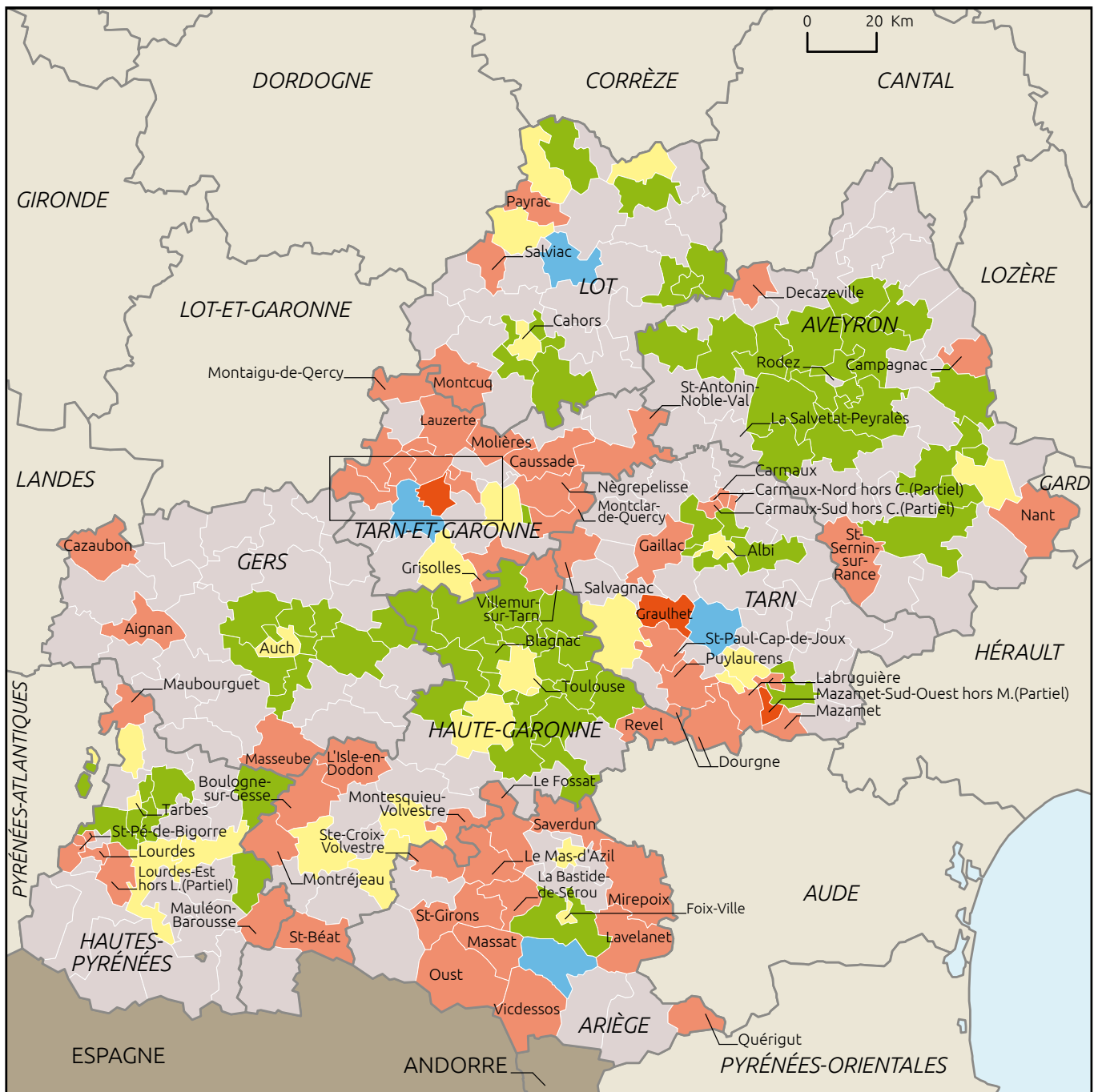
UN CAS SIGNIFICATIF

Dans le canton de La Salvétat-Peyralès (Aveyron), la population ne cesse de diminuer depuis 1968, passant de 3 100 à 1 900 habitants (17 hab./km² en 2009). La proportion des plus de 60 ans atteint 42 %. Deux tiers des ménages ne sont pas imposables sur le revenu (12 300 euros de revenu médian). Un tiers des habitants âgés de 45 à 54 ans est sans diplôme, une proportion comparable à la moyenne nationale (34 %).

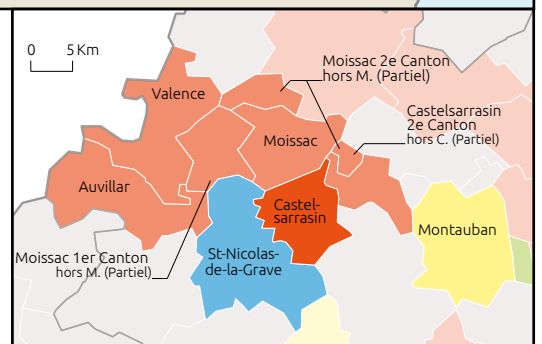
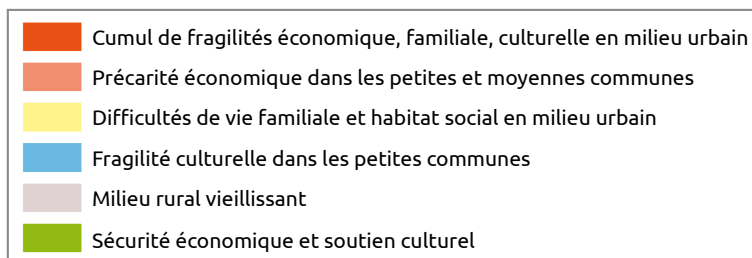
Depuis 40 ans, les départements du Tarn, du Lot et de l'Aveyron présentent les plus fortes proportions d'agriculteurs exploitants parmi la population active en France.

Une forme de « modèle urbain-périurbain » oppose les cantons centraux déjà cités et des cantons périphériques et périurbains de type « sécurité économique et soutien culturel ». Les choix de résidence des catégories sociales diplômées et aisées y contribuent. Le revenu médian dépasse 20 000 euros à Tournefeuille, Montgiscard, Léguevin, Blagnac et Lanta, tous localisés à moins de 30 km de Toulouse. Le niveau de diplôme des habitants y est nettement supérieur à la moyenne : seulement 18 à 20 % des 45-54 ans sont sans diplôme, pour 34 % au plan national. La proportion de chômeurs varie de 4 à 6 %.

ACADÉMIE DE TOULOUSE

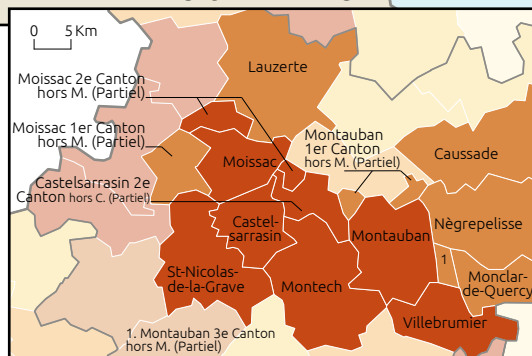
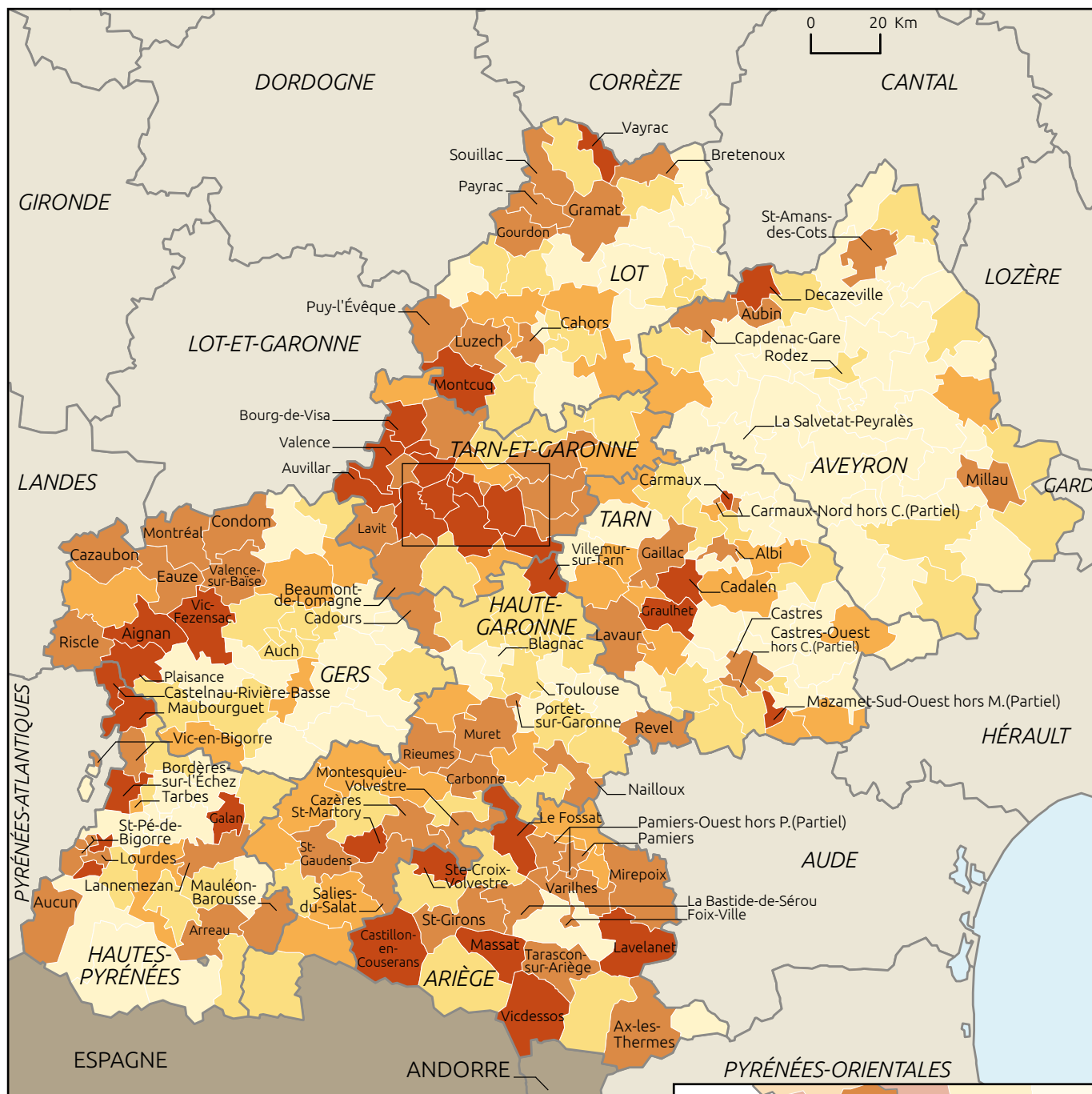


Les zones à risques d'échec scolaire



Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE TOULOUSE



La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés
répartie en quintiles et exprimée en %



Sources : Insee RP 2006, calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE TOULOUSE

Dans l'ensemble, l'académie figure parmi les cinq dont la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés est inférieure à 24 % pour une moyenne nationale de 27 %. Les

écarts entre les différents types sont réduits et à un niveau faible.

UN CAS SIGNIFICATIF

La population de Blagnac a été multipliée par plus de trois entre 1968 et 2009 pour atteindre 36 000 habitants. Les nouveaux arrivants ont été attirés par de nombreux employeurs dont l'aéroport, ou les usines aéronautiques (dont Airbus, 5 300 salariés). Les soldes naturel et migratoire y sont positifs depuis 40 ans. 40 % des ménages de Blagnac sont cadres ou professions intermédiaires. Seulement un tiers des ménages ne sont pas imposables sur le revenu. Un cinquième des habitants sont diplômés de l'enseignement supérieur long et 17 % de l'enseignement supérieur court ! Seulement 15 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés, pour 40 % à Carmaux.

Académie de Toulouse

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Castelsarrasin	82	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	8,9	73,9	9,8	1,6	9,6	44,8	14 568
Carmaux	81	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	10,7	83	7,6	0,7	18,8	36,7	14 075
Cahors	46	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	10,6	82,9	10,6	0,7	15,8	29,2	16 905
Saint-Nicolas-de-la-Grave	82	Fragilité culturelle dans les petites communes	7,9	81,3	6,1	1,2	4,4	37,4	14 339
La Salvetat-Peyralès	12	Milieu rural vieillissant	4,9	82	5,2	1,4	2,2	31,2	12 352
Blagnac	31	Sécurité économique et soutien culturel	6,1	87,4	10,3	0,9	14,7	19,9	20 209
Académie			7,5	84,3	8	1	8,1	28,7	15 485
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Castelsarrasin	82	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	706	40,7	30,1	19,3	7,8	166	26,9
Carmaux	81	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	434	39,2	26,2	19,3	12,3	725	36,7
Cahors	46	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	981	30,1	25,5	21,5	15,6	310	26,4
Saint-Nicolas-de-la-Grave	82	Fragilité culturelle dans les petites communes	222	43,6	26	21,5	7,2	37	25
La Salvetat-Peyralès	12	Milieu rural vieillissant	50	12	22	40	18	16	42,5
Blagnac	31	Sécurité économique et soutien culturel	1 412	15,4	25,8	26,4	19,3	661	17,7
Académie			111 025	24	27,5	25,2	15,7	61	24,2
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

UNE OPPOSITION ENTRE LA PREMIÈRE COURONNE PARISIENNE, LA VALLÉE DE LA SEINE ET LE RESTE DE L'ACADÉMIE

La spécificité de cette académie provient du poids du type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain» qui concentre la moitié de la population dans la moitié des cantons face au type «sécurité économique et soutien culturel» qui englobe quant à lui un tiers des cantons et de la population.

1 – Risques les plus marqués

Certains cantons parmi les plus urbanisés appartiennent au type «difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain». Ils sont situés dans la première couronne de l'agglomération parisienne. Ces cantons recouvrent une large partie du département des Hauts-de-Seine (Malakoff, Meudon, Puteaux, Asnières, Colombes), du nord de l'Essonne (Ris-Orangis, Athis-Mons) et des bords de Seine dans les Yvelines (Limay, Poissy) ainsi que dans le Val-d'Oise (Herblay, Saint-Ouen-l'Aumône). Ces cantons abritent des populations d'adultes âgés de 45 à 54 ans peu diplômés puisque la part des sans diplôme dans cette catégorie d'âge dépasse 40% par exemple à Mantes-la-Jolie ou Saint-Ouen-l'Aumône.

2 – Risques seconds

À l'opposé, la vingtaine de cantons relevant du type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» cumulent toutes les valeurs les plus faibles relatives aux revenus (de 9 000 à 15 000 euros de revenu médian, 9 300 euros à Grigny dans l'Essonne), et les valeurs les plus élevées pour la part des ménages en HLM (jusqu'à 60% à Trappes dans les Yvelines et 66% à Villeneuve-la-Garenne dans les Hauts-de-Seine), celle des familles monoparentales (17% à Garges-lès-Gonesse dans le Val-d'Oise), celle du taux de non diplômés parmi les 45-54 ans (de 37 à 61%), et une part de chômeurs parmi les 15-64 ans supérieure à 10%.

Au sein de ce groupe, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est bien plus élevée que la moyenne nationale (27%). Cette proportion dépasse 40% à Garges-lès-Gonesse (46%), Sarcelles, Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), Grigny (Essonne), soit les maxima de l'académie en la matière.

Elle varie de 34 à 40% à Évry, Corbeil-Essonnes (Essonne), Nanterre, Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Argenteuil (Val-d'Oise), Mantes-la-Jolie, Trappes (Yvelines). Sur les 22 cantons qui composent ce type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain», seul Cergy (Val-d'Oise) se démarque par un taux proche de la moyenne (26%).

UN CAS SIGNIFICATIF

Le cas du canton de Grigny est emblématique de ce type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain», peu représenté dans l'académie. La part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population atteint dans ce canton à peine 3% (2009). Elle est en sensible diminution depuis 1999. Les ouvriers représentent un peu plus de 20% de la population âgée de plus de 15 ans. En lien avec cette sous-représentation des cadres, 37% des 45-54 ans sont sans diplôme.

3 – Autres

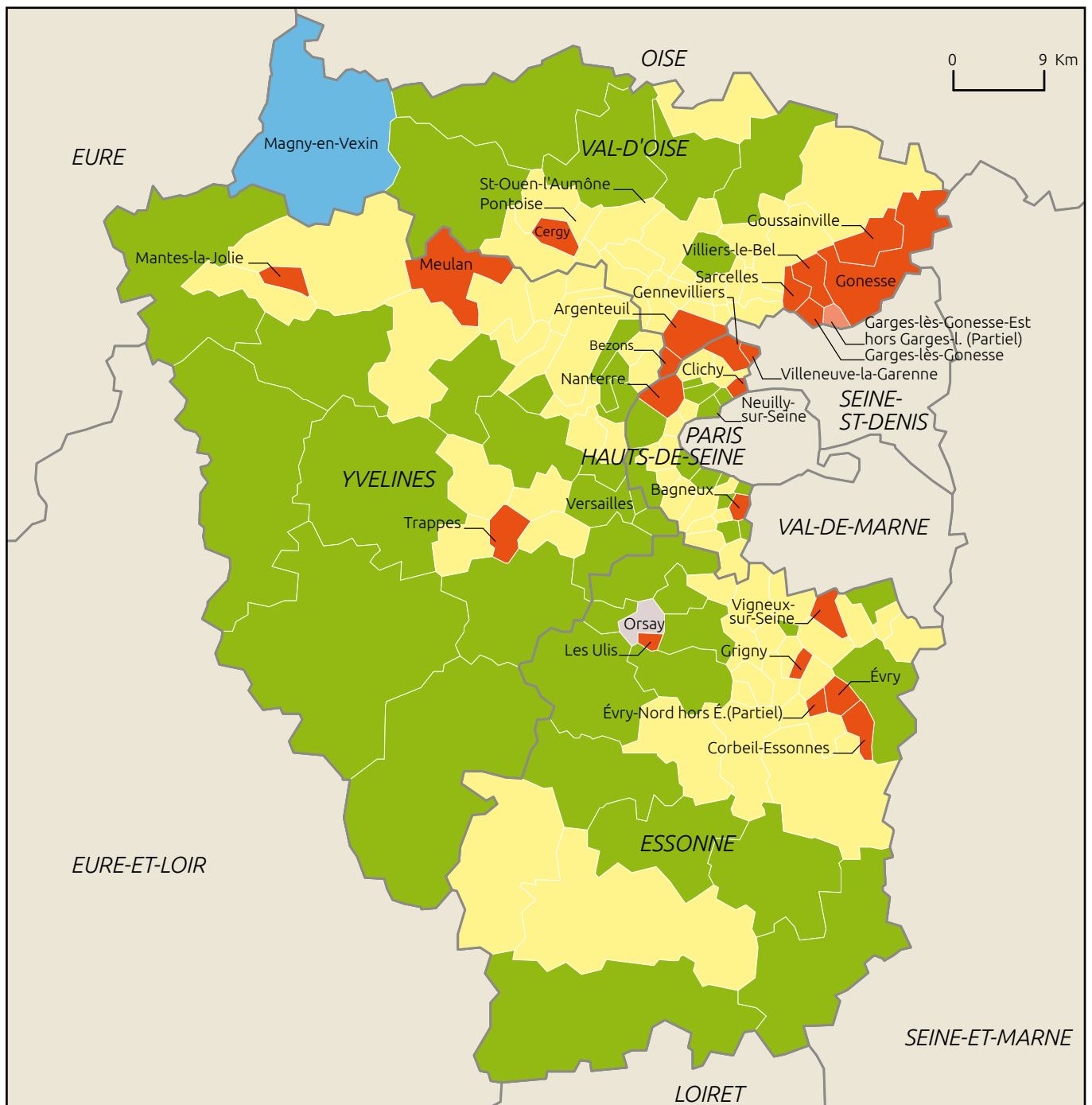
Certains cantons plus urbains et d'autres plutôt situés en périphérie correspondent au type «sécurité économique et soutien culturel». Ils partagent une densité de population élevée supérieure à 10 000 hab./km², de forts revenus et un niveau de diplôme plus élevé (Neuilly-sur-Seine, Boulogne-Billancourt, La Garenne-Colombes, Courbevoie, Montrouge, Bourg-la-Reine, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Vanves dans les Hauts-de-Seine et Versailles dans les Yvelines). Enfin, la plupart des cantons localisés dans le technopôle de Paris-Sud sont dans la même situation favorable (Gif-sur-Yvette, Palaiseau, Bièvres, Villebon-sur-Yvette dans le département de l'Essonne, ou Jouy-en-Josas, Velizy, Viroflay dans les Yvelines).

UN CAS SIGNIFICATIF

Le cas de Neuilly-sur-Seine est emblématique du profil très favorable des cantons de ce groupe, à commencer par le niveau de revenu. Avec 40 700 euros de revenu médian, ce canton peuplé de 60 000 habitants est sans doute le plus favorisé de France. Plus de trois quarts des ménages sont imposables sur le revenu. Seulement 15% des 45-54 ans sont non diplômés. La part des ménages habitant en HLM n'est que de 3%. La proportion de chômeurs est limitée à 6,5%. La part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active atteint presque 30% (2009), elle est en sensible augmentation depuis 1999. Cette part atteint presque 50% chez les 25-54 ans. Les ouvriers ne représentent qu'un peu plus de 2% de la population active âgée de plus de 15 ans. En lien avec une sur-représentation des cadres, plus de la moitié des habitants ont un niveau de diplôme supérieur à BAC+2, atteignant 63% chez les hommes (14% en France métropolitaine).

Dans l'ensemble, l'académie figure dans la moyenne en ce qui concerne la part de jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés (27%). Les écarts entre les différents types sont importants, de 21% pour le type «sécurité économique et soutien culturel» à 36% pour le type «cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain» qui affecte 18% de la population.

ACADÉMIE DE VERSAILLES

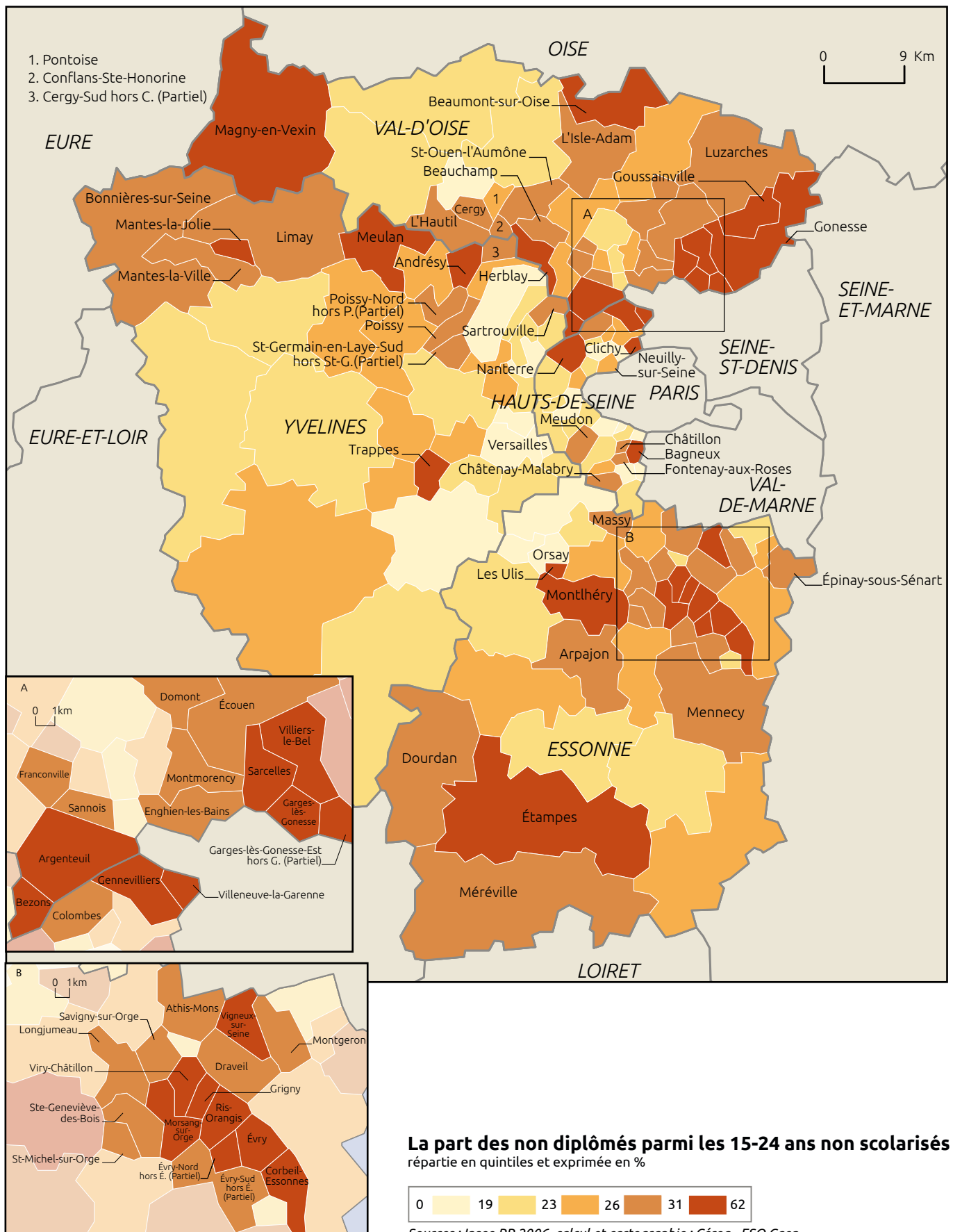


Les zones à risques d'échec scolaire

■	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
■	Précarité économique dans les petites et moyennes communes
■	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain
■	Fragilité culturelle dans les petites communes
■	Milieu rural vieillissant
■	Sécurité économique et soutien culturel

Sources : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul et cartographie : Céreq - ESO Caen

ACADÉMIE DE VERSAILLES



Académie de Versailles

Tableau 1 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs utilisés dans la typologie (% ou euros)

Cantons	Département	Type	Chômeurs parmi les 15-64 ans	CDI parmi les salariés	Familles mono-parentales	Familles de quatre enfants et +	Ménages vivant en HLM	Sans diplôme parmi les 45-54 ans	Revenu médian (euros)
Grigny	91	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	12,7	84,1	14,6	8,3	36,1	54,1	9 359
Garges-lès-Gonesse-Est hors Garges	95	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	10,8	84,7	8,8	2,9	0	46,2	20 352
Saint-Ouen-l'Aumône	95	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	7,2	87,8	10,8	2,8	28,7	40,1	17 418
Magny-en-Vexin	95	Fragilité culturelle dans les petites communes	6,9	88,6	7,9	2,1	9,4	38,5	19 637
Orsay	91	Milieu rural vieillissant	3,8	86,4	6,2	1,1	4,8	16,4	28 914
Neuilly-sur-Seine	92	Sécurité économique et soutien culturel	6,5	89,4	6,6	1,1	2,7	15,8	40 669
Académie			7,3	88,5	9,9	2,2	22,3	30,4	22 147
France métro.			7,9	85	8,5	1,6	14,9	34,3	16 344

Source : Insee RP 2006, Revenus fiscaux localisés ; calcul : Céreq-ESO Caen

Tableau 2 : Exemples de cantons significatifs par type et indicateurs complémentaires

Cantons	Département	Type	Nombre de 15-24 ans non scolarisés	Niveau de diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés (%)				Densité de population (hab./km ²)	% de 60 ans et plus
				Non diplômés	CAP-BEP	BAC	BAC+2		
Grigny	91	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain	1 682	46	26	19,3	6,5	5 335	10,6
Garges-lès-Gonesse-Est hors Garges	95	Précarité économique dans les petites et moyennes communes	57	32,8	29,3	17,2	17,2	155	11,6
Saint-Ouen-l'Aumône	95	Difficultés de vie familiale et habitat social en milieu urbain	1 650	28,1	28	27,5	11,3	1 363	11,5
Magny-en-Vexin	95	Fragilité culturelle dans les petites communes	707	33,3	27,5	24,6	10,5	82	17,7
Orsay	91	Milieu rural vieillissant	708	15,2	14	23,8	23	2 167	19,4
Neuilly-sur-Seine	92	Sécurité économique et soutien culturel	1 121	23,3	10,3	18,1	13,4	16 480	26,2
Académie			218 475	27,7	23,8	23,1	15,1	960	16,5
France métro.			2 762 326	27,2	28,3	24,1	13,9	113	21,4

Source : Insee RP 2006 ; calcul : Céreq-ESO Caen

AGGLOMÉRATION :

Ensemble de cantons urbains et périurbains contigus où le bâti est continu. Toutes les aires urbaines sont constituées d'une agglomération dans leur partie centrale.

AIRE URBAINE :

Une aire urbaine ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Le zonage en aires urbaines datant de 2010 distingue également :

- les « moyennes aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de 5 000 à 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

- les « petites aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 1 500 à 5 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci (source Insee).

CANTON :

Le canton au sens de l'Insee s'éloigne légèrement de la définition administrative : le canton-ou-ville (ou pseudo-canton) peut regrouper plusieurs communes. « Dans les agglomérations urbaines, chaque canton comprend en général une partie de la commune principale et éventuellement une ou plusieurs communes périphériques. Dans ce cas, l'Insee considère la commune principale, entière, comme un pseudo-canton unique et distinct. Pour la ou les communes périphériques, le pseudo-canton considéré est alors identique au vrai canton amputé de la fraction de la commune principale que comprend le vrai canton » (source Insee).

CONTEXTE SPATIAL OU CONTEXTE TERRITORIAL :

« Ensemble des circonstances au sein desquelles s'insère un fait. Spécialement en géographie : ensemble des conditions de possibilité pour qu'une réalité spatiale advienne ». (Lussault in J. Lévy et M. Lussault, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés Belin*, 2003, p. 204). En matière d'analyse de faits sociaux localisés dans l'espace comme la résidence d'un adolescent dans un canton donné, le contexte de ce fait social est à la fois géographique (enclavement, centre ou périphérie, urbain-périurbain-rural), démographique (zone d'exode rural ou terre d'immigration massive), sociologique (classes paupérisées ou moyennes, aisées), économique (petit bassin industriel en reconversion ou technopole, métropole) et culturel (par exemple de tradition protestante ou catholique, etc.).

DIAGONALE DU VIDE :

Ligne imaginaire orientée du nord-est au sud-ouest en France métropolitaine qui regroupe un ensemble de cantons ruraux des Ardennes à la Dordogne en passant par les plateaux bourguignons, l'Auvergne et le Limousin. Terre d'exode rural très prononcé depuis des décennies caractérisée par la faiblesse de la densité de grandes agglomérations.

ÉCONOMIE RÉSIDENTIELLE :

Économie locale et/ou régionale fondée sur une consommation et des dépenses alimentées par les pensions de retraite, les salaires publics, les prestations sociales et remboursement de soins de santé, les dépenses touristiques, les revenus d'actifs vivant localement ou dans la région et travaillant hors de ce territoire ou « navetteurs » (Davezies, 2009).

EMPLOI MÉTROPOLITAIN :

Emploi très qualifié localisé dans les métropoles (agglomérations ou aires urbaines de plus de 500 000 hab.) détenu par des habitants à fort niveau de diplôme et correspondant à des professions et catégories socio-professionnelles de professions intermédiaires, d'ingénieurs et de cadres.

FRANGES OU MARGES :

Espaces ruraux correspondant à des ensembles de cantons situés en périphérie de grands ensembles géographiques comme le Bassin parisien (exemple de la Haute-Marne) ou situés en périphérie d'un département.

MODÈLE URBAIN-PÉRIURBAIN :

Opposition entre un ou plusieurs cantons défavorisés situés au centre d'une agglomération et des cantons périurbains favorisés, contigus aux premiers et disposés fréquemment en couronne. L'extension de ce modèle correspond souvent aux limites des aires urbaines.

PÉRIURBAIN :

Espace de densité de population variable, mais souvent comprise entre 80 et 300 hab./km², avec une présence d'emploi industriel et tertiaire variable. Ensemble de cantons où prédomine la localisation de la résidence de professions et catégories socioprofessionnelles d'employés, de professions intermédiaires, d'ingénieurs et de cadres.

RURAL :

Espace de faible densité de population (50 hab./km² et moins), avec ou sans forte présence d'emploi agricole. Ensemble de cantons où prédomine la localisation de la résidence et de l'emploi de professions et catégories socioprofessionnelles d'artisans, de retraités et d'ouvriers.

TECHNOPOLE :

Agglomération ou aire urbaine tirant son dynamisme économique de celui des activités de recherche et de haute technologie qui y sont localisées.

TECHNOPÔLE :

Quartier où se localisent des activités de recherche et de haute technologie.

TERRITOIRE :

Ensemble de cantons. En géographie, portion d'espace appropriée et aménagée par un groupe ou une société en vue de sa reproduction.

URBAIN :

Espace de forte densité de population (supérieure à 300 ou 400 hab./km²), avec une forte présence d'emploi tertiaire. Ensemble de cantons où prédomine la localisation de la résidence et de l'emploi de professions et catégories socioprofessionnelles d'employés, de professions intermédiaires, d'ingénieurs et de cadres.

Direction de la publication

Alberto Lopez, Céreq
Catherine Moisan, DEPP

Coordination

Gérard Boudesseul, Centre associé régional Céreq, UMR ESO, Université de Caen Basse-Normandie
Olivier Monso, DEPP

Auteurs

Gérard Boudesseul, Centre associé régional Céreq, UMR ESO, Université de Caen Basse-Normandie
Patrice Caro, Centre associé régional Céreq, UMR ESO, Université de Caen Basse-Normandie
Yvette Grelet, Centre associé régional Céreq, UMR ESO, Université de Caen Basse-Normandie
Céline Vivent, Centre associé régional Céreq, UMR ESO, Université de Caen Basse-Normandie

Cet ouvrage est édité par :

Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications
10, Place de la Joliette
BP 21 321
13 567 Marseille cedex 2

Le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance
61-65, rue Dutot
75 732 Paris cedex 15

Conception maquette et PAO

Maison de la recherche en sciences humaines,
CNRS - Université de Caen Basse-Normandie.

Achevé d'imprimer en juin 2014

sur les presses de l'imprimerie Ovation
4, rue du Docteur Leray – 95880 Enghien-les-Bains

Fonds de cartes

IGN

Téléchargez la brochure à partir du site web du Céreq ou du ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche
<http://www.cereq.fr/index.php/articles/Atlas/Decrochage-scolaire>
www.education.gouv.fr/statistiques



[DEPP]
**Direction de l'évaluation,
de la prospective
et de la performance**

Centre d'études
et de recherches
sur les qualifications — **Céreq**



Dépôt légal 2T2014-06-06
ISBN : 978-2-11-138621-1
26 €